

Migrations mexicaines
aux États-Unis

Jorge Durand

Migrations mexicaines aux États-Unis

 CNRS EDITIONS

Remerciements

Ces dernières années, j'ai partagé des expériences, des histoires, des impressions et des réflexions sur le thème de la migration entre le Mexique et les États-Unis avec un grand nombre de personnes, et plusieurs institutions m'ont accueilli et apporté leur appui.

En 1982-1983, j'ai travaillé en collaboration avec Douglas S. Massey, Rafael Alarcón et Humberto González sur le sujet : « Processus migratoires dans l'Ouest du Mexique », ce qui constitua pour moi une entrée en matière.

Quatre ans plus tard, en octobre 1987, j'ai repris la route avec Douglas S. Massey pour aborder un sujet qui élargissait de manière considérable la base informatique et le travail de terrain réalisés précédemment.

Fin 1987-début 1988, toute ma famille est partie vivre à San Francisco del Rincón, au Guanajuato, pour y réaliser l'enquête de terrain. Tandis que ma femme Patricia se chargeait d'interviewer les fabricants de chaussures et de chapeaux, je recensais les logements dans les quartiers d'El Llano et Santa Rita, élaborais l'échantillon, embauchais des enquêteurs, et effectuais des enquêtes et de nombreuses interviews. Pendant ce temps, Sol formait ses premières lettres à l'école El Principito. Nous avons aussi partagé le travail de terrain en Californie et à Reno (Nevada), pendant l'été 1990, où nous ont encore accueillis nos amis de San Francisco del Rincón.

J'ai pu venir en France grâce au CNRS qui m'invitait à travailler au GRAL, à l'université de Toulouse-Le Mirail. Au cours de mon séjour à Toulouse, tout en m'imprégnant des recherches sur les migrations européennes, fut achevée la première version de ce travail.

Au fur et à mesure que je rédigeais les chapitres de ce livre, ils passaient aux mains de Patricia Arias, qui redressait les erreurs, corrigeait la syntaxe.

Sur ma route, j'ai aussi reçu l'appui des étudiants en sociologie

Héctor Hernández et Victor Espinosa, qui ont ordonné les tableaux, élaboré les graphiques, réalisé des interviews, fouillé dans les archives, pris des photographies et apporté leurs connaissances et leur expérience, ayant réalisé plus de six cents enquêtes chacun.

Le processus de recueil d'informations provenant des enquêtes était à la charge de Lucía Gutierrez de Mantilla ; la phase initiale de la programmation, sous la responsabilité de Larry Basem ; l'élaboration des différents fichiers, calculs et estimations, aux mains de David Lindstrom, et l'ensemble était supervisé par Douglas S. Massey. Sans leur appui, leur constance et leur savoir-faire, je n'aurais jamais pu mener à bien cette étude.

Le financement de ce projet provient du National Institute of Child Health and Human Development (Population Research Center), du département de sociologie de l'université de Chicago, du GRAL-CNRS, à l'université de Toulouse-Le Mirail, du CONACYT et de l'université de Guadalajara (État de Jalisco), au Mexique.

Renato Arias et Mariette Naboulet, Elizabeth Corral et José Olmedo et les familles Bataillon, Cohen, De Roux, Link et Santana nous ont aidés à nous familiariser avec la France.

À Guadalajara, mes remerciements vont tout spécialement à Jorge Alonso, Marijose Amerlink et Jaime Tamayo. Un grand merci à Anne-Marie Larroque pour sa traduction efficace.

Tout livre porte en soi une obsession, et des moments de dépression. Si l'on supporte et surmonte tout cela en famille, apparaissent aussi des moments de joie, de bonne humeur et, surtout, une immense solidarité. Patricia et Sol m'ont accompagné dans ces moments critiques, cette parenthèse qui nous a empêchés de partir en vacances, d'aller au cinéma, d'inviter les copains, de jouer au Nintendo et de nous promener à bicyclette. À toutes deux vont mes remerciements et ces pages qui sont une histoire vécue et partagée.

Abréviations

CENIET	: Centre national d'information et statistique du travail.
CTM	: Centrale des travailleurs mexicains.
DIF	: Développement intégral de la famille.
ENEFNEU	: Enquête nationale d'émigration à la frontière nord et aux États-Unis.
ETIDEU	: Enquête à la frontière nord concernant des travailleurs illégaux expulsés par les autorités des États-Unis d'Amérique, décembre 1984.
INS	: Service d'immigration et naturalisation (E.-U.).
IRCA	: Immigration Reform and Control Act (E.-U.).
ISSTE	: Institut de sécurité sociale pour les travailleurs de l'État.
TLC	: Traité de libre commerce.

Introduction

Premiers jalons

Le processus migratoire entre le Mexique et les États-Unis est comparable à celui que l'on connaît en Europe depuis quelques décennies. Entre pays voisins, la migration des travailleurs est en général difficile à contrôler, plus encore en cas de modification des frontières, quand les peuples ont eu à se partager ou à se disputer des territoires communs. Dans les deux cas, il s'agit d'une migration ancienne, consolidée au fil du temps et soumise à l'influence des phénomènes politiques et sociaux. Étant donné la proximité des pays concernés, on a affaire à une migration en « aller et retour ». La grande différence entre l'Europe et l'Amérique centrale tient peut-être à la longueur de la frontière et au volume du courant migratoire qui, dans le cas du Mexique et des États-Unis, représentent des milliers de kilomètres et des millions de personnes.

Les Mexicains appellent la frontière nord du pays « la ligne », et le pays voisin, « l'autre côté », ou simplement « le Nord ». D'une certaine manière, ces appellations populaires reflètent bien la réalité, et la frontière peut être considérée comme une ligne imaginaire : ses 3 000 kilomètres ne constituent une véritable limite qu'aux postes frontière, où stationne généralement une unité dont la mission est d'empêcher le passage des immigrants sans papiers.

Notre étude s'attache donc au processus centenaire de migration entre le Mexique et les États-Unis et à ses conséquences économiques et socioculturelles dans la société de l'Ouest mexicain, source principale des courants d'émigrants partis vers le nord à la recherche d'un travail et d'un meilleur salaire. Elle s'appuie sur les données provenant des enquêtes menées dans onze localités urbaines et rurales, sans compter l'étude approfondie d'une petite ville : San Francisco del Rincón, dans l'État de Guanajuato.

On sait que la vaste région formée par les États de Guanajuato, Jalisco et Michoacán a été, dès la fin du siècle passé, le premier fournisseur de la main-d'œuvre dont avait besoin l'économie américaine. C'est la raison pour laquelle de nombreuses études monographiques ont déjà été réalisées sur des localités de la région. Ce n'est qu'au cours de la dernière décennie que se sont multipliées les analyses de type national relatives à la migration des travailleurs mexicains.

En général, les études sur la migration Mexique-États-Unis peuvent être regroupées en deux grandes catégories correspondant, en gros, à deux disciplines : d'une part, les études de type sociologico-démographique, d'autre part, les recherches historico-anthropologiques. Ces regroupements apparaissent dès les premiers travaux, réalisés dans les années vingt, et se sont maintenus depuis.

Les études de type sociologico-démographique adoptent en général un point de vue synchronique. Leur base d'information repose sur une seule technique, les enquêtes, qui a pour objectifs de déterminer l'ampleur du flux migratoire à un moment donné, de connaître l'origine et la destination géographique des migrants, d'établir leurs coordonnées socio-démographiques fondamentales — sexe, âge, état civil, scolarité — et, en dernier lieu, d'obtenir des renseignements sur les caractéristiques de l'emploi des migrants aux États-Unis : salaire, type de travail, horaires, ancienneté, paiement d'impôts et accès aux prestations sociales.

Ces études, essentiellement quantitatives, se développent dans les années soixante-dix, alors même que le phénomène migratoire devient un sujet de préoccupation pour le Mexique et les États-Unis, et que les organismes officiels mexicains et nord-américains commencent à disposer de ressources informatiques sérieuses. Ces recherches, fort coûteuses, ont souvent bénéficié de gros financements gouvernementaux.

Le plus souvent, les analyses sociologico-démographiques apparaissent comme discutables parce qu'elles sont étroitement liées d'une part aux discussions politiques entre les deux pays, d'autre part à l'application éventuelle de leurs résultats. Ainsi, du point de vue nord-américain, tracer le profil socio-démographique des immigrants est indispensable autant à la promotion des mécanismes favorisant le retour des migrants au Mexique qu'à la connaissance du comportement de ceux qui restent aux États-Unis. La recherche sociologico-démographique a sans doute aidé aussi à limiter les spéculations dans lesquelles tombe généralement l'opinion nord-américaine.

Les recherches historico-anthropologiques, pour leur part, n'ont pas d'autre origine que la volonté du chercheur lui-même ni d'autre appui que celui d'institutions de type universitaire. On décèle dans cette catégorie une plus forte présence des chercheurs mexicains. La plupart de ces études s'inscrivent dans la tradition des études ethnographiques

classiques, où la reconstruction historique et le recueil d'informations qualitatives jouent un rôle déterminant. Ces dernières années, on a tenté de combiner techniques quantitatives et matériel qualitatif.

Après les deux études pionnières de Manuel Gamio et Paul Taylor, dans les années vingt, c'est le grand vide jusqu'aux années soixante-dix à partir desquelles se succèdent études de communauté et tentatives d'analyses comparatives. Les États du Michoacán et du Jalisco deviennent la zone géographique préférée des chercheurs (cf. figure 1).

Les recherches historico-anthropologiques, que ce soit à partir d'études de cas ou d'analyses de type comparatif, partagent deux préoccupations importantes : la reconstruction minutieuse du processus migratoire et la recherche, parfois obsessionnelle, du migrant originel. Ces recherches ont montré la profondeur historique de l'enracinement local de la migration aux États-Unis, ce qui a remarquablement enrichi l'explication purement économique du phénomène et a donc aidé à mettre en évidence la difficulté que l'on rencontre lorsque l'on veut cerner un processus qui s'est mis en place petit à petit, péniblement.

Cependant, l'accent mis sur l'explication historique a entraîné deux problèmes. L'ancienneté du phénomène migratoire dans une localité a conduit soit à omettre l'analyse détaillée de ses transformations dans le temps, soit à accepter, sans préciser localement, les rythmes généraux du phénomène : l'expulsion, l'étape des *braceros*, les *indocumentados*. Ainsi, l'histoire comme ultime explication de la migration a rendu difficile le recueil des signes les plus récents du phénomène et l'identification d'un moment crucial de la migration vers les États-Unis.

Notre comparaison systématique entre les onze communes étudiées a mis par exemple en évidence le fait que, vers le milieu des années soixante-dix, la migration de travailleurs mexicains aux États-Unis connaît quatre modifications fondamentales : une croissance absolue du nombre de familles comptant au moins un migrant dans les communes traditionnellement « pourvoyeuses » de main-d'œuvre ; le départ de migrants depuis des localités rurales sans tradition migratoire ; l'augmentation inédite de la population urbaine parmi les contingents migratoires ; enfin, la migration de femmes seules.

La proportion de familles qui comptent un membre « migrant actif »¹ est semblable, en moyenne, au nombre de familles comptant des membres « migrants inactifs ». Cela signifie que les personnes qui ont migré durant les trois années antérieures à la réalisation de l'enquête équivalent au nombre total de migrants des décennies précédentes. Dans des localités comme Pozos, au Guanajuato, ancrées dans une

1. On entend par « migrants actifs » ceux qui ont migré au cours des trois années qui ont précédé l'enquête, et par « migrants inactifs » ceux qui ont migré avant cette époque.

région d'ancienne tradition migratoire, la plupart des migrants (88,4 %) ont commencé à partir en 1970. Dans des quartiers de grandes villes comme Guadalajara ou León et des villes moyennes à forte industrialisation comme San Francisco del Rincón, au Guanajuato, et Santiago, au Jalisco, trois quarts des migrants environ ont commencé leur carrière migratoire en 1970. Enfin, dans neuf communes sur dix, la migration féminine active était supérieure à l'inactive, ce qui démontre l'actualité du phénomène².

À cette croissance récente de la migration on donne en général une explication, sans doute exacte en partie : la dévaluation du peso mexicain, en septembre 1976, rendit plus rentable le travail migratoire payé en dollars, dont la valeur par rapport au peso venait de doubler. Au même moment se produisit une crise généralisée de la société rurale, jusque-là fondée sur l'activité agricole de sa population. Devant une crise insoluble par les voies traditionnelles de la lutte agraire et de l'activité agricole, la société rurale se tourna vers la migration dans les localités voisines pour obtenir un travail, faire des économies, former un capital qui permette ensuite de revenir dans son village d'origine. Or, cette crise de la société rurale coïncida avec celle de l'emploi urbain. La population rurale, qui émigrerait traditionnellement vers les grandes villes du pays depuis les années soixante-dix, n'y trouvait plus, désormais, le marché du travail et les conditions de vie des époques précédentes. Elle commença donc à grossir les rangs de travailleurs qui devaient traverser la frontière pour subsister.

L'autre grande question soulevée par l'analyse historico-anthropologique est liée à l'impact économique de la migration de travailleurs sur la population locale. En général, on considère deux types d'effet : l'effet dit productif, c'est-à-dire l'achat de terres, de machines ou d'équipements qui favorisent le développement agricole ; et l'effet improductif, vaste catégorie qui va de la consommation quotidienne à l'achat d'un terrain et à la construction d'une maison. Sur ce point, l'impact de la migration est généralement mal apprécié au moment de l'évaluation anthropologique.

Notons tout d'abord que, derrière la conception d'impact économique, se cache une notion qui n'est généralement pas explicitée : le « productif » est lié invariablement et presque exclusivement au travail agricole. Cette vision de l'activité productive comme synonyme

2. Excepté le village de San Diego de Alejandria, au Jalisco, avec 14 % de femmes actives et 18,5 % d'inactives, et la localité de Pozos, au Guanajuato, avec 0 % de migration féminine active et 7,4 % d'inactive. Dans le cas de San Diego, le taux de migration féminine inactive tient au fait que c'est la localité qui compte la tradition migratoire la plus importante et la plus ancienne. Par contre, à Pozos, la migration est réduite et récente, et un grand développement de l'industrie de la confection y crée des emplois le plus souvent réservés aux femmes.

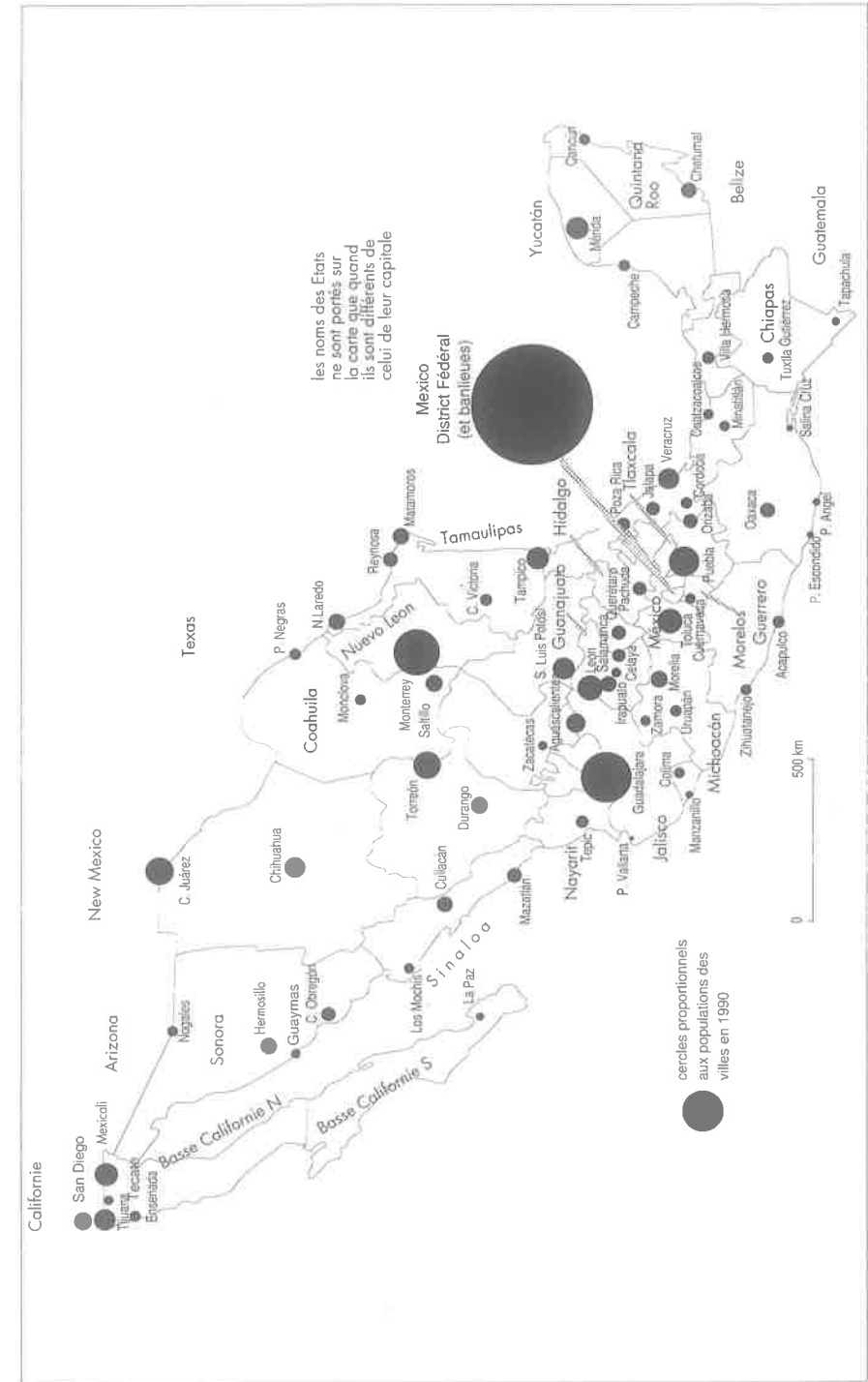


Figure 1. Mexique, villes et États.

d'investissement agricole a créé au fil des ans d'énormes difficultés pour bien saisir les effets de la migration dans une localité déterminée. À un niveau plus général, elle rend aussi difficile la compréhension de l'hétérogénéité historique de la société rurale mexicaine et celle de l'accélération des changements et de la diversification de la vie rurale ces deux dernières décennies.

Des changements économiques, mais aussi, et de plus en plus, des modifications sociales et culturelles. La généralisation de la migration, ces quinze dernières années, a multiplié les effets inattendus et contradictoires des deux côtés de la frontière. La société rurale de l'Ouest du pays, sans doute encore la principale pourvoyeuse de migrants aux États-Unis, a connu des situations qui échappent aux comportements migratoires traditionnels et aux mécanismes habituels de manipulation du phénomène.

En résumé, notre recherche essaie d'apporter une réponse à trois problèmes chroniques des études sur la migration : l'interprétation générale du processus comme « soupape de sûreté » des problèmes économiques et politiques du Mexique, les limites des études de cas quant aux possibilités de généralisation, et l'interprétation de l'impact économique du processus migratoire en termes d'investissement agricole. On tente aussi d'explorer trois nouveaux domaines : au niveau géographique, il devenait nécessaire de compléter le panorama avec l'étude de l'État du Guanajuato, ce qui favorise du même coup l'avancée vers l'autre objectif que constitue une première analyse du processus migratoire dans la région centre-ouest du Mexique ; au niveau thématique, il était urgent de réfléchir à l'impact culturel de la migration, thème pratiquement laissé de côté dans la littérature.

Cadre et objet

Trois grandes lignes de recherche et de réflexion président à notre travail : l'analyse historique, le travail de terrain anthropologique et la création d'une base documentaire avec données quantitatives.

Recourir à l'histoire est largement justifié, puisque le phénomène migratoire est un processus social. Les grandes lignes du futur de la migration s'appuient sur des sources secondaires, nombreuses et consistantes. Pour des aspects particuliers, régionaux ou conjoncturels, nous avons eu recours à des lois, décrets et rapports administratifs.

La réalisation d'un travail de terrain anthropologique dans les communes d'origine des migrants et dans les lieux de destination, en Californie ou au Nevada, est due à notre spécialisation, mais aussi à la conviction que ce sont les protagonistes qui doivent donner eux-mêmes leur version des faits : ce sont eux qui connaissent le mieux les formes, les habitudes et les styles de migration, de travail et de

subsistance dans le Nord ainsi qu'au moment du retour au Mexique. Suivant la tradition anthropologique, nous avons choisi un lieu pour réaliser une étude en profondeur. Nous sommes alors entré dans l'histoire et le contexte locaux et nous avons réalisé des parcours de terrain, des entretiens dirigés et des histoires de vie : ceci à San Francisco del Rincón, puis, de façon plus ponctuelle, jusqu'à la zone voisine de Los Altos de Jalisco et à celle du Bajío du Guanajuato.

Enfin, nous avons choisi de créer une base de données informatique qui permette de disposer d'une information représentative à l'échelon local et d'un nombre suffisant de localités enquêtées afin de rendre possible une comparaison à différents niveaux : selon leur situation dans un État, leur origine (urbaine ou rurale), leur taille, leur spécificité – agricole ou industrielle. La base de données repose sur 2 150 enquêtes dans lesquelles nous avons appliqué les mêmes questionnaires.

Pour cela, nous avons réalisé des recensements de logements dans les localités ou quartiers sélectionnés pour obtenir des échantillons représentatifs – aléatoires – de chaque localité. Dans tous les cas, sauf un, nous avons levé 200 questionnaires. Dans les cas de rejets, qui ont été peu nombreux, ou de logements vides, nous avons utilisé des nombres de remplacement choisis de manière aléatoire. Le taux de fiabilité est de 95 %, avec un rang de variation de 8 à 12 unités dans les pourcentages. L'application d'une même méthodologie a permis d'obtenir, d'une part, un degré élevé de fiabilité statistique, d'autre part, une pleine « comparativité »³.

Sur les onze cas étudiés, sept correspondent à cette phase de la recherche (1988-1990). Les quatre autres ont été étudiés précédemment (1982-1983) et leurs résultats publiés antérieurement (Massey, Alarcón, Durand et González, 1987).

Les communes ont été choisies selon des critères de situation et de taille afin d'obtenir un panorama divers et relativement représentatif des villages et sous-régions du Centre-Ouest mexicain. Un autre critère de sélection et de comparaison est le degré d'urbanisation, afin de couvrir toute la gamme, des communes les plus rurales aux plus urbaines. Les sept localités enquêtées entre 1988 et 1990 sont : dans l'État du Guanajuato le quartier de Santa Clara à León, la ville moyenne de San Francisco del Rincón, le gros village de Romita ancré dans le Bajío, une localité à demi abandonnée où se trouvait la mine de Pozos dans la région minière de l'État ; au Jalisco, la localité *alteña* de San Diego de Alejandria et son village voisin, Unión de San Antonio ;

3. Pour le recueil de données, nous avons utilisé le programme Data Enter, de SPSS, et pour le traitement, le programme SPSS V2.0. Nous avons construit quatre fichiers : PERSFILE pour chaque personne, MIGFILE pour chaque migrant, HOUSEFILE pour chaque logement et LIFEFILE pour les histoires vécues.

enfin, au Michoacán, nous avons réalisé des enquêtes dans la ville d'Ario de Rayón, dans le Bajío Zamorano (cf. figure 2, p. 84).

Le groupe des quatre localités enquêtées en 1982-1983 a apporté des informations sur le quartier de San Marcos à Guadalajara, le village ouvrier de Santiago, la localité rurale d'Altamira, ces trois communautés se trouvant au Jalisco, et sur la commune rurale de Chamitlán, située dans l'État du Michoacán⁴.

Les localités enquêtées couvrent ainsi un éventail très vaste : une métropole, Guadalajara, une grande ville, León, une ville moyenne, San Francisco, de gros villages, Romita et Santiago, des localités moyennes, Unión de San Antonio et Chamitlán, et de petits villages, San Diego, Ario et Pozos.

Les secteurs de production sont eux aussi représentés : deux localités moyennes, Santiago et San Francisco, sont industrielles ; trois communes, Ario, Romita et Chamitlán, sont ancrées dans un milieu agricole moderne ; et quatre localités rurales, La Unión, San Diego, Pozos et Altamira, font partie de zones traditionnelles d'élevage ou d'agriculture de *temporal* (cf. figure 3, p. 85).

Observer et analyser le phénomène migratoire à partir de trois perspectives et méthodes différentes a été l'un des objectifs de ce travail. L'approche multidisciplinaire aide à découvrir, nuancer et souligner les diverses facettes de cet objet d'étude.

CHAPITRE PREMIER

Étudier la migration : trois quarts de siècle

Par sa nature même, la migration apparaît toujours comme un phénomène social étroitement lié à divers domaines. Bien que l'on ait réussi à établir certaines des lois qui régissent les déplacements des personnes d'un territoire à l'autre, il faut en chercher les explications dans les dynamiques des milieux économique, politique et social des lieux de départ et de destination. Au Mexique, les études anthropologiques de la migration ont dès le début mis l'accent sur l'aspect historique de la migration. C'était dire qu'en plus des changements économiques et politiques qui, de chaque côté de la frontière, attirent ou repoussent la population, d'autres facteurs interviennent (comme l'ancienneté des rapports établis par la population entre deux pays), qui dépassent les explications purement structurelles ou conjoncturelles du phénomène.

La relation existant entre la migration et les sphères économique et politique a été décelée dès les premières approches sociologiques du phénomène. En 1885, Ravenstein affirmait que la cause des courants migratoires tenait au développement différentiel que connaissaient les activités économiques d'un pays. En Angleterre, c'est la demande de main-d'œuvre urbaine – dans l'industrie et le commerce – qui attirait les gens de la campagne, où existait un excédent de population (citée in Arizpe, 1978). Quarante ans plus tard, Gonnard avançait pour la première fois la thèse selon laquelle les flux migratoires avaient une explication double et simultanée : d'une part, un appel de main-d'œuvre, d'autre part, l'existence de facteurs d'expulsion dans les milieux où se produisait l'offre. Pour Gonnard, ces deux phénomènes dépendaient d'un ensemble de facteurs, économiques et autres, reliés entre eux à un niveau international.

Au Mexique, dans les années vingt, les premières recherches sur les mouvements de population s'intéressèrent immédiatement à cet aspect international du phénomène, car l'émigration de travailleurs

4. En cette occasion, nous avons choisi de donner des noms fictifs à chacune des quatre localités.

mexicains vers les États-Unis était un processus ancien, amorcé à la fin du XIX^e siècle. Cet intérêt pour l'étude et la connaissance du phénomène était fondamentalement politique. C'est ainsi que s'établit une des lignes de force les plus persistantes de l'analyse de la migration mexicaine vers les États-Unis : son lien indissoluble avec les relations bilatérales. Toutes ces études présentaient une autre particularité : en raison de l'absence d'autres spécialistes, les anthropologues ont été les premiers à se consacrer à l'étude de la migration. Ainsi est née une tradition intellectuelle qui, tant bien que mal, a duré plus de soixante ans.

Dans le contexte politique des années vingt (1920-1930)

Dans les années vingt, la migration, qui avait pris de l'ampleur, est devenue un sujet d'étude parce qu'elle posait un problème politique. La révolte armée des dix années précédentes avait provoqué une chute démographique importante : il y eut environ un million de morts (Cardoso, 1977). De plus, la Révolution, pour des raisons économiques ou sécuritaires, avait encouragé la migration de main-d'œuvre vers le pays voisin qui vivait une nouvelle phase d'expansion. Le développement économique des États-Unis puis leur entrée dans la Seconde Guerre mondiale requéraient une main-d'œuvre que les Mexicains purent offrir en abondance, sans poser de conditions.

Il n'est donc pas surprenant que, sous la présidence de Plutarco Elias Calles (1924-1928), ait eu lieu la première tentative pour étudier de manière scientifique le phénomène. C'est l'anthropologue Manuel Gamio – auteur de *Forjando Patria* (1916) et coordinateur de *La Población del valle de Teotihuacán* (1922) – qui amorça les études sur la migration vers les États-Unis. Dans une brochure et deux livres (1930a et b ; 1956), grâce à des méthodes quantitatives, il estime le pourcentage de la population mexicaine engagé dans le processus, précise les caractéristiques et les quantités du flux de devises entrant dans le pays grâce au travail migrant, signale des fréquences temporelles dans les mouvements de personnes et d'argent. Toutes ces informations lui permettent de créer une typologie, de réfléchir sur les causes du phénomène, de distinguer les rôles de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Par des méthodes qualitatives, Gamio obtient par ailleurs une ample information sur les biographies des migrants, leurs caractéristiques individuelles, leurs particularités culturelles, leur style de vie et leurs pratiques religieuses, ainsi que sur le degré d'intégration dans la société d'accueil et leur expérience professionnelle (1930a ; 1930b ; 1969).

C'est Gamio qui découvrit et analysa le caractère nettement régio-

nal de la migration vers l'étranger. Il démontra que les États de Guanajuato, Jalisco et Michoacán fournissaient le plus grand nombre de migrants aux États-Unis. De plus, Gamio mit en place deux traits persistants de la recherche et de la discussion politique de ces années : en différenciant migrants permanents et temporaires et en posant la prédominance de ce deuxième mode de migration, il établit l'argument clé du débat politique : les Mexicains partaient, certes, mais ils cherchaient à revenir dans leur pays.

Une autre source de discussion fut son étude du montant et de la destination des sommes d'argent envoyées par les migrants. À partir d'une analyse attentive de ces transferts, Gamio tira des conclusions quant au nombre de migrants, à leur provenance, à leur mobilité et à leur distribution géographique : une analyse imitée depuis, mais jamais surpassée.

En dehors de ces conclusions, Manuel Gamio établit des normes méthodologiques : combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives, nécessité de faire des recherches des deux côtés de la frontière, intérêt d'une équipe regroupant des chercheurs des deux pays. Avec le recul, il est évident que le travail de Gamio demeure, analytiquement et méthodologiquement, un modèle fondamental pour l'étude de la migration internationale.

Le grand pas en avant que représente le travail de ce Mexicain n'a d'équivalent que l'effort produit, à la même époque, par un chercheur nord-américain, l'économiste rural Paul S. Taylor. À partir de méthodes qualitatives et quantitatives, il obtint une ample information sur les travailleurs mexicains installés dans le Nord industriel et le Sud-Ouest agricole. Dans les deux régions, il réalisa des études sur le marché du travail dans des activités spécifiques telles que le chemin de fer, l'industrie de conditionnement et les travaux agricoles. Il eut des entretiens avec des travailleurs migrants, des fonctionnaires, des chefs d'entreprises et des personnes ayant eu des contacts avec la population mexicaine. Il utilisa largement les statistiques existantes et consulta des archives. À la différence de Gamio, le travail de Taylor souligna le caractère permanent de l'établissement de la population migrante aux États-Unis, une conclusion qui aura rapidement des effets dans le milieu politique.

Tout comme Gamio – qui avait interrogé les migrants sur leur lieu d'origine et de destination –, Taylor passa la frontière et consacra trois mois (1931-1932) à l'étude de la population d'Arandas, dans la région de Los Altos de Jalisco. Bien que sa recherche reste marquée par la tradition des études monographiques de communautés, Taylor se concentra sur l'apparition, les caractéristiques et les effets du processus migratoire dans cette localité où existait déjà une vieille tradition de migration vers les États-Unis.

Taylor surprend par les questions qu'il soulève : problèmes raciaux

— préoccupation caractéristique de son époque —, destination de l'argent parvenant aux familles des migrants, effet inflationniste de ces revenus sur la valeur de la terre locale. Il explique par exemple que les « Norteños », habitués à gagner des dollars, ne voulaient plus travailler sur leurs terres. Il étudia la possible influence du séjour aux États-Unis sur les systèmes locaux de contrôle de la natalité par l'analyse des livres paroissiaux, qui lui permit de remarquer un retard des mariages à cause des voyages vers le Nord. Il réfléchit aussi sur les éventuels réseaux de relations et la formation de communautés jumelles aux États-Unis, pour conclure que celles-ci ne s'étaient pas encore développées. Taylor ouvrit la route que suivra plus tard la recherche en étudiant le processus migratoire dans son ensemble et dans des communautés particulières.

Ces travaux pionniers de Manuel Gamio et Paul S. Taylor, dont on ne peut nier le sérieux, portent tout de même la marque des préoccupations politiques existant de chaque côté de la frontière. L'angle d'observation et le cadre des questions influent sur le poids attribué à certaines découvertes, sur la force acquise par certaines conclusions, en particulier le caractère temporaire ou définitif de la migration et l'impact économique régional, à court et à long terme, de ce déplacement massif de Mexicains vers le pays le plus prospère du monde.

Ces tendances s'accrochèrent lorsque la recherche universitaire se mêla un peu plus du débat politique. C'est le cas des travaux d'Enrique Santibañez (1930) et Alfonso Fabila (1932). Parmi les auteurs mexicains, Fabila fut celui qui adopta le plus clairement une attitude critique vis-à-vis du phénomène migratoire, qu'il considérait comme néfaste pour le pays. Sa prise de position ne l'empêcha cependant pas d'analyser le flux de travailleurs sous un angle sociologique et de réaliser un véritable sauvetage culturel de ces *braceros* (Mexicains travaillant aux États-Unis) en situation lamentable de l'autre côté de la frontière.

Lorsque les travaux de Gamio, Taylor, Santibañez et Fabila furent publiés, la migration n'était plus un élément de discussion politique entre les deux pays. Les États-Unis, une nouvelle fois, avaient opté pour une décision unilatérale simple : l'expulsion massive et forcée des travailleurs mexicains. La crise de 1929 fut l'excuse selon les uns, le motif selon les autres, de cette grande expulsion. Ce fut aussi une raison apparemment suffisante pour fermer, durant quarante ans, la voie de la recherche anthropologique, dont on ne trouve que des analyses isolées dans des travaux ethnographiques. Les Mexicains étaient rentrés chez eux. Par ailleurs, à cette époque, un nouveau thème commençait à poindre dans le domaine de la recherche : l'avenir d'une nation formée, en grande partie, de groupes indigènes différents.

Migration et changement social rural (1930-1950)

Si les Mexicains de retour des États-Unis eurent des difficultés à réintégrer la vie économique du pays, apparemment, leur réinstallation dans la société et la culture d'origine ne fut jamais un problème.

Les problèmes d'intégration apparaissaient dans un autre milieu. Les migrants du milieu rural indigène, qui commençaient à se déplacer vers les villes, avaient beaucoup de mal à s'insérer, économiquement et culturellement, dans la dynamique modernisatrice que connaissait le pays. Afin de survivre, les indigènes faisaient effort pour s'adapter, abandonnaient leur langue, leur culture, leur relation avec leur terre, leur passé. Ce problème était de type politique et ce ne fut donc pas seulement le souci d'anthropologues et d'intellectuels, mais aussi l'intérêt des dirigeants et des fonctionnaires que de vouloir définir la manière adéquate d'intégrer ces secteurs de la population.

Au début des années trente, l'anthropologue nord-américain Robert Redfield et le Mexicain Alfonso Villa Rojas (1934) présentèrent une nouvelle analyse des changements que vivait la société indigène mexicaine. L'étude de plusieurs communautés mayas de la péninsule du Yucatán les mena à poser le processus de la modernisation comme un *continuum* allant du plus traditionnel (rural) au plus moderne (urbain). L'isolement géographique des communautés indigènes par rapport aux centres urbains pouvait être un bon indicateur de la distance culturelle existant entre les mondes rural et urbain.

Les régions étudiées étaient évidemment celles qui présentaient le plus fort taux de population indigène : les communautés du Chiapas, du Yucatán, d'Oaxaca et du Centre du Mexique accueillirent un grand nombre de chercheurs au cours des années trente et quarante. Dans toutes ces régions se produisait un phénomène de migration interne, de type rural-urbain. Un peu plus tard, l'Ouest du Mexique fut aussi touché par le mouvement : dans cette partie à forte population créole, quelques territoires peuplés d'indigènes attirèrent les chercheurs. L'Ouest du Mexique présentait une autre particularité : la migration rurale vers les États-Unis.

Au début des années quarante, on commença à étudier la zone du plateau tarasque, les « municipios » du centre de l'État du Michoacán, où résidait la majeure partie de la population purépecha. C'est Ralph Beals, un anthropologue nord-américain, qui entreprit ces études avec une recherche dans la communauté de Cherán qui, selon Hewitt (1988), mit en évidence les limites de l'analyse fonctionnaliste classique. Beals considérait Cherán comme « une des communautés les plus isolées de la sierra », ce qui favorisait son autonomie et sa forte identité culturelle. Pourtant, sa description rendait compte d'une participation importante des membres de la communauté au processus migratoire

international. Il reconnaissait que peu de « familles ne sont jamais allées ou n'ont aucun parent proche vivant ou ayant vécu dans ce pays » (1946, p. 98). Son insistance sur l'isolement et l'autonomie communautaires l'empêchèrent de développer l'analyse du phénomène de changement et d'amélioration qui provenait du contact d'un grand nombre de membres de la communauté avec l'extérieur.

Quelques années plus tard, un autre anthropologue nord-américain, George M. Foster, mena une autre étude de communauté, à Tzintzuntzan, localité métisse de la région lacustre du Michoacán. Cette recherche (1967) conduisit Foster à des conclusions différentes de celles de Redfield au Yucatán et de Beals sur le plateau tarasque. Son idée de « bien limité » rejetait la vision optimiste que l'on avait de la communauté indigène. Il proposait de considérer la communauté non comme un système fermé, mais comme un système ouvert (1972). Pour Foster, la migration jouait un rôle fondamental dans l'apport de nouveaux revenus dans l'économie locale ; néanmoins, ce processus n'affectait ni le précaire équilibre du partage des biens et ressources traditionnels, ni leur affectation. Les ressources économiques de la migration, parce qu'elles venaient de l'extérieur, ne changeaient en rien la distribution des ressources préexistantes, mais représentaient plutôt de nouveaux revenus dont pouvaient jouir les migrants en toute liberté. La migration interne, mais surtout internationale – le « bracérisme » –, était un élément fondamental de la dynamique de changement et de modernisation de la communauté rurale (Foster, 1972).

Foster avait réussi à intégrer la migration dans son analyse de la société indigène. La communauté continuait à suivre son système complexe de normes traditionnelles, mais subissait aussi l'effet des relations nouées avec l'extérieur. Le type de la migration paysanne de Tzintzuntzan contribuait peut-être à cette situation : une migration internationale, répétée, mais caractérisée par le retour. Les migrants se plongeaient à nouveau, et certainement pour toujours, dans la vie et les institutions locales. Cet état de choses contrastait avec la migration qui, depuis les années cinquante, commençait à prédominer dans d'autres régions du Mexique : le déplacement massif et définitif des ruraux vers les grandes villes du pays, et tout spécialement vers Mexico ou d'autres capitales régionales comme Guadalajara et Monterrey. Migration qui fut la plus étudiée par les sciences sociales entre 1960 et 1980.

La migration et l'économie paysanne (1970-1980)

Dans les années soixante, les débats sur la croissance urbaine aidèrent l'anthropologie mexicaine à s'orienter vers d'autres cadres thématiques et géographiques. C'est alors que se développèrent, parallèlement au travail dans le monde rural, l'anthropologie urbaine

et de nouvelles notions inspirées par le marxisme. La problématique de l'origine culturelle de la société indigène était reléguée au second plan et les anthropologues essayaient maintenant de connaître l'impact du modèle du développement national sur l'organisation et les possibilités économiques de la société rurale.

Les conditions de vie de plus en plus inégales et précaires que le modèle du développement national imposait aux producteurs agricoles (Warman, 1976) rallièrent les anthropologues au débat sur les relations entre économie paysanne et État, entre modes de production et avenir des paysans (Bartra, 1978 ; Stavenhagen, 1976 ; Palerm, 1979 ; Warman, 1976).

Les anthropologues interprétaient dans une optique « proruraliste » le phénomène migratoire en milieu paysan : le travail salarié, qui poussait en général à sortir de la communauté, était absolument nécessaire, mais il s'agissait là d'une activité temporaire faisant partie des stratégies de subsistance paysanne. La migration était intégrée au cycle des nécessités agricoles. Pour Palerm, l'offre en main-d'œuvre était complémentaire du travail d'« autosubsistance » et de la production de marchandises destinées à la vente (1979). Ainsi, la migration, stratégie de subsistance, soutenait la société rurale, la vie paysanne (1976).

De leur côté, les « prolétaristes », qui suivaient Lénine dans son analyse du processus de prolétarianisation en Russie, prévoyaient avec le développement capitaliste de l'agriculture mexicaine l'approfondissement d'une tendance « déruralisatrice » qui annonçait la fin du paysannat. La migration n'était que l'expression spatiale de mutations économiques qui redéfinissaient l'insertion des nouveaux prolétaires sur le marché du travail capitaliste. La conviction qu'à chaque mode de production correspondait un mode de migration trancha le problème de façon apparemment définitive.

Les travaux de Lourdes Arizpe (1978) expriment bien la tension existant à cette époque entre perspectives macro- et micro-sociologiques : c'est elle qui jeta un pont entre les études anthropologiques de petites communautés mettant l'accent sur les processus de changement économique et culturel, et les analyses historico-structurales plus générales.

Avec Arizpe, l'anthropologie reprenait et renouvelait un thème central : la sélection des migrants ruraux, sujet de plusieurs études réalisées au cours des années suivantes. Ce fut l'axe de travail de Robert V. Kemper (1976). Cet anthropologue nord-américain, suivant de façon explicite les pas de Lewis, accompagna les migrants de Tzintzuntzan dans leurs déplacements vers la ville de Mexico. Kemper découvrit un phénomène de sélection des migrants lié à l'origine socio-économique. Les migrants de Tzintzuntzan qui avaient des revenus moyens étaient aussi ceux qui présentaient les plus grandes chances de s'intégrer dans de bonnes conditions au marché du travail urbain (à cause de leur

niveau d'éducation et de leur expérience professionnelle). Une étude ultérieure, menée aussi au Michoacán, chercha à analyser les facteurs familiaux et sociaux qui conditionnaient la sélection des migrants ruraux. Dans la région du lac de Pátzcuaro, les géographes français Anne-Lise et René Pietri (1976) constatèrent l'existence de deux modes migratoires selon l'âge et la condition familiale : les chefs de famille tendaient à migrer de manière temporaire et à trouver un emploi dans la région, alors que les jeunes célibataires préféraient partir, de façon définitive, vers les villes de México ou de Morelia.

Ainsi, à partir des années soixante-dix, des recherches comme celles de Kemper, Pietri et Rivière D'Arc (1975) permirent la découverte des spécificités liées à la trajectoire historique des contextes régionaux dans lesquels survenaient les phénomènes migratoires de localités spécifiques.

Avec la croissance des villes, la migration rurale commença à être associée à l'explosion de problèmes sociaux urbains : entassement de la population, manque de services publics, chômage, délinquance. Il fallait repenser les notions de désintégration de la culture rurale et les effets sociaux que provoquait la migration des paysans vers la ville (Lewis, 1965 ; Matos Mar, 1968 ; Germani, 1969, 1988a et b ; Lomnitz, 1975).

Retour à la migration internationale

Mais à partir de 1975, la migration internationale redevint le centre d'intérêt¹. Dès 1940, la population du Centre et du Nord du pays était venue peupler les villes de la frontière², dans l'espoir de passer aux États-Unis, de participer aux projets agricoles que l'on y mettait en route et, plus tard, de travailler dans les usines de sous-traitance que l'on soutenait pour remplacer le programme Bracero (Arreola, 1989). Tant que l'émigration de travailleurs mexicains était protégée par la couverture légale des accords Braceros (1942-1964), elle ne posa pas de problème³. Mais, lorsque fut annulé définitivement ce type de contrat

1. L'article de Hancock (1959) sur les *braceros*, à Chihuahua, et la thèse inédite de Mario Ojeda (1957) sur la protection des travailleurs migrants constitueraient des exceptions.

2. Des années quarante aux années soixante-dix, les populations de Tijuana, Mexicali et Ciudad Juárez se développèrent à un rythme extraordinaire. En trente ans, Mexicali passa de 18 775 à 276 167 habitants ; Tijuana de 16 486 habitants, en 1940, à 341 067 habitants en 1970, et Ciudad Juárez, de 48 881 à 414 908 habitants (Unikel, 1978).

3. Certains patrons se plaignirent du manque de bras du fait des accords Braceros, au moment où l'on tentait d'industrialiser le pays. Le gouverneur du Guanajuato s'éleva aussi contre le programme à cause de ses conséquences pour l'intérieur.

de travail, les migrants cessèrent d'être des *braceros* pour devenir des *indocumentados* (travailleurs illégaux sans papiers). Le flux migratoire ne fléchit pas pour autant.

La « frontière », le nouveau marché du travail que constituait l'industrie de sous-traitance, le développement commercial des centres urbains frontaliers devinrent une autre source d'études régionales (Revel-Mouroz, 1975 ; Trabis, 1985).

Aujourd'hui, les recherches sur la migration internationale abondent et adoptent une attitude apaisante, cherchant à reprendre des éléments qui, dans le passé, avaient fait l'objet de fortes polémiques. Le point de vue de l'économie classique, la théorie de la modernisation, l'analyse marxiste, la théorie de la dépendance et de multiples versions hétérodoxes se sont combinés pour rendre compte du phénomène migratoire international. Dans la pratique, les migrations interne et internationale sont restées dans des sphères distinctes de la recherche sous le motif qu'elles réclament des méthodes et des cadres théoriques différents⁴. En réalité, chacun ignorait son voisin, ce qui fut en partie une entrave au développement de la recherche.

La migration internationale était propulsée au premier plan par des facteurs historiques : les politiques des deux nations impliquées, et l'ampleur du phénomène. En vingt ans (1970-1989), les recherches sur la migration aux États-Unis se sont multipliées de telle manière qu'aujourd'hui on dispose de travaux par zone géographique, par thème et par discipline. La zone la plus étudiée est l'Ouest du Mexique ; les thèmes les plus travaillés, l'économie et la démographie ; les disciplines les plus soutenues, l'histoire, la sociologie et l'anthropologie. Dans ce large éventail, on peut cependant distinguer certaines constantes.

Les études historiques sont, sans aucun doute, celles qui ont le plus progressé quant à la connaissance de l'histoire du processus migratoire, en raison de l'absence de problèmes théoriques et méthodologiques que d'autres disciplines ont dû affronter. Les visions générales de l'histoire des territoires annexés, des populations restées « de l'autre côté » et des premiers migrants, sont l'œuvre de Mc Williams (1972), Maciel (1981) et Morales (1982). La première période, des origines aux années trente-, quand les Mexicains commencèrent à s'intégrer au marché du travail nord-américain -, a été étudiée par Cardoso (1980) et García (1981). La grande expulsion de 1929 et son impact économique et politique sur le Mexique ont été décrits par Carreras (1974) et Guzmán (1979). L'époque postérieure aux accords Braceros, avec leurs conséquences politiques et sociales, a été analysée par Galarza (1964) et García y Griego (1988).

4. Selon une déclaration personnelle de Claudio Stern, le problème de la séparation de ces deux processus s'est décidé lors d'une réunion de Pispal au cours de laquelle Jorge Bustamante défendit avec enthousiasme l'indispensable indépendance analytique du processus migratoire mexicain vers les États-Unis.

D'autres historiens s'attachèrent à des thématiques plus spécifiques, politiques surtout : Zamora (1985), pour la participation politique des ouvriers mexicains vivant au Texas entre 1900 et 1920 ; Lavenstein (1980), pour les rapports entre les organisations syndicales des deux pays durant les années 1920-1940 ; et Santamaría (1988), pour les relations de la gauche nord-américaine avec les organisations de travailleurs mexicains aux États-Unis tout au long de notre siècle.

Les études de cas ont suivi la tradition anthropologique d'études de communautés et, de manière moins explicite, certaines des normes méthodologiques élaborées de Taylor à Arandas. Ces monographies consacrent une bonne partie de leurs analyses à la localité, à l'analyse diachronique du processus migratoire et à l'étude quantitative du présent ou du passé proche. Chaque cas permet de découvrir les causes et effets spécifiques du processus migratoire à l'intérieur de la communauté (Cornelius, 1976 ; Fonseca et Moreno, 1988 ; López, 1986 ; Mines, 1981 ; Reichert, 1981 ; Rionda, 1990 ; Rouse, 1988 ; Shadow, 1979 ; Wiest, 1983). Dans la particularité de leur apport réside précisément leur principale limitation. Certains chercheurs ont comparé la migration interne et internationale en choisissant des villages voisins qui, historiquement, avaient opté pour différents modes migratoires (Shadow, 1979 ; Dinerman, 1988), ce qui explique l'importance des facteurs historiques et sociaux dans la formation des différents courants migratoires, mais ne rend pas compte de l'interrelation des deux processus. La validité de ce type d'études a toujours posé un problème, surtout lorsque l'on a formulé des généralisations à partir d'une seule étude de cas. Certains chercheurs ont tenté de surmonter cet obstacle par la réalisation de diverses études de cas, afin de comparer les conclusions (Roberts, 1982 ; Goldring, 1990). La plupart d'entre eux ont eu recours à la comparaison, surtout quantitative, entre « leur » cas et des études similaires, mais sans avancer de certitude sur sa validité. Une prise de conscience critique générale a amené à se méfier des tendances généralisatrices qui mettent trop l'accent sur l'information quantitative. Parmi ces études se détachent les recherches générales ou nationales réalisées avec un appui institutionnel ou gouvernemental, et suivant des méthodes d'enquête exclusivement quantitatives. Ces projets ont suivi les traces de Gamio dans l'analyse d'informations quantitatives cherchant à répondre d'une part aux deux questions les plus anciennes et les plus importantes : le nombre de migrants et le montant des sommes transférées au Mexique ; d'autre part, à d'autres inconnues pour lesquelles l'enquête quantitative offre une plus grande fiabilité : provenance, distribution, sexe⁵, âge, scolarité, expérience pro-

5. L'information sur la composition par sexe des flux migratoires ne peut parfois pas être recueillie parce que les enquêteurs s'adressent presque exclusivement à des hommes, travailleurs ou expulsés à la frontière.

fessionnelle. En général, ce type d'analyse est synchronique, reflétant la situation migratoire à une époque déterminée. C'est là que réside aussi une de ses limitations, surtout lorsqu'on ne réalise pas d'études similaires à des dates ultérieures afin de capter l'éventuelle apparition de nouvelles tendances dans le phénomène migratoire.

Parmi ces études à visée généralisatrice se trouve l'enquête réalisée par le secrétariat du Travail et de la Prévision sociale (ENEF-NEU⁶), dont les données ont été étudiées par Bustamante et Martínez (1980), le CENIET (1982), García y Griego et Estrada (1981), Tuirán Gutiérrez (1984). Toute une série d'entrevues fut menée aussi à la frontière sud des États-Unis, avec des informateurs « captifs » : des Mexicains sur le point d'être expulsés (Chapman, 1976 ; Lesko, 1975). Étant donné leur portée et leur diffusion, il faut encore prendre en compte les estimations des services migratoires nord-américains sur le nombre d'expulsions, permettant de déduire le nombre de travailleurs illégaux⁷. Enfin, nous avons les enquêtes à la frontière nord du Mexique réalisées par le Conseil national de la population auprès de Mexicains récemment expulsés⁸.

Une étude de Diez Canedo (1984) emboîtait le pas à Gamio en cherchant à connaître, à travers l'étude des chèques et virements bancaires, le nombre de migrants, leur origine, leur distribution géographique et le montant des sommes qu'ils font parvenir dans le pays. Dans *Return to Aztlan*, Massey, Alarcón, Durand et González (1987) ont combiné analyses quantitative et qualitative.

L'exemple le plus récent de ce genre de grande enquête est celui du Cañon Zapata, puis de El Bordo, consistant à photographier, tous les jours et à des heures déterminées, les illégaux qui attendent la nuit pour passer furtivement la frontière du côté de Tijuana. Les photographies apportent trois informations (nombre, date-heure et sexe) qui, combinées et interprétées dans des cadres statistiques, décrivent, actualisent et comparent l'intensité du flux migratoire à partir d'un événement clé de l'histoire récente de la migration, la promulgation en 1986 de la loi Simpson-Rodino, « Immigration Reform and Control Act » (IRCA).

Cette loi et ses conséquences furent le thème de divers travaux que l'on peut regrouper sous le nom d'études bilatérales, centrées sur l'évo-

6. Enquête nationale d'émigration à la frontière nord du pays et aux États-Unis, réalisée en décembre 1978 et janvier 1979 par le Centro nacional de información et estadísticas del trabajo.

7. Les estimations de ce service ont été vivement critiquées. L'argument fondamental est que l'expulsion constitue un fait ponctuel sans rapport avec le nombre d'illégaux, car un migrant peut passer la frontière plusieurs fois en une même nuit et également être expulsé aussi à plusieurs reprises.

8. Enquête à la frontière nord auprès de travailleurs illégaux renvoyés par les autorités des États-Unis d'Amérique, décembre 1984 (ETIDEU).

lution des accords, les points conflictuels et sur les implications des décisions unilatérales. C'est le consul mexicain Enrique Santibañez qui, le premier, s'est intéressé aux lois d'immigration nord-américaines qui touchaient les Mexicains résidant ou travaillant aux États-Unis (1930). À la suite est venue s'inscrire, quelques années plus tard, l'analyse pionnière de Mario Ojeda (1957) sur les mesures de protection des travailleurs migrants inscrites dans les accords Braceros, puis une série d'études sur les effets de ces accords et d'autres législations ultérieures. Ces études tentèrent de mesurer la distance existant entre la loi imprimée et la loi « vécue » (García y Griego, 1988 ; Strickland, 1985). La mécanique des décisions unilatérales prises par les États-Unis a été étudiée simultanément d'un point de vue historique et prospectif (García y Griego et Vereá, 1988 ; Vereá, 1982 ; García y Griego et Giner de Los Ríos, 1985).

Enfin, des travaux récents rendent compte de l'exode de populations d'Amérique centrale vers les États-Unis, pour fuir la misère et la guerre ; ces migrants utilisent le Mexique comme un refuge ou un lieu de passage et profitent des « services » offerts à la frontière pour la traverser illégalement (Aguayo, 1985 ; Castillo, 1989 ; Casillas, 1989).

De la loi Simpson au traité de libre commerce

La loi Simpson-Rodino (IRCA), promulguée en 1986, entraîna une vague de recherches des deux côtés de la frontière. La vague s'enfla lorsque les États-Unis essayèrent d'adoucir leur décision unilatérale en créant une commission mixte chargée de l'étude de la migration internationale et du développement coopératif (Vernez, 1990).

Au début des années quatre-vingt-dix, le panorama change totalement. Aux États-Unis, la situation des immigrants évolue, avec la légalisation de plus de 2 millions de travailleurs mexicains sans papier. De plus, les *braceros* mexicains sont aujourd'hui en concurrence, sur le marché du travail nord-américain, avec 2 millions de migrants et réfugiés d'Amérique centrale⁹ (Aguayo, 1985 ; Arias, 1989 ; Bustamante, 1989 ; Durand, 1989 ; Vernez, 1990). Les villes, qui étaient traditionnellement le lieu d'arrivée des flux migratoires, deviennent aussi des centres d'expulsion de travailleurs migrants vers les États-Unis. La deuxième et la troisième génération de migrants internes choisissent de quitter le milieu urbain pour aller travailler aux États-Unis, en s'appuyant sur le complexe système de relations établies dans le milieu rural avec lequel ils restent en contact par l'intermédiaire de leurs parents (Massey, Alarcón, Durand et González, 1987). Ce processus commence à être analysé (Cornelius, 1990).

9. Les estimations fluctuent entre 1 et 8 millions de migrants et réfugiés centro-américains (Aguayo, 1985).

Au Mexique, les migrations internes ont changé de cap et se dirigent de plus en plus vers les villes petites et moyennes du pays. En même temps, on assiste à la transformation rapide du modèle d'industrialisation et des conditions de vie et de travail à la campagne. Les femmes se sont massivement et définitivement intégrées aux travaux agricoles, industriels de sous-traitance, et à la migration internationale (Arias, 1988, 1989, 1990 ; Cornelius, 1990). Dans l'industrie, certaines branches – notamment celles des biens de consommation – ont commencé à délocaliser des parties du processus de production hors des grandes villes, créant une nouvelle forme d'industrialisation rurale de sous-traitance. Simultanément est né, en milieu rural, un processus généralisé d'industrialisation à grande échelle (Arias, 1990). Avec ce nouveau processus de diversification industrielle est apparue une dynamique commerciale inédite, réservée auparavant aux grandes villes. Les villages, les villes petites et moyennes sont maintenant dotés de multiples services. Dans tout ce processus, les investissements des migrants internationaux et leurs initiatives ont été un facteur décisif.

Les années 1980 ont été cruciales pour le Mexique dans plusieurs domaines : bien sûr, par le changement de modèle économique, avec l'abandon des politiques de « substitution d'importations » et l'ouverture économique qui aboutit au traité de libre commerce avec les États-Unis et le Canada. Mais aussi par la redéfinition radicale des relations entre villes et campagnes : on ne parle plus tant de crise des campagnes que de crise du milieu urbain (Arias, 1992).

Dans le domaine des migrations aussi, les changements ont été fondamentaux. En une décennie, trois événements ont déterminé une nouvelle étape : la crise économique déclenchée en 1982 ; les reconversions industrielles provoquées par l'ouverture économique et leurs conséquences (diminution d'emplois) ; la loi nord-américaine d'amnistie de 1986 en faveur des travailleurs illégaux. Ces événements se sont conjugués avec les changements démographiques, culturels et politiques de la société mexicaine pour remodeler les courants migratoires. Les conséquences ont été brutales en ce qui concerne le volume général du flux et sa composition. Le modèle traditionnel était une migration masculine, d'origine rurale, temporaire, depuis les régions occidentales du pays et dans l'illégalité. Toutes ces caractéristiques sont aujourd'hui à nuancer.

L'exclusivité masculine recule devant la montée d'une migration féminine provoquée à la fois par le processus de réunification des familles et par l'entrée des femmes sur le marché du travail, tant au Mexique qu'aux États-Unis, où la demande de main-d'œuvre féminine s'accroît. À l'origine presque uniquement rurale, la migration comprend aujourd'hui une importante part de population d'origine urbaine, qui s'étend jusqu'à Mexico. Le modèle de la migration saisonnière pour le travail agricole, en aller et retour brefs, se modifie aussi avec

l'entrée de migrants dans les secteurs de l'industrie et des services qui ont moins besoin de main-d'œuvre temporaire. Les séjours en migration tendent à s'allonger et l'installation permanente est plus réalisable. L'origine géographique des migrants s'est modifiée elle aussi. La position dominante de l'Ouest mexicain s'est amoindrie face à la montée des migrations depuis les États frontaliers du pays (le Chihuahua en particulier), la bordure nord du plateau central (San Luis Potosí, Aguascalientes, Zacatecas) et depuis des régions indigènes (dans les États de Puebla, Oaxaca et Guerrero). Enfin, le couple migration-illégalité n'est plus ce qu'il était : certes, la migration illégale persiste, mais elle n'est plus aussi généralisée ; la loi d'amnistie de 1986 a donné à 2,3 millions de travailleurs mexicains dans l'illégalité un visa de travail ou un visa de résident et ils peuvent maintenant entrer et sortir librement des États-Unis.

Dans ce contexte de relance, deux nouveaux éléments apparaissent dans la phase migratoire des années 1990 : la signature en 1994 du traité de libre commerce d'Amérique du Nord et la montée aux États-Unis d'un courant opposé à l'immigration. Il est apparu au Texas avec l'opération « Hold the line », qui se concrétise par une surveillance accrue des migrations et la construction d'un mur entre les villes de El Paso et de Ciudad Juárez, pour empêcher le passage des sans-papiers. En Californie, l'opération « Guardian » consiste à augmenter les forces de la patrouille frontalière qui met en place de nouvelles tactiques pour arrêter les sans-papiers. Ceci aboutit à l'approbation de la « proposition 187 » en Californie, qui limite l'accès aux soins médicaux et à la scolarisation pour les sans-papiers.

Au milieu des années 1990, il est clair que les chemins de la migration et ceux du libre commerce ne convergent pas. Tandis qu'on rend plus faciles toutes les démarches pour les transactions commerciales, on freine l'entrée des travailleurs migrants. Le paradoxe est allé jusqu'à une proposition de taxe d'un dollar par entrée (légal...) sur le territoire des États-Unis, pour pouvoir financer l'augmentation du budget de la patrouille frontalière. Le nouveau modèle serait donc d'imposer la circulation des personnes à mesure qu'on allège l'impôt sur la circulation des biens.

Cette nouvelle tendance confirme que les déclarations des hommes politiques mexicains et nord-américains à propos du traité de libre commerce sont surtout démagogiques : ils parlent de créer plus d'emplois et de diminuer en conséquence le flux des migrants, mais en réalité, ni à court ni à moyen terme, on ne peut prévoir un changement du nouveau modèle migratoire énoncé ci-dessus. Une recherche récente du Colegio de la Frontera (1994) indique que le flux des sans-papiers persiste : d'avril 1993 à avril 1994 sont arrivées à la frontière, avec l'intention de la franchir, 797 000 personnes. Pendant le même laps de temps, 657 000 personnes ont passé en sens inverse. Le solde de

140 000 personnes représenterait le chiffre de ceux qui choisissent de rester aux États-Unis.

La migration y suit son cours malgré l'hostilité ambiante. Pour les Mexicains, l'approbation de la « proposition 187 » a été un véritable choc. Pour la première fois, depuis les expulsions de 1929, le pays et ses politiques semblent s'être réveillés et la situation sans espoir de nombreux migrants est apparue dans son évidence. Aussi bien est-ce la première fois, en 1994, que le message annuel du président au Congrès fait référence explicite aux injustices et aux vexations que subissent des Mexicains aux États-Unis et envisage des mesures exceptionnelles pour faire face à cette situation et agir sur l'opinion publique. Cette nouvelle phase du processus migratoire mexicain, liée à ces nouvelles formes d'industrialisation, d'urbanisation et de commercialisation, permet d'envisager une époque de rupture et de remise en ordre : changement, adaptation et imagination devront aussi caractériser la recherche sociologique.

Le bilan des études de la migration mexicaine laisse découvrir deux grandes ruptures : une au niveau thématique et l'autre sur le plan temporel.

En ce qui concerne l'axe thématique, on aperçoit une différence marquée entre la recherche sur la migration interne et celle sur la migration internationale. Diverses raisons ont été mentionnées pour justifier cette séparation : l'ampleur et l'importance relative des deux processus, la logique particulière de chacun. Enfin, non moins important, pour chaque mode de migration le milieu et la problématique étudiés ont été très différents : lieu de destination, c'est-à-dire la ville et les problèmes urbains, dans le cas de la migration interne ; lieu d'origine, c'est-à-dire campagne et condition rurale, dans le cas de la migration internationale.

Un élément de contact pourrait s'établir entre ces deux types de migration : l'étude systématique des migrations saisonnières, celles des *golondrinos* (hirondelles), qui parcourent le Mexique et parfois les États-Unis au gré des récoltes successives. Un autre pont pourrait être jeté entre ces deux migrations si l'on pouvait déterminer quelles migrations internes ont été causées par des migrations internationales antérieures, phénomène qui paraît être présent dans tous les déplacements intermunicipaux. Jusqu'à présent, c'est dans les villes frontalières que la relation entre ces deux processus s'est effectuée de la manière la plus intense. C'est là qu'on commence à l'étudier.

Au niveau temporel, la rupture est évidente : les études sur la migration internationale, amorcées dans les années vingt, se sont inter-

rompues durant plus de quarante ans. Elles n'ont repris que lorsque le problème est devenu important et que les hommes politiques ont commencé à s'en préoccuper. Le vide a été partiellement comblé par des travaux de type historique basés surtout sur l'information de presse et la statistique. On ressent la carence de matériel qualitatif, fondé sur des études de cas et des entrevues de type anthropologique.

Il faut reconnaître que dans les études sur les migrations interviennent de manière particulièrement sensible les intérêts et les préoccupations politiques ; d'où les hauts et les bas et le caractère excessivement pragmatique de bien des recherches qui présentent et discutent le thème comme un problème et non comme un phénomène social. Presque inévitablement, dans ce contexte, la recherche, surtout celle des années pionnières, a revendiqué un certain esprit nationaliste dans le traitement et l'interprétation des sources d'information.

Aux ruptures que nous avons déjà mentionnées, il faut ajouter les vides que présente la recherche sur des thèmes précis. Si les aspects économique, démographique et de politique étrangère avec les États-Unis ont été étudiés de façon systématique, les questions culturelles et les effets politiques internes de la migration ont été pratiquement ignorés. Les changements et adaptations culturels, le renforcement ou la modification des sociétés locales, leurs effets sur les systèmes de valeurs, la question religieuse et symbolique sont encore des thèmes à traiter. Un autre manque concerne les répercussions du processus migratoire sur les politiques locale, syndicale et électorale. Enfin, les études de psychologie, d'éducation, de santé et d'impact du processus sur la vie conjugale et infantile forment encore un terrain pratiquement vierge.

CHAPITRE II

Une frontière en porte de saloon

Tout au long de notre siècle, la migration de travailleurs mexicains vers les États-Unis a été représentée à travers diverses métaphores. La plus répandue est celle qui suggère que la migration Mexique-États-Unis a fonctionné comme une soupape de sûreté par rapport aux difficultés chroniques ou conjoncturelles de l'économie et de la politique mexicaines.

En pratique, pour faire face au mouvement de ses travailleurs vers le pays voisin, le Mexique a adopté la position suivante : libre circulation et non-intervention. Les États-Unis, de leur côté, ont adapté leur législation et les contrôles à la frontière pour moduler le flux de travailleurs migrants, selon un objectif fondamental : disposer d'une main-d'œuvre temporaire, disponible, déplaçable et géographiquement concentrée.

C'est en examinant les différentes manières, parfois coexistantes, dont on a qualifié le processus migratoire de chaque côté de la frontière, et en explicitant les présupposés que contient chaque image, en particulier celle de la soupape de sûreté, que nous avons trouvé une nouvelle métaphore : la porte de saloon. La pertinence de cette image est prouvée par l'analyse historique des relations entretenues par les deux pays, liées à leur législation sur les migrations et à leur situation de voisinage¹.

Soupape de sûreté : histoire d'une métaphore

Une des premières images utilisées pour traduire le phénomène des flux migratoires provient des sciences physiques, très exactement de l'observation des flux d'air. À la fin du siècle dernier, on sou-

1. L'analyse des modèles et du processus migratoires sera le thème central du chapitre suivant.

nait que, comme il est naturel que l'air comprimé se précipite vers les poches d'air raréfié, les populations se dirigent de la même manière vers les zones prospères et développées. Selon le docteur Rommel, ce phénomène porte vulgairement le nom d'invasion et se caractérise par un abandon momentané de la loi et de la morale (Gonnard, 1928).

Dans son traité sur la colonisation, l'économiste français Leroy-Beaulieu explique que la migration a la même influence sur la santé du corps social qu'un saignement de nez sur la santé de l'homme : elle soulage. Le corps social répond à la pression interne en utilisant une soupape de sûreté (*ibid.*).

Mais, dans les années vingt, on rejeta cette métaphore de la soupape de sûreté. Selon le Français Gonnard, « l'émigration, après la Première Guerre, avait cessé de jouer le rôle de soupape qu'elle avait auparavant, pour le meilleur et pour le pire » (*ibid.*). Cette image ne pouvait apparemment pas s'adapter à des situations historiques différentes.

Au Mexique aussi, on critiquait cette manière de décrire les choses. Pour Santibañez, la migration ne pouvait être considérée comme un simple saignement et encore moins comme quelque chose de bénéfique. Pour lui, la migration avait pris le caractère d'une « véritable hémorragie » (1930).

Malgré les critiques précoces dont elle fut l'objet, la métaphore de la soupape de sûreté continua cependant d'être utilisée en différentes époques et occasions par les scientifiques, les hommes politiques, les fonctionnaires et les journalistes.

Concrètement, une soupape de sûreté est un système de régulation chargé de conduire vers l'extérieur les excès de pression interne et d'éviter ainsi une éventuelle explosion. Généralement, elle se met en fonctionnement de manière automatique, lorsque la pression atteint un point déterminé, une limite fixée à l'avance.

Par conséquent, parler de soupape de sûreté dans le cas de la migration Mexique-États-Unis présuppose que le flux est déterminé par les pressions internes du pays d'origine ; que le courant est unidirectionnel ; que la libération des excédents de pression peut se faire librement, sans difficulté ; et que la régulation dépend du pays qui manipule ou contrôle la soupape. Ce qui revient à présupposer que le Mexique et ses problèmes intérieurs furent les seules causes de la dynamique migratoire ; que le flux de sortie fut relativement bénéfique pour le pays ; que l'on ne doit tenir compte que des courants migratoires allant du sud vers le nord ; que la migration est un mouvement définitif, sans éventualité de retour, non temporaire et non saisonnier ; enfin, que le Mexique module les flux, puisqu'il contrôle la soupape. Or, toutes ces propositions ne correspondent pas à la réalité complexe du phénomène.

Lorsque la métaphore est utilisée pour parler des migrations d'origine politique, elle présente une plus grande cohérence. En Espagne, par exemple, Franco concevait la migration vers l'Amérique latine comme « une soupape de sûreté pour débarrasser le pays des mécontents et des inadaptés » (Segrera, 1970, p. 23). Mais l'image ne convenait déjà plus au cas des migrations espagnoles vers les pays voisins. C'est bien ce que déclarait le ministre du Travail espagnol, en 1960, lorsqu'il se disait exaspéré que l'on considère la migration pour causes économiques comme une « honteuse soupape de sûreté de la misère du peuple » (*ibid.*, p. 18).

Au Mexique, la métaphore a été utilisée à différentes époques, dans des contextes politiques et économiques variés. L'historien Cardoso, dans son analyse sur la migration au cours de la présidence de Venustiano Carranza (1915-1919), écrit que les hommes politiques et les fonctionnaires mexicains de cette époque considéraient la migration comme une « soupape de sûreté politique » qui leur permettait de se détacher d'une série de problèmes pour en résoudre d'autres.

Mais c'est surtout à partir des années quarante que la métaphore de la soupape de sûreté apparaît de manière systématique. Pour Hancock, fonctionnaire nord-américain des services de l'immigration, le programme Bracero (1942-1964) a servi au Mexique de soupape de sûreté, en lui permettant de désamorcer une série de tensions politiques et économiques (1959). De la même manière, la journaliste Patricia Morales (1982) affirme que c'est durant le programme Bracero que le Mexique a commencé à considérer la migration comme une soupape de sûreté. Selon elle, les responsables politiques du pays étaient conscients des continuelles violations des droits des travailleurs mexicains par l'administration et les chefs d'entreprise nord-américains, mais ils s'abstenaient de réagir car la migration soulageait une économie incapable d'offrir les emplois nécessaires et qui avait par ailleurs besoin des devises qu'envoyaient les *braceros*. Le gouvernement trouvait dans la métaphore de la soupape de sûreté la justification du programme Bracero (García et Maciel, 1988).

Le président Adolfo Ruiz Cortines s'exprima dans les mêmes termes lors de son rapport au gouvernement en 1954 : « L'émigration de travailleurs est déplorable mais inévitable puisque le pays n'a pas assez d'emplois pour retenir les *braceros* » (cité in García et Maciel, 1988). Deux ans plus tard, il répétera ce même argument en qualifiant le phénomène migratoire de « problème douloureux » et « difficile » dû principalement « à la croissance extraordinaire de la population » (cité in Morales, 1982, p. 144).

C'est à la fin des contrats Braceros que les effets de la migration internationale devinrent plus évidents. Les années soixante marquent un afflux massif et critique de Mexicains de l'intérieur vers les principales villes du pays, qui virent leur population doubler ou presque — District

fédéral, Guadalajara, Monterrey². Un grand nombre de migrants venus dans ces capitales n'y trouvaient pas de travail et le problème aurait été plus aigu encore si la migration internationale n'avait pas existé³.

La fin des accords bilatéraux permit au Mexique de définir sa position vis-à-vis de l'émigration internationale. Puisque la concertation et l'accord n'étaient pas possibles, il fallait laisser les eaux suivre leur cours... vers le nord. Le gouvernement mexicain ne pouvait légalement empêcher la libre circulation et la sortie de ses compatriotes, et il n'était pas capable non plus de créer les conditions qui permettraient d'offrir un travail à tous les Mexicains. Face à cette situation sans issue, la métaphore de la soupape devint une véritable ligne politique : permettre la circulation de tous ceux qui voulaient aller travailler de l'autre côté de la frontière et abandonner les migrants à leur bonne fortune ou, dans certains cas, aux bons soins du système consulaire mexicain, chargé de protéger les droits des travailleurs à l'étranger.

Malgré ces principes qui pouvaient sembler « convenables », l'émigration en nombre de travailleurs illégaux devenait « embarrassante » (Alba, 1979 ; Cornelius, 1979). Pourtant, l'image de la soupape de sûreté continua longtemps à servir d'alibi à une politique extérieure qui ne varia pas en matière d'émigration internationale.

On a soutenu que le gouvernement mexicain se souciait en permanence de la situation des émigrants aux États-Unis (García et Maciel, 1988). Pourtant, il est rarement allé plus loin que la déclaration théorique ou la réclamation ponctuelle⁴. Pire encore, durant des dizaines d'années, les migrants ont systématiquement été exploités, volés et trompés par leurs propres compatriotes, parfois dans leur propre pays, mais surtout pendant le retour, lors de la traversée de la frontière. Si la politique extérieure mexicaine est marquée par une rhétorique de défense des droits du travailleur mexicain, l'absence d'une politique intérieure et d'un contrôle de ces pratiques a encouragé la corruption, l'impunité et les abus systématiques d'une foule de petits fonctionnaires (Durand, 1991).

Plusieurs auteurs soutiennent que le manque d'initiative politique des gouvernements mexicains à l'égard de ce problème est dû au fait que la migration internationale fonctionnait comme une soupape de

2. Durant la décennie 1960-1970, le District fédéral passa de 5 251 755 à 8 491 085 habitants ; Guadalajara, de 851 155 à 1 491 085 habitants et Monterrey, de 708 339 à 1 246 181 habitants (INEGI, 1985).

3. Pour Gino Germani (1969), la croissance des villes latino-américaines pouvait devenir explosive, car elles n'avaient aucune soupape de sûreté, comme cela avait été le cas en Europe. Le Mexique serait l'exception.

4. On ne peut nier le travail du service consulaire mexicain pour résoudre les cas qui lui ont été présentés. Mais le problème est celui des proportions : quelques milliers de cas résolus sont des « miettes » à côté des millions d'illégaux exploités systématiquement.

sûreté « par rapport aux tensions nées du chômage, particulièrement à la campagne » (Bustamante, 1979 ; Morales, 1982).

Pour certains chercheurs, c'est même là que réside l'explication principale de la situation économique et politique mexicaine. Selon Bustamante (1980a), le modèle économique né dans les années quarante doit son apparition, sa croissance et sa perpétuation à la soupape de sûreté que constitue la migration internationale.

De son côté, bien qu'il ne cite pas explicitement cette métaphore, le chercheur nord-américain Cornelius tire des conclusions similaires : il affirme que si l'on « fermait la porte », les « tensions politiques et sociales qui pourraient apparaître [...] seraient difficiles à estimer », car on ne « peut ignorer le fait qu'une telle migration a fonctionné dans le passé comme une importante force stabilisatrice » (Cornelius, 1979a, p. 92). À l'opposé, l'historien García y Griego critique, « aussi bien pour leurs présupposés que pour leur raisonnement », les deux conceptions les plus répandues du processus migratoire : celle qui en fait un mal social, une charge pour la société américaine, et celle qui suppose qu'il sert de soupape de sûreté à la misère et au chômage dans les campagnes mexicaines (1979).

Les gouvernements successifs du Mexique, eux, ne variaient pas dans leurs déclarations. Le président José López Portillo (1976-1982) répondait ainsi à un journaliste qui lui demandait s'il pouvait arrêter le flux d'émigrants : « Non, je ne peux pas. Les seules mesures possibles seraient physiques – mesures policières –, ce que je rejette catégoriquement. Je veux exporter des marchandises et non des gens. Mais nous avons deux libertés fondamentales : la liberté de circuler et la liberté de nous établir. Ce n'est pas un crime que de chercher du travail et je me refuse à le considérer comme tel » (*Newsweek*, 19 février 1979, cité in Morales, 1982).

En résumé, c'est là une réalité qui ne plaît guère au Mexique, mais contre laquelle il ne peut intervenir. Par cette attitude, on s'excuse mais on laisse faire. Tant que l'on a pu négocier, on a négocié. Pendant vingt-deux ans. Lorsque les accords furent rompus, le gouvernement mexicain resta sur sa position de non-intervention et vingt-deux autres années passèrent (1964-1986), au cours desquelles la migration illégale continua. Il n'y eut que quelques initiatives présidentielles pour développer la recherche sur ce thème, encourager les mesures d'appui aux Mexicains résidant à l'étranger ou essayer d'attaquer la cause fondamentale du phénomène migratoire : le chômage et les bas salaires⁵.

Si l'on peut comprendre la position du Mexique, il est en revanche difficile de croire que certains congressistes nord-américains aient pensé

5. Une bonne synthèse des actions et opinions des présidents Echeverría, López Portillo et de la Madrid est présentée dans les travaux de García y Griego et Vereza (1988) et dans celui de García et Maciel (1988).

de même : « The United States acts as a safety valve for Mexican unemployment, preventing the buildup of social and political instability... » (*Center for Strategic and International Studies*, 1989, cité in García y Griego, 1990). Une légère différence apparaît entre les conceptions des deux pays : pour le Mexique, c'est l'émigration qui sert de soupape, pour les congressistes américains, ce sont les États-Unis qui jouent ce rôle. Les conséquences politiques de cette distinction sont immenses.

Il ne s'agirait plus alors d'un mécanisme d'offre et de demande de main-d'œuvre bon marché, sur lequel les deux gouvernements fermeraient les yeux, mais d'une volonté politique claire du gouvernement des États-Unis pour mettre en marche un mécanisme de régulation de la stabilité sociale et politique du Mexique. En d'autres termes, la vulnérabilité politique et économique du Mexique dépendrait de la manipulation des flux migratoires par les Américains.

Si l'on pousse la métaphore jusqu'à cette limite, si c'est le gouvernement des États-Unis qui possède le contrôle sur les courants migratoires, il ne s'agit plus d'une soupape de sûreté, mais d'un simple robinet que l'on ouvre et que l'on ferme.

Ce contrôle a d'ailleurs toujours existé. Historiquement, lorsque les États-Unis ont voulu imposer des contrats de travail unilatéraux, ils l'ont fait (en 1948, en 1954) ; lorsqu'ils ont décidé des expulsions massives, aussi (en 1923, 1929, 1939 et 1954) ; et, tous les jours, ils expulsent de petites quantités de travailleurs illégaux qui, au fil des ans, vont devenir des millions.

Mais il s'agit d'un contrôle relatif. Le voisinage, l'extension de la frontière, les multiples liens économiques et sociaux, la tradition migratoire sont des facteurs qui débordent de beaucoup le contrôle policier. Cette réalité remet en question la métaphore du robinet, la frontière ne pouvant être fermée indéfiniment.

À ce stade, il devient capital de savoir si le Mexique est réellement sensible à la politique nord-américaine sur les flux migratoires, en particulier en cas d'expulsion massive.

La réponse nous est fournie par García y Griego, dans l'analyse qu'il a faite de multiples variables démographiques, géographiques et économiques sur la migration Mexique-États-Unis : il conclut que l'effet d'une expulsion pourrait être facilement assimilable par l'économie et la société mexicaines. Pourtant, étant donné la concentration régionale du phénomène migratoire vers les États-Unis, ce serait surtout l'Ouest et le Nord-Ouest⁶ du pays qui se verraient sérieusement affectés par ce type de mesures (1990).

6. García y Griego considère que les États de Basse-Californie - Chihuahua, Durango, Guanajuato, Jalisco, Michoacán, San Luis Potosí et Zacatecas - fournissaient dans les années soixante-dix la plupart des migrants qui entraient aux États-Unis [70 %] (1990, p. 118).

En soumettant l'analyse des variables à des paramètres historiques déterminés, l'auteur affirme qu'au cours des années soixante - époque d'une prospérité économique relative - l'impact aurait été moins important, et que durant les années quatre-vingt, années de crise, de chômage et d'augmentation des taux de migration, l'effet catastrophique d'une expulsion massive fut conjuré par la loi (IRCA) qui amnistia 1,2 million de Mexicains et légalisa l'entrée d'un autre million de travailleurs agricoles spéciaux - SAW (1990).

Si l'analyse de García y Griego est exacte, la pression interne - démographique et économique - ne serait plus le facteur clé dans l'explication des flux migratoires et les États-Unis n'auraient plus le contrôle de la soupape puisque le Mexique ne serait pas vulnérable à une politique d'expulsions. Mieux encore, s'il n'est même plus possible de réaliser une expulsion massive, la soupape ne peut plus fonctionner en tant que telle, ni pour les uns ni pour les autres.

À la fin des années quatre-vingt, la métaphore avait perdu de sa popularité. Aujourd'hui, un de ses anciens défenseurs affirme que la migration Mexique-États-Unis « a cessé depuis longtemps d'être une soupape de sûreté parce que la composition du flux migratoire a changé de manière significative » (Bustamante, 1988). Il ne s'agit plus de paysans pauvres, mais de flux qui proviennent de milieux urbains, avec un degré de scolarité plus élevé et une certaine expérience professionnelle.

Pourtant, bien que la métaphore soit devenue désuète, la politique bâtie autour d'elle a laissé des traces, devenant une opinion dans la société même et entraînant surtout des positions officielles. La politique selon laquelle les gouvernements ne devaient rien faire vis-à-vis de la migration internationale a créé un laisser-aller général. Cette politique consistait à ignorer le phénomène et à le taire. Pendant toute la période des accords Braceros, les présidents du Mexique informaient la nation sur les traités et fournissaient des chiffres sur le nombre de *braceros* engagés et le montant des devises obtenues par les travailleurs émigrés (Morales, 1982). Le dernier à donner ces informations fut le président Adolfo López Mateos (1958-1964) ; les présidents suivants cessèrent de le faire.

Cette attitude de passivité a contribué à minimiser le volume total de migrants et l'impact économique des sommes transférées. Par réaction naturelle, les États-Unis ont exagéré leurs estimations et nous nous trouvons devant des différences de plusieurs millions de personnes et de dollars, selon que les chiffres proviennent d'un côté ou de l'autre de la frontière (Durand, 1988). Il est évident que cette attitude a aussi affecté la recherche et la connaissance scientifique du phénomène. Le pire est que l'on a prétendu ignorer le problème social entraîné par un siècle de migration internationale. En oubliant la question migratoire internationale, les gouvernements mexicains ont négligé leurs relations

avec un important secteur de la population et l'ont abandonné à son sort.

La métaphore de la soupape de sûreté, dans le cas de la migration Mexique-États-Unis, a perdu sa validité comme explication et comme politique. Il serait possible, cependant, de développer une politique réaliste qui reconnaisse et assume les faits. Bien des pays à émigration de travailleurs importante (Portugal, Yougoslavie, Turquie, Algérie, Tunisie, Maroc et pays africains) connaissent et reconnaissent le nombre de personnes qui participent au processus et le montant des devises entrantes, grâce aux travailleurs émigrés (Charef, 1983 ; De Tapia, 1986 ; George, 1986 ; Kayser, 1979 ; Talha, 1983). De plus, ils maintiennent des négociations permanentes sur les multiples facteurs qui affectent le processus migratoire et les droits des travailleurs migrants ; et, surtout, ils leur portent conseil, leur accordent des facilités pour revenir, investir, créer des entreprises et se réadapter à la réalité du pays (Zahraoui, 1983 ; De Tapia, 1986 ; Kayser, 1979 ; MIGRINTER, 1986). Au Mexique, il faudrait commencer par voir et penser les choses autrement.

Autres métaphores

Outre la soupape de sûreté, d'autres images ont été utilisées pour illustrer des aspects du phénomène migratoire international. Certaines concernent la frontière « rompue », « ouverte », « poreuse », « sans contrôle ». La séparation entre les deux pays est une zone limite à partir de laquelle on qualifie le processus migratoire. Le migrant se définit comme tel lorsqu'il a traversé la frontière, tout comme l'illégal commence à l'être ou cesse de l'être, selon qu'il passe d'un côté ou de l'autre.

Mais la constitution d'une frontière est aussi un processus long et complexe. Pour Mc Williams (1972), l'effort colonisateur espagnol n'a pu constituer que quelques points avancés — en Californie, en Arizona, au Nouveau-Mexique et au Texas —, mais n'a jamais pu les relier entre eux. Il s'agit d'une « frontière rompue » dans laquelle chaque unité a construit sa propre histoire de façon indépendante, ce qui facilitera énormément le processus d'annexion ultérieur.

Selon Jackson (1987), la frontière entre le Mexique et les États-Unis se distinguait des frontières européennes parce qu'elle n'était ni peuplée ni fortifiée. Il s'agissait de terres « ouvertes » à l'expansion, à la colonisation, et c'est d'ailleurs là l'acception première du terme américain *frontier*⁷. Pour celui-ci, ce n'est qu'en 1880 que s'achève la

7. Revel Mouroz (1975) souligne bien ce caractère colonisateur du terme *frontier* qui concorde avec la situation à la frontière : tout d'abord l'annexion puis le développement d'entreprises, dans le nord du pays, contrôlées par les Américains.

phase d'expansion territoriale pour les États-Unis et que s'ouvre la phase d'accumulation sur le territoire déjà constitué, par le biais de l'exploitation de la main-d'œuvre mexicaine bon marché.

Pour Revel Mouroz (1975), le sens colonisateur du terme *frontier* se prolonge bien au-delà, jusqu'à la fin du « porfiriat » : les États-Unis ont rallongé leur frontière à travers leurs investissements dans l'agriculture, les mines et le commerce, sur la frange du côté mexicain.

Bien qu'il existe une limite formelle, une frontière de plus de 3 000 kilomètres s'avère pratiquement impossible à surveiller. C'est pourquoi divers auteurs parlent d'une « frontière poreuse » (Cornelius, 1979) pour exprimer la facilité avec laquelle elle peut être franchie et la difficulté de la surveiller. Cette image a été reprise par le gouvernement du président Ronald Reagan, considérant qu'« une frontière hautement poreuse au sud n'était plus politiquement tolérable pour les États-Unis » (Cornelius, 1988). Outre cette phrase volontariste, Reagan a utilisé l'image d'une frontière sans contrôle : « We have lost control of our border » (Teitelbaum, 1988) ; ce sera, plus tard, le leitmotiv de la loi Simpson-Rodino (IRCA)⁸.

Une autre image assez répandue est celle de la porte, puisque, finalement, la migration est en grande partie un processus d'entrée et de sortie. La politique américaine favorisant l'immigration a été définie comme une politique de « porte ouverte » (García y Griego et Vereá, 1988). Mais l'option la plus constante a été de laisser la porte « entrouverte » en procédant simplement à un abaissement des ressources de la patrouille de frontière (García et Maciel, 1988, p. 398). On a aussi parlé de « fermer la porte » comme d'une possibilité d'empêcher l'entrée ou la sortie des gens (Hoffman, 1979 ; Cornelius, 1979 ; García y Griego, 1990).

Certains auteurs ont précisé le type de porte dont il s'agit et font référence à la « porte de derrière », ce qui reflète une opinion stéréotypée et péjorative sur le Mexique, considéré comme l'arrière-cour des États-Unis (Hoffman, 1979). Suivant cette même idée, on a aussi fait allusion à la situation mexicaine comme à un « chaos sur le pas de la porte » — *doorstep* — (Sanders, cité in Cornelius, 1988).

L'image de la « porte tournante », qui permet simultanément l'entrée et la sortie de gens, a été utilisée par un fonctionnaire des services migratoires américains (SIN) pour illustrer le fait que l'entrée d'illégaux et leur sortie — expulsion — étaient des processus presque concomitants (cité in Cornelius, 1979).

8. La phrase fut à l'origine utilisée dans le débat préélectoral entre Reagan et Carter, en allusion directe au cas des immigrants cubains, mieux connu sous le nom d'« invasion des *marielitos*. » Par la suite, la phrase et l'argument ont été utilisés pour illustrer la situation à la frontière avec le Mexique (Bustamante, 1990).

Une image similaire est celle de l'« écluse », sous-entendant que la patrouille de frontière retient un cours d'eau et qu'elle ne permet au courant de s'écouler qu'en accord avec les intérêts du marché du travail nord-américain.

Autre image : pour Chapman, fonctionnaire du SIN, la migration illégale vue depuis les États-Unis était une « invasion silencieuse » qu'il fallait arrêter (1976), opinion que partagent ceux qui considèrent la migration mexicaine comme un mal social, comme une charge pour la communauté nord-américaine. Au Mexique, on proposa plutôt l'idée d'un « exode silencieux » (Alba Hernandez, 1976) et, plus récemment, on a parlé d'une « fuite » (Bustamante, 1989).

La frontière en porte de saloon

Après ce rappel des métaphores habituelles, il semble impossible de proposer une nouvelle manière de comprendre l'historicité et les spécificités du phénomène migratoire entre le Mexique et les États-Unis.

Notre proposition d'une nouvelle métaphore juxtapose cependant deux images antérieures : celle de la porte et celle de la frontière. La référence choisie est celle d'une porte de saloon⁹, une porte qui peut s'ouvrir des deux côtés en exerçant une certaine pression, et qui peut séparer cuisine et salle à manger. Elle se distingue par le fait qu'elle n'a pas de clé, qu'elle permet de passer dans les deux sens, qu'elle se stabilise toute seule et qu'elle reste toujours un peu entrebâillée. La frontière entre le Mexique et les États-Unis fonctionnerait ainsi.

La métaphore vise tout le processus migratoire : le voisinage et le caractère historique, la relation d'interdépendance et la situation d'« asymétrie de pouvoir » entre les deux pays comme le propose Ojeda (1981), la situation bidirectionnelle des mouvements de population et les éléments qui l'accompagnent : les flux de biens, services et capitaux qui se déplacent dans les deux sens. La métaphore englobe les aspects formels – légaux – et les dynamiques parallèles, c'est-à-dire informelles.

En prenant cette image, on est amené à préciser comment la migration s'est comportée historiquement et comment à chaque modalité ont correspondu des politiques spécifiques : libérale, de libre circulation, normative, coercitive, répressive et assimilatrice.

Le XIX^e siècle

Depuis le nord

Les politiques menées par les États-Unis au cours du XIX^e siècle peuvent se diviser en deux grandes étapes qui correspondent à l'avant-guerre et à l'après-guerre de 1846.

Durant la première période, les États-Unis stimulèrent la pénétration de colons nord-américains en territoire mexicain et poussèrent vers cette zone les groupes indiens qui les empêchaient de contrôler complètement leur propre territoire. Le plan d'expansion commença avec l'indépendance du Texas et connut son apogée avec la guerre entre les deux pays et l'annexion de plus de la moitié du territoire mexicain. À cette époque, la frontière était encore considérée comme ouverte à la colonisation. D'ailleurs, durant la guerre de Sécession (1861), on présenta un projet d'union des États du Sud américain et du Nord mexicain – Nuevo León, Chihuahua, Sonora et Basse-Californie (Jackson, 1987).

La seconde période correspond encore à une politique de frontière ouverte : pour expulser à nouveau les tribus indiennes pacifiques qui vivaient ou s'étaient établies sur les territoires annexés ; pour encourager les incursions des tribus belliqueuses sur le territoire mexicain (Moyano, 1985) ; pour permettre à l'armée de réaliser des expéditions punitives ; pour encourager le vol de bétail en utilisant le Mexique comme zone libre d'approvisionnement en chevaux et pour appuyer les contrebandiers, bandits et flibustiers qui agissaient du côté mexicain (Negrete, 1981). De plus, les États-Unis ouvrirent leurs portes aux courants migratoires internationaux pour peupler les nouveaux territoires annexés.

Selon Jackson, les fonctionnaires du recensement nord-américain considéraient que « jusqu'en 1880, le pays avait une frontière de colonisation provisoire », mais qu'à partir de cette date il n'était plus opportun de discuter sur son éventuelle extension (1987). Pourtant, dans la pratique, les plans d'expansion, annexion ou achat restèrent en vigueur jusqu'à la fin du XIX^e siècle, surtout en ce qui concerne la Basse-Californie.

Jusqu'alors lieu d'expansion territoriale, le Mexique devint un fournisseur de main-d'œuvre bon marché, surtout de *peones* (journaliers) pour les tâches dures. Certains de ces travailleurs étaient des *peones* « pieds et poings liés » qui, en traversant la frontière, se virent libérés de leurs dettes¹⁰. Mais il entraînait aussi chaque année des bataillons

9. Ce type de porte est aussi appelé porte à double action.

10. Selon Mc Williams, certains *hacendados* mexicains se plaignaient de grandes pertes, car il leur était impossible d'obtenir des *peones* qui partaient vers le Nord le paiement de leurs dettes (1972).

de mineurs du Sonora, ouvriers spécialisés pris par la fièvre de l'or et de l'argent dans les mines du Sud-Ouest (Mc Williams, 1972).

On appliqua aussi une politique d'asile pour les conspirateurs et les perdants de différents bords politiques, avec lesquels furent réalisées d'importantes affaires¹¹. Parmi ce groupe d'exilés, un cas exceptionnel : certains membres du groupe ethnique yaqui qui optèrent pour l'émigration vers Tucson, en raison du conflit avec le gouvernement de Porfirio Díaz. Depuis cette ville, les migrants yaquis aidèrent leurs compagnons à poursuivre la lutte, fournissant armes, argent et asile (Gouy-Gilbert, 1985). D'ailleurs, toutes les révoltes, conspirations et révolutions du côté mexicain se sont toujours faites avec des armes obtenues aux États-Unis.

Depuis le Sud

Du côté mexicain, plus que de laisser sortir, on se soucia tout d'abord de ne pas laisser entrer. On avait vécu l'expérience funeste de l'entrée au Texas de colons qui avaient obtenu par la suite leur indépendance (1836). Mais on ne pouvait pas faire grand-chose. Les incursions d'Indiens – Comanches, Navajos et Apaches – étaient un souci permanent (González, 1986), comme le trafic illégal des éleveurs et des voleurs de bétail américains aux dépens du bétail mexicain et la contrebande qui affectait toute l'économie. Le Mexique s'indignait de ce que l'armée américaine se sentît le droit de traverser sans cesse la frontière sous le prétexte de poursuivre Indiens, délinquants ou voleurs de bétail (Negrete, 1981). C'est seulement à partir du traité d'amitié et de commerce signé en 1882 – en vigueur jusqu'en 1896 – que le Mexique put contenir l'entrée des *rangers* texans (Coerver et Hall, 1988).

Le Mexique sut aussi profiter du libre passage qu'il laissait à certaines bandes, groupes ethniques ou personnes. Les premiers à être admis furent les déserteurs. Le général Santa Anna forma ainsi une espèce de légion étrangère composée d'immigrants européens, surtout des catholiques irlandais et français, qui avaient déserté les États du Nord parce qu'ils se sentaient exclus face à la prédominance protestante. Au Mexique, les déserteurs formèrent le bataillon d'artillerie San Patricio (1846) qui participa à diverses batailles. À la fin du conflit, un grand nombre d'entre eux furent traités comme des traîtres et jugés par les Américains (Wynn, 1984).

11. En 1853, les libéraux proches de Melchor Ocampo s'exilèrent aux États-Unis. Diverses conspirations armées furent préparées au Texas contre Santa Anna. En 1862, Juárez fuit vers la frontière. En 1875, Porfirio Díaz acheta des armes à Brownsville et rentra capturer Reynosa ; les perdants s'exilèrent de l'autre côté de la frontière. Ensuite, Lerdo et Escobedo s'installèrent au Texas pour conspirer contre Díaz (Case, 1981).

Quand la guerre fut terminée et le traité de Guadalupe Hidalgo signé (1848), le Mexique mena une politique de rapatriement des Mexicains qui étaient restés de l'autre côté de la frontière et qui voulaient se réinstaller sur le territoire national¹².

Les esclaves noirs qui s'enfuyaient des plantations furent eux aussi admis. Malgré les plaintes des esclavagistes du Sud, le Mexique conserva sa position contre l'esclavage, selon laquelle tout homme noir qui traversait la frontière devenait libre. C'est ainsi que se forma une importante colonie de Noirs dans le village frontière de Matamoros (Mc Williams, 1972).

Le Mexique profita de la guerre de Sécession (1861-1867) pour établir des relations avec des commerçants et vendre le coton du Sud. Il se vit cependant impliqué dans le conflit : le président Benito Juárez dut laisser les unionistes débarquer dans le port de Guaymas et traverser le Sonora pour passer aux États-Unis, avec, en outre, la menace d'expéditions punitives depuis le Texas de la part du parti adverse (Jackson, 1987).

Au cours de ces années, des traités furent signés avec quelques tribus indiennes. Le Mexique, contrairement aux États-Unis, considérait les Indiens comme des compatriotes et non comme des étrangers. Cette distinction entraîna divers problèmes. Si les tribus établies en territoire mexicain traversaient la frontière, c'était une agression mexicaine, mais si les tribus établies en Amérique du Nord passaient du côté mexicain, les États-Unis n'en assumaient pas la responsabilité puisqu'ils ne les considéraient pas comme américaines (Moyano, 1985).

Auparavant, plusieurs tribus avaient passé des accords avec la couronne espagnole puis avec la jeune république mexicaine. Avec l'indépendance du Texas (1836), certaines tribus indiennes virent leurs terres menacées et décidèrent de négocier avec le Mexique l'obtention de nouveaux territoires de chasse. Des représentants des Semioles, Muskogis et Kikapoo signèrent un accord avec Benito Juárez. En 1850, ils acceptèrent des terres et servirent, en échange, de mur de protection contre les Apaches et autres tribus « barbares », excitées par les Américains. Ainsi, un grand nombre d'indigènes nord-américains vinrent s'installer dans les États de Durango et Coahuila, dans le Nord du Mexique.

Mais le cas le plus significatif fut celui de la tribu Kikapoo dont le groupe fut divisé entre Oklahoma et Coahuila. Actuellement, c'est le seul groupe indigène qui puisse circuler librement d'un côté à l'autre de la frontière, et il le fait chaque année. Ils sont mexicains au Mexique et américains aux États-Unis, avec des terres sur les deux territoires (Fabila, 1945) : un cas unique de double nationalité qui reflète bien ce qu'aurait pu être le fonctionnement optimal d'une frontière à double

12. Cette attitude resta ferme, y compris à l'arrivée de Cárdenas (1934-1940), qui réussit à rapatrier 40 000 Mexicains durant son administration (García et Maciel, 1988).

battant pour bien des groupes indigènes et des Mexicains qui maintenaient des attaches dans les deux États¹³. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, différentes tribus de Peaux-Rouges continuèrent de trouver asile au Mexique. En 1898 arriva un groupe de 8 000 Indiens Delaware qui s'installèrent dans le Sonora et en Basse-Californie (*La Libertad*, 20 octobre 1898).

Un autre groupe ethnique resta pris au piège de la frontière : les Chinois. Ils étaient arrivés en Californie après le traité de 1860, pour se consacrer aux travaux agricoles et à la construction du chemin de fer (Driscoll, 1985). Leur présence de plus en plus forte éveilla des attitudes racistes qui débouchèrent sur une loi d'exclusion, décrétée en 1882 (García y Griego et Vereá, 1988). Mais si les nouveaux arrivants éprouvaient des difficultés pour entrer aux États-Unis, ils pouvaient passer par le Mexique, en attendant le temps nécessaire pour passer de « l'autre côté ». Les Chinois commencèrent à arriver par les ports du Pacifique. Les journaux de l'époque se plaignaient que les États-Unis émissent des décrets d'exclusion contre les Asiatiques, alors qu'au Mexique « on leur ouvrait tout grand les portes » (*La Libertad*, 19 novembre 1899). Les Chinois arrivaient dans les États de Sonora, Sinaloa, Basse-Californie, Coahuila et même Chiapas. On disait que c'était un « fléau », que les États de la frontière avaient été « envahis » et que les Chinois refusaient d'être « désinfectés » avant d'entrer dans le pays (*La Libertad*, 1899-1901). La vague grossit avec les travaux d'irrigation à la frontière nord (1913), et ils arrivèrent si nombreux que le gouvernement commença à s'inquiéter et à fixer des limites (Bustamante, 1975).

Pourtant, en même temps qu'arrivaient des étrangers, sortaient des Mexicains, d'abord vers les bassins d'emploi qui s'ouvrirent à la frontière nord et qui offraient des salaires bien meilleurs qu'à l'intérieur du pays (Wasserman, 1987), puis de « l'autre côté », où il y avait aussi beaucoup d'embauche et des salaires attractifs. En 1884, avec la liaison ferroviaire entre les deux pays, s'installa de manière définitive le processus migratoire.

Pour résumer, au cours du XIX^e siècle, la frontière Mexique-États-Unis fonctionna comme une porte de saloon, s'ouvrant d'un côté ou de l'autre. Mais elle subit aussi une transformation radicale durant la

13. Une série de problèmes persistent encore du fait de la division arbitraire du territoire indien. Sous le gouvernement de Miguel de la Madrid (1982-1988), on dut négocier la libération de quelques Indiens nord-américains qui avaient été fait prisonniers à la frontière parce qu'ils transportaient du *peyote*, un cactus hallucinogène consommé au Mexique par les Coras et les Huicholes. Selon les policiers mexicains et les fonctionnaires de la douane américaine, ils transportaient de la drogue. Les associations d'Indiens américains durent intervenir et faire pression sur le gouvernement mexicain afin qu'il justifie devant les autorités nord-américaines l'usage « cérémoniel » du *peyote*.

première moitié du siècle : elle changea de position en se déplaçant vers le Sud, à la suite de la pénétration et de la pression permanentes des colons du Nord et des projets d'expansion américains, qui aboutirent à la guerre et à l'annexion. Après la conquête d'une grande partie du territoire mexicain et la définition de ses limites formelles, la porte se stabilisa à nouveau. Elle laissa entrer et sortir, des deux côtés, individus, groupes ethniques, armées, bandits, dissidents, déserteurs et, évidemment, biens, capitaux, marchandises légales ou de contrebande.

Le xx^e siècle

Avec le changement de siècle, les rôles furent inversés. Si les États-Unis avaient maintenu une certaine « passivité » en ce qui concerne les problèmes de migration et de frontière pour mieux profiter de situations qui favorisaient leurs projets d'expansion (Coerver et Hall, 1988), c'est le Mexique qui, à partir des premières décennies de ce siècle, adopta cette attitude vis-à-vis de son émigration.

Pour parler de manière imagée, les travailleurs mexicains poussèrent la porte et se faufilèrent par l'entrebâillement à la recherche de travail. Le gouvernement permit la sortie de ses compatriotes, mais se préoccupa aussi de les informer sur les conditions de vie et de travail de l'autre côté, dans l'espoir de décourager l'émigration. Il prit soin, jusqu'à la fin des années trente, de rapatrier les Mexicains qui ne s'adaptaient pas au style de vie américain. Comme nous l'avons vu un peu plus haut, sa politique de libre circulation et de non-intervention conduisit à la conception de la soupape de sûreté.

Les États-Unis dominaient la situation tant au niveau formel, par la législation en vigueur, qu'au niveau informel, par les lois de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Le SIN se chargea de la régulation du courant migratoire, de l'ouverture et de la fermeture de la porte, selon un jeu d'équilibre complexe entre les lois, les besoins du marché du travail et la conjoncture politique nord-américaine.

Au cours de ce siècle, selon les périodes et les situations, toutes les politiques possibles se sont succédé : libérale, normative, coercitive, répressive et assimilatrice.

Contrairement à d'autres immigrations vers les États-Unis, pour les Mexicains, la frontière restait ouverte, que ce soit par les points de passage officiels ou par tout autre endroit le long de ses 3 000 kilomètres. Mais le franchissement n'était pas exempt pour autant de répression, de risques et de violence. Le consul mexicain à El Paso rapporta qu'entre 1911 et 1919 les policiers américains, outre l'expulsion et les injures systématiques à l'encontre des travailleurs migrants, avaient donné la mort à 391 Mexicains. Les conditions de travail aux États-Unis n'étaient nullement engageantes, mais, comme le dira

Francisco I. Madero : au Mexique, c'est pire, et pour ce qui est des migrants, aux États-Unis « leur chance est meilleure que dans leur terre natale » (1911).

Pendant la Révolution, la porte à double battant fonctionna à plein régime. Les perdants cherchaient asile de l'autre côté puis revenaient sur le territoire mexicain lorsque leur situation s'améliorait. La population frontalière passait aussi d'un côté à l'autre quand les combats se déroulaient dans sa région. La contrebande d'armes, de munitions, d'aliments et autres produits était courante.

Les incursions armées, si elles furent rares, marquèrent l'histoire. En 1914, les États-Unis tentèrent d'intervenir dans la Révolution en pénétrant à Veracruz. Plus tard, la reconnaissance de Carranza par le gouvernement nord-américain, en 1915, poussa Francisco Villa à attaquer Columbus, au Nouveau-Mexique (1916), afin de créer des conflits entre les constitutionnalistes et les autorités en place (Ruiz, 1984). Il y réussit presque, puisque, immédiatement après, le général Pershing passait aussi la frontière et poursuivait Villa avec 10 000 soldats, sans succès. À son retour, il ne put ramener qu'un bon nombre de Chinois qui avaient été poursuivis par les villistes et qui demandèrent asile. Bien que les autorités de la frontière nord-américaine aient tenté d'empêcher leur entrée, ils furent employés à des tâches d'intendance (García, 1981)¹⁴.

L'époque des expéditions punitives et des invasions armées touchait à sa fin. Les États-Unis ne cherchaient plus à conquérir de territoire, mais à obtenir de la main-d'œuvre. Avec la Première Guerre mondiale, une nouvelle phase commence (1917-1940), durant laquelle le gouvernement des États-Unis assume seul le contrôle de l'immigration mexicaine. La porte à double battant s'ouvre et se ferme selon les besoins immédiats de l'économie nord-américaine. C'est ainsi qu'en 1917 se met en place le premier programme de recrutement de main-d'œuvre organisé par le gouvernement américain. C'est le pragmatisme qui marque cette étape. La même efficacité avec laquelle on commence à demander de la main-d'œuvre sera employée pour l'expulser ensuite. Face à la loi générale d'immigration, le cas mexicain sera traité à part.

Après la Première Guerre mondiale, les États-Unis redéfinirent leur politique générale d'immigration en imposant des quotas selon les pays. Alors que le Mexique et les États-Unis ont rompu leurs relations (7 mai 1920), le général Alvaro Obregón menace d'expulser les Américains vivant sur son territoire si l'on impose un quota au Mexique. En fait, ce seront les États-Unis qui expulseront des Mexicains et

14. Les communautés chinoises du Mexique et des États-Unis résistèrent finalement à toutes les attaques racistes, aux crises révolutionnaires et économiques, et s'établirent définitivement dans les deux pays, en maintenant des liens des deux côtés de la frontière.

Obregón dut se charger personnellement du rapatriement de milliers et milliers de ressortissants (Cardoso, 1977).

Le 13 août 1923, Obregón est reconnu officiellement par le gouvernement nord-américain et on signe les traités de Bucareli¹⁵. Pendant tout ce temps, les flux migratoires suivaient leur cours et les mesures pour les contrôler se perfectionnaient. En 1924, on crée la patrouille de frontière, chargée d'appliquer les mesures répressives contre les travailleurs illégaux.

La règle d'or de la politique nord-américaine sur le problème des illégaux a été de combiner diverses stratégies avec souplesse et réalisme pour faire face à l'opinion publique et couvrir le besoin permanent de main-d'œuvre bon marché des employeurs américains. En dernière instance, ce fut l'offre et la demande qui firent loi. Lorsque la récession aborda l'Amérique du Nord en 1929, les expulsions commencèrent.

La Seconde Guerre mondiale entraîna une autre période (1942-1964) d'accord bilatéral : les programmes Braceros. Ils commencèrent sous le signe de la contradiction. Le secteur agricole nord-américain exigeait des bras, mais une grande partie de la population n'était pas disposée à renoncer à ses positions racistes et à son attitude discriminatoire vis-à-vis des Mexicains¹⁶. Pour sa part, le Mexique exigea l'accomplissement des contrats, le paiement de salaires minimums et de meilleurs traitements pour ses ressortissants.

En 1943, le programme Bracero fut étendu au secteur ferroviaire et minier pour être suspendu dès septembre 1943, car le gouvernement mexicain découvrit que les ouvriers américains gagnaient plus que les Mexicains, pour les mêmes fonctions. Dans ce secteur particulier, le gouvernement mexicain put exercer un certain contrôle. Dans le domaine de l'agriculture, par contre, le problème était plus vaste et plus difficile à résoudre, du fait du grand nombre d'illégaux qui y étaient impliqués.

Dans les années cinquante, avec le début de la guerre de Corée, la nécessité de main-d'œuvre se fit de nouveau sentir, mais un point épineux demeurait prétendument dans l'immigration illégale. On décida donc de punir ceux qui donneraient asile à des illégaux. Mais, en même temps, une autre réforme fut proposée au Congrès par la délégation texane : donner du travail à un illégal n'était pas lui donner asile (García y Griego et Vereá, 1988). Ceci facilita l'afflux des illégaux et, par conséquent, un plus grand nombre d'abus et de réclamations.

15. On considère très souvent la signature des traités de Bucareli comme une « capitulation injustifiable devant les États-Unis » (Morales, 1982).

16. Tandis que l'on parlait d'engager des *braceros* mexicains, un groupe de marins s'amusaient dans les rues de Los Angeles à taper sur des *pachucos* et on assista à une grande campagne raciste et alarmiste contre la population mexicaine. La nécessité des contrats obligea la presse à cesser d'exciter la population contre les Mexicains (Mc Williams, 1972).

Les frictions continuelles entre les deux gouvernements sur ce sujet aboutirent à la rupture des accords en 1954. Les États-Unis décidèrent alors de revenir au recrutement unilatéral, ce à quoi le Mexique répondit orgueilleusement en essayant de fermer la porte par la force. L'armée mexicaine dut contenir ses propres compatriotes pour empêcher qu'ils ne sortent du pays (Morales, 1982, p. 139). Un mois plus tard, les contrats furent renouvelés, mais le Mexique avait perdu presque toute la capacité de négociation qu'il avait acquise durant les années de guerre¹⁷.

Parallèlement, les politiques normatives conduisirent à l'expulsion massive d'illégaux. Les États-Unis, en accord avec le Mexique, poussèrent la porte de leur côté et renvoyèrent plus d'un million de travailleurs sans contrat. Cette expulsion prit le nom d'« opération *wetback* », et la fin de la guerre de Corée en fut le prétexte : on avait besoin de récupérer des emplois pour les soldats tout juste rentrés du front et il fallait respecter l'accord Bracero en empêchant le trafic illégal.

La dernière réforme du programme Bracero se fit en 1962. Elle stipulait que les *braceros* ne pouvaient rester plus de neuf mois aux États-Unis. Les contrats prirent fin en 1964, avec le changement de présidence au Mexique. En vingt-deux ans, on avait engagé un peu plus de 4,5 millions de *braceros* (4 682 835) et les illégaux expulsés furent un peu moins de 5 millions (Morales, 1982, p. 148). Le nouveau président Díaz Ordaz dut affronter les débuts d'une nouvelle ère : celle des illégaux.

La fin de la politique migratoire concertée laissa place à la limitation du flux par des mesures légales unilatérales et l'application permanente de la répression.

Au niveau légal, un progrès est accompli dans la législation migratoire avec l'élimination de certains éléments racistes du système des quotas. Cela permit à bien des Mexicains (de 60 000 à 70 000 par an) de s'appuyer sur la clause de regroupement familial pour officialiser leurs papiers à partir de 1965 (Teitelbaun, 1988 ; García y Griego et Vereá, 1988)¹⁸.

En 1973, le président Luis Echeverría inclut, dans sa politique du tiers-monde, la communauté *chicana* (Mexicains nés aux États-Unis) et les travailleurs migrants aux États-Unis, et intensifia les relations entre la communauté *chicana* et le Mexique. Peu à peu, les idées évoluèrent, jusqu'à ce que, dix ans plus tard, le Congrès mexicain remette

17. En dix-huit ans, de 1942 à 1960, le salaire n'augmenta que de 30 à 50 centavos (Morales, 1982).

18. D'autres réussirent à obtenir des lettres d'emploi, connues sous l'appellation de « lettres Silva », du nom du Mexicain qui gagna devant le tribunal le droit de conserver son travail.

en question les prétendus bénéfiques à long terme du phénomène migratoire (García et Maciel, 1988).

La politique officielle d'encouragement à l'industrie de sous-traitance sur le territoire mexicain affectait aussi les flux migratoires. La consolidation de ce type d'industries à la frontière nord a été un facteur déterminant sur le nouveau marché du travail. Mais quant à freiner la migration illégale, cette politique n'a pas donné les résultats espérés, car le processus de prolétarianisation a pris au Mexique des tournures imprévues : l'arrivée massive des femmes sur les nouveaux marchés du travail et le développement de nouveaux modèles d'industrialisation (Arias, 1990). Dans les usines de sous-traitance de la frontière nord, 90 % de la main-d'œuvre est féminine (Bustamante, 1977).

La sous-traitance et la prolétarianisation féminine ont influencé indirectement deux caractéristiques du phénomène migratoire actuel : l'intégration croissante de la femme au processus migratoire international (Cornelius, 1990) et le développement d'une autre modalité migratoire, les frontaliers (*commuters*).

Ces derniers sont l'exemple parfait du fonctionnement de la porte de saloon. Ces travailleurs résident au Mexique et travaillent aux États-Unis. Tous les jours, ou presque, ils traversent la frontière, ce qui leur permet de gagner des dollars et de dépenser des pesos. En 1980, on estimait le nombre de ces frontaliers à 159 000 personnes (Arámburo, 1987). Bien des familles frontalières combinent le travail féminin dans les usines de sous-traitance et le travail masculin du côté américain. Par ailleurs existe aussi le cas de Nord-Américains qui vivent au Mexique et travaillent aux États-Unis.

La porte à double battant fonctionne de manière ample. Rien que dans les villes frontière de Tijuana et Tecate sont passés en un an (1987 – 1988) 42 millions de personnes, dont 19 millions étaient des citoyens américains et 23 millions des Mexicains (Bustamante, 1989).

Le nombre des touristes américains en visite au Mexique, en 1985, dépassait les 4 millions, et les touristes mexicains qui entraient aux États-Unis étaient 2,5 millions (Ojeda, 1989). Il faudrait ajouter à cela le « tourisme interne », c'est-à-dire tous ces Mexicains qui travaillent à l'étranger et rentrent de plus en plus nombreux dans leur pays, pendant les mois de vacances (de 2 à 3 millions).

Présent et futur immédiat

Avec la première administration du président Reagan, le problème migratoire redevint un thème du débat politique. La prétendue perte de contrôle de la frontière sud a été un élément déterminant dans l'approbation de la loi Simpson-Rodino (IRCA) qui prévoyait une

amnistie sous condition et des sanctions à l'encontre des employeurs qui engageraient des illégaux. La première mesure a été totalement appliquée¹⁹. La seconde – les sanctions contre les employeurs – ne l'a pratiquement jamais été, sauf en de très rares exceptions. Qui plus est, étant donné les failles que présente la loi, les employeurs pourraient difficilement être sanctionnés.

Une nouvelle politique, assimilatrice cette fois, a été mise en route, selon laquelle on cherche à intégrer les illégaux qui ont travaillé de manière continue au cours des cinq années précédant la loi (IRCA) et à créer un nouveau programme de travailleurs temporaires pour l'agriculture (SAW). Ce programme prévoit une sélection des travailleurs par les employeurs. Ceux-ci fournissent les listes des travailleurs auxquels on peut donner des papiers et les listes noires de ceux qui doivent être rejetés.

La nouvelle loi prévoit la naturalisation, s'ils la désirent, des bénéficiaires de l'amnistie générale. Les Mexicains vivant aux États-Unis sont devenus une force politique convoitée, d'où l'intérêt qu'ont certains secteurs politiques à les incorporer à la bataille électorale.

Selon plusieurs chercheurs, des facteurs démographiques expliquent aussi en partie une aussi généreuse amnistie : on estimait alors que le nombre de travailleurs américains allait chuter fortement (Bustamante, 1990 ; Garcia y Griego, 1990).

Le Mexique, fidèle à sa politique d'inaction, ne fit rien. Son argument fondamental était qu'il s'agissait d'une décision unilatérale sur un problème qui concernait les deux pays. Ou on l'invitait à négocier, ou les consultations n'avaient aucune raison d'être.

Paradoxalement, la loi (IRCA) a encouragé de nouveaux flux migratoires. Il est difficile de comprendre le sens politique de cette décision, surtout si l'on prétendait freiner grâce à elle la vague d'illégaux. Évidemment, la manière la plus facile de résoudre le problème des illégaux est de les légaliser, mais cela ne signifie pas pour autant que le processus s'arrêtera. La vieille tactique de la tête de pont a obtenu maintenant un million de soutiens de plus pour encourager et appuyer la migration illégale, même si le travail illégal comporte aujourd'hui plus de risques qu'auparavant. Les illégaux font dorénavant partie d'un sous-marché du travail migrant, où ils ne disposent plus d'aucune protection légale.

La communauté mexicaine aux États-Unis compte approximativement 4 millions de personnes parfaitement en règle, Mexicains naturalisés, émigrés déclarés, amnistiés et première génération d'enfants

19. À partir de l'IRCA, 1,2 million de Mexicains sont entrés dans un processus de légalisation de leur situation. Comme mesure complémentaire, on a organisé un programme de Travailleurs agricoles spécialisés (SAW) qui a permis la reconnaissance d'un autre million de Mexicains.

de migrants – sans compter la communauté *chicana*²⁰, ce qui constitue une force indéniable. Leur nombre est équivalent à celui des immigrants étrangers qui résident en France, chiffre estimé à un peu plus de 4 millions en 1981.

En 1990, la situation a évolué en ce qui concerne le statut et la situation des travailleurs migrants mexicains. Si l'explication du processus migratoire à partir de la métaphore de la soupape de sûreté doit être rejetée définitivement, c'est aussi parce qu'un changement dans la politique traditionnelle des États-Unis pousse le processus vers la création d'une masse de migrants temporaires.

Au Mexique, la réalité du phénomène migratoire commence à être soupesée avec soin. Après l'avoir ignorée, on lui donne une certaine place dans le spectre politique national et dans les initiatives présidentielles ; espace gagné à la force du poignet et qui a acquis des connotations politico-électorales au cours des élections présidentielles de 1988 (Durand, 1989).

Aux États-Unis, certaines demandes de la communauté mexicaine sont entendues. On a établi des mécanismes plus souples et apparemment sûrs pour l'envoi de mandats postaux (*money order postal*). Le programme Paisano a été mis en route : il prétend protéger les migrants des multiples extorsions qu'ils subissent au moment du retour, grâce à des cartes d'identité qui peuvent leur servir dans les deux pays²¹. Enfin a été créé un « programme pour les communautés mexicaines à l'étranger ». En 1989-1990, on a réalisé, tout au moins dans les déclarations, ce que l'on demandait depuis soixante-dix ans. C'est Alfonso Fabila qui, le premier, dans les années vingt, avait dénoncé publiquement les vexations dont souffraient les Mexicains au moment de rentrer chez eux. Néanmoins, une série de problèmes persistent, surtout au niveau politique, terrain pratiquement vierge après que tout le Mexique a été secoué par le tremblement électoral de 1988.

Aux États-Unis aussi, on perçoit des changements importants. La présence culturelle, linguistique et économique de la communauté hispanophone, au sein de laquelle le Mexique est majoritaire, a une influence de plus en plus grande en tant qu'elle témoigne de l'importance de la première minorité des États-Unis.

Cette nouvelle réalité ouvre un vaste panorama de possibilités

20. On entend par *chicano(s)* les Américains dont les parents sont mexicains, et qui s'identifient aux deux cultures, ainsi que le mouvement politique développé par ces groupes. On les appelle aussi, d'une manière non politique : les Mexicains-Américains.

21. Au Mexique, il n'existe pas de document national d'identité ; d'où le fait que bien des migrants ont été grugés lorsqu'on leur a demandé à leur retour un justificatif d'identité qu'ils n'avaient pas ni ne pouvaient avoir. De la même façon, une identification est nécessaire pour retirer les virements postaux ou bancaires, et les parents des migrants ont connu de sérieuses difficultés pour les encaisser.

d'interaction entre le Mexique et les États-Unis. La communauté migrante mexicaine jouera sans aucun doute un rôle capital dans le nouveau spectre politique et économique qui se met en place depuis 1994.

La frontière entre le Mexique et les États-Unis a toujours fonctionné comme une porte de saloon. Néanmoins, il est possible de distinguer deux grandes étapes. Au cours du XIX^e siècle, la poussée vint du Nord et fut si forte que la frontière dut se déplacer sur des centaines de kilomètres vers le Sud. Cette première étape correspond à une phase d'« accumulation » basée sur l'expansion territoriale.

Tout comme dans l'analyse de Marx pour l'Angleterre, l'accumulation originelle se fit « dans le sang et les larmes ». Et elle ne prit pas fin nécessairement avec le traité de Guadalupe Hidalgo et la fixation définitive de la frontière. Les Mexicains qui restèrent du côté américain se virent dépouillés de leurs propriétés, ressources, entreprises et même de leur droits les plus élémentaires. Les manifestations de racisme se chargèrent finalement de repousser complètement les habitants originaires de cette région.

Mais, peu à peu, cette forme d'accumulation céda la place à un autre modèle fondé sur l'exploitation par le travail. L'histoire de la migration massive vers les États-Unis s'inscrit dans ce nouveau processus d'accumulation, qui s'avéra beaucoup plus vaste, complexe et exigeant.

Selon une ligne d'analyse marxiste, cette phase correspondrait à la création d'une vaste armée industrielle de réserve, utilisée selon les besoins du capital ; sauf que ce contingent de main-d'œuvre bon marché provient d'un pays voisin, ce qui devient beaucoup plus rentable : dans ce cas, on n'investit pas dans la reproduction de sa force de travail ni dans son entretien pendant sa vieillesse, et sa spécificité migratoire l'empêche de s'intégrer pleinement à la lutte syndicale. Elle est facilement expulsée et, étant donné l'asymétrie économique entre les deux pays, ce sera la meilleure option quant au coût de la main-d'œuvre.

Mais le processus migratoire n'est pas régi exclusivement par les lois du capital. Des facteurs historiques, politiques et sociaux interviennent aussi dans la modulation et la perpétuation du phénomène. De même, on ne peut expliquer le fonctionnement du courant migratoire Mexique-États-Unis par un seul élément de l'engrenage ou par un comportement déterminé, comme on le prétend en affirmant que la migration répond comme une soupape de sûreté aux pressions internes du marché du travail.

CHAPITRE III

Au cœur de la migration : histoire de l'Ouest mexicain

On dit en espagnol qu'il n'est ni bien ni mal qui dure cent ans, ni corps qui lui résiste. Pour le moment, la migration Mexique-États-Unis jouit d'une bonne santé malgré ses cent ans. Peut-être son ambivalence, bien et mal, positif et négatif, est-elle la clé de son éternelle jeunesse. Quoi qu'il en soit, nous nous trouvons devant un phénomène migratoire aussi solide que contradictoire.

Pour comprendre ce processus, il est indispensable de prendre en considération cent ans d'histoire, de tradition et de lutte politique, cent ans d'allées et venues d'un peuple, de solutions personnelles et de peines collectives, d'enracinement et d'abandon, d'accueil et de rejet, d'illusions et de réalisme.

Et cette histoire ne peut être contée que depuis l'Ouest du Mexique, en particulier depuis les États de Jalisco, Michoacán et Guanajuato, dont les habitants ont le plus participé à ce processus et en ont le plus souffert.

Les débuts (1880-1900)

Les conditions

Au cours des vingt dernières années du XIX^e siècle, trois facteurs encouragent l'émigration de travailleurs depuis l'Ouest du Mexique vers les États-Unis : les migrations intérieures développées à partir du milieu du XIX^e siècle qui s'accélérent avec le développement économique porfirien ; la liaison ferroviaire établie entre le Centre, l'Ouest, la vaste région du Nord et le réseau américain en 1884 ; enfin l'expansion de l'économie nord-américaine et la recherche de main-d'œuvre.

La révolution industrielle, amorcée au milieu du XIX^e siècle, trouva dans la longue conjoncture porfirienne de despotisme scientifique un

excellent milieu pour s'étendre. À la faveur de la paix et des mesures de soutien à la modernisation, surtout pour les activités destinées aux marchés extérieurs, sont nées des industries, grandes et petites, dans presque toutes les régions du pays ; les mines connurent une grande expansion grâce à des méthodes d'extraction modernes alimentées par de nouveaux capitaux. Mais c'est surtout le grand moment des plantations exportatrices : sucre, café et agave.

La vapeur, l'énergie hydraulique et l'électricité profitèrent aux zones de développement industriel : México, Monterrey, la vieille région textile de Puebla-Tlaxcala, auxquelles vint s'ajouter très vite la région d'Orizaba (García Díaz, 1990). Les mines se multiplièrent, spécialement dans les États du Nord (le Chihuahua et le Sonora), tandis que les métaux précieux ressuscitaient dans les régions du Centre (Hidalgo, San Luis Potosí) et de l'ouest (Guanajuato, Michoacán). L'agriculture s'accrut dans le Veracruz, le Morelos, le Coahuila et les États du Sud-Est, et surtout dans le Campeche et le Yucatán (Cardoso, 1980). Dans toutes ces zones, l'expansion s'accompagna d'une augmentation des salaires. Selon Wasserman (1987), le salaire, dans les États situés à la frontière nord, était le double de celui que l'on payait partout ailleurs dans le pays.

Ainsi surgirent de nouvelles inégalités régionales. Le Centre-Ouest, épicerie du développement économique durant le XVIII^e siècle, restait à la traîne des temps modernes. Bastion traditionnel des céréales et de l'élevage destinés au marché intérieur, il fut réduit à un niveau similaire à celui de la zone indigène du Pacifique sud. Cette situation se reflétait clairement dans les salaires : selon Cardoso (1980), les *peones* de cette région gagnaient en 1910 le même salaire qu'en 1885. La production agricole pour le marché intérieur chuta et, d'après les statistiques de l'époque, resta en marge de la croissance économique générale (Guerra, 1988).

Or, les États du Centre-Ouest se distinguaient par leur haute densité démographique. Le Jalisco, avec près d'un million d'habitants, était l'État le plus peuplé du pays ; le Guanajuato venait ensuite avec 788 000 habitants, sur un très petit territoire (20 000 kilomètres carrés), ce qui donnait une densité de population élevée : 40 habitants au kilomètre carré. Le Michoacán, avec ses 648 000 habitants, occupait la sixième place à l'échelon national (Busto, 1880).

Cette situation s'avérait particulièrement grave, car les activités économiques locales n'exigeaient pas de grandes quantités de main-d'œuvre. Les fabriques qui s'installèrent dans la région ne furent ni nombreuses ni importantes ; les *haciendas* avaient habituellement recours à des fermiers et à des métayers qui sèmaient et récoltaient les produits commerciaux comme le blé, en même temps qu'aux *peones* et aux travailleurs salariés qui venaient des villages voisins. L'élevage demandait peu de personnel spécialisé, et on le recrutait généralement

parmi la population locale. Il y eut certes de grands travaux d'infrastructure qui attirèrent de la main-d'œuvre, mais seulement de façon temporaire : l'assèchement de lagunes et de marécages, la construction de barrages, de voies ferrées¹.

Ces facteurs, associés au développement économique d'autres régions, débouchèrent sur l'émigration des gens de l'Ouest. C'est ainsi que, depuis les États de Jalisco, Michoacán et Guanajuato, commencèrent à partir des contingents de travailleurs vers les zones où régnait le dynamisme économique : la capitale et les plantations du Morelos dans le Centre ; La Laguna, les États de Sonora, Chihuahua et Monterrey dans le Nord ; les États de Veracruz, Yucatán et Campeche dans la région du Golfe (Guerra, 1988). Les travailleurs partaient aussi vers les régions où avançait le réseau ferroviaire mexicain.

En effet, la construction de voies ferrées fut un élément fondamental dans le processus de formation d'une main-d'œuvre migrante temporaire. La pose des voies demandait de nombreux travailleurs dans des zones aussi dépeuplées qu'inhospitalières ; ces travailleurs étaient renvoyés lorsque le travail était achevé. Ils rentraient chez eux en train, pour repartir plus tard vers les lieux où se construisaient de nouveaux tronçons. La migration de ces années-là suit donc de très près le tracé de la voie principale et des embranchements qui entrèrent en fonction.

Le réseau ferroviaire reliait le Centre-Ouest du Mexique, où se concentrait le gros de la population, et les nouvelles zones de production, les ports et les villes frontière. Cette liaison entre une main-d'œuvre abondante et les pôles de développement agricole, industriel et exportateur (par voie maritime ou par la frontière nord) fut essentielle pour le développement économique au XIX^e siècle.

En 1873, la capitale du Mexique fut reliée, par chemin de fer, au port de Veracruz. Onze ans plus tard, en 1884, on terminait la voie qui reliait México à la frontière nord et au réseau ferroviaire d'Amérique du Nord. En onze ans, on passa de 572 à 5 744 kilomètres de voies ferrées. Et l'extension continua, puisqu'en 1910 le pays comptait 19 205 kilomètres de rails (Coasworth, 1984).

Grâce à cette dynamique, l'Ouest du Mexique resta en communication avec le reste du pays et la frontière nord. Le Ferrocarril Central Mexicano, qui va de México à Ciudad Juárez, arriva en 1882 au cœur du Bajío par la ville d'Irapuato, pour continuer ensuite vers León, faire un crochet vers San Francisco del Rincón et remonter jusqu'à Lagos de Moreno dans Los Altos de Jalisco. De là, il prit vers Aguascalientes pour terminer à la gare de Paso del Norte à Ciudad Juárez, à la frontière avec les États-Unis, en 1884.

1. En 1896, la presse rapportait l'arrivée de « soixante-quinze hommes venant d'Ocotlán [...] pour les travaux de la voie ferrée à Ameca » (*El Correo de Jalisco*, 16 juin 1896).

Quatre ans plus tard, on avait terminé les embranchements qui reliaient la voie principale aux villes de Guadalajara et Ameca au Jalisco, Silao et Marfil au Guanajuato, Yurécuaro et Los Reyes dans le Michoacán, puis au port de Manzanillo dans le Colima, via Guadalajara.

La communication ferroviaire entre le Mexique et les États-Unis offrit la possibilité de dériver les flux migratoires internes vers la frontière et, de là, vers l'intérieur des États-Unis. Auparavant, des muletiers, des éleveurs, des commerçants, des aventuriers, des gens à la recherche de travail avaient passé la frontière ; mais il s'agissait d'incurSIONS isolées. La migration internationale fit ses débuts en 1884.

Cette première migration est due en grande partie à la situation économique des États-Unis à cette époque. En 1882, le Congrès nord-américain approuvait la « loi d'exclusion des Chinois » : elle interdisait, pour des raisons raciales et économiques, l'entrée du « courant jaune » aux États-Unis. Les États les plus affectés par cette mesure furent ceux du Sud-Ouest américain qui importaient cette main-d'œuvre par les ports de Californie. En effet, l'immigration blanche, européenne, qui arrivait par les ports de l'Atlantique Nord, ne suffisait pas à couvrir la demande, surtout pour le genre de travail dur et mal payé qu'on lui offrait.

Pour remplacer les Chinois apparut une solution nouvelle : les travailleurs mexicains, qui offraient d'innombrables avantages. En général, ils étaient mieux acceptés, socialement et racialement, que les Orientaux ; grâce au nouveau moyen de transport, on avait accès facilement et à bon marché à de gros contingents de travailleurs ; les Mexicains paraissaient disposés à accepter de bas salaires et l'on savait qu'ils avaient une grande expérience dans les travaux agricoles et d'élevage, les mines, et, plus récemment, dans le chemin de fer. Ils présentaient, en outre, un avantage tout à fait nouveau dans l'histoire migratoire américaine : on pouvait faire des Mexicains une main-d'œuvre temporaire, saisonnière, qui retournait chez elle une fois le travail terminé.

L'essor de l'économie nord-américaine est alors marqué par la présence de Mexicains. Ils participèrent, par exemple, à sa grande expansion ferroviaire. Après la pose des rails, les ouvriers mexicains se chargèrent de la réparation et de l'entretien des voies. C'est ainsi qu'ils se disséminèrent dans tout le Sud-Ouest, puis dans le Centre et le Nord des États-Unis.

Les Mexicains étaient présents dans les campagnes aussi : l'agriculture en pleine expansion favorisa l'immigration mexicaine et en devint même dépendante. C'est le cas pour la betterave à sucre, dont la production augmenta remarquablement à partir de 1900 et dont la surface cultivée tripla en une décennie. Les Mexicains accompagnèrent ce développement agricole dans les Rocheuses et le Nebraska, et

plus tard en Californie, dans l'Ohio et le Michigan, ce qui représentait un travail dur et mal rétribué (Cardoso, 1980, p. 19).

Au début du siècle commencèrent les grands projets d'irrigation dans le Sud-Ouest américain : travaux du bas Rio Grande, de la vallée Imperiale et de la vallée du bas Colorado. Les Mexicains y participèrent d'abord à la construction des systèmes d'arrosage, puis aux semailles et aux récoltes. Les plantations étaient directement liées au système ferroviaire qui amenait la main-d'œuvre et emportait les produits. La surface irriguée doubla, en particulier pour le coton, les agrumes et les légumes.

Dans les zones d'élevage du Texas et de Californie, les Mexicains firent paître les troupeaux de brebis et de bœufs. Ils transmièrent, surtout ceux de Los Altos de Jalisco, leurs connaissances, leur habitudes de travail de *charros* (cavaliers mexicains) aux cow-boys américains. Les mines de cuivre, de charbon, d'or et d'argent du Nouveau-Mexique, de Californie et d'Oklahoma engagèrent de nombreux Mexicains, souvent spécialisés. Dans les villes nord-américaines, un grand nombre d'entre eux apprirent le travail industriel dans les aciéries ou les usines de transformation de viande de Chicago et de l'Indiana (Taylor, 1931). La demande en main-d'œuvre mexicaine se développa aussi dans le secteur des services, spécialement dans les hôtels et les restaurants (Cardoso, 1980).

Pourtant, la relation entre l'offre et la demande de main-d'œuvre ne fut pas immédiate. Il fallut une première poussée non seulement décidée, mais aussi organisée.

Les « *enganchadores* » (1885-1900)

La manière la plus rapide d'obtenir des travailleurs mexicains fut tout d'abord le recours à des agents recruteurs. Ils partaient vers les zones les plus peuplées du pays à la recherche de personnes pressées de travailler.

Au Mexique, comme dans d'autres pays d'Amérique latine, ce type d'engagement prit le nom d'*enganche* (crochet) et les recruteurs celui d'*enganchadores*. Le terme fait allusion au contrat de travail proposé, la plupart du temps verbal : l'*enganchador* offrait une avance pour les frais de déplacement ou pour l'entretien de la famille demeurée au pays ; bien souvent, l'ouvrier restait endetté et attrapé — accroché — dans les filets du recruteur. Ainsi, de village en village, les *enganchadores* racolaient des travailleurs qu'ils conduisaient en groupe jusqu'à leur destination. C'est une variante du travail forcé imposé aux prisonniers, vagabonds et délinquants dans les ateliers coloniaux.

Dans la région ouest se développa un type particulièrement dur d'embauche : la *cuerda* (corde). La presse du début du siècle dénonçait avec une indignation justifiée ce système forcé de recrutement.

Les recruteurs soulaient généralement les hommes pour leur faire signer un contrat ou établissaient des accords avec les autorités locales pour emmener vagabonds, prisonniers et rebelles. Ils les attachaient ensuite avec une corde, d'où le nom de ce procédé, et les conduisaient escortés par des soldats jusqu'à la gare².

Lorsque dans une localité arrivaient les « cordes », les hommes s'enfuyaient. Les parents des infortunés qui s'étaient fait prendre suivaient, en pleurs et se lamentant, les pas de la caravane qui pouvait comporter 100 à 200 hommes. Apparemment, les besoins en main-d'œuvre étaient infinis. Le 31 juillet 1902, la ville de Guadalajara s'éveilla pour apprendre que la construction du chemin de fer reliant Córdoba au Pacifique demandait 3 000 hommes, et de grandes pancartes offraient à ceux qui s'engageraient « l'éternelle béatitude » (*La Libertad*).

Les offres de travail dans les nouvelles zones manufacturières, minières et agricoles, développées sous le porfiriat, furent nombreuses dans l'Ouest. La presse du Jalisco rapporte le départ de travailleurs vers « les chantiers du chemin de fer de Cuernavaca » (*El Correo de Jalisco*, 7 octobre 1896), vers San Luis Potosí et Tampico, « pour la réparation des voies ferrées endommagées lors de la saison des pluies » (*La Libertad*, 31 juillet 1898) et dans d'autres directions : les exploitations agricoles et de tabac du Veracruz et du Yucatán ; le chemin de fer reliant Córdoba au Pacifique, les terres de Colima. Dans le Michoacán, *El Heraldo de Zamora* informait qu'en septembre 1907 étaient partis 74 « journaliers engagés [...] pour prêter leur services à la journée, dans l'hacienda de San Juan del Río, district de Tuxtepec, État d'Oaxaca ». D'autres partaient pour « les plantations de tabac du Campeche et du Veracruz et vers diverses raffineries de sucre du Tabasco et du Chiapas » ; sans parler des travailleurs qui partaient vers les campagnes du Tuxpan et du Colima (*El Heraldo de Zamora*, 15 septembre 1907). Au Guanajuato, les recruteurs avaient promis à ceux qui voulaient aller travailler dans le chemin de fer d'Acapulco 2 pesos par jour ; mais, à l'arrivée, on ne leur avait payé que 6 reales, raison pour laquelle un grand nombre avaient dû rentrer à pied chez eux (*El Correo de Jalisco*, 19 juillet 1896).

Ces mécanismes, employés pour développer la migration interne, favorisèrent la migration internationale. Les recruteurs se chargèrent de cette première étape qui consistait à montrer le chemin vers le lointain pays du Nord.

Il y eut aussi des recruteurs pour conduire les migrants vers le Sud, dans les plantations de café du Guatemala³. Mais la migration

2. Le journal *La Libertad* accusa le gouvernement du général Curiel (1893-1902) de « cette invention cruelle et misérable » (15 mai 1902).

3. Ces marchands de main-d'œuvre vendaient leurs services au plus offrant, et c'est ainsi que cent familles du Jalisco partirent au Guatemala récolter le café (*Diario*

massive et le vrai commerce de la main-d'œuvre de l'Ouest se fit vers le Nord, dans le train qui, quotidiennement, emmenait les travailleurs vers le marché du travail américain. À la livraison de la « marchandise », le recruteur encaissait, se lavait les mains et laissait les émigrés sans protection, sans information, sans expérience et sans papiers. Le secrétariat des Relations extérieures faisait son possible pour que les Mexicains portent sur eux un document qui les identifie, « au moins un passeport, même s'il n'est pas indispensable dans le pays où ils vont » (*La Libertad*, 20 janvier 1898).

Le recrutement par *engachadores* interposés fut une source inépuisable de tromperie et d'exploitation ; d'un côté, les promesses ou les contrats tels qu'on les signait, et de l'autre, la réalité. La presse et les autorités reçurent un grand nombre de plaintes ; mais on ne pouvait faire grand-chose, répondaient les consuls mexicains, face à des contrats privés signés entre particuliers⁴.

Une plainte revenait souvent : celle du changement soudain de destination des migrants. Au moment du recrutement, on les renseignait sur le type de travail et le lieu de travail, mais, au dernier moment, on les emmenait accomplir des tâches différentes dans des lieux inconnus.

Au cours de ces allées et venues, bien des travailleurs se perdirent en route et leur famille restait plongée dans l'angoisse et l'incertitude. La presse publiait souvent des *suelos* (entrefilets) pour que d'autres journaux les reprennent et que s'élargisse ainsi le rayon de la recherche. Par exemple : « Madame Antonia Ramírez sollicite information sur son frère Jesús Ramírez qui, en 1888, se trouvait aux États-Unis, à la frontière nord du pays. L'intéressée demande, à travers notre journal, la reproduction de cet entrefilet dans la presse des États frontiers et du Texas » (*El Correo de Jalisco*, 16 juillet 1897).

Il en allait de même des Mexicains passés de l'autre côté : « Monsieur Victoriano López, Mexicain résidant à Litting, Texas, comté de Travis, fils de feu Patricio López, désire avoir des nouvelles de sa sœur María de Jesús López de Hidalgo. Toute personne qui aurait des informations est priée de bien vouloir entrer en contact avec l'inté-

de Jalisco, 14 juin 1890). Une autre centaine de familles indigènes sortirent de San Luis de la Paz, dans le Guanajuato, pour travailler dans l'hacienda *El Porvenir de la República de Guatemala* (*La Libertad*, 28 janvier 1897).

4. Dans les contrats, on devait stipuler les conditions de travail et de recrutement, mais elles n'étaient qu'exceptionnellement exposées par écrit. Pour que les autorités mexicaines puissent intervenir, on devait faire avaliser les contrats par les consulats, mais presque personne ne le faisait. Ainsi, on ne respectait pas les accords verbaux concernant la journée de travail, le logement, les repas, le voyage de retour, ni même le lieu de destination, et, sans s'en rendre compte, les travailleurs arrivaient dans des endroits inhospitaliers et éloignés, dont il leur était très difficile de partir pour rentrer chez eux.

ressé ou avec *El Bien Público*, Río Grande City, Texas » (*El Correo de Jalisco*, 26 mai 1896).

Les recrutements contribuèrent à la formation d'un premier modèle migratoire presque uniquement composé d'hommes, voyageant seuls et en âge de se reproduire. La seule défense des travailleurs consistait à partir en groupes là où généralement se trouvait un parent ou un ami recruté avant eux dans le même village.

Dès les premières années du xx^e siècle, le processus migratoire entre le Mexique et les États-Unis comptait trois lustres d'existence et commençait à fonctionner tout seul. Les recruteurs n'étaient plus indispensables, ni pour les Mexicains ni pour les Américains. Le coup de pouce initial avait rempli ses fonctions : les employeurs américains pouvaient disposer avec efficacité de leur nouvelle, et immense, réserve de main-d'œuvre.

L'inertie (1900-1910)

Peu à peu, les recruteurs cessèrent de se déplacer de village en village et des compagnies de recrutement s'installèrent dans les villes où aboutissait le réseau ferroviaire mexicain : Ciudad Juárez, Piedras Negras, Nuevo Laredo, plus tard Nogales et Matamoros.

Là, il suffisait d'attendre l'arrivée quotidienne du train pour engager des centaines de travailleurs. Lorsque les *braceros* devenaient rares, les agences de recrutement faisaient généralement de la propagande dans l'intérieur du pays. Dans l'État du Guanajuato arriva un jour la nouvelle qu'« on demandait trente mille hommes pour les travaux du chemin de fer dans l'Ouest et le Nord-Ouest américain » (*El Obrero*, 4 février 1906). Et lorsque l'on avait besoin d'un plus grand nombre de travailleurs, on avait de nouveau recours au vieux système des *engachadores*. Ainsi, la Compañía de Irrigación chargée des travaux sur le Colorado avait, en 1906, « embauché plusieurs individus, dont la seule mission était d'aller dans notre République engager des travailleurs pour ses travaux [...] ces recruteurs vont de préférence à Aguascalientes, Irapuato et dans l'État de Michoacán, et ils y recrutent de malheureux Mexicains en leur offrant des payes élevées et un voyage de retour payé par la société... », promesses qui n'étaient jamais remplies (cité in Ochoa et Uribe, 1990).

Toujours est-il que le départ massif des actifs de l'Ouest mexicain commençait à faire des ravages dans la région. La presse du Jalisco parla d'« une pénurie nette de travailleurs » (*El Obrero*, 4 février 1906). Une impression semblable émane d'un rapport réalisé au début du siècle dans quelques communes de l'État du Jalisco. À Lagos de Moreno, on disait que les journaliers manquaient, « mais ils abonderont avec une meilleure paye [...] ce pour quoi ils préfèrent les travaux dans le

chemin de fer ». On apprenait aussi la pénurie de bras dans les communes d'Atotonilco el Alto, Jalostotitlán, Unión de San Antonio et Ojuelos. On disait de Teocaltiche : « Il y en a très peu, car bien des journaliers ont émigré aux États-Unis »⁵.

C'était la même chose dans le Michoacán. Les *hacendados* de Tangacicuaro se plaignaient du manque de journaliers : « Les quelques fainéants qui sont restés refusent de travailler une semaine, même pour tout l'or du monde [...] ; sous prétexte que le Nord va devenir riche, nous sommes restés sans personne » (cité in Ochoa et Uribe, 1990).

L'émigration augmentait. *La Gaceta de Guadalajara* racontait que, « en 1906, [le nombre alarmant de] 22 000 travailleurs de la campagne [...] ont été engagés pour les travaux à El Paso et là, on les a fait entrer en Californie, au Colorado et dans d'autres États, pour des travaux bien différents de ceux pour lesquels ils avaient été engagés » (cité in *El Heraldo de Zamora*, 3 janvier 1907).

Avec la disparition des mécanismes de modulation qui, d'une certaine façon, fonctionnaient à travers les recrutements dans les lieux d'origine, commencèrent à se faire sentir les premiers déséquilibres entre l'offre et la demande de travailleurs et quelques changements dans le modèle migratoire.

Les problèmes entraînés par ce déséquilibre commencèrent en 1907. Les consuls mexicains des villes américaines de la frontière, de plus en plus inquiets, informaient de la présence excessive de travailleurs mexicains arrêtés là et qui ne pouvaient trouver du travail. En février, l'inspecteur de l'immigration d'El Paso (Texas) avait refusé « l'entrée, à cause de l'abondance de travailleurs », et ce même jour étaient arrivés « plus de 250 Mexicains par la ligne du Centre » (*El Heraldo de Zamora*, 10 février 1907). On disait que les agences de recrutement déformaient l'information sur le nombre d'emplois, pour gonfler les effectifs des demandeurs et faire baisser ainsi les salaires (Martínez, 1982).

Cette situation était particulièrement aiguë dans les États de l'Ouest. En 1907, on reconnaissait que « les États qui fournissent le plus de *braceros* mexicains aux États-Unis sont le Guanajuato, le Michoacán, le Jalisco et le Zacatecas » (*El Heraldo de Zamora*, 15 décembre 1907). Et la tendance persista les années suivantes, puisque, dans la presse de León, on lit qu'entre le 1^{er} et le 15 avril 1910, dans la section d'émigrants de Ciudad Juárez, on avait inscrit 3 142 individus, dont « 1 322 sont du Guanajuato, 931 du Michoacán, 600 du Jalisco, 207 du Zacatecas » et le reste en provenance d'autres États mexicains (*El Obrero*, 30 avril 1910).

5. La plainte concernant le manque de bras, du fait de l'émigration internationale, se perçoit aussi dans la presse du Michoacán. Mais on justifie l'émigration en disant qu'il n'existe pas de stimulation salariale et que les agriculteurs et propriétaires restent « les bras croisés » (*El Heraldo de Zamora*, 15 septembre 1907).

Dans les archives municipales de l'époque abondent les lettres et les communiqués dans lesquels les consuls et les autorités des villes frontalières demandaient aux fonctionnaires fédéraux et des États de l'intérieur d'« empêcher dans la mesure du possible l'émigration [...] en dénonçant publiquement les difficultés auxquelles sont affrontés les Mexicains dans la république du Nord ».

En plein été 1910, saison de forte demande de travailleurs, à « Ciudad Juárez, il y a plus de 2 000 ouvriers sans emploi, qui ne sont pas passés dans la république voisine, car on n'admet plus personne. La situation de ces malheureux est horrible... Ils marchent dans les rues en implorant la charité publique » (*El Obrero*, León, 25 juin 1910). Le problème était immense si l'on tient compte du fait qu'à cette époque la ville frontalière comptait 10 621 habitants (Martínez, 1982, p. 210).

La possibilité de se diriger vers la frontière sans passer par le recruteur contribua sans nul doute à la modification du modèle migratoire, qui passa de la masculinité presque absolue à la migration familiale à laquelle participaient les femmes et les enfants.

Divers facteurs intervinrent dans ce changement. Au début du siècle, les entreprises du chemin de fer engageaient des hommes seuls, mais, après six mois de travail, la compagnie payait le transport de la famille jusqu'au lieu où se trouvait le mari. Entre 1907 et 1909, plus de la moitié des travailleurs ferroviaires d'origine mexicaine vivaient avec leur famille aux États-Unis (García, 1981). D'autres compagnies, comme la Santa Fe, appuyaient la migration familiale de manière explicite, comme une façon de stabiliser la force de travail (*ibid.*).

Un autre élément intervint : l'entrée des femmes sur le marché du travail. Si l'emploi domestique fut une solution très répandue, on commença aussi à engager des femmes dans les blanchisseries. Dans la ville d'El Paso, elles devinrent une vaste majorité et elles commencèrent aussi à pénétrer dans l'industrie de l'habillement et dans les fabriques de tabac. Le commerce aussi était un milieu féminin. Selon le recensement de 1900, à El Paso, dans un cinquième des familles mexicaines, une femme avait un emploi ; l'immense majorité de ces travailleuses était constituée de filles, de mères célibataires ou d'épouses abandonnées. Les femmes mariées, selon la tradition, ne travaillaient pas en dehors de la maison. Un dernier groupe de femmes était représenté par les employées des *dancings* – la distraction favorite des Mexicains – et un autre encore par les prostituées.

Les enfants aussi vendaient des journaux, ciraient les chaussures, aidaient à l'emballage et réalisaient des travaux de nettoyage et de jardinage. Les petites filles prenaient, en général, un emploi de domestique (García, 1981).

L'émigration à longue distance n'a pas la même souplesse que le marché de la consommation régi par les lois chaotiques de l'offre et

de la demande. Plus que « spontanée », la migration avait réussi à se consolider et à mûrir, c'est-à-dire à se renouveler, tout au moins tant que les conditions économiques et politiques du Mexique ne changeaient pas. Et celles-ci, au lieu de s'améliorer, empirèrent avec la décennie révolutionnaire.

Révolutions et expulsions (1910-1940)

Migrations en temps de révolution

Le triomphe, en 1910, de Francisco Madero sur Porfirio Díaz mit fin à plus de trente ans de dictature. Et tandis que Don Porfirio s'exilait à Paris, pour ensuite reposer en paix au cimetière du Montparnasse, la révolte éclata au Mexique après l'assassinat de Madero. Le Centre et le Nord du pays entrèrent dans la lutte armée. L'Ouest connut quelques grandes batailles et, surtout, le passage des trains et de la cavalerie révolutionnaires. Il s'engagea relativement peu dans le déroulement de la Révolution, ce qui valut au Jalisco le surnom de « poulailler de la République ».

Mais s'ils ne participaient pas de façon directe, les gens de la région furent sérieusement affectés par la débâcle nationale⁶. La crise économique, l'absence de travail, l'insécurité, la faim et les maladies ne purent être surmontées que grâce à la migration et aux ressources provenant du travail aux États-Unis. À León, qui avait traditionnellement embauché des employés pour le commerce et des ouvriers pour l'industrie du cuir et de la chaussure, on avait commencé à fermer magasins et ateliers (*El Obrero*, León, 19 juin 1913).

Effectivement, durant la décennie révolutionnaire, la migration vers le Nord s'inscrivit dans un processus plus général de déplacement des populations, en particulier du milieu rural vers les villes grandes et petites du pays. En général, on peut dire que la Révolution vint accentuer la tendance à migrer en famille, cette dernière incluant au moins la femme et les enfants : l'insécurité menaçait aussi ceux qui seraient restés. Les informations sur le camp de réfugiés de Fort-Bliss, au Texas, signalent que, sur un total de 5 296 personnes recensées, presque un quart étaient des femmes et quelque 10 % des enfants (García, 1981). Mais les revers de la révolte armée provoquèrent aussi des retours. Gamio établit un rapport direct entre la situation politique du pays et le flux de migrants durant la décennie révolutionnaire. À partir d'histoires de vie, sur 61 cas interviewés, 31 % disaient avoir

6. Bien des fabriques textiles qui employaient des milliers de travailleurs durent réduire de façon massive leurs effectifs et même fermer leurs portes durant quelques jours de la semaine (Durand, 1986).

migré pour des raisons liées à la Révolution et 34 % avançaient des raisons économiques en rapport avec la situation provoquée par la révolte (Loyo, 1969).

À partir des études de terrain, Gamio tenta de confirmer statistiquement l'hypothèse selon laquelle les changements politiques avaient une incidence directe sur le flux migratoire (1930). Les résultats furent surprenants. Combinant deux sources – nombre des retours et nombre des expulsés –, il put établir un rapport presque direct entre les phases de convulsion politique et les flux migratoires. La migration augmenta durant la révolution madériste (1910-1911) et chuta durant la période constitutionnelle du président Madero (1912-1913). Sa mort provoqua à nouveau un flux migratoire qui augmenta à mesure que s'intensifiait la révolution constitutionnaliste, pour décroître à partir de 1917, date à laquelle Carranza assumait le pouvoir et promulgua la nouvelle constitution.

Le retour progressif des migrants vient avec la paix, vers la fin des années 1910. L'époque qui commence marque une demande massive de travailleurs mexicains lors de l'entrée des États-Unis dans la Première Guerre mondiale.

Premier programme Bracero et premières expulsions

La guerre provoqua l'enrôlement de plus d'un million d'Américains, ce qui laissa un grand nombre de places libres sur le marché du travail. Mais, tout comme le conflit mondial créait une croissance de la demande de main-d'œuvre, il fit aussi fuir bon nombre de Mexicains qui se virent obligés de prouver leur nationalité pour échapper à la mobilisation⁷. La mesure provoqua des craintes parmi la population mexicaine et le gouvernement américain dut faire savoir, dans une vaste campagne de propagande, que seuls les citoyens nord-américains étaient obligés de rejoindre l'armée.

Un si grand intérêt à la conservation des travailleurs migrants avait une bonne raison. Les agriculteurs, qui perdaient leurs employés partis au front ou dans le secteur industriel, commencèrent à exiger des mesures de soutien. Étant donné la situation internationale, il devenait impossible d'importer des travailleurs d'Europe, mais il était facile, par contre, de le faire du Mexique. Les agriculteurs demandèrent au gouvernement américain un programme d'embauche à court terme, avec obligation de retour, et profitant exclusivement aux zones déficitaires en bras. C'est ainsi que 70 000 travailleurs entrèrent aux États-Unis grâce au premier programme Bracero, entre 1917 et 1921.

7. Le Selective Service Act de mai 1917 obligeait tous les adultes âgés de vingt et un à trente ans à s'inscrire, ce qui provoqua le retour d'un grand nombre de migrants qui avaient peur d'être enrôlés (Cardoso, 1980).

Pour faciliter le recrutement massif, les Mexicains furent exemptés de certaines des obligations que contenait l'Immigration Act de 1917. On n'exigeait pas qu'ils sachent lire et écrire, ni qu'ils se fassent photographier, procédure à laquelle se refusaient bien des Mexicains. Mais le programme ne pouvait être limité à l'agriculture. L'accroissement de la production agricole ne servait à rien si les produits ne pouvaient être transportés de manière rapide et efficace. Le système ferroviaire se trouvait dans une si déplorable situation que le gouvernement américain dut en assumer l'administration pour répondre à l'urgence. Il fallait des ouvriers qui connussent ce travail : les Mexicains, qui participaient depuis des décennies à la construction et à l'entretien des voies ferrées.

C'est ainsi que l'on renforça le processus d'établissement de colonies mexicaines dans le Nord industrialisé, dans le Middle West – Chicago, Indiana, Kansas, Saint Louis, Omaha, Detroit et Minneapolis (Driscoll, 1985)⁸ – et surtout le Sud-Ouest américain, spécialement dans les États du Texas et de Californie.

Le programme Bracero reçut un appui supplémentaire de l'autre côté de la frontière. La lutte entre le président Venustiano Carranza et le général Alvaro Obregón, le grand soldat de la Révolution, ralluma la mèche des troubles et fut par conséquent à l'origine du départ de migrants (Gamio, 1930).

Les années vingt commencèrent aux États-Unis sous le signe de la récession. L'essor de l'après-guerre touchait à sa fin et, en 1920, il y avait plusieurs millions de chômeurs. Les premiers touchés furent ceux que l'on avait appelés à la rescousse pendant le conflit armé. Dans les champs de betterave à sucre du Michigan, les plantations de coton du Texas, les centres miniers du Nouveau-Mexique et d'Arizona, et surtout dans les fabriques de Chicago et du New Jersey, les Mexicains perdaient peu à peu leur emploi.

La presse du Jalisco rapportait que « la situation des Mexicains aux États-Unis [était] horrible » et que, « [dans] les mines d'Arizona, du Nouveau-Mexique et du Texas, huit milliers de mineurs mexicains venaient d'être renvoyés » (*El Informador*, 5 avril 1921). Les chômeurs, en plus de leur situation déplorable, pouvaient être emprisonnés. C'est ce qui se passa au Texas où « cent Mexicains qui se trouvent sans travail ont été arrêtés à Fort-Worth et accusés de vagabondage » (*El Informador*, 6 avril 1921). Les Mexicains au chômage étaient si nombreux que le gouvernement américain mit en place un plan d'expulsion massive.

Le président de la République de l'époque, Alvaro Obregón, dut faire face à cette situation, et il le fit personnellement. Avec les ressources du pouvoir exécutif, il mit en route un programme de rapa-

8. Dans la zone de Chicago et de l'Indiana, les Mexicains se spécialisèrent dans les rudes travaux des aciéries et des usines de traitement de la viande (Taylor, 1932).

trierement, envoya des délégués se charger des démarches aux États-Unis et établit des mesures d'accueil pour les expulsés⁹.

Le chemin de fer mexicain se chargea du transport des travailleurs depuis la frontière, mais le plus difficile était le financement du voyage aux États-Unis. Le gouvernement américain s'en lavait les mains et les organisations charitables esquivaient le problème. Obregón écrivit personnellement aux compagnies qui avaient engagé des Mexicains, leur demandant d'appuyer le programme de rapatriement; certaines d'entre elles répondirent favorablement¹⁰.

La situation au Mexique n'était pas fameuse, et il semblait difficile d'incorporer au marché du travail les milliers de rapatriés. La récession américaine affectait l'économie mexicaine qui commençait à peine à se remettre du désastre de la décennie précédente : baisse des exportations de matières premières – cuivre et agave –, chute des cours de l'or et de l'argent. À la campagne et dans les petites villes, les habitants anciens et nouveaux faisaient leur possible pour relancer les activités économiques, mais ils manquaient d'argent et de crédits. La Révolution avait détruit les vieux systèmes de financement agricole et les nouveaux mécanismes implantés par l'État, trop récents, ne furent pas très efficaces.

Pour retenir le flux migratoire, le gouvernement fondait ses espoirs sur la loi agraire de 1923, reconnue expressément comme une mesure pour empêcher « l'émigration d'un grand nombre de prolétaires paysans constamment à la recherche d'une vie meilleure » (cité in Cardoso, 1980). Mais on n'eut pas à attendre les fruits de la réforme agraire, car l'expulsion s'arrêta soudain, comme elle avait commencé.

Deuxième cycle de remontée et d'expulsions

Le Mexique et les travailleurs migrants se remettaient lentement de l'impression causée par leur retour forcé. Le mouvement reprit vers 1923 et le flux augmenta tant et si bien qu'on voulut le contrôler au moyen d'une nouvelle loi d'immigration proposant de restreindre la migration massive et établissant les premières mesures policières pour surveiller la frontière. C'est ainsi que surgit, en 1924, la patrouille de frontière chargée de contrôler l'entrée des illégaux par la frontière sud des États-Unis.

Au milieu des années vingt, le modèle migratoire du début du

9. En mai 1921, on créa un Département de rapatriement lié au secrétariat des Relations extérieures. Cet organisme traita à partir de cette date les problèmes d'expulsion en étroite relation avec les conseils délégués aux États-Unis (Cardoso, 1980).

10. Obregón écrivit au président de la Southern Pacific Railroad que des milliers de Mexicains avaient contribué au développement de son entreprise et lui demanda son aide pour le transport de Mexicains expulsés. Il reçut une réponse négative (Cardoso, 1980).

siècle avait pris sa forme définitive avec deux grandes tendances : d'un côté des hommes, en âge productif, qui voyageaient et vivaient seuls aux États-Unis, et de l'autre ceux qui émigraient en compagnie de leur famille (cf. tableau 1).

Les études de Gamio et Taylor confirment ce double modèle de la migration mexicaine. L'établissement familial commençait à imposer son style en Amérique du Nord dans les zones où se concentrait le gros de la population migrante, comme les villes frontière et plus à l'intérieur. À San Antonio, Los Angeles, San Francisco et Chicago commençaient à se former des quartiers mexicains (Gamio, 1930).

Tableau 1

Caractéristiques démographiques des migrants aux États-Unis et dans le Mexique au cours des trois périodes, dans onze localités

	1910-1939	1940-1964	à partir de 1965
<i>Migrants aux États-Unis</i>			
Sexe			
Hommes	94,7 %	92,6 %	79,6 %
Femmes	5,3 %	7,4 %	20,4 %
Âge			
Moins de 15 ans	15,8 %	8,9 %	5,5 %
de 15 à 19 ans	36,8 %	16,5 %	22,3 %
de 20 à 34 ans	31,6 %	43,7 %	55,3 %
de 35 à 54 ans	7,9 %	24,2 %	14,9 %
55 ans et plus	7,9 %	6,7 %	2,0 %
Moyenne	22,0	32,27	24,91
Nombre de migrants	38	462	1 959
<i>Migrants internes</i>			
Sexe			
Hommes	85,0 %	83,6 %	73,4 %
Femmes	15,0 %	16,4 %	26,6 %
Âge			
Moins de 15 ans	27,5 %	16,4 %	7,3 %
de 15 à 19 ans	22,5 %	20,6 %	26,9 %
de 20 à 34 ans	27,5 %	43,8 %	51,5 %
de 35 à 54 ans	15,0 %	16,4 %	12,6 %
55 ans et plus	7,5 %	2,8 %	1,7 %
Moyenne	19,37	21,83	25,96
Nombre de migrants	40	397	1 288

Source : Bases de données PERSFILE; tous les émigrants des échantillons de Rincón, León, Romita, Pozos, San Diego, Altamira, Chamitlán, Santiago, San Marcos, Unión et Ario.

La répartition par sexe des migrants, où apparaissent des femmes (5,3 %), la répartition par âges, où les enfants représentent un sixième des migrants (15,8 %) et les adolescents une proportion encore plus grande (36,8 %), et la présence de personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans (7,9 %) montrent que la migration familiale commençait à peser, ce qui allait consolider les réseaux migratoires ultérieurs (cf. tableau 1).

Deux tiers des migrants n'avaient aucune formation scolaire et presque tous les autres comptaient à peine une à trois années de scolarité. Par contre, le niveau d'éducation des migrants de l'intérieur, pour cette même période, était bien plus élevé. À cette époque, la population la plus instruite migre vers l'intérieur du pays, tandis que se dirigeant vers l'étranger les gens les moins instruits (cf. tableau 2).

En 1927, le courant migratoire fut renforcé par un facteur né au Mexique, et plus spécialement dans l'épicentre de la migration. Le président de la République, le général Plutarco Elias Calles, décréta la loi des Cultes (1926), qui entraîna une guerre civile connue sous le nom de *Cristiada*. Et, cette fois, tout l'Ouest s'engagea dans la bataille (Meyer, 1977). Selon Gamio, en 1927, première année de guerre intense dans la région, on remarque une augmentation notoire de l'émigration du Jalisco, Michoacán et Guanajuato, par rapport à d'autres États¹¹.

Un grand nombre de ceux qui voulaient fuir la guerre ne purent bientôt plus le faire. La crise économique de 1929 déclencha une autre grande vague d'expulsions. Le drame se répéta : les migrants furent les premiers chômeurs et les premiers perdants de la récession. Les autorités et l'opinion publique nord-américaines poussèrent le gouvernement à prendre, une nouvelle fois, des mesures draconiennes contre les travailleurs d'origine mexicaine. C'étaient les seuls expulsables à peu de frais. La dépense consistait à les laisser du côté mexicain de la frontière ; les organisations charitables et les gouvernements locaux, qui voulaient se débarrasser rapidement du problème, se chargeaient du reste.

11. Entre 1925 et 1926, la migration resta stable, mais l'année suivante, il y eut une augmentation générale du flux migratoire (21 %) — tout cela vu à travers le flux de devises. Dans les États du Centre-Ouest, touchés par la guerre de Cristeros, cette croissance fut encore plus élevée : 25 % dans le Guanajuato, 26 % dans le Jalisco et 30 % dans le Michoacán ; tandis que dans d'autres États, comme le Durango, l'augmentation était de 11 % et, dans le San Luis Potosí, de 10 % (information traitée à partir des données de Gamio 1930).

Tableau 2

Niveau scolaire des migrants internationaux et internes de plus de 15 ans au cours des trois périodes, dans onze localités

	1910-1939	1940-1964	à partir de 1965
<i>Migrants aux États-Unis</i>			
Scolarité, années			
Aucune	64,7 %	33,9 %	9,8 %
1 à 3 ans	32,4 %	39,6 %	22,2 %
4 à 5 ans	2,9 %	12,2 %	15,6 %
6 ans	0,0 %	11,8 %	34,3 %
7 à 9 ans	0,0 %	1,6 %	12,2 %
10 à 11 ans	0,0 %	0,0 %	1,6 %
12 ans	0,0 %	0,7 %	2,4 %
13 ans et plus	0,0 %	0,2 %	1,9 %
Moyenne	0,91	2,63	5,46
Nombre	34	434	1 890
<i>Migrants internes</i>			
Scolarité, années			
Aucune	48,5 %	31,3 %	11,9 %
1 à 3 ans	27,2 %	29,9 %	19,3 %
4 à 5 ans	6,1 %	10,7 %	11,9 %
6 ans	9,1 %	17,2 %	26,6 %
7 à 9 ans	6,1 %	3,9 %	13,9 %
10 à 11 ans	0,0 %	0,6 %	2,9 %
12 ans	3,0 %	2,5 %	7,0 %
13 ans et plus	0,0 %	3,9 %	6,5 %
Moyenne	1,80	3,50	6,00
Nombre	33	355	1 242

Source : Base de données PERSFILE ; tous les émigrants des échantillons de Rincón, León, Romita, Pozos, San Diego, Altamira, Santiago, San Marcos, Chamitlán, Unión et Ario.

L'expulsion fut importante et indifférenciée. On estime à un demi-million le nombre d'expulsés (Guzmán, 1979), quantité qui représente 3 % de la population totale du Mexique à cette époque. On renvoya même des enfants nés aux États-Unis, qui avaient donc le droit d'y rester. On expulsa aussi des personnes qui y avaient un emploi, des affaires et des propriétés. On les obligea à abandonner leur travail, à fermer leurs entreprises et à liquider leurs biens. Enfin, on prit grand soin d'expulser l'immense majorité de la population mexicaine qui se trouvait dans le Nord industrialisé, spécialement dans l'État d'Illinois (Carreras, 1974 ; Taylor, 1933 ; Hoffman, 1979).

Le gouvernement mexicain dut encore une fois se charger de pro-

grammer le retour et l'accueil de ces milliers de gens et d'implanter des projets de colonisation dans lesquels ils pourraient s'insérer¹². La situation économique du pays affecté aussi par la crise ne permettait pas de faire grand-chose. Ce sont plutôt la joie générale de revoir les rapatriés et les ressources personnelles de la population qui durent régler la situation.

Gilbert, qui réalisa un travail de terrain au Mexique à l'époque des expulsions, trouva que, sur les 102 personnes qu'il interrogea à ce sujet, 59, soit plus de la moitié, étaient rentrées dans leur lieu d'origine, sur le plateau central mexicain (cité in Carreras, 1974).

Pour faire face à la situation, le gouvernement du Jalisco fit don de propriétés agricoles dans les villages d'Atequiza et La Capilla, dans le municpe de Chapala, pour y installer les rapatriés du Jalisco. Le gouvernement du Guanajuato décida que le camp de détention de Sarabia, qui avait appartenu au secrétariat de la Guerre et de la Marine, mais qui était maintenant aux mains du gouvernement local, serait destiné à l'hébergement des expulsés (Carreras, 1974, p. 117).

Quelques rapatriés profitèrent de leur expérience et des connaissances qu'ils avaient acquises de l'autre côté pour obtenir un emploi ou retrouver leur métier. Ainsi, un habitant de Purépero (Michoacán), qui avait travaillé quinze ans dans une horlogerie à New York, installa avec succès un commerce de ce type en rentrant dans son village. À Pénjamo (Guanajuato), quelques migrants qui étaient revenus avec des automobiles installèrent une société de taxis. D'autres, qui avaient appris à conduire dans le Nord, obtinrent un travail de chauffeur sur la ligne Pénjamo-La Piedad-Irapuato. Ceux qui apportèrent leurs outils purent ouvrir de petits ateliers ou commerces : mécaniciens, menuisiers, coiffeurs (Carreras, 1974 ; Hoffman, 1979).

Mais, malgré les mesures d'expulsion, certains Mexicains réussirent à éviter les contrôles et demeurèrent aux États-Unis. L'argent qu'ils envoyaient, régulièrement ou non, contribuait à la subsistance des familles restées au pays et à l'installation des magasins et des commerces spécialisés qui commencèrent à apparaître dans les localités, même très petites, de la région ouest.

Troisième cycle : cardénisme et expulsions

Les expulsions s'achevèrent en 1933 et, un an plus tard, on annonçait et entamait au Mexique une nouvelle ère révolutionnaire : le cardénisme. Au cours de cette période (1934-1940), la distribution des terres prit une ampleur remarquable et mit pratiquement fin aux *lati-*

12. Les projets de colonisation d'El Coloso, Guerrero et Pinotepa Nacional, dans l'État d'Oaxaca, furent de la plus grande envergure. Leur échec, aussi, fut notoire, en particulier pour les migrants venus s'installer comme colons (Carreras, 1974).

fundia qui subsistaient. En même temps eurent lieu les nationalisations du chemin de fer et des sociétés pétrolières ; on créa de multiples institutions et l'on couronna le tout avec un nouveau plan de développement industriel. Somme toute, le Mexique nationaliste, populaire, indépendant et moderne était né.

Tout cela ne put venir à bout de l'inertie ni des structures de base du pays. Une bataille acharnée entre agrariens et non-agrariens eut lieu dans l'Ouest mexicain. La vie rurale était loin d'être tranquille. Un grand nombre de ceux qui refusaient la réforme agraire ne purent qu'émigrer. Ceux qui l'acceptaient manquaient de moyens de production et, souvent, de relations et de traditions commerciales. Faute de crédit, pour beaucoup, la seule manière d'acheter des semences ou un animal de trait était de partir vers le Nord.

Les Américains avaient à nouveau besoin de travailleurs. On eut recours aux méthodes traditionnelles pour accéder à la main-d'œuvre bon marché : l'allègement des mesures de contrôle. Mais, en 1938, une nouvelle baisse de l'économie nord-américaine déboucha sur la troisième vague d'expulsions en moins de vingt ans.

C'est le président Lázaro Cárdenas qui cette fois assumait la situation. Il partit pour Tijuana recevoir de nombreuses délégations de Mexicains résidant aux États-Unis, qui sollicitaient des facilités pour le retour et des terres à cultiver. On planifia des colonies agricoles à Mexicali, Matamoros et dans le Valle del Naranjo, près de San Luis Potosí. Cette fois, les projets de colonisation furent un succès (Carreras, 1974). Les expulsions durèrent jusqu'à l'été 1939 ; dans l'État du Texas seul, 10 000 Mexicains étaient inscrits sur les listes du rapatriement (*El Informador*, 9, 21, 26 et 29 juillet 1939).

Mais Cárdenas n'accueillit pas seulement, avec dignité et efficacité, les Mexicains expulsés des États-Unis. Au cours de ces mêmes années, il donna asile à un peu plus de 40 000 républicains espagnols qui arrivèrent par bateau à Veracruz depuis les camps de détention français.

Pendant ce temps couvait un énorme conflit armé : la Seconde Guerre mondiale. À nouveau, on fit appel aux travailleurs mexicains, selon des modalités qui cherchaient à promouvoir un seul modèle migratoire entre les deux pays.

Les « braceros » (1942-1964)

Le début des années quarante s'annonçait prometteur pour le Mexique. Dans la dernière partie de son mandat, le président Cárdenas s'était consacré à la réalisation d'un nouveau projet de développement industriel. Mais, tout comme au siècle précédent, les Américains avaient besoin, demandaient avec instance, avec urgence, de la main-d'œuvre.

Aux États-Unis, malgré un travail intense, certaines régions com-

mençaient à ressentir le déficit de travailleurs. Des milieux qui n'avaient jamais dépendu de la main-d'œuvre mexicaine et qui, en temps de récession, optaient pour son expulsion demandaient maintenant la libéralisation des contrôles frontaliers et la création d'un programme spécial de recrutement.

Mais, après trois vagues d'expulsions massives et forcées, il n'était plus possible d'ouvrir simplement la porte pour laisser entrer les travailleurs. Il fallait y mettre des gants. Le Mexique avait changé ; le pays rude, révolutionnaire, au régime changeant, était mort. La stabilité politique et la croissance économique étaient des faits et la politique extérieure mexicaine avait gagné des points.

On mit alors en place un programme Bracero comportant trois branches : le secteur agricole, le chemin de fer et les mines. Et l'on discuta avec le gouvernement mexicain la signature d'un accord dans le cadre de la collaboration du Mexique avec les Alliés¹³. Les ratifications successives des traités, au long des vingt-deux années suivantes, furent une reconnaissance explicite du besoin structurel de main-d'œuvre des États-Unis (Craig, 1971 ; Galarza, 1964).

Le programme commença en 1942. La première année, 4 203 personnes ; la deuxième, 52 098 ; en 1956, on atteignit le chiffre maximal de 445 167 personnes. Au total, on recruta un peu plus de 4 millions et demi de *braceros* (García y Griego et Vereá, 1988 ; Morales, 1982).

Les bureaux de recrutement s'installèrent d'abord à México (1942), mais, deux ans plus tard, l'opération fut décentralisée et l'on ouvrit deux centres dans l'Ouest, à Guadalajara et Irapuato. Le gouvernement mexicain, qui tentait de contrôler le flux migratoire, refusa catégoriquement d'installer les centres d'embauche dans les villes frontalières, à cause de l'expérience néfaste du début du siècle. Mais les centres se déplacèrent peu à peu vers le Nord du pays. En 1947, à Zacatecas, Chihuahua, Tampico et Aguascalientes. En 1955, à Hermosillo, Chihuahua et Monterrey (Vereá, 1982). Le gouvernement mexicain perdait du terrain quant au lieu de recrutement ; il en perdait aussi dans les négociations sur les conditions de salaire et d'emploi.

Tant de gens partaient que, dans le cas du Guanajuato, le gouvernement dut intervenir. Dans un rapport, Ernesto Hidalgo parlait de « la grave situation que posait le départ de travailleurs, de la campagne surtout, pour les États-Unis » et il signalait que son gouvernement avait développé un vaste programme « pour empêcher l'exode de nos paysans qui se traduit inévitablement par l'abandon des terres et la diminution de la production ». Il ajoutait qu'il était tout à fait d'accord pour que le Mexique appuie les Alliés en envoyant des *braceros*, mais que l'effort devait être « proportionnel pour toute la

13. Voir le chapitre II pour l'évolution des accords et des politiques autour du programme Bracero.

République » et ne pas surcharger les États du centre (*El Universal*, 3 avril 1944).

Le gouvernement fédéral tentait de contrôler le processus en instaurant des quotas par État, selon leurs besoins et leurs caractéristiques. Ainsi, lors de l'éruption du volcan Parícutín (1942) dans le Michoacán, les paysans de la région qui avaient tout perdu bénéficièrent d'un plus grand nombre de recrutements.

Les contrats devinrent une véritable négociation à l'échelon régional. Certains présidents municipaux trouvèrent dans le programme une nouvelle forme de contrôle et d'enrichissement. On faisait payer l'inscription sur les listes, généralement saturées, mais aussi les lettres de recommandation exigées pour l'embauche. Le gouvernement du Guanajuato informait que l'on « exige des autorités municipales d'empêcher le plus possible que les paysans du Guanajuato qui demandent un emploi de *bracero* soient victimes d'abus lors du recrutement à Irapuato, en veillant aussi à ce que ces postulants ne sortent pas illégalement ou par tromperie de particuliers ou des agents de l'autorité » (*Cuarto Informe de Gobierno*, 1953).

Mais, en général, les tarifs étaient facilement baissés et ceux qui ne pouvaient être embauchés officiellement partaient illégalement. Ainsi, dans le municipe de Numarán (Michoacán), 248 postulants *braceros* se présentèrent devant la présidence municipale pour demander une lettre de recommandation ; seuls 25 reçurent ce qu'ils demandaient (*Archivo Municipal de Numarán*, 1964). Il en était ainsi dans tout l'Ouest : les candidats pour le Nord et ceux qui en réalité partaient étaient beaucoup plus nombreux que ceux qui figuraient dans les statistiques nationales comme *braceros* embauchés.

Durant ces années-là, les États du Centre-Ouest gardèrent une place importante pour le nombre de *braceros* :

1 ^{er}	: Guanajuato	13,69 %
2 ^e	: Jalisco	11,21 %
3 ^e	: Chihuahua	10,74 %
4 ^e	: Michoacán	10,61 %
5 ^e	: Durango	9,42 %
6 ^e	: Zacatecas	9,35 %
Total		65,02 %

Source : Morales, 1982.

Les États de l'Ouest restaient en tête, mais le programme *bracero* diversifia remarquablement l'origine géographique de la migration et permit à d'autres États de participer au processus.

Il modifia aussi le modèle migratoire valable depuis le début du siècle : l'économie nord-américaine cherchait à modeler le flux selon

trois critères : la masculinité, le caractère temporaire et l'utilisation sectorielle de cette migration. Les contrats étaient offerts exclusivement à des hommes, et les États-Unis prirent soin d'exclure des autorisations de visas les familles, comme cela s'était produit lors du premier programme, en 1917.

Les contrats étaient temporaires, d'une durée comprise entre trois mois et neuf mois. On donna ainsi priorité à la migration saisonnière alternative, et l'on renforça, de façon indirecte, la migration d'hommes seuls puisque ce n'était pas la peine d'entreprendre un déplacement familial pour un délai aussi bref. Le migrant pouvait aller et venir durant quinze ans : cela ne préoccupait guère les autorités nord-américaines qui craignaient plutôt que les travailleurs restent durant l'hiver, alors qu'il n'y avait presque pas de travail, et qu'ils prolongent leur séjour dans le pays.

Car il s'agissait de conduire le flux vers les activités agricoles exclusivement. Ce n'est qu'exceptionnellement et temporairement qu'on étendit le programme aux secteurs minier et ferroviaire. En général, tous les efforts furent concentrés pour empêcher l'entrée des *braceros* dans des secteurs économiques distincts de l'agriculture.

Les trois critères de recrutement eurent un succès relatif parmi le contingent des *braceros* engagés, puisqu'ils ne concernèrent que la moitié du flux total¹⁴. La migration illégale qui se développa parallèlement se chargea de servir de contrepoids aux politiques si minutieusement mises en place. Les illégaux pouvaient être des deux sexes ; ils n'étaient pas sujets à des recrutements temporaires, se déplaçaient plus librement sur le territoire américain, étaient à même de prolonger leur séjour sans aucun changement dans leur condition migratoire et pouvaient aussi participer plus facilement à des activités agricoles.

Une fois leur contrat terminé, de nombreux *braceros* passaient dans la catégorie des « légaux illégaux ». D'autres profitaient de la facilité que leur offrait le contrat pour passer la frontière et cherchaient ensuite à échapper à ses contraintes. Cela n'était pas vraiment facile. Un employé de commerce de Purísima del Rincón (Guanajuato) qui s'était fait engager pour Chicago, où vivaient des parents, dut passer plusieurs mois attelé à des tâches agricoles pour lesquelles il n'avait aucune préparation avant de pouvoir s'échapper du camp de travail qui lui avait été assigné.

L'information quantitative sur la période confirme que le programme Bracero réussit effectivement à modifier le modèle migratoire de la première époque où coexistaient la migration d'individus isolés et la migration familiale. Dans les années du *bracerismo*, la tendance

à la masculinité s'accroît, s'orientant même vers l'exclusivité (93,7 %). Il s'agit d'hommes adultes en âge hautement productif. Corrélativement, la migration d'enfants, d'adolescents et de personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans diminue. De même, le groupe d'analphabètes est significativement plus petit que dans l'étape antérieure, alors que s'accroît celui des personnes ayant un niveau d'instruction élémentaire (cf. tableau 2) : la main-d'œuvre mexicaine accédait à d'autres niveaux professionnels.

Les programmes Braceros s'achevèrent en 1964 sur la décision unilatérale des États-Unis, après vingt-deux années de vie intense et conflictuelle. Chaque renouvellement des accords était devenu plus difficile et, chaque fois, la position du Mexique se dégradait. En Amérique du Nord, des groupes politiques, des syndicats et des journaux s'opposaient aux recrutements et avaient créé une atmosphère hostile à l'immigration mexicaine. Avec le temps, les programmes Braceros avaient du mal à cacher l'immense réalité : l'apparition et la consolidation de la migration illégale.

Les illégaux (1964-1986)

Les gouvernements des deux pays savaient que la fin des accords n'entraînerait pas la fin de la migration. Les migrants et les employeurs américains le savaient aussi. Le processus poursuivit donc son cours.

La période de la migration illégale comprend les vingt-deux années suivantes, de 1964 à 1986. Les *braceros* changèrent de nom et de statut ; ils étaient maintenant des *indocumentados* et l'on distinguait parmi eux deux types : les *mojados* (« mouillés ») qui traversaient les dangereux courants du Río Bravo et les *alambristas* qui se faufilaient entre les barbelés qui marquaient la frontière, par endroits à quelques mètres d'une patrouille. Apparurent aussi les *micaelos*, l'aristocratie migratoire formée par ceux qui avaient obtenu un permis de travail leur permettant de passer librement par les postes frontière.

Évidemment, la migration illégale n'est pas une nouveauté de cette période. Depuis les débuts du processus, en 1884, des migrants évitaient les contrôles et ne remplissaient pas les conditions légales. Ce qui différencie cette étape au point de la caractériser comme l'« ère des illégaux », c'est l'ampleur du flux migratoire portant ce trait. Les *mojados* et *alambristas* représentaient une énorme majorité par rapport aux *micaelos*.

Avec le temps et la nécessité, on trouva mille façons d'entrer de manière illégale aux États-Unis, et chaque histoire de migration illustre un mode de passage. On peut néanmoins distinguer quatre solutions : les services d'un *coyote*, le risque individuel, les faux papiers et la combinaison toujours originale de méthodes légales et illégales.

14. On estime que les migrants illégaux, durant les vingt-deux ans de la période Bracero, dépassèrent légèrement le nombre global des *Braceros* engagés (Morales, 1982).

Les premières traces du *coyotaje* datent de 1924, lorsque l'on créa la patrouille de frontière. Dès lors, des Mexicains qui connaissaient parfaitement la frontière se spécialisèrent dans la conduite des migrants par des chemins non surveillés. Vers 1990, les prix ont augmenté et les méthodes se sont perfectionnées. Actuellement, les *coyotes* encaissent en moyenne 300 dollars pour un « voyage direct » Tijuana-Los Angeles. La variation de prix dépend de l'éloignement du lieu de destination. Ces dernières années, les *coyotes* ont offert leurs services à des migrants d'autres nationalités et ont augmenté leurs tarifs : pour les ressortissants de l'Amérique centrale et les Sud-Américains, de 500 à 1 000 dollars ; pour les autres – Chinois, Coréens, Indiens –, plus de 1 000 dollars. Ces immigrants d'un autre continent sont généralement une proie facile pour les *coyotes*.

Les villages qui comptent une longue expérience migratoire ont leur propre *coyote*, c'est-à-dire un habitant spécialisé dans ce métier, qui vit à la frontière et auquel on peut s'adresser en toute sécurité. Étant donné les rapports personnels qui se sont instaurés, celui-ci peut « faire crédit » à ses connaissances. Les autres trouvent le *coyote* à des points stratégiques des villes frontière : gares routières, hôtels, bars et billards¹⁵.

Ceux qui passent tout seuls sont généralement des migrants expérimentés, qui ne sont plus disposés à perdre 300 dollars pour une nuit de peur et de course ; ils savent comment se déplacer aux États-Unis, ou bien ils ont des parents ou amis, de l'autre côté, qui viendront les chercher à un point déterminé. Ce sont des gens qui courent le risque d'être attrapés par la *migra* (autorités de contrôle de la migration) et qui en connaissent les conséquences. Dans ce groupe figurent aussi ceux qui manquent de ressources et d'expérience, et qui essaient maintes fois jusqu'à ce qu'ils réussissent à passer.

D'autres préfèrent acheter de faux papiers. À la frontière et à l'intérieur des États-Unis, il existe des falsificateurs qui vendent tous types de documents : permis de circulation inter-frontières, permis de travail, carte de sécurité sociale, permis de conduire. Certains obtiennent ou se prêtent des papiers en règle – permis de travail et passeports – et changent la photo, à moins qu'ils ne prennent les papiers d'un parent qui leur ressemble. « Pour les Américains, disent les Mexicains, nous sommes tous pareils. »

Enfin, il existe les méthodes combinées. La plus courante est de passer la frontière avec un permis d'un jour et interdiction de s'éloigner de plus de 30 miles. On obtient ce permis assez facilement à la frontière, car il sert le commerce entre villes frontière. Une fois les

15. La connaissance des modes de passage de la frontière grâce au *coyote* est si répandue parmi les gens de l'Ouest que même des enfants de douze ans peuvent arriver jusqu'à Los Angeles pour y retrouver des parents, des frères en général, qui se voient dans l'obligation de payer les services dudit *coyote*.

démarches d'entrée accomplies, le migrant se dirige vers l'aéroport le plus proche, où il prend l'avion pour sa destination. En règle générale, il n'y a pas de contrôle, car les fonctionnaires du SIN supposent, avec raison, que seule une part infime des émigrés peut se payer ce moyen de transport. Dans ce groupe figurent aussi ceux qui entrent avec passeport et visa de tourisme en règle, et restent ensuite dans l'illégalité. Un grand nombre d'agences de voyage organisent des « tours » à Disneyland, obtiennent les visas, emmènent leurs touristes jusqu'à Anaheim, leur montrent le royaume de la fantaisie et reviennent avec l'autobus presque vide.

À cette époque, le Mexique chercha à se développer par la voie d'une industrialisation de substitution des importations. Le projet industriel étant citoyen, dans les campagnes eut lieu la révolution verte pour quelques-uns et, pour la majorité, la solution du « minifundisme » et des cultures de *temporal* (non irriguées) qui les enfonça de plus en plus dans la pauvreté (Hewitt, 1976).

C'est pourquoi, durant les années soixante et soixante-dix, se renforcèrent les grandes migrations internes, surtout à destination des grandes métropoles du pays – Mexico, Guadalajara, Monterrey –, mais aussi des villes frontière (Unikel, 1978) où, après quelques années de croissance de l'emploi, s'accroît le chômage. Ainsi sont nés les nouveaux pauvres urbains, marginaux qui cherchèrent à s'intégrer de mille façons à la vie économique et à l'activité politique.

Du cœur des villes, des migrants commencèrent à partir vers les États-Unis. Les enfants de ceux qui, à peine une génération auparavant, étaient arrivés dans les villes relançaient à présent la migration vers les États-Unis, à cause de la crise de l'emploi et des espérances urbaines (éducation, conditions de vie dans les quartiers populaires). Le lieu d'origine des parents devint un élément crucial : les réseaux de relations ont aidé cette génération de citoyens à prendre la route du Nord.

L'entrée des citoyens dans la migration internationale est caractéristique de cette étape, spécialement de la décennie 1980. Un tiers des familles d'un quartier populaire de Guadalajara avait un membre qui avait migré aux États-Unis et, en 1982, chez un dixième des familles interrogées, quelqu'un de la maison travaillait au États-Unis (Massey, Alarcón, Durand et González, 1987).

Au cours de cette période, le modèle migratoire « hommes seuls » changea peu à peu. La migration féminine monta jusqu'à près du dixième du flux total (cf. tableau 1). La composition par âges varia aussi : la migration d'adolescents augmenta significativement (22,3 %), alors qu'elle avait été freinée à l'époque des contrats. Pourtant, plus de la moitié de la population migrante (55,3 %) provenait de la classe d'âge la plus efficace et la plus productive (20-34 ans).

Le niveau d'éducation des migrants s'éleva remarquablement. Les

analphabètes ne représentaient qu'un dixième du total, et plus de la moitié avaient au moins terminé l'école primaire (cf. tableau 2). L'augmentation correspond, sans nul doute, à l'élévation générale du niveau d'éducation à l'échelon national, mais aussi à un changement dans le modèle migratoire. D'une part, la population de la ville, qui s'incorpore au processus, a généralement un meilleur niveau d'éducation, et, d'autre part, les couches socio-économiques les plus basses de la population ne peuvent affronter les coûts de la migration.

L'ère des illégaux s'acheva par décret. En 1986, les *mojados* et *alambristas* devinrent des *rodinos*, allusion directe au nom du sénateur nord-américain promoteur de la loi Simpson-Rodino (IRCA). C'est ainsi que l'on appelle depuis les 2,3 millions de Mexicains qui bénéficièrent des deux modalités d'amnistie.

La nouvelle loi a encore transformé le modèle migratoire. Les illégaux font maintenant partie de deux groupes différents. Le premier est celui des « résidents » (1,2 million) qui a renforcé une migration de type familial et s'est établi définitivement aux États-Unis. Le second est celui des travailleurs agricoles temporaires (SAW) créé par un nouveau type de programme *Bracero*, planifié et exécuté unilatéralement par les États-Unis. Reste cependant un troisième groupe : ceux qui, n'ayant pas bénéficié de l'amnistie, sont toujours illégaux, dans des conditions pires qu'auparavant, sous-monde professionnel qui gonfle les effectifs du marché noir du travail.

En cent ans, le processus migratoire entre le Mexique et les États-Unis a acquis une vie propre, un dynamisme aujourd'hui indépendant des tiraillements et des situations conjoncturelles de l'un et l'autre pays.

Ceci est le résultat d'un processus long et variable, où se sont profondément transformées l'intensité et la composition du flux migratoire, où le Mexique et les États-Unis ont assumé des positions actives et passives selon la conjoncture. Néanmoins, dans le cas des États-Unis, les attitudes actives ont primé, tandis que le Mexique se distinguait par sa passivité. La manière dont les États-Unis ont régularisé le flux pourrait être caractérisée par une logique durable, bien que changeante : l'importation organisée de main-d'œuvre, l'expulsion massive et forcée et le laisser-faire corrigé par les systèmes policiers (SIN). Le Mexique a essayé d'éviter les décisions unilatérales, auxquelles les États-Unis ont eu le plus souvent recours, et de protéger les droits humains et professionnels de ses compatriotes, sans grand succès dans la pratique.

Le but des États-Unis a été d'assurer un flux de travailleurs temporaires pratiquant l'aller-retour. La migration familiale apparaît comme un résultat inévitable mais nullement recherché. Finalement, la dernière position nord-américaine, avec l'IRCA, assume clairement les deux aspects : intégration définitive d'un secteur d'illégaux et création d'un programme de travailleurs temporaires. Du côté mexicain, la migration temporaire est celle qui a rapporté les plus grands bénéfices au pays et aux localités d'origine.

Dans cette trajectoire de la migration entre les deux pays, il reste un point obscur : pourquoi l'étape des illégaux n'a-t-elle pas débouché sur une autre expulsion massive ? La réponse se trouve dans les changements de relations entre les deux pays. Une nouvelle équation démographique marque les deux pays. Au Mexique arrive annuellement près d'un million de personnes sur le marché du travail, quantité impossible à absorber par l'économie. Aux États-Unis, par contre, les enfants du *baby boom* ne sont pas aussi « prolifiques » que leurs parents. Il semble que les États-Unis vont à nouveau avoir besoin d'une population étrangère. Le Mexique a été affecté aussi par le passage de l'émigration d'Amérique centrale qui va croissant.

On assiste à un nouvel ajustement économique-politique dans lequel la migration joue un rôle prépondérant. Si le problème des illégaux des années quatre-vingt avait été résolu de manière traditionnelle, c'est-à-dire par l'expulsion massive, il aurait été très difficile de s'asseoir à la table des négociations pour discuter le traité de libre commerce, premier pas vers une remise en ordre économique à l'échelle du continent. Mais, d'autre part, il n'aurait pas été possible non plus de négocier ce traité si le Mexique avait soumis à discussion le thème du marché de la main-d'œuvre. Analystes et hommes politiques nord-américains ont répété mille et une fois que la meilleure façon de faire avorter les négociations serait, pour le Mexique, d'inclure à l'ordre du jour le thème des travailleurs mexicains aux États-Unis. De même que le Mexique n'aurait accepté sous aucun prétexte une nouvelle expulsion, les États-Unis ne sont pas disposés à permettre la libéralisation du marché de la main-d'œuvre.

Dans les négociations, le Mexique a donc joué la carte de la migration pour une double raison : comme argument et comme menace. La non-inclusion du problème de la main-d'œuvre lui permet de négocier l'exclusion de certains secteurs de l'économie, comme celui de la pétrochimie de base. Mais il a aussi affirmé, à travers des déclarations présidentielles, que si le traité n'était pas signé, les États-Unis et le Canada devraient assumer une migration illégale massive et croissante (*La Jornada*, 7 avril 1991).

En ce qui concerne la région ouest, ces cent ans de migration internationale sont devenus une véritable histoire régionale du travail, faisant partie des expériences et des possibilités professionnelles de la

population. Les gens de l'Ouest ont appris à utiliser et à rationaliser l'option migratoire comme un élément parmi leurs stratégies de subsistance, dans leurs manières d'accumuler un capital. Dans la réalité, les gens de l'Ouest disposent depuis un siècle d'un marché du travail binational auquel ils ont recours quotidiennement grâce aux réseaux de relations qui se sont constitués des deux côtés de la frontière, complexes mais toujours performants.

Les générations actuelles ont vécu en étroite relation avec les allées et venues de parents, d'amis ou de compatriotes. L'expérience et l'utilisation de l'option migratoire ont aussi entraîné la formation d'une culture du travail migrant : alternative offerte aussi au milieu citadin, qui livre sans cesse des contingents de travailleurs sur le marché du travail des deux nations.

CHAPITRE IV

Modèles migratoires contemporains

Grâce à des enquêtes aboutissant à divers indicateurs et au croisement de variables, on a pu établir l'ampleur de la migration, ses traits démographiques, ses caractéristiques socio-économiques.

Cornelius (1979a) fut le premier à réaliser des enquêtes, dans certaines communes de Los Altos de Jalisco, et son travail privilégia l'information quantitative pour aboutir à certain niveau de généralisation. Plusieurs chercheurs ont suivi cette tactique, mais pour obtenir une information quantitative qui appuie et complète le matériel recueilli lors du travail de terrain : Mines (1981), Reichert (1981), Wiest (1983), López (1986). Roberts (1982) fut le premier à mener une comparaison entre des processus migratoires à partir d'enquêtes réalisées dans plusieurs localités, aspect étudié aussi par Reichert et Massey (1979), Mines et Massey (1985). Enfin, le travail de Massey, Alarcón, Durand et González (1987) relie, de manière explicite, les méthodes quantitatives et qualitatives, dans ce qu'ils appellent une *ethnosurvey* (revue, rapport ethnologique).

Ce chapitre s'inscrit dans cette ligne d'analyse, et son apport réside — mis à part de nouvelles données¹ — dans l'étude, à partir d'une même méthodologie, de l'information réunie sur onze localités de l'Ouest mexicain, pour tenter d'ébaucher un panorama de la migration internationale à l'échelon régional.

Les communautés

Rappelons que sur les onze localités retenues, quatre se trouvent dans l'État du Guanajuato : le quartier de Santa Clara à León, les quar-

1. Spécialement sur l'État de Guanajuato où, dès les années vingt, les flux migratoires nationaux et internationaux sont très élevés et sur lequel existent peu d'informations.

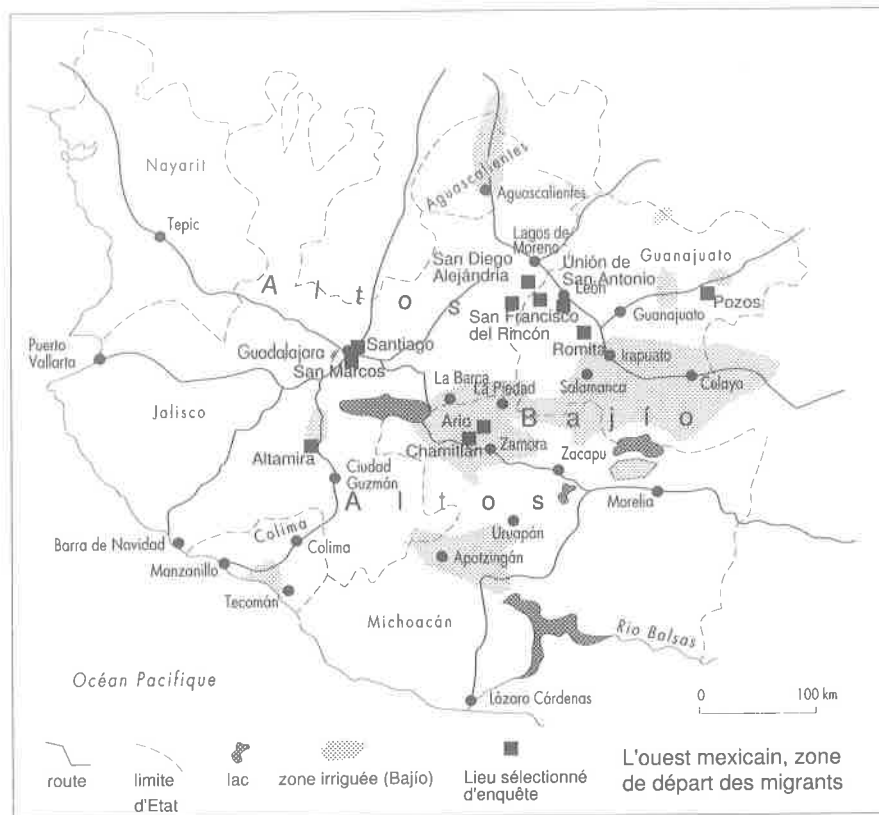


Figure 2 : l'Ouest mexicain, zone de départ des migrants.

tiers d'El Llano et Santa Rita dans la ville moyenne de San Francisco del Rincón, le gros village de Romita, dans le Bajío, et une localité rurale semi-abandonnée : le bourg minier de Pozos, dans le nord de l'État. Concernant le Jalisco, nous disposons de cinq cas : un quartier populaire de Guadalajara, San Marcos ; le village ouvrier de Santiago, proche de la capitale du Jalisco ; deux localités de Los Altos : San Diego de Alejandria et Unión de San Antonio, et le village méridional d'Altamira situé dans le Valle de Sayula. Pour le Michoacán, nous avons choisi deux communautés du Bajío Zamorano : Ario de Rayón et Chamitlán (cf. figure 2).

Les villages enquêtés couvrent un échantillonnage très vaste en ce qui concerne la taille et le degré d'urbanisation : une métropole comme Guadalajara, une grande ville comme León, une ville moyenne comme San Francisco, de gros villages comme Romita et Santiago, des communes moyennes comme Unión et Chamitlán et de petits villages comme San Diego, Ario de Rayón et Pozos. La population de chacune de ces localités apparaît sur le tableau 3.

Tableau 3

Population municipale des localités enquêtées, 1990

Guadalajara (S. Marcos)	1 628 617	habitants
León	872 453	
San Francisco	83 617	
Romita	44 460	
Santiago	37 332	
Unión	15 015	
Chamitlán	12 475	
San Diego	6 018	
Altamira	4 952	
Ario	3 500	
Pozos	1 500	

Source : résultats préliminaires du recensement INEGI, 1990².

Selon des critères socio-économiques, l'information concerne quatre localités situées dans des milieux urbano-industriels : San Marcos (Guadalajara), Santiago, León et San Francisco ; trois localités en milieu agricole productif et moderne : Ario, Romita et Chamitlán ; et quatre communautés rurales situées dans des zones traditionnelles d'élevage et d'agriculture de *temporal* (terres non irriguées) : La Unión, San Diego, Pozos et Altamira.

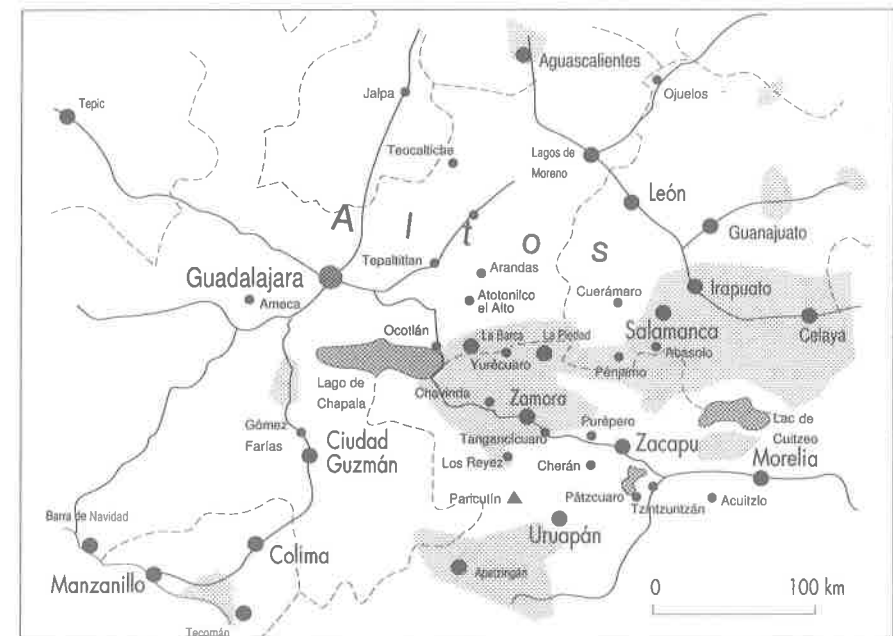


Figure 3 : Détail de la région étudiée.

2. Les informations du recensement de 1990 concernent les municipes, non les

Cette diversité des traits socio-économiques apparaît de façon plus claire et plus précise lorsque l'on observe la répartition professionnelle de la population enquêtée (cf. tableau 4). Les localités de San Marcos (Guadalajara), León, Santiago et San Francisco se caractérisent par le fait que les trois quarts de leur population travaillent dans des activités urbano-industrielles, alors que dans les communes à agriculture moderne et irriguée – Ario, Chamitlán et Romita – la moitié de la population se consacre à des activités rurales. Dans les villages à agriculture de *temporal* et d'élevage – San Diego, Unión, Altamira et Pozos –, la diversification des activités économiques (activités commerciales, services et travail salarié) est due aux difficultés de l'agriculture.

Tableau 4

Répartition par occupation (en pourcentage)

<i>Localités urbaines</i>				
	S. Marcos	Santiago	León	S. Fco.
Diplômés	6,4	9,0	3,1	3,8
Employés de commerce	30,7	12,6	19,4	16,4
Trav. spécialisés	34,1	42,8	46,9	50,1
Services	9,1	6,8	9,0	5,9
Trav. manuels	18,1	24,8	17,5	7,1
Journaliers	1,6	4,0	4,0	16,6
N. de travailleurs	375	278	422	523
<i>Localités à agriculture moderne</i>				
	Romita	Ario	Chamitlán	
Diplômés	14,6	1,9	2,7	
Employés de commerce	18,7	14,1	23,7	
Trav. spécialisés	10,3	9,0	4,1	
Services	3,5	6,6	21,9	
Trav. manuels	4,6	17,3	5,9	
Journaliers	48,2	51,1	41,7	
N. de travailleurs	369	376	338	
<i>Localités à agriculture de temporal</i>				
	S. Diego	Pozos	Unión	Altamira
Diplômés	3,5	4,4	6,3	6,3
Employés de commerce	10,8	15,0	17,8	19,3
Trav. spécialisés	29,0	33,9	20,6	5,3
Services	11,0	11,5	12,2	33,5
Trav. manuels	19,6	15,3	8,1	12,9
Journaliers	26,2	19,8	35,0	22,7
N. de travailleurs	511	339	320	379

Source : Base de données PERSFILE ; toutes les personnes en âge de travailler, dans toutes les localités.

localités. Ainsi, dans tous les cas, la population de la communauté enquêtée est inférieure à celle qui figure sur ce tableau. Pour les villes, il est impossible d'obtenir une information différenciée par quartier. Pour Ario et Pozos, on a estimé la population selon des sources secondaires et selon l'information de terrain puisque ces deux localités ne sont pas des chefs-lieux municipaux : l'une appartient au municipe de Zamora et l'autre à celui de San Luis de la Paz.

En ce qui concerne le niveau de scolarité, la moyenne s'échelonne entre 3,4 et 5,6 années d'études selon les localités : la scolarisation est plus forte en milieu urbain, mais il existe aussi des traditions culturelles distinctes selon les États. Le Guanajuato se distingue, depuis le XVIII^e siècle, par le haut niveau culturel de sa population (González, 1980) qui se reflète, dans l'enquête, dans les taux les plus élevés de scolarité à l'échelon régional : 4,8 ans en moyenne. Le Jalisco vient en seconde position avec 4,6 ans, et enfin le Michoacán avec 3,4 ans. Dans ce dernier État, il faut signaler le bas indice de scolarité à Chamitlán et Ario, localités du Bajío Zamorano où la proportion de journaliers, employés aux travaux agricoles, surtout aux récoltes (cf. tableau 4), est élevée (41,7 % à Chamitlán et 51,1 % à Ario). Cette situation influe négativement sur les niveaux de scolarité de la population de ces deux communes³.

Les indicateurs choisis pour décrire les localités enquêtées – degré d'urbanisation, profession et scolarité – montrent un panorama varié et complexe de l'Ouest, où la migration internationale est une constante.

Ampleur de la migration

L'historique du processus migratoire dans l'Ouest a montré la diffusion et l'ancienneté du phénomène dans la région. Il reste à préciser, néanmoins, l'intensité des courants migratoires contemporains grâce à une information quantitative de type synchronique, à une coupe temporelle qui permette de voir photographiquement un moment donné du processus : la situation actuelle.

Le tableau 5 offre cette vision d'ensemble. Toute la population âgée de quinze à soixante-quatre ans y est regroupée sous trois rubriques : les migrants actifs, migrants inactifs⁴ et population n'ayant jamais migré. Dans toutes les localités enquêtées, on rencontre des niveaux élevés d'émigration, aussi bien intérieure qu'internationale. Le cas extrême est sans nul doute illustré par San Diego de Alejandría, village où près des deux tiers des hommes et le dixième de la population féminine ont une expérience migratoire internationale. Les cas où apparaissent les plus bas indices de migration internationale masculine sont, comme il fallait s'y attendre, les grandes villes : Guadalajara – San Marcos (15,3 %) – et León (9 %).

3. Dans le Valle Zamorano, où sont situés Ario de Rayón et Chavinda, on cultive fraises et légumes, et pour leur récolte on a besoin d'une importante main-d'œuvre, généralement des familles entières en pleine période scolaire.

4. Rappelons que le terme de « migrants actifs » désigne ceux qui ont migré une fois au cours des trois années précédant la réalisation de l'enquête. Le terme de « migrant inactif » inclut tous ceux qui ont migré avant ces trois années et ont cessé depuis.

Le plus haut indice de migration intérieure est à Pozos, tandis que Unión, Romita et Altamira partagent, dans le présent et dans le passé, une expérience migratoire selon les deux modalités (cf. tableau 5).

Tableau 5

Statut migratoire des hommes et femmes âgés de 15 à 64 ans
selon la migration internationale et intérieure

		Migrants actifs			Migrants inactifs			Migrants inactifs et non migrants (%)	Non migrants (%)	Total 15- 64 ans
		(%)	E.-U. Mexique		(%)	E.-U. Mexique				
			(%)	(%)		(%)	(%)			
S. Marcos	H.	5,5	5,5	0,0	9,8	9,8	0,0	94,5	84,7	346
	F.	0,8	0,8	0,0	1,6	1,6	0,0	99,2	97,6	369
Santiago	H.	10,5	4,0	7,6	28,3	16,3	19,6	89,5	61,2	276
	F.	3,4	0,7	2,6	5,6	2,6	3,4	94,5	91,1	269
León	H.	4,2	2,9	1,2	18,3	6,1	15,0	95,4	78,0	409
	F.	0,5	0,5	0,0	3,1	2,3	1,0	99,5	96,4	389
Rincón	H.	12,0	11,0	1,5	22,4	17,2	8,3	87,6	66,1	410
	F.	2,0	1,7	0,2	4,4	3,7	0,7	98,0	93,9	409
Romita	H.	13,9	9,4	7,0	24,7	14,0	18,6	85,3	64,1	373
	F.	6,5	5,1	2,7	6,7	4,3	2,4	92,7	86,5	371
Ario	H.	27,6	23,7	6,1	47,3	35,6	23,4	71,7	31,9	279
	F.	9,1	6,3	3,2	13,3	6,3	8,4	90,9	80,4	285
Chamitlán	H.	30,2	25,2	6,9	24,2	21,1	12,9	69,8	45,6	318
	F.	7,0	5,2	2,0	4,1	3,8	0,6	93,0	88,9	345
S. Diego	H.	44,0	39,2	12,5	38,8	28,3	21,1	54,8	23,9	418
	F.	13,6	5,9	8,2	12,8	8,5	6,6	86,2	74,4	391
Pozos	H.	21,1	5,3	15,8	28,9	7,4	24,3	78,9	52,8	284
	F.	2,6	0,0	2,6	4,4	0,7	3,6	97,4	93,1	274
Unión	H.	20,5	11,6	9,7	47,8	25,4	31,7	79,5	38,8	268
	F.	2,8	0,3	2,8	7,0	0,6	6,6	97,2	90,2	316
Altamira	H.	38,6	20,4	19,5	22,8	18,0	15,9	61,4	38,6	334
	F.	13,2	3,2	10,0	8,7	1,9	8,4	87,3	18,6	310

Source : Base de données PERSFILE ; toutes les localités.

NB : Chaque migrant peut appartenir à plus d'une rubrique, si bien que le total de chaque ligne peut être supérieure à 100 %.

Dans les cas d'Altamira, Romita et Ario, localités proches de grandes villes telles que Guadalajara, León ou d'une ville moyenne comme Zamora, la préférence pour la migration interne s'explique par la facilité d'accès à un marché du travail dynamique ; mais dans les cas d'Unión et de Pozos, qui sont plus éloignés des axes routiers, l'explication tient aux conditions particulières de chaque commune. Lorsque la situation locale n'offre pas d'opportunité de travail, la migration a lieu sans tenir compte de la distance ou d'autres limitations.

On peut ainsi affirmer qu'actuellement la migration internatio-

nale est un phénomène principalement rural, mais de plus en plus urbain⁵. Elle est aussi principalement masculine et de plus en plus féminine.

On évolue donc vers une plus grande complexité du phénomène migratoire qui fait partie du mode de vie du milieu rural et de certains secteurs urbains populaires de l'Ouest mexicain. À ce processus participent hommes et femmes, paysans et ouvriers, gens de la campagne et de la ville. Cette imbrication de la migration à l'intérieur de la société et des familles apparaît en examinant la proportion de foyers dont un membre au moins possède une expérience migratoire interne ou internationale.

En moyenne, sur les onze localités, près de 50 % des unités domestiques enquêtées ont un certain type d'expérience migratoire internationale. Les cas extrêmes sont San Diego de Alejandria, avec plus des trois quarts de sa population pris dans le processus, et León, où la participation (21,5 %) reste cependant significative pour une grande ville. La migration active montre les mêmes contrastes entre San Diego et León (35,5 % et 9,5 %).

Les localités urbano-industrielles ont une énorme proportion de migration inactive, dans tous les cas supérieure à la migration active, ce qui souligne l'origine rurale – migrante – d'une bonne partie de la population, arrivée en ville avec des expériences migratoires. D'autre part, cela met aussi en évidence la contemporanéité du phénomène migratoire international avec la participation active d'environ 10 % des familles enquêtées.

Le seul cas qui échappe à ce modèle est la ville moyenne de San Francisco del Rincón, avec deux fois plus de migration active (18 %) que de migration inactive. En effet, San Francisco connaît un développement industriel différent des autres villes (Arias, 1990). Dans cette localité, d'origine rurale, et qui vit un développement manufacturier progressif, la migration est liée directement à l'essor de la petite industrie. Le comportement migratoire de cette commune, malgré son immersion dans un contexte urbano-industriel, trouve ses origines dans des conditions rurales et s'adapte à la nouvelle situation sans modifier grandement le modèle migratoire. Ce cas sera analysé au prochain chapitre.

Dans les communautés à agriculture moderne, deux cas semblables, Chamitlán et Ario, ont de hauts indices migratoires. Enfin, dans les

5. Cornelius (1990), comme d'autres auteurs, insiste sur l'augmentation des migrants d'origine urbaine. Ses enquêtes ont été réalisées en ville auprès de groupes de gens qui attendaient du travail au coin des rues. De tels migrants n'ont pas accès aux réseaux de relations sociales et viennent de zones sans tradition migratoire. Il a donc rencontré de grosses proportions de migrants du District fédéral et d'autres États sans tradition migratoire : Guerrero, Hidalgo, Puebla.

communes traditionnelles, de culture de *temporal*, on observe des taux variables de migration, d'une très forte migration internationale (San Diego) ou interne (Pozos) à une alternance des deux modalités migratoires. Les seules tendances claires sont l'augmentation de la migration internationale et la baisse des migrations internes.

Nos exemples ne sont pas des exceptions : de nombreuses études dans d'autres communes de l'Ouest ont révélé l'hétérogénéité de la participation au processus migratoire international (Reichert et Massey, 1979 ; Mines et Massey, 1985 ; Wiest, 1983, López, 1986), comme la part importante qu'y jouent les petites localités.

Finalement, la migration internationale est un phénomène amplement répandu dans tout l'Ouest et dans d'autres parties du Mexique, et tout type de localité peut participer à ce processus, indépendamment de sa situation, de sa taille, de ses ressources et de son accès au marché du travail. Les variations dans l'intensité et les modalités adoptées dépendent de facteurs locaux et de situations historiques concrètes.

Les migrants

Le migrant contemporain continue d'être principalement un homme, mais l'on perçoit une tendance à l'augmentation dans la migration féminine, caractérisée par le nombre de femmes migrantes actives supérieur à celui des migrantes inactives.

Dans le cas de León et Romita, on assiste, ces dernières années, à une augmentation de la migration féminine de plus de 10 %. Ainsi, tout converge pour suggérer un processus assez général d'incorporation de la femme au marché du travail binational.

L'âge des migrants couvre les années les plus productives : de vingt à cinquante-quatre ans. La moyenne, selon les localités, oscille entre vingt-huit et trente-sept ans.

Les cas de migration infantile active, dans cinq communes, sont l'indice d'une augmentation progressive de la migration familiale. Plus remarquable est l'augmentation très significative de la migration active de jeunes gens, qui confirme le même fait, mais souligne aussi les difficultés des jeunes à entrer sur le marché du travail national.

En revanche, après cinquante-cinq ans, on rencontre en majorité d'anciens migrants qui préfèrent prendre leur retraite dans leur lieu d'origine.

Un autre élément à prendre en considération est l'état civil des migrants. Deux époques sont particulièrement propices au voyage : lorsque l'on est jeune et célibataire et que l'on n'a aucun engagement, ce qui laisse une plus grande mobilité et la possibilité d'économiser, et, après trois ou quatre années de mariage, quand les problèmes budgétaires commencent à se faire sentir avec l'arrivée des enfants.

Il semble que la migration soit l'un des facteurs qui retarde l'âge du mariage. Les migrants célibataires sont de bons partis pour les jeunes filles, lorsqu'ils viennent en vacances dans l'espoir de trouver une fiancée. Un grand nombre d'entre eux repartent vers le Nord fiancés, pour gagner l'argent du mariage, après quoi ils restent souvent chez eux pour répondre au désir de leur jeune épouse. Par la suite, le besoin les renvoie vers le Nord.

Enfin, si l'on prend en compte l'activité professionnelle, on note que, dans les localités urbano-industrielles, plus de 30 % des travailleurs spécialisés participent au processus migratoire. Diverses études réalisées à Guadalajara (Arias, 1983 ; González, 1985) ont démontré l'absence d'améliorations salariales dans le secteur spécialisé de la classe ouvrière. En revanche, dans les communes rurales, aussi bien traditionnelles que modernes, le secteur qui tend à migrer dans de plus fortes proportions est celui des journaliers, couche considérée comme la plus basse de l'échelle sociale.

Dans le cas des grandes villes de Guadalajara et León, on remarque une participation importante de migrants provenant du secteur du commerce, aussi bien comme migrants actifs qu'inactifs. En effet, l'employé de commerce en contexte urbain est généralement mal rétribué et a surtout peu de chance d'augmenter ses revenus ; d'où le fait que la migration internationale l'attire.

Par contre, les diplômés qui vivent dans les grandes villes n'émigrent pas, à la différence de ceux qui vivent dans des petites localités où le marché du travail est très restreint.

En fin de compte il faut souligner la participation générale de toutes les catégories professionnelles au processus migratoire international. L'image traditionnelle du travailleur migrant *bracero* vivant de sa seule force physique est passée. Elle ne correspond même plus avec la réalité du milieu agricole où une bonne partie du travail est mécanisée et où les Mexicains contrôlent généralement les postes de conducteurs de machines.

Le voyage

La migration internationale implique plus de frais et de risques que la migration interne. Mais frais et risques diminuent ou augmentent notablement selon la situation du voyageur au regard de la loi. Pour un émigrant pourvu de papiers en règle, le coût du voyage correspond à la longueur du trajet et le risque est pratiquement nul. Pour un illégal, le calcul du coût est bien difficile à faire, à cause des risques qu'impliquent le passage illégal de la frontière, la recherche d'un travail dans ces conditions et l'éventualité d'une expulsion.

En fait, la distinction entre un migrant légal — *empapelado* — et

un illégal – *mojado* – revient à une différence de classe sociale. Celui qui a des papiers obtient sécurité, mobilité, droits – assurances, prestations – meilleures opportunités professionnelles, crédit bancaire et commercial, et une chance d'avenir. De son côté, l'illégal vit toujours dans l'espoir de la légalisation ; il n'a pas une aussi grande liberté de mouvement, perd une série de ses droits et prestations pour lesquels il cotise quotidiennement et obligatoirement, et doit souvent se résigner à accepter le travail qu'il trouve sans espérer mieux ; il ne peut solliciter de crédit, ce qui limite ses possibilités d'investissement, et ne peut avoir d'autre perspective d'avenir que celle du retour au pays avec quelques économies. Pour reprendre les mots d'un informateur, le travailleur migratoire illégal est comme un « bœuf loué » (*buey rentado*) : là-bas, dans son village, lorsqu'on louait un animal pour labourer la terre, on le faisait travailler à marche forcée, on le traitait mal puisqu'il n'appartenait pas à celui qui le faisait travailler.

Il faut ajouter qu'il existe une certaine discrimination de la part des immigrants mexicains légaux et des *chicanos* vis-à-vis des illégaux. Un migrant qui a ses papiers supporte difficilement qu'un *mojado* ait un poste plus élevé, et encore moins qu'il lui donne des ordres. Il existe aussi chez certains *chicanos* la croyance que les illégaux sont là pour servir : des expressions relevées lors du travail de terrain telles que *No soporto que un pinche mojado me mande* (« Je ne supporte pas qu'un sale *mojado* me donne des ordres ») ou *No voy a dejarme humillar por un mojado* (« Je ne vais pas me laisser humilier par un *mojado* ») illustrent bien l'attitude de certains migrants légaux et *chicanos* vis-à-vis des *indocumentados*.

Mais cette situation du sans-papier, plus que de sa situation vis-à-vis de la loi, dépend de facteurs de type structurel. Tout tend à décourager la migration définitive. Et la meilleure manière de former une main-d'œuvre migrante temporaire évoluant entre pays voisins est précisément de la laisser plongée dans l'illégalité. Le travailleur migrant illégal devient le représentant d'une espèce de classe sociale à part entière, que l'on peut exploiter d'une façon spécifique.

Il n'est donc pas facile d'aborder ce thème avec les migrants, surtout au cours d'une enquête. Mieux vaut ne pas poser de question directe pour savoir si le migrant est illégal ou *indocumentado*, car ce terme provoque rejet et méfiance. Pour cela, on a demandé au migrant s'il avait voyagé avec des papiers ou *así no más* (« juste comme ça »). Cette expression enlevait tout caractère péjoratif à la question et la rendait complètement naturelle.

En effet, la plupart des travailleurs migrants qui vont aux États-Unis ont passé la frontière sans papiers. Même ceux qui ont obtenu un visa de travail ou de résident ont commencé leur carrière migratoire dans l'illégalité. Le tableau 6 montre que, dans tous les cas, la migration illégale est supérieure à la migration légale. La proportion

de migrants avec des papiers est supérieure dans les localités urbaines, excepté San Francisco qui, comme on l'a vu, présente des caractéristiques semblables à celles des campagnes.

Tableau 6

Condition migratoire des migrants lors de leur dernier voyage

Situation légale (%)	San Marcos Santiago		León	Rincón	Romita	Ario	Chamitlán	San Diego Pozos		Unión	Altamira
	Légal	20,6	20,5	40,7	7,5	37,6	11,2	16,4	19,3	7,0	13,9
Illégal	51,5	61,6	42,4	72,7	54,4	70,2	67,8	68,3	90,7	70,5	73,2
Bracero	13,2	12,3	10,2	15,5	5,6	2,8	9,8	5,6	2,3	9,0	13,4
Touriste	14,7	5,5	5,1	4,3	0,8	3,3	6,0	2,0	0,0	2,5	7,0
Citoyen	0,0	0,0	1,7	0,0	1,6	0,0	0,0	3,1	0,0	0,8	0,0
Amnistié	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0
SAW	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,4	0,0	0,0	0,0	3,3	0,0
Nombre	68	73	59	161	125	215	214	357	43	122	157

Source : Base de données PERSFILE ; toutes les localités.

Dans le processus de légalisation de la migration pour les localités urbaines entre en jeu un haut niveau d'instruction, qui facilite les formalités. Tel est aussi le cas de Romita où les taux de scolarité et de migrants légaux sont les plus élevés de toute la population rurale (37,6 %) ⁶. Enfin, dans les cas de Unión et Ario, on note le processus de légalisation qui a surgi à partir de l'IRCA. Dans les autres cas, les amnistiés figurent dans le groupe des légaux.

Lors des enquêtes réalisées en 1990 – Unión et Ario –, on a tenté de spécifier le type de légalisation par des catégories : amnistie et SAW. C'est justement l'ampleur du phénomène migratoire illégal et sa tolérance qui, dans une certaine mesure, viennent pallier les inconvénients de la situation. Certes, le migrant court des risques, mais il est vrai aussi que la tradition migratoire, la connaissance du milieu et les relations sociales sur lesquelles repose le processus rendent la situation plus supportable pour le migrant, lui permettent d'augmenter ses chances et même de répéter l'expérience. Un grand nombre des travailleurs légaux du programme *bracero* ont continué par la suite à migrer en tant qu'illégaux et l'expérience accumulée a, d'une certaine façon, limité les effets négatifs de cette condition.

Une forte proportion de migration illégale coïncide avec le dernier voyage.

6. Dans le travail sur le terrain réalisé en Californie, auprès de migrants de Romita, nous avons pu constater un haut niveau d'organisation et de cohésion communautaire. Le bon fonctionnement du système de relations sociales facilite en partie le processus de la légalisation en fournissant renseignements, avais et recommandations.

Tableau 7

Nombre de migrants selon l'année de leur dernier voyage aux États-Unis

Année dernier voyage %	San Marcos migr.		Santiago migr.	León migr.	Rincón migr.	Romita migr.	Ario migr.	Chamitlán migr.	San Diego migr.		Pozos migr.	Unión migr.	Altamira migr.
	1900-1939	0,0	6,8	0,0	1,9	0,0	0,5	1,8	0,6	0,0	0,8	1,9	1,9
1940-1964	24,2	21,9	10,2	14,3	14,3	6,0	18,6	7,2	9,3	17,4	19,7	19,7	19,7
1965-1990a	75,7	71,2	89,8	83,9	85,7	93,5	79,5	92,2	90,7	81,8	78,3	78,3	78,3
1965-1969	2,9	15,1	5,1	5,0	1,6	1,9	3,6	2,8	2,3	1,7	2,5	2,5	2,5
1970-1974	11,4	16,4	5,1	5,6	9,5	7,4	9,0	4,5	9,3	9,1	10,2	10,2	10,2
1975-1979	31,4	20,5	16,9	16,1	11,9	14,8	28,0	8,1	4,7	11,6	26,1	26,1	26,1
1980-1982	30,0	19,2	—	—	—	—	38,9	—	—	—	39,5	39,5	39,5
1980-1984	—	—	37,3	21,1	17,5	19,9	—	15,3	30,2	24,0	—	—	—
1985-1990	—	—	25,4	36,0	45,2	49,5	—	61,6	44,2	35,5	—	—	—
Moyenne	1972	1967	1977	1976	1979	1981	1973	1982	1980	1977	1973	1973	1973
Mediane	1977	1971	1980	1981	1984	1984	1978	1986	1984	1982	1978	1978	1978
Nbr. mig.	70	73	59	161	131	216	221	359	43	122	157	157	157

Source : Base de données PERSFILE ; toutes les localités.

N.B. Dans les cas de S. Marcos, Santiago, Chamitlán et Altamira, cette dernière période va de 1965 à 1982.

Dans tous les cas, plus des trois quarts de la population ayant une expérience migratoire avaient réalisé leur dernier voyage après le programme Bracero (1964), à l'époque des *indocumentados*.

On voit le flux migratoire s'accélérer dans les années soixante-dix et surtout à partir de la dévaluation de 1976 : en 1975, le salaire minimal d'un journalier mexicain équivalait à 5,38 dollars ; avec la dévaluation, il passait à 3,26 dollars. Il s'améliora avec le boom pétrolier pour atteindre 6,97 dollars en 1981 et 9,33 dollars en janvier 1982. Mais la crise et la nouvelle dévaluation le ramenèrent à 2,12 dollars. Puis il s'améliora lentement à nouveau : en 1990, il valait 3,26 dollars. Sans nul doute, les dévaluations successives expliquent l'intensité de la migration ces quinze dernières années. Grâce à l'information de terrain, on sait que, lorsque le salaire minimal (rapporté au dollar) est arrivé à son maximum, bien des migrants ont pensé à rentrer chez eux, et certains l'ont effectivement fait. Mais cette nuance n'est pas perceptible sur la figure 4 : la croissance est soutenue à partir de 1974.

Deux autres facteurs sont intervenus dans la croissance de la migration internationale : la crise du milieu rural, déjà présente lors de la décennie 1960, puis celle de l'emploi urbain. La concomitance des deux crises et les dévaluations provoquèrent une montée significative de la migration internationale dans les années quatre-vingt et la participation, de plus en plus forte, de migrants d'origine urbaine.

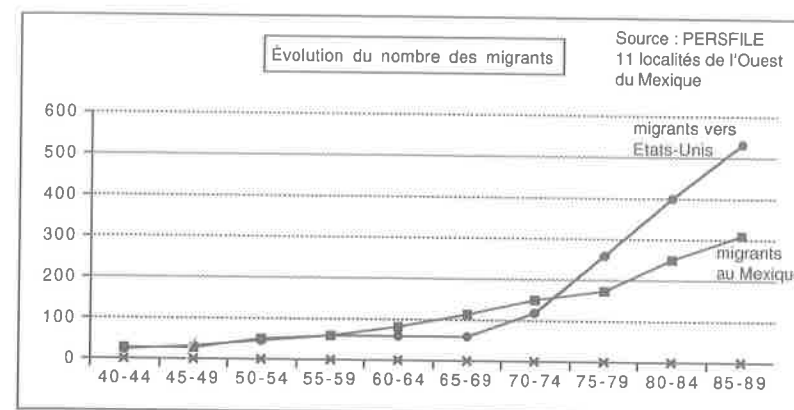


Figure 4 : Évolution du nombre des migrants.

Bon nombre de migrants renouvellent leur expérience. Dans des localités à longue tradition migratoire comme San Diego de Alejandría, plus de la moitié des migrants ont réalisé plus d'un voyage et un cinquième de l'ensemble a réalisé plus de cinq voyages. Même situation à Chamitlán et à Unión de San Antonio.

Les voyages répétés soulignent le bon fonctionnement du système social qui permet un premier départ, puis un second, et la perpétuation du flux au niveau local. Les migrants légaux peuvent d'ailleurs aller et venir sans problèmes (Hernández, 1991), bien qu'ils soient aussi tentés de rester longtemps ou définitivement aux États-Unis.

Tableau 8

Nombre de voyages des migrants aux États-Unis

Nbr. voyage (%)	San Marcos		Santiago	León	Rincón	Romita	Ario	Chamitlán	San Diego		Pozos	Unión	Altamira
	1-4 voy.	84,6	85,2	100,0	88,8	90,1	83,8	81,6	78,0	95,3	77,0	89,2	89,2
5-9 voy.	9,8	11,0	0,0	7,5	6,1	7,9	9,6	13,9	4,7	15,6	9,0	9,0	9,0
10-14 voy.	2,8	4,1	0,0	1,9	3,1	5,6	5,9	5,0	0,0	3,3	1,3	1,3	1,3
15-19 voy.	1,4	0,0	0,0	0,6	0,8	2,3	1,4	2,2	0,0	0,8	0,0	0,0	0,0
20 voy. ou +	1,4	0,0	0,0	1,2	0,0	0,5	1,8	0,8	0,0	3,3	0,6	0,6	0,6
Moyenne	2,7	2,3	1,5	2,3	2,2	3,2	3,3	3,6	1,7	3,7	2,4	2,4	2,4
Mediane	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	2,0	1,3	2,0	1,0	2,0	1,2	1,2	1,2
Nbr. migrants	70	74	59	161	131	216	222	359	43	122	157	157	157

Source : Base de données PERSFILE ; membres de famille énumérés en échantillonnage dans les communes mexicaines.

Globalement, trois dynamiques temporelles différentes apparaissent. Selon la première, plus de la moitié des migrants réalise des voyages d'une année ou moins. C'est ce que l'on considère comme une migration de type saisonnier.

Dans le cas des travailleurs agricoles, la récolte d'un produit dure entre un et deux mois, mais les migrants font généralement des *corridos* (courses : ici parcours d'embauches successives), en enchaînant les récoltes. Par exemple, don Francisco García, migrant de La Yerbabuena, au Michoacán, a effectué, dans l'année, le parcours suivant : travailler trois mois à Oxnard, en Californie, puis passer un mois à San José ; ensuite, séjourner à Portland, en Oregon, quatre semaines, à Yakima, Washington, un mois, et finalement à Phoenix, où il a travaillé un autre mois⁷. Dans d'autres cas – construction et réparation des voies ferrées, transformation de produits agricoles –, les périodes de travail durent généralement neuf mois et sont interrompues en hiver.

Un second groupe est constitué par les travailleurs qui effectuent des séjours de moyenne durée (plus d'un an et moins de cinq ans) et qui choisissent de rester plus d'une saison et de passer l'hiver aux États-Unis, malgré le risque de ne pas trouver de travail. Ce groupe représenterait un quart du total. Le voyage de deux ans est ici le plus fréquent. Il permet des gains sur une période courte, mais au prix d'un travail intense.

Dans cette logique se trouvent surtout les migrants qui travaillent en usine et dans les services : dans les fabriques, il est fort possible de faire des heures supplémentaires et de nuit, mieux payées ; le travail dans les restaurants et les hôtels rapporte généralement, en plus du salaire fixe, des pourboires et permet des économies sur l'alimentation. Certains travaillent deux « journées » sans interruption.

Un dernier groupe (un septième du total) est formé par les migrants de longue haleine : ceux qui ont choisi de s'établir aux États-Unis et qui ont fait des séjours de plus de cinq ans. Ils ont en général des emplois mieux rémunérés, maîtrisent assez bien l'anglais et ont certains droits que leur confrère leur ancienneté.

Pour conclure, la prépondérance marquée de l'option migratoire saisonnière marque le succès partiel, mais bien significatif, de la politique officielle nord-américaine de constitution d'une main-d'œuvre migrante à caractère saisonnier. Mais c'est aussi le résultat d'un système migratoire étroitement lié aux formes particulières de l'économie paysanne et urbaine mexicaine.

7. Selon un entretien avec Francisco García, en Californie, en février 1990.

Stratégies migratoires⁸

L'économie paysanne combine généralement trois éléments : production pour l'autosubsistance, vente de marchandises et vente de force de travail (Palerm, 1980). La vente de force de travail permet d'obtenir de l'argent pour faire face à l'adversité, sortir de la pauvreté ou atteindre l'indépendance professionnelle.

Ce thème, traditionnellement analysé à partir de l'information de terrain, peut aussi être traité d'après une typologie des histoires professionnelles des migrants (cf. tableau 9).

En ce qui concerne la durée, l'intervalle entre les voyages et la répétition de ces derniers, on peut distinguer trois stratégies de base : les migrations temporaire, répétée ou établie. Il faut y ajouter les migrants qui commencent à peine leur carrière et qui n'ont donc pas de stratégie définie (Massey, Alarcón, Durand et González, 1987). La stratégie de type temporaire prédomine, sauf à Romita où la migration établie est très importante (40,5 %). La migration répétée n'apparaît que dans quelques cas, dans un milieu rural pourvu de taux élevés de migration et d'une forte tradition migratoire : San Diego de Alejandria (24,3 %), Chamitlán (16,9 %), Unión de San Antonio (16,4 %) et Ario (13,3 %). Cette stratégie migratoire requiert un mécanisme bien rodé, aussi bien pour passer la frontière chaque année que pour trouver du travail à chaque voyage. En outre, les conditions locales découragent d'exercer une activité dans le lieu d'origine (la pauvreté du milieu et l'absence d'alternatives locales, dans le cas de San Diego et de La Unión, une forte concentration de la propriété de la terre et des emplois de journaliers dans le cas d'Ario et de Chamitlán).

Cette diversification dans les choix stratégiques souligne le haut degré de maturité du processus migratoire dans la région. Cela corrobore par ailleurs les deux modèles de base du processus migratoire Mexique-États-Unis : une migration de type professionnel, en aller et retour, et un processus d'établissement, parfois définitif.

8. Critères pour la définition des stratégies migratoires :

- nouveau : qui a commencé à migrer dans les trois années précédant la réalisation de l'enquête ;
- établi : qui a vécu aux États-Unis pendant trois années consécutives, à partir de son dernier voyage ;
- répété : qui a effectué trois voyages ou plus et qui, depuis son premier voyage, a réalisé au moins un voyage tous les deux ans ;
- temporaire : qui a réalisé moins de trois voyages ou a effectué en moyenne moins d'un voyage tous les deux ans.

Tableau 9

Stratégie migratoire durant la période d'activité

Communauté	Stratégie migratoire				Nombre
	Nouvelle (%)	Établie (%)	Répétée (%)	Temporaire (%)	
S. Marco	18,8	13,0	11,6	56,5	69
Santiago	8,2	17,8	9,6	64,4	73
León	21,4	30,0	1,4	47,1	70
Rincón	28,2	30,3	7,6	34,0	238
Romita	26,1	40,5	2,7	30,6	111
Ario	19,9	27,5	13,3	39,3	422
Chamitlán	14,5	17,6	14,5	53,4	221
S. Diego	22,5	17,1	24,3	36,1	432
Pozos	33,3	22,2	4,8	39,7	63
Unión	16,8	26,3	16,4	40,5	274
Altamira	19,8	15,9	7,0	57,3	157

Source : Base de données PERSFILE ; toutes les localités.

L'analyse comparative des onze localités rend compte de l'ampleur du processus migratoire international dans l'Ouest, mais aussi de sa profonde hétérogénéité. Les tentatives de comparaison entre communes urbano-industrielles, rurales modernes et à agriculture traditionnelle se sont avérées révélatrices, mais à chaque milieu ne correspond pas un modèle migratoire bien défini. Pas plus qu'on ne trouve de grandes différences entre les États concernés. Ce qui donne à l'Ouest son caractère d'unité semble être l'importance de ses processus migratoires. La principale distinction se fait entre migrants actifs et inactifs, ce qui traduit le caractère progressif du phénomène.

Cette hétérogénéité du processus migratoire peut être aussi perçue à travers la multiplicité des interprétations. Un premier thème de réflexion concerne la situation agraire de la campagne mexicaine. Le manque d'accès à la terre était considéré comme un facteur déterminant dans le processus d'expulsion ; en même temps, la migration est devenue la voie d'accès à la terre. La réforme agraire qui transforma radicalement la campagne mexicaine ne mit guère un frein au flux des migrants.

On chercha alors les explications dans le domaine agricole : la migration pouvait aider à une amélioration de la production agricole par l'achat d'outils, d'engrais et d'équipements d'irrigation. Mais bien des paysans possédant des terres irriguées et équipées continuèrent de migrer.

L'explication dériva alors vers le marché du travail. Mais les industries – petites et moyennes – s'installèrent en milieu rural, non par un effort de planification, mais par la propre dynamique du capital et de

l'industrialisation qui exige des espaces « non urbains » pour se développer (Arias, 1990). Or, les habitants de ces localités continuèrent à partir vers le Nord.

On dit alors que la crise économique encourageait la migration d'origine urbaine, car c'était là, dans la ville, que la crise produisait le plus de chômage. Mais la recherche empirique montre que même dans les villes où il existe une grande offre de travail les gens continuent de migrer.

En conclusion, il semble que le phénomène migratoire tende à se perpétuer au fur et à mesure que l'expérience s'accumule. Il s'agit d'une nouvelle culture du travail.

Le manque de terres et d'opportunités d'emploi, la crise en général sont des facteurs qui interviennent partiellement dans le processus, mais qui ne rendent pas compte de sa dynamique générale. En cent ans d'histoire migratoire, ces facteurs ont varié substantiellement, et le processus a suivi son rythme de croissance, avec une ampleur toute spéciale ces dernières décennies.

La migration, dans le cas de la région ouest, semble dépendre, plus que de causes économiques concrètes et ponctuelles, de facteurs structurels des deux pays, de conditions historiques et de sa propre dynamique interne. La migration paraît s'adapter et survivre avec aisance dans divers contextes socio-économiques, dans des localités complètement différentes, dans une gamme assez vaste de couches sociales et dans des situations historiques variées. Elle semble agir comme un joker, qui s'adapte à de multiples types de jeux.

De là vient le fait que le processus migratoire ait tant marqué la société de l'Ouest avec autant de formes et de variantes qu'il y a de communes. Prenons pour exemple le cas de San Francisco del Rincón.

CHAPITRE V

San Francisco del Rincón : l'émigration coûte que coûte

Parmi les onze localités soumises à enquête, plusieurs raisons nous poussent à choisir San Francisco del Rincón pour en faire l'objet d'une étude approfondie. San Francisco del Rincón est un des municipes qui présentent le taux de croissance économique le plus élevé, une ville moyenne avec un dynamisme industriel et commercial remarquable et où les possibilités de mobilité économique et sociale sont bien plus nombreuses qu'ailleurs. Tous y trouvent du travail, y compris les centaines de travailleurs qui viennent des *ranchos* et municipes voisins. Or, paradoxalement, San Francisco del Rincón se trouve être une localité à longue tradition migratoire. On peut alors se demander comment est possible et comment s'y produit cette migration internationale.

Les causes directes invoquées pour expliquer la migration – problèmes agraires, carence des moyens de développement de l'agriculture et absence d'opportunités professionnelles – ne sont guère valables ici. La réforme agraire a atteint la zone rurale du municipe de San Francisco del Rincón, l'agriculture y est moderne et mécanisée, tandis qu'en ville une multitude d'entreprises de tout genre et de toute taille ont besoin de quantités de plus en plus grandes de main-d'œuvre. Et pourtant, les gens continuent d'émigrer.

Enquête sur la ville

La ville

San Francisco del Rincón est le chef-lieu de l'un des quarante-six municipes de l'État de Guanajuato. Il est situé dans le nord-ouest de la région connue sous le nom de Bajío, aux sols depuis toujours riches et fertiles, aux crues fréquentes et bénéfiques, productrices d'abondantes récoltes. À une altitude de 1 782 mètres, il est limitrophe

d'une autre région, aux terres pauvres et mal arrosées, Los Altos de Jalisco (cf. figure 5).

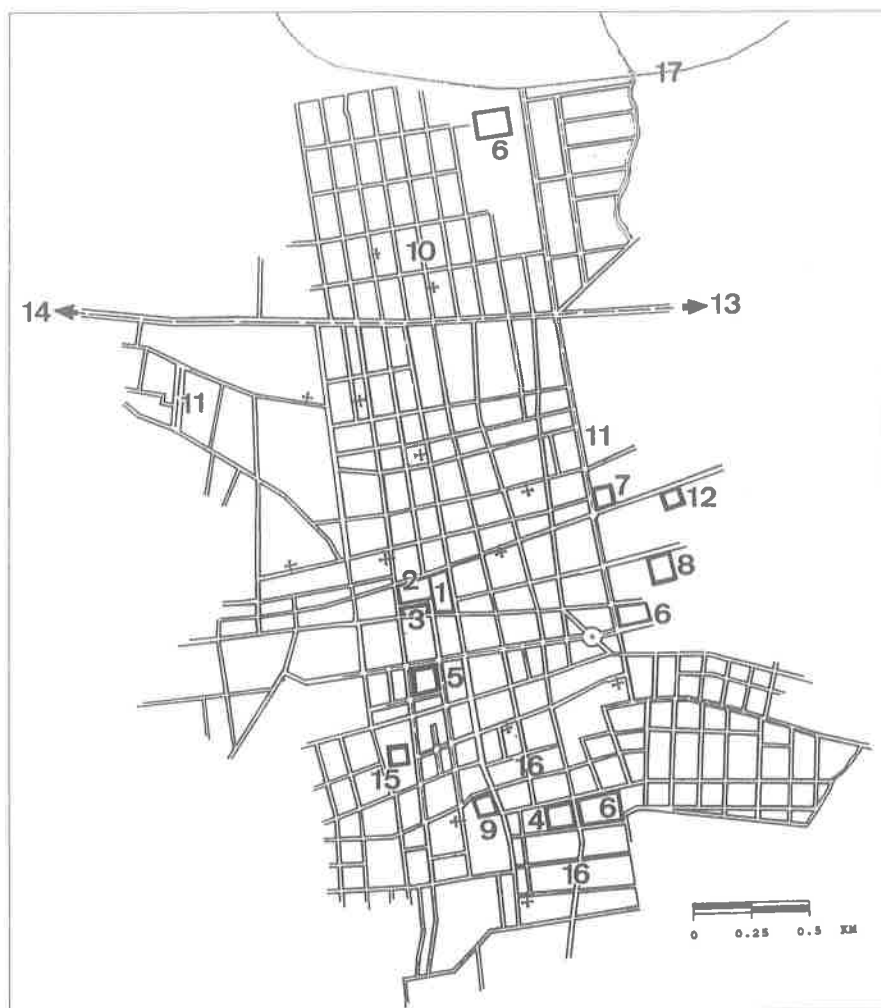


Figure 5 : Plan de San Francisco del Rincón.

- | | |
|-------------------------------|--|
| 1. Église paroissiale | 10. Nouvelle zone industrielle |
| 2. Mairie | 11. Immeuble « HLM » (habitat populaire) |
| 3. Hôpital | 12. Centre de sécurité sociale |
| 4. Cimetière | 13. Sortie vers León |
| 5. Marché municipal | 14. Sortie vers Purísima de Bustos |
| 6. Collège secondaire | 15. Maison de la culture |
| 7. Pompiers | 16. Lieux d'échantillon d'enquête : quartiers de Santa Rita et de El Llano |
| 8. Centre sportif | 17. Voie ferrée |
| 9. Centre d'aide à la famille | |

Sa situation frontalière entre le Bajío et Los Altos explique aussi la nature de sa population ainsi que sa tradition culturelle. Son peuplement d'origine indigène, mais profondément métissé, croisé avec les *güeros* – « blonds » – de Los Altos, représente le prototype du peuplement mexicain. Le milieu culturel dans lequel vivent les habitants de San Francisco del Rincón est celui qui, selon les termes de Wolf, a donné naissance au Mexique métis (1972).

La ville, fondée aux environs de 1607, reçut ses titres de noblesse en cessant d'être une *villa* en 1869; vers la fin du porfiriat (1907), elle était décrite comme une ville « industrielle et manufacturière », où « l'industrie locale, répartie entre beaucoup de mains, n'avait pas connu de révolte prolétarienne » et où « chaque industriel était, à sa façon, un petit propriétaire » (Murillo, 1907).

Soixante-dix ans après, en 1980, San Francisco del Rincón comptait 41 000 habitants et, en 1990, on y constatait le doublement de cette population, soit 83 617 habitants.

À dire vrai, San Francisco del Rincón est une pièce clé dans le système complexe d'urbanisation et d'industrialisation du Guanajuato, composé d'un ensemble de villes moyennes – León, Celaya, Irapuato, Salamanca, Silao, Guanajuato, San Miguel Allende, reliées entre elles par un réseau de routes et de voies ferrées efficace – au sein duquel chacune tend vers une spécialisation industrielle ou commerciale.

Depuis un siècle, San Francisco del Rincón a développé l'industrie du chapeau. Et à partir des années soixante-dix, les « Rincónenses » se sont consacrés à de multiples activités, dont la production de chaussures (de ville et de tennis). En 1990, plus de soixante-dix produits industriels différents y sont fabriqués, en rapport avec les deux activités principales : les chaussures et les chapeaux (Arias, 1990).

Selon un rapport des autorités municipales, en 1986, San Francisco del Rincón comptait plus de 300 établissements industriels dont, entre autres, 16 fabriques d'articles pour la chaussure, 15 fabriques de semelles de caoutchouc et 74 de semelles diverses, 41 fabriques de chaussures, 14 de chapeaux de palme et 85 de chapeaux en général, 51 fabriques d'articles en fer forgé, 13 d'articles de nettoyage et 14 de meubles (Moreno, 1986).

San Francisco del Rincón a joué par ailleurs, à partir de la seconde moitié du siècle passé, le rôle de centre commercial pour une vaste région environnante qui comprend les villages voisins de Los Altos de Jalisco – San Diego de Alejandría et Unión de San Antonio – et les localités du Guanajuato qui s'étendent vers Jalpa et Manuel Doblado. Bien qu'à proximité de la ville de León – 21 kilomètres –, San Francisco del Rincón a su conserver et renforcer ses liens commerciaux à l'échelon régional, ce qui a beaucoup favorisé sa croissance.

Enfin, le dynamisme de l'activité agricole du municipe repose sur des terres irriguées d'une grande productivité. On y cultive des céréales

et des légumes, et l'élevage s'y est développé. Pour ce qui est des activités agro-industrielles, un moulin concentre une bonne partie de la production de blé de la région.

La ville offre tous les services de base : eau potable en grande quantité, électricité, tout-à-l'égout, téléphone, poste et télégraphe ; routes goudronnées et voies rapides de contournement ; marché, écoles, églises, gare routière et ferroviaire, bureaux municipaux et administratifs. Elle offre aussi des hôtels, des restaurants, sept succursales bancaires, une maison de change et un bon nombre d'entreprises de transport de marchandises. Les établissements commerciaux sont multiples et diversifiés et vont de l'épicerie de détail jusqu'aux magasins de meubles de plusieurs étages avec salles d'exposition.

Le quartier

Plusieurs critères sont entrés en jeu au moment de choisir le quartier où effectuer l'enquête. Nous cherchions une zone traditionnelle et assez ancienne, relativement homogène du point de vue social – ce que l'on appelle actuellement un quartier « populaire » –, et qui soit d'une taille adaptée à la réalisation de l'échantillonnage.

Ont ainsi été retenus les quartiers d'El Llano et une portion du quartier de Santa Rita, qui se trouvent dans le sud de la ville, à quelque six rues du jardin central. Selon plusieurs sources, El Llano est un quartier très ancien puisqu'en 1900 il était déjà connu pour ses fabriques de chapeaux de palme. On y avait même installé une fabrique de chapeaux : le *Cisne* (Arias, 1990). Mais ce quartier avait aussi une dimension agricole, avec en particulier l'hacienda Los Tanques, située dans le municipe voisin de Purísima. Les habitants d'El Llano travaillaient à la fois comme *peones* agricoles et artisans tisseurs. Dans les années vingt, certains d'entre eux devinrent *ejidatarios* en bénéficiant de la répartition des terres de l'hacienda. Quant au quartier de Santa Rita, il est semblable à celui d'El Llano, si ce n'est qu'il s'est formé dans le milieu des années vingt et que sa population ne travaille pas aux champs.

Dans ces quartiers, les rues sont pavées, sauf deux rues d'El Llano, et on trouve les services urbains de base : deux écoles (une école primaire et un CES technique), une église, un cimetière, un dispensaire et les installations du DIF (institution de bienfaisance pour le « développement intégral de la famille »).

Les maisons sont construites de divers matériaux : briques crues et tuiles (surtout à El Llano) et maisons modernes de brique cuite avec toit de ciment (pour la plupart à Santa Rita). Quelques-unes sont faites de matériaux fragiles et ressemblent plutôt à des cabanes dont certaines sont à louer, dans une *vecindad* (« courée »).

Alternant avec ces maisons d'habitation, quand ils n'en font pas

partie intégrante, on trouve un grand nombre de commerces, d'usines et d'ateliers qui soulignent le caractère éminemment industriel de la ville et de ses quartiers (cf. tableau 10).

Tableau 10

Établissements industriels et commerciaux recensés à
El Llano et Santa Rita, 1988 (San Francisco Del Rincón).

Fabriques	
Ateliers (chaussures et chapeaux)	6
Fabrique de tubes de ciment	1
Fabriques non spécifiées.....	3
Fabriques de briques.....	3
Mosaïques	1
Total.....	14
Ateliers	
Chaussures et tennis	17
Meubles de fer entrelacé	3
Balais	1
Chapeaux.....	1
Garages	6
Menuiserie.....	1
Réparation de bicyclettes.....	1
Électricien	1
Vides.....	3
Total.....	34
Commerces et services	
Épiceries.....	13
Tortillerias	2
Bars (<i>cantinas</i>).....	2
Boucheries.....	2
Boutiques de vêtements et produits variés.....	2
Restaurant	1
Marchand de bois	1
Réparation de pneus	1
Pièces pour automobiles	1
Total	25

En plus des établissements industriels et commerciaux, le travail à domicile est bien développé, surtout dans le tissage de palme et dans l'élaboration de formes pour coiffes de chapeaux, métier ancestral dans la localité et traditionnellement mal rétribué. Actuellement, seuls les enfants, les femmes et les personnes âgées se consacrent à cette activité.

L'échantillonnage

On a recensé au total 837 logements, répartis en seize pâtés de maisons et deux rues. On a effectué 200 enquêtes auprès d'autant de ménages et les personnes concernées ont été au nombre de 1 334.

Un peu plus d'un tiers de ces personnes a moins de quinze ans et presque la moitié a moins de vingt ans, ce qui met l'accent sur le dynamisme démographique local et la grande jeunesse de la population (cf. fig. 6).

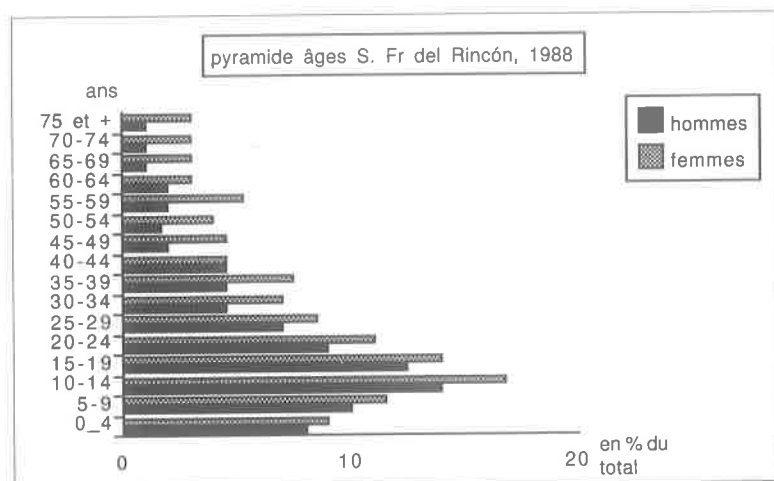


Figure 6 : Pyramide des âges à San Francisco del Rincón, 1988.

La majeure partie de la population des plus de vingt ans est allée à l'école primaire — la durée moyenne de fréquentation scolaire étant de quatre ans. Seul un sixième de l'ensemble est analphabète. La population jeune a en général accès à l'enseignement primaire et secondaire, mais seul un groupe réduit accède aux études techniques et même à l'université. Dans une zone voisine du quartier se trouve un collège technique, où quelques jeunes du quartier font des études.

Quant aux activités de la population d'El Llano et de Santa Rita, elles correspondent bien au modèle d'industrialisation de la ville. On y relève une prédominance de travailleurs ayant un certain niveau de spécialisation, surtout dans la chaussure (27,4 % des hommes et 34,9 % des femmes). Au total, les ouvriers spécialisés représentent presque la moitié des hommes et des femmes, alors que seul un cinquième des hommes se consacre aux tâches agricoles et qu'encore moins d'hommes et de femmes exercent des activités commerciales et de services. Ces chiffres sont en accord avec les caractéristiques générales de San Francisco del Rincón, ville dont l'économie repose sur l'industrie.

Histoires de migrations

La première trace connue d'un migrant de San Francisco del Rincón vient d'une personne qui, après un accident de travail au début de notre siècle, dans les chemins de fer, a offert un ex-voto à la Vierge de San Juan de los Lagos. Le texte de cette inscription dit : « Le 5 avril 1908, Gumercindo Ramírez, à Florences, Kansas, États-Unis, est tombé d'un wagon qui lui est passé dessus, lui cassant deux côtes et le laissant pour mort. Mais s'étant recommandé à la Madre Santísima de San Juan de los Lagos, elle l'a sauvé et, comme témoignage de ce merveilleux miracle, il lui dédie ce présent. San Francisco del Rincón. Février 1912. »

Don Gumercindo ne devait être ni le premier migrant ni encore moins le seul. Depuis que le Ferrocarril central mexicano passait à côté du village et qu'en 1884 on avait terminé la jonction avec le réseau ferroviaire nord-américain, à El Paso (Texas), les « Rincónenses » avaient accès au marché du travail américain. Certains revenaient au pays comme le démontre l'inscription laissée dans le sanctuaire de San Juan de los Lagos par ce migrant reconnaissant.

Ainsi, don Gumercindo faisait partie de ce petit groupe de pionniers qui avaient ouvert la brèche à la fin du siècle passé. Dès la première décennie de notre siècle, le départ de gens de cette région vers les États-Unis est confirmé par un écho publié dans *El Obrero*, le 12 mars 1910 : « Dimanche soir, de San Pancho, ont pris le train près de quatre-vingt-dix hommes, qui vont travailler au Texas. »

La mémoire locale se souvient surtout de don Esaul González, l'un des pionniers partis de l'autre côté de la frontière, et surtout le premier à revenir avec beaucoup d'argent sonnante et trébuchante. Cet exemple de migration et de retour couronnés de succès entraîna — dit-on — plus d'un chercheur de fortune à tenter sa chance dans le Nord.

Un migrant fortuné ¹

Comme beaucoup de citoyens de San Francisco del Rincón, Esaul González Luna est né dans le village de San Diego de Alejandría, dans Los Altos de Jalisco, vers la fin du siècle passé. Son père était muletier et parcourait toute la région avec ses marchandises ; il fréquentait surtout la route qui relie San Francisco del Rincón à San Diego, Lagos et San Luis Potosí.

Esaul, connu depuis sa petite enfance sous le nom de Chón, aidait son père dans son métier de muletier. Un jour — il a environ treize ans —, il est chargé de la caravane et — chance ou malchance — perd une mule. Pris de peur, car il connaît la dureté de son père, il décide de s'enfuir.

1. Entretien avec les enfants de don Esaul González Luna à San Francisco del Rincón, en août 1989.

Il emprunte la route du Nord par le chemin qu'il connaît. A San Francisco del Rincón, il prend le train pour Ciudad Juárez et là, il passe la frontière des États-Unis où il a, semble-t-il, la possibilité de faire quelques études et d'apprendre l'anglais. À dix-sept ans, il commence à travailler comme mineur à Phoenix, en Arizona, dans une société américaine, et gravit les échelons jusqu'à celui de chef du recrutement, ce qui lui donne un grand pouvoir.

Il se fait de bons amis et gagne le respect de tous, malgré sa peau bronzée ; il complète ses activités en se consacrant à quelques affaires privées. Dans le village, on dit qu'il est prêteur sur gages. Sa famille rectifie : sa fortune provient d'un foyer de travailleurs qu'il a installé dans le village minier. Il devait avoir beaucoup d'argent, car le bâtiment est construit avec de beaux matériaux, du ciment importé de Chicago, fait inhabituel dans un lieu où toutes les maisons étaient en bois.

À trente-trois ans, il revient au Mexique et épouse Mlle Valdivia Lozano, également de San Diego de Alejandría. Peu après, ils partent tous deux aux États-Unis pour poursuivre leurs activités. Néanmoins, lorsque sa femme est enceinte, ils rentrent au pays parce qu'Esaul ne veut pas que son fils soit américain — il fut donc *rincónense*. Esaul vend ses propriétés, liquide ses affaires et s'installe à San Francisco del Rincón. Selon sa famille, il rapporte beaucoup d'argent, 50 000 pesos en or, dit-on.

Une fois à San Francisco del Rincón, il monte une affaire de vente de tissus et de vêtements. Il décide un jour d'importer des vêtements des États-Unis et fait venir des bleus de travail, que l'on connaissait déjà puisque ceux qui revenaient du Nord en rapportaient. Comme le président municipal a interdit aux paysans d'entrer dans le village en caleçon (l'habit traditionnel de la campagne), la vente de bleus de travail connaît un grand succès. Le couple se met alors à les confectionner lui-même. Avec l'aide de sa femme qui sait bien coudre, comme toute femme *alteña* — de Los Altos de Jalisco —, Esaul décide d'importer le tissu et de fabriquer des bleus de travail. Il se charge de l'administration et sa femme de la couture. Bientôt, ils engagent d'autres couturières et l'affaire commence à prospérer. Trois ans plus tard, ils décident d'investir leurs économies et construisent une usine sur le terrain voisin de leur domicile.

En 1929, San Francisco del Rincón eut donc son premier établissement de confection industrielle de pantalons de grande importance. La fabrique est un hangar de deux étages, de 50 mètres de long sur 12 mètres de large. L'entreprise prend le nom de *El Anillo de hierro* (« l'anneau de fer »), achète des machines à coudre Singer à Chicago en même temps que les patrons des modèles.

Au début, quelques techniciens étrangers se chargent de l'entretien des machines, puis d'autres viennent de México, mais, très vite,

les mécaniciens locaux apprennent le métier. La toile de « jean » venait de Parral (Chihuahua), et la couture était laissée aux soins de 300 ouvriers, des femmes pour la plupart, que l'on appelait « les mains bleues », car le « jean » leur teignait les mains.

Bientôt, ils couvrent le marché régional et étendent leurs affaires vers le Sud-Est, le Pacifique et le Nord. Ils exportent même au Guatemala et reçoivent des commandes des États-Unis. C'était une des rares fabriques de la région en avance sur la mode et le succès que connaîtrait plus tard le « jean ».

Mais le pays changeait, la Révolution et surtout le cardénisme avaient allumé la flamme syndicaliste ; des dirigeants de la Centrale des travailleurs mexicains arrivèrent à San Francisco del Rincón afin de former un syndicat. Don Chón n'avait pas l'habitude de faire ce genre de concessions et il se sentit trahi : pour lui, syndicalisme rimait avec communisme. Il préféra fermer la fabrique plutôt que de permettre la formation d'une organisation ouvrière. Une fin de semaine de l'année 1940, il ferma la porte pour ne plus jamais l'ouvrir. Rien ni personne ne le firent changer d'idée. Il préféra se consacrer à une ferme achetée dans le canyon de Jalpa où il prit sa retraite.

Les machines, vendues sur place, furent achetées en partie par des commerçants espagnols, patrons des magasins Cantabria, qui continuèrent à produire des bleus de travail, mais en plus petite quantité. D'autres machines partirent vers les fabriques et ateliers de chapellerie.

Les mécaniciens trouvèrent du travail dans les fabriques de chapeaux, en même temps que quelques couturières. L'expérience manufacturière n'avait pas été vaine : elle avait mis en contact la population et les machines à coudre, outils encore indispensables de nos jours dans la confection de la chaussure et du chapeau, et elle avait fait entrer massivement les femmes sur le marché du travail local.

Le cas de Chón Luna est le premier exemple réussi d'investissement de l'argent provenant de la migration. Beaucoup d'autres suivront, mais à une plus petite échelle. De plus, Chón Luna a créé un précédent : les chefs d'entreprise de San Francisco del Rincón préférèrent fermer ou liquider leurs affaires plutôt que de traiter avec les syndicats. Et, jusqu'à présent, il n'y a aucune association ouvrière de ce type à San Francisco.

*Migrant par hasard*²

Don Adolfo Guerrero est né à San Francisco del Rincón en 1917 ; fils d'un chapelier, il étudie quelques années à l'école primaire du village. Très jeune, il travaille aux établissements Cantabria, le plus grand

2. Entretien avec don Adolfo Guerrero, 17 mars 1988, Purísima de Bustos (Guanajuato).

magasin de tissus de la ville. Il y reste de nombreuses années et réussit assez bien à la vente. Mais des changements à la direction du magasin mettent fin à cette période de sa vie. Un jour, vers 1946, il a une altercation avec l'un des patrons et il décide d'abandonner son emploi. Il venait de passer quatorze longues années dans le magasin et n'avait aucun projet.

Ne voulant pas rentrer chez lui, il se rend chez le coiffeur, histoire de passer le temps. Il y rencontre un ami et lui raconte qu'il pense abandonner son travail et partir comme *bracero* ; c'était l'époque des recrutements et, à Irapuato, on pouvait faire les démarches. Tout en ne le croyant pas, son ami lui dit que s'il pense vraiment partir, il pourra l'aider à entrer aux États-Unis avec passeport et visa de résident. Don Adolfo lui donne 300 pesos et lui remet les papiers pour effectuer les démarches.

Le lendemain, il avertit le magasin qu'il cessera de travailler dans les quinze jours et qu'il part aux États-Unis. Effectivement, deux semaines plus tard, il prend l'autobus pour Monterrey où son ami lui remet son passeport. A sa surprise, il ne voit qu'un visa de touriste. Malgré ses réclamations, rien ne peut être fait. Il décide d'entreprendre tout de même un long voyage vers Chicago, où résident des oncles partis pendant la Révolution, qui ne sont jamais revenus au Mexique.

Il parvient sans encombre à Chicago, mais ses oncles lui disent alors de rentrer au Mexique pour obtenir ses papiers ; ensuite, ils pourront l'aider. Ils lui posent toutes sortes de questions sur le pays qu'ils n'ont pas revu depuis trente ans. Finalement, Adolfo reste un mois aux États-Unis comme touriste. En rentrant au Mexique, il trouve sa femme malade. Sans travail ni argent, il n'a d'autre choix que de retourner au magasin. Mais il rencontre un autre employé : les patrons des magasins Cantabria savent qu'il a échoué et s'attendent à ce qu'il revienne. Adolfo rentre chez lui, furieux, et son père, comprenant sa préoccupation, lui demande de transporter et de vendre un chargement de chapeaux à Querétaro.

Adolfo envoie les chapeaux par train express jusqu'à Querétaro. Une fois sur place, il vend facilement ses huit paniers de chapeaux. Avant de rentrer chez lui, il va manger dans un restaurant où il rencontre un représentant en sacs de plastique, un nouveau produit que l'on commençait à utiliser. Il décide d'investir l'argent de la vente des chapeaux dans une commande de sacs. Il pense qu'il pourra les vendre facilement s'il dit qu'ils viennent des États-Unis.

Les sacs arrivent bientôt à San Francisco, et il se consacre à leur vente. Il se rend tout d'abord aux magasins Cantabria, mais les patrons espagnols ne veulent pas les lui acheter ; il s'adresse alors à un autre commerçant qui lui achète toute sa cargaison. De retour chez lui, son père le félicite : « C'est comme ça qu'il faut faire, ça c'est une affaire ! Emporter, vendre et rapporter quelque chose à revendre. »

Et c'est ce qu'il fait. Un autre jour, il rencontre quelqu'un qui veut vendre plusieurs machines à coudre. Il propose donc à son père de remplacer les machines de l'atelier et gagne, dans l'affaire d'achat et de revente, 1 000 pesos en deux jours ; au magasin, il ne gagnait que 450 pesos par mois. Il se rend alors au village voisin de Purísima où on lui propose une épicerie en faillite. Il emprunte de l'argent et l'achète. Un ami épicier lui envoie toutes les marchandises nécessaires et il s'en sort. Six mois plus tard, le bilan est très positif. On commence à tenir compte de ses avis, à l'attirer vers la politique, et Adolfo commence à négliger son magasin.

Très sûr de son affaire, il décide d'acheter une boucherie et, comme il ne connaît pas le métier, de la confier à un ami boucher. Deux mois plus tard, l'argent gagné à l'épicerie venait renflouer les comptes de la boucherie. Adolfo s'endette et, finalement, fait faillite.

Pour pouvoir payer ses dettes, il décide de partir aux États-Unis. Cette fois, il passe par Ciudad Acuña où il rencontre un cousin qui l'invite à entrer dans son affaire de photographe. Il apprend vite la photo et devient journaliste photographe pour le journal *Sucesos de la frontera* (« les événements de la frontière »). Il travaille aussi dans les mariages, les fêtes et les dancings. Tant et si bien qu'il parvient rapidement à envoyer de l'argent à Purísima pour faire venir femme et enfants. Mais des problèmes avec le syndicat des photographes, qui détenait un monopole dans ce domaine, l'empêchent de continuer à exercer. Un ami lui suggère de partir comme *bracero* aux États-Unis et d'y rester pour travailler dans une ville.

Il part donc en Arkansas travailler pour les récoltes. N'ayant jamais fait ce genre de besogne, Adolfo a beaucoup de mal à terminer ses journées. C'est seulement grâce à l'aide d'un ami paysan qu'il peut supporter le rythme de travail. Celui-ci l'aide dans sa tâche, et Adolfo écrit pour lui ses lettres puisque son ami est analphabète. Parti ensuite au Michigan, Adolfo pense alors sérieusement à abandonner son travail. Il appelle un cousin qui réside à Chicago pour le retrouver en fin de semaine, après avoir touché son chèque.

Et il revient à Chicago. Ses parents l'aident cette fois à trouver un emploi et, une semaine plus tard, il travaille dans une fonderie. Il commence en bas de l'échelle, monte peu à peu, surtout parce qu'il s'intéresse à l'anglais, qu'il apprend dans un cours du soir. Il reste dans cette usine trois ans, mais, chaque année, il rentre au village voir sa famille.

Un jour, un contrôle des agents de la migration révèle qu'il n'a pas de papiers. Malgré le soutien du chef du personnel, on l'expulse.

Une nouvelle fois de retour dans son village, les patrons espagnols des magasins Cantabria lui offrent un commerce. Ils lui confient des marchandises à vendre dans le village voisin de Jalpa. Adolfo s'en sort bien, surtout parce qu'il a une grande expérience dans la vente de tissus. Mais, trois mois plus tard, arrive une lettre du chef du person-

nel de la fonderie américaine lui disant qu'il peut maintenant faire les démarches nécessaires pour revenir à Chicago. Il réussit à obtenir son visa. Mais il n'a pas vraiment envie de retourner aux États-Unis et sa femme s'y oppose formellement, surtout à cause des enfants. Son affaire marche bien et il n'a aucune raison de l'abandonner. Cependant, quand ils se rendent compte que le visa est valable pour toute la famille, ils liquident tout et partent ensemble pour Chicago.

La vie de famille s'avère difficile. Il faut payer loyer, eau, gaz et électricité ; les enfants doivent étudier et le manque d'argent se fait sentir. Par ailleurs, aux États-Unis, il ne veut pas courir le risque de se lancer dans les affaires. Il préfère d'abord travailler, s'assurer un revenu et réussir avec le temps à obtenir une retraite. Comme il est salarié, il obtient des crédits et achète ainsi une maison, assez grande puisqu'il loue le second étage et paye ainsi ses mensualités de remboursement.

Peu à peu, il se décide à commencer un autre type d'affaires, mais sans abandonner son travail à la fonderie. Il achète une camionnette et consacre les fins de semaine à vendre *chicharrones*, *carnitas*, *tamales* et pain mexicain. Ces jours-là, il gagne environ 600 dollars parce qu'il vend ces produits mexicains bien au-dessus de leur prix aux Américains. En combinant ces activités, la famille parvient à s'en sortir.

En 1980, la fonderie fait faillite. Il y a travaillé vingt-quatre ans et obtient 80 % de sa retraite et ses mensualités à la Sécurité sociale. Ainsi, en 1988, il touchait 745 dollars par mois : 505 provenant de la Sécurité sociale et 240 de la fabrique. Avec cela, il pouvait vivre et, surtout, aller au Mexique en vacances, échapper au rude hiver de Chicago. Il put aussi se consacrer pleinement à ses affaires personnelles.

L'association d'activités officielles et non officielles paraît être la formule adaptée pour les Mexicains qui résident de manière stable aux États-Unis. Le travail salarié répond au problème de la subsistance quotidienne et apporte la sécurité à court et à long terme ; l'activité informelle permet d'obtenir un profit rapide avec un petit investissement, ce qui aide à équilibrer l'économie domestique. C'est aussi une façon de faire participer différents membres de la famille à des activités lucratives qui, avec le temps, peuvent devenir officielles : un commerce stable et indépendant.

Un migrant travailleur³

Héctor Liñan est né à San Francisco del Rincón en 1957 dans une famille nombreuse – quatorze enfants – et modeste. Hector put tout de même terminer l'école primaire, mais il travaillait avec son père, propriétaire d'un magasin et d'un bar.

3. Entretien avec Héctor Liñan, San Francisco del Rincón, 23 mai 1988 et 27 avril 1991.

À dix-huit ans, il décide de partir vers le Nord chercher fortune. Plusieurs amis de son âge sont enthousiasmés par son idée et ils décident donc de partir tous ensemble. Plusieurs personnes lui offrent leur aide pour ouvrir un magasin et s'établir à son compte. Son père, qui a travaillé à plusieurs reprises aux États-Unis, le laisse libre de choisir, non sans l'avertir des risques qu'il va courir.

Finalement, il décide de partir, et doit même le faire seul, car au dernier moment ses amis se désistent. Il prend l'autobus de Guadalajara, puis de Tijuana, très peu d'argent et quelques adresses en poche.

Une fois à la frontière, il cherche l'hôtel Díaz où il doit prendre contact avec le *coyote*. Il donne son nom, celui de la personne qui le recommande et se remet entre les mains du passeur. Le jour prévu pour traverser la frontière, il sort avec son guide et un petit groupe de gens du Michoacán, du Zacatecas et du Guerrero. Il est très impressionné : des centaines de gens attendaient la nuit pour traverser, un vrai pèlerinage. Ils commencent à avancer. La première difficulté est la rencontre avec des policiers mexicains. Le *coyote*, qui les connaît bien, recommande de cacher son argent. Malgré cela, la plupart durent payer un pot-de-vin ; comme Héctor n'a presque rien, il le laissent passer.

Ils continuent leur chemin et, à trois heures du matin, retrouvent le camion qui doit les emmener à Los Angeles où on leur donne à manger, et où ils peuvent se laver et dormir. Ils restent trois jours à Los Angeles, le temps de préparer le voyage en avion. La destination d'Héctor est Chicago, où il a des parents et des amis.

Au mois d'avril 1975, Héctor, avec des vêtements et chaussures neufs, monta pour la première fois dans un avion, un avion de luxe selon lui, avec télévision et tout... Lui et d'autres compagnons s'assoient devant la télévision pour voir le film, bien qu'ils ne puissent comprendre grand-chose. À Chicago, un monsieur qu'on appelle « El Rojo » les attend et les emmène en Cadillac jusqu'à leur destination finale. Dans chaque maison, le *coyote* s'arrange d'abord avec la famille avant de laisser la marchandise. Dans le cas d'Héctor, l'affaire dura un peu plus car il n'y avait personne à l'adresse indiquée et il fallut revenir plusieurs fois avant de trouver son lointain cousin. Celui-ci paya les 500 dollars prévus et l'affaire fut conclue.

Tout avait été relativement facile ; il était à Chicago, mais les promesses qu'on lui avait faites dans son village étaient bien éloignées de la réalité. Il était difficile de trouver du travail. Au bout d'une semaine, il n'avait toujours rien. Il devait rester à la maison, seul, toute la journée, sans trop pouvoir sortir. Il pensait à son village, aux quartiers d'El Llano et de Santa Rita, aux jeunes filles, aux opportunités qu'il avait laissé passer, car là-bas, à San Pancho, il y avait du travail pour tous.

Il se rend compte aussi qu'il est un fardeau pour ses amis : deux semaines ont passé pendant lesquelles il a dormi et mangé sans rien

payer, et il doit en plus les 500 dollars du *coyote*. Il réussit à contacter un certain Pancho, originaire de l'Hidalgo, qui lui promet de lui trouver du travail contre 100 dollars à déduire du premier chèque qu'il recevra. L'affaire le mène en Indiana, où il entre dans un restaurant grec comme plongeur. La nourriture est gratuite et abondante, mais le travail dur, et il faut dormir n'importe où. Il touche un faible salaire mais cela lui semble beaucoup par rapport à ce qu'il pouvait gagner à San Francisco. Il ne reste dans ce restaurant que trois semaines, car un ami de San Francisco del Rincón le pousse à chercher un autre emploi : au restaurant, il n'y a pas d'avenir.

Grâce au même intermédiaire, ils obtiennent tous deux un job dans un autre restaurant, qui s'avère pire que le premier. Ils doivent dormir dans la pièce où se trouvent les réfrigérateurs, bruyants, et l'ambiance de travail est très désagréable.

Finalement, Héctor quitte ce restaurant pour un autre, lui aussi tenu par des Grecs, mais où l'accueil est bien différent. Le patron l'invite d'abord à manger et lui dit qu'il cherche des gens travailleurs. Héctor s'engage à travailler dur. Ce qu'il fait. Il est plongeur durant deux mois et, comme il montre de l'intérêt pour la cuisine, le patron lui donne l'occasion d'apprendre.

Un dimanche, alors qu'il nettoie le restaurant, le patron arrive, complètement soûl. Il compte l'argent de la caisse, puis entre dans son bureau. Quand le patron est parti, Héctor passe devant le bureau : sur la table se trouve l'argent de la caisse. Devant lui, des milliers de dollars. La tentation est forte et il ne peut résister. Il compte l'argent, le met dans ses poches ; il pourra partir au Mexique cette nuit-même. Puis la crainte, le remords l'envahissent. Le lendemain, lorsque le patron arrive, Héctor le fait entrer dans le bureau, lui remet l'argent et lui dit de ne pas laisser traîner de telles sommes, qu'il s'expose au vol. Le patron n'en revient pas et, par l'intermédiaire d'un cuisinier qui parle l'espagnol, lui demande pourquoi il ne s'est pas enfui avec l'argent. Héctor répond qu'il ne veut pas gagner son argent de cette manière : il en a effectivement besoin, mais il veut le gagner en travaillant.

Ce jour-là, sa chance tourne. Le patron fait apprendre à Héctor tout ce qui concerne la cuisine, et c'est ainsi qu'il se forme à ce métier. Il travaille beaucoup, dix-huit à vingt heures par jour, et commence à apprendre l'anglais. Il gagne 150 dollars par semaine et vit dans l'une des maisons du patron où il ne paye aucun loyer.

Peu de temps après, son cousin de Chicago vient le voir et il s'étonne de le voir cuisinier. Héctor, consciencieusement, lui paye les 500 dollars qu'il lui doit. Après bien des efforts, et un peu de chance aussi, il a obtenu ce qu'il voulait.

Son objectif suivant est d'améliorer son environnement de travail en plaçant quelques Mexicains à la cuisine. Après discussion avec le

patron, il réussit à faire entrer un garçon d'Aguascalientes comme assistant. Ce dernier fait ensuite venir un cousin et ainsi, peu à peu, la cuisine se remplit de Mexicains. Héctor commande à tout ce monde, malgré sa situation de *mojado* sans papiers. Tout n'est pas toujours facile. Un garçon sans papiers qu'il avait fait entrer aux cuisines lui dit un jour, un peu ivre, qu'il n'était pas disposé à recevoir des ordres d'un *mojado*. Il doit demander au patron de le renvoyer, tant les rapports sont difficiles. Pour Héctor, les relations avec les Mexicains furent plus difficiles qu'avec les *gringos* ou les immigrants d'autres nationalités.

Il décide alors d'investir ses premières économies. Il écrit à son père qu'il lui achète un terrain. Mais son père lui répond que sur ce terrain il faut construire une maison.

Après quelque temps, il ose demander un prêt de 3 000 dollars au patron et, avec les 1 500 autres qu'il a économisés, il commence la construction. Chaque mois, il rembourse sa dette et le reste est envoyé au Mexique. La maison est terminée. Après trois années de travail intense, les fruits sont là : il avait toujours rêvé d'avoir quelque chose à lui ; avec treize frères, il avait toujours dormi par terre.

Il rentre au Mexique pour les vacances, dans sa propre maison. Il y reste un temps, retrouve une ancienne petite amie et se marie. Il y eut une fête avec *barbacoa* (« viande au four ») et tout le reste, comme il l'avait toujours rêvé. Après la noce, ils partent tous les deux pour Chicago, où naissent deux de ses filles. Le travail marche bien et ses rapports avec les clients s'améliorent. Le restaurant lui permet de rencontrer toutes sortes de personnes, même des policiers et des agents de l'immigration, avec lesquels il parvient à une certaine intimité qui, plus d'une fois, « lui sortira une épine du pied ».

Un jour, il se rend compte que son patron le trompe. Il le paye 250 dollars par semaine, alors que les autres cuisiniers gagnent 350 dollars. Il menace le patron de démissionner. Ce dernier n'a d'autre solution que de l'augmenter, car Héctor est connu dans le milieu et il pourrait facilement obtenir ce salaire ailleurs.

Peu à peu, d'autres relations s'instaurent avec son patron ; ils sortent ensemble dans les bars et les maisons de jeu. Lorsque le patron part en Grèce pour les vacances, pour un mois ou deux, Héctor se charge du restaurant et de la comptabilité. Lui aussi part en vacances au Mexique, mais il revient vite. Il doit toujours passer comme *mojado*, mais il connaît bien son affaire et possède les contacts nécessaires pour passer la frontière sans difficultés.

En 1988, il décide de rentrer définitivement. Il prend congé de son patron, mais celui-ci ne veut pas le laisser partir : il double son salaire, lui offre une voiture et un meilleur logement. Héctor refuse, surtout pour ses enfants qui grandissent : il ne veut pas qu'ils mènent la vie des jeunes à Chicago.

Finalement, le patron le laisse partir, en lui confessant qu'il aurait aimé avoir la chance des Mexicains, qui pouvaient aller et venir si facilement. Il serait heureux de vivre en Grèce et de venir, de temps en temps, voir ses affaires. Mais ce n'est pas possible.

Héctor avait passé treize ans aux États-Unis, et rentrer à San Francisco del Rincón signifiait commencer une nouvelle vie. Il y avait heureusement une maison et des économies pour démarrer. Héctor avoue qu'il n'aime pas les États-Unis, qu'il a toujours pensé rentrer chez lui.

Héctor a d'abord ouvert une *lonchería* (« débit de sandwiches ») en collaboration avec sa femme. Mais son rêve était de monter un atelier de chaussures ; il avait même la marque des chaussures de tennis qu'il fabriquerait : LIN BARR, de son nom de famille Liñan Barron. Pour commencer, il a loué un local près de chez lui et a convaincu son frère de venir travailler avec lui. Ses économies lui ont permis d'acheter les premières machines. Peu à peu, l'atelier a progressé, non sans difficultés. La *lonchería* rapportait assez pour manger et le reste était investi dans l'atelier. Il a maintenant vingt employés, et un grand avenir devant lui.

Il ne pense pas repartir aux États-Unis, il a même convaincu plusieurs de ses frères de ne pas le faire. À San Francisco del Rincón, si on travaille bien, on peut bien gagner sa vie, dit-il. Il gagne maintenant le double de ce qu'il gagnait au restaurant grec et il est sur sa terre, chez lui, et heureux.

Trois histoires en une

Ces trois études de cas rapportent des histoires et des trajectoires migratoires bien distinctes. Don Chón, malgré son jeune âge, était parti chercher fortune, don Adolfo s'était laissé emporter par les circonstances jusqu'à arriver, lui et sa famille, à Chicago, et Héctor, lui, savait parfaitement ce qu'il voulait en partant vers le Nord.

Dans les trois cas, qui couvrent des époques différentes et caractéristiques de l'histoire de l'émigration dans cette région et dans le pays – celles des pionniers, des *braceros* et des illégaux –, on perçoit un contexte historique et structural qui pousse à la recherche de travail hors du milieu. Outre les conditions concrètes de chaque époque, deux facteurs interviennent : une ambiance culturelle qui appuie et soutient l'entreprise migratoire, et une cause conjoncturelle liée à une situation personnelle de rupture ou de crise.

On a dit que, parmi le groupe des pionniers de la migration, les *muletiers* avaient eu un rôle important. Ils allaient et venaient, transportant des produits et des nouvelles d'un côté à l'autre, et se déplaçaient même entre pays voisins (Ochoa, 1990). C'est dans ce milieu culturel, contraint à une mobilité physique pour survivre aux limitations du terroir, qu'a grandi Esaul González Luna, ce qui a probable-

ment été un élément crucial dans sa formation et dans sa décision ultérieure d'émigrer. Trente ans plus tard (1942), le milieu rural de l'Ouest s'est vu affecté par une nouvelle politique de recrutement de main-d'œuvre de la part du gouvernement américain. C'était l'époque des embauches et les « Rincónenses » pouvaient, tout près de chez eux, à Irapuato, présenter leurs papiers pour s'engager comme *braceros*. Il suffisait d'aller à la présidence municipale, de parler avec le secrétaire et de demander une *tarjeta* qui servait de carte d'identité, sur laquelle on demandait à être embauché. Avec ce document, l'embauche était presque assurée ; c'était d'ailleurs une affaire en or pour le président municipal et autres hommes politiques⁴. Néanmoins, les gens de San Francisco del Rincón devaient surmonter un obstacle supplémentaire : outre le fait que les *braceros* devaient partir propres et sans poux, ils devaient aussi passer par une inspection des mains ; c'est ainsi que les recruteurs américains distinguaient ceux qui avaient une expérience du travail des champs. Les « Rincónenses » (nombre d'entre eux n'avaient pas de callosité dans les mains parce qu'ils travaillaient dans l'industrie ou le commerce) se préparaient en se frottant les mains avec des bâtons, jusqu'à ce qu'elles deviennent rugueuses.

Trois décennies après (1970), Héctor Liñan passait la frontière illégalement. Depuis son village, il avait arrangé tout son voyage : la route à suivre, les contacts à Tijuana pour rencontrer le *coyote*, et l'arrivée à Chicago, où l'on devait payer la note. Les modalités migratoires avaient substantiellement changé, mais, à l'intérieur de sa famille et dans la localité, on échangeait les renseignements nécessaires pour voyager, passer la frontière et trouver du travail aux États-Unis. La route – San Francisco del Rincón-Tijuana-Illinois – et la destination – Chicago – peuvent paraître étranges, mais il faut tenir compte du fait qu'il ne s'agissait plus de partir à l'aventure ou comme *bracero*. Pour passer illégalement, il faut s'appuyer sur le réseau de relations familiales et locales bâties depuis les débuts de la migration « rincónense ».

Quant aux causes conjoncturelles, don Chón est un exemple du cas de bien des migrants qui prennent la route du Nord pour éviter une situation conflictuelle. Dans ce cas, il s'agit d'un conflit familial, dans d'autres, il s'agit d'échapper à la loi ou à la justice, à un mariage forcé, à un conflit professionnel.

Le cas de don Adolfo est fait de situations différentes qui deviennent déterminantes au moment de se décider pour la migration : son premier voyage est une porte de sortie face à un problème professionnel qui ne pouvait être réglé de manière institutionnelle ou légale. C'est le cas pour un grand nombre de dirigeants syndicaux ou de citoyens syndicali-

4. Don Adelaido Gómez, qui avait été président municipal de San Francisco del Rincón, alors député, et son filleul Wintilo Vega accordaient – vendaient – personnellement les *tarjetas* auxquelles ils avaient accès grâce à leurs contacts politiques.

sés qui échouent dans leur gestion politique – ou sur lesquels on jette l'interdit –, qui ne peuvent plus s'intégrer au milieu professionnel local, ce qui les oblige à émigrer⁵. Dans un second temps, son départ était dû à la faillite d'une affaire et à la nécessité d'affronter une dette, impossible ou très difficile à couvrir avec ce qu'il pourrait gagner dans le milieu local. Cette situation est assez courante parmi les migrants d'origine rurale. Dans un troisième temps, il s'agit d'une conjoncture particulière où, soudainement, on reçoit l'autorisation légale d'émigrer, ce qui définit radicalement l'avenir. C'est aussi la situation de bien des migrants qui, pour une raison ou pour une autre, ont droit à un visa et se voient forcés de ne pas « perdre l'occasion » qu'on leur donne à un moment déterminé.

Enfin, dans le cas d'Héctor, le facteur déterminant a été sa jeunesse et son désir de faire quelque chose, de progresser, de trouver la manière de se sortir de la pauvreté. C'est la situation dans laquelle se trouvent un bon nombre de gens, surtout des jeunes, qui prévoient un avenir difficile dans la localité où ils vivent et qui sont disposés à bien des sacrifices pour s'en sortir.

Mais le migrant n'a pas seulement à prendre une décision au moment de partir ; il doit aussi faire un choix au moment de revenir. Dans le cas de don Chón, le retour était dû au bien-être économique atteint aux États-Unis. La plupart des migrants partagent cette conviction : « Si on est pauvre, on vit mieux aux États-Unis, mais si on a de l'argent, on vit bien mieux au Mexique. » Il n'est donc pas étrange qu'il soit rentré au Mexique investir ses économies. Dans sa décision est entré en jeu aussi un élément culturel. Bien qu'il se soit parfaitement intégré au milieu américain – il parlait anglais, avait un bon travail et était respecté –, il ne voulait pas s'installer définitivement aux États-Unis et la naissance de son enfant fut un bon prétexte pour prendre sa décision. Ce n'est pas un cas unique : tout comme un grand nombre de migrants prévoient la naissance d'un enfant aux États-Unis, qui leur apportera une série de droits, d'autres veulent justement le contraire. Le Mexicain est l'immigrant qui a le moins tendance à s'intégrer et à se faire naturaliser aux États-Unis. Pour beaucoup, perdre la nationalité revient à une trahison envers le pays⁶.

5. Dans le village d'El Salto, au Jalisco, où il existe une fabrique textile, quelques dirigeants syndicaux, après avoir été expulsés du syndicat, n'ont pu obtenir d'emploi dans aucune autre fabrique textile du pays. Certains ont donc opté pour l'émigration aux États-Unis (Durand, 1986).

6. Jorge Bustamante (*El Excelsior*, 2 janvier 1989) rapporte le cas d'un couple d'émigrants illégaux résidant à Los Angeles qui, rejetant la possibilité de voir leur premier enfant naître aux États-Unis, décident de rentrer chez eux pour que ce bébé soit mexicain. De même, dans les histoires de vie que Manuel Gamio a recueillies dans les années vingt, on relève clairement la valeur de la nationalité parmi les Mexicains. Mais, avec le temps, il s'est formé une vaste communauté *chicana* et mexicano-américaine, ce qui incite à être moins intransigeant vis-à-vis des personnes qui optent pour la naturalisation.

Dans le cas de don Adolfo, le retour est plus symbolique que réel. Chaque année, il rentre pour les vacances et pour échapper au froid. Mais vie familiale, investissements et ressources sont de l'autre côté. Si don Adolfo avait reçu seulement un visa de travail, la situation aurait été différente et, probablement, lui et sa famille vivraient actuellement au Mexique. Pour beaucoup de migrants qui possèdent un visa de travail, un emploi stable en usine et des droits acquis grâce à leur ancienneté, la migration se prolonge jusqu'au moment où ils obtiennent leur retraite.

Enfin, dans le cas d'Héctor, le retour tient à la réalisation de ses objectifs. Toute la logique de l'investissement visait le retour : l'achat du terrain, la construction de la maison et les économies pour monter une affaire ; tout cela dans l'espoir et le but de rentrer chez lui. Le moment crucial arrive quand les enfants doivent s'intégrer au système éducatif et au style de vie nord-américains. C'est le moment de rentrer : en partie une raison, en partie un prétexte. C'est une raison car le moment clé où les enfants prennent le chemin que la société leur offre est l'adolescence. C'est un prétexte, car, pour rentrer, il faut parfois chercher un argument, une raison socialement acceptée, qui, en même temps, justifie la décision et donne du prestige.

D'autres migrants ont choisi d'envoyer leurs enfants adolescents dans leur village ou ville d'origine, pour qu'ils y vivent avec les grands-parents ou la famille, surtout dans le cas des filles. Les parents veulent que leurs enfants s'imprègnent d'un ensemble de valeurs morales qu'ils ne peuvent leur inculquer dans un milieu trop différent. Pour ce qui est de l'Ouest, fortement catholique, l'option du retour pour des motifs « moraux » n'est pas exceptionnelle.

Les trois cas présentent des situations où le retour est rendu difficile par les employeurs nord-américains et facile par le contexte industriel et commercial de San Francisco del Rincón. On n'a aucune information sur la situation de don Chón au moment de son retour, mais on peut imaginer qu'étant donné son poste de chef du service de recrutement et sa connaissance du personnel, son départ soudain n'a pas dû convenir à l'entreprise. À son arrivée, don Chón trouva un milieu propice pour le commerce, l'industrie et l'activité agro-pastorale. Par ailleurs, il put utiliser sa connaissance de la langue anglaise et ses contacts pour mettre en route ses projets, qui exigeaient l'importation de produits et de machines.

Le cas de don Adolfo est plus clair : ce sont les démarches du chef du personnel de la fonderie qui lui ont permis d'obtenir son visa et de retrouver son emploi. Et, chaque fois qu'il s'est vu obligé de rentrer, il a pu reprendre facilement son activité commerciale.

Dans l'exemple d'Héctor, le fait que le patron lui ait demandé de ne pas abandonner son travail est encore plus explicite. Et, à son retour, il a pu mettre sur pied une affaire liée en quelque sorte à ce qu'il avait appris au restaurant, et monter ensuite un atelier de confection de chaus-

sures de tennis : le choix industriel qu'ont fait les « Rincónenses » ces quinze dernières années.

La qualification de la main-d'œuvre mexicaine sur le marché du travail nord-américain s'est avérée très souvent indispensable, surtout dans le secteur des services et de l'agriculture, pour lesquels la population américaine n'a aucun intérêt professionnel. Le programme de travailleurs agricoles spéciaux, amorcé en 1986, et qui a concerné plus d'un million de travailleurs mexicains (SAW), a été défendu par les agriculteurs nord-américains, qui craignaient de ne pas avoir suffisamment de main-d'œuvre.

Cela ne veut pas dire que l'insertion des Mexicains sur le marché du travail nord-américain soit toujours heureuse ; ni que les retours débouchent sur la création d'activités industrielles ou commerciales. Mais, dans le cas de San Francisco del Rincón, on perçoit un rapport assez étroit entre la migration temporaire et la réalisation de projets industriels et commerciaux.

Pourtant, si le contexte local favorise d'une certaine façon le retour, il semblerait qu'il ne soit pas assez fort pour empêcher les départs, spécialement celui des personnes qui se trouvent dans une situation difficile.

Le problème tient au fait que la situation semble critique dans bien des secteurs. Au CES d'El Llano, par exemple, on a montré que l'une des causes principales d'abandon de la scolarité était le départ de certains élèves pour les États-Unis ; mais certains professeurs aussi ont choisi l'émigration. Bien des professeurs exercent leur métier parce que c'est un travail permanent qui offre quelques avantages sociaux, tels que la sécurité sociale ; mais ils ne vivent pas de cela. Ils ont tous un autre emploi ou un commerce. Leur émigration a crû aujourd'hui, alors qu'on ne leur permet plus d'avoir deux emplois en même temps et que les impôts ont augmenté⁷.

Il nous faut à présent confirmer les tendances actuelles de la migration à San Francisco del Rincón grâce à l'information quantitative.

Modèles migratoires à San Francisco del Rincón

Portée du processus

La migration internationale à San Francisco del Rincón est remarquablement élevée, surtout dans un contexte urbano-industriel. Dans presque la moitié des unités domestiques interviewées dans les quar-

7. Entretien avec Eduardo Rodríguez, Los Angeles, 23 février 1989. Le problème paraît assez répandu dans le corps professoral. Dans l'État de Basse-Californie, on estime que 20 % des enseignants ont demandé un congé spécial et sont partis travailler aux États-Unis (*La Jornada*, 5 juin 1989).

tiers d'El Llano et Santa Rita, un membre de la famille avait une expérience migratoire internationale. Cette proportion place San Francisco del Rincón bien au-dessus des autres villes de l'Ouest, au même niveau que les zones rurales.

L'analyse de l'information quantitative par coupes diachroniques suggère que la migration internationale a augmenté remarquablement ces quinze dernières années. À partir de la période 1975-1979, le flux migratoire a triplé par rapport à la période précédente, et, au cours des années 1985-1988 (trois années seulement), il a encore augmenté de façon remarquable.

Paradoxalement, à San Francisco del Rincón, la croissance migratoire coïncide avec l'essor économique industriel. Durant les années soixante-dix, démarre en effet dans la localité l'activité de confection de chaussures, et elle est si importante qu'elle relègue en peu de temps la traditionnelle industrie du chapeau au second rang.

Néanmoins, l'offre locale d'emplois ne semble pas être, dans ce cas, un frein au processus migratoire international. Elle paraît plutôt provoquer une légère baisse dans les migrations internes, grâce aux opportunités professionnelles au niveau local et à l'équilibre des salaires entre San Francisco del Rincón et les autres villes du pays.

Plusieurs facteurs peuvent rendre compte de cette croissance dans les taux migratoires : la dynamique du processus lui-même, les effets de la crise économique commencée en 1982 et le programme de travailleurs agricoles spéciaux.

Les processus migratoires, une fois en route, fonctionnent généralement tout seuls. Interviennent dans cette dynamique des facteurs généraux comme la croissance démographique et les difficultés de l'économie régionale et nationale à intégrer les nouveaux contingents de main-d'œuvre. S'y ajoutent des facteurs internes : le phénomène tend à « se perpétuer » (Wiest, 1983) ou à devenir un « syndrome » (Reichert, 1981).

Un autre facteur paraît intervenir dans la croissance de la migration internationale : la crise économique qui sévit depuis 1982. Dans cette localité, la récession n'a pas tant marqué l'emploi, mais s'est traduite par une baisse générale des niveaux de vie. Une offre d'emplois assez importante s'est maintenue, mais avec des salaires insuffisants. Depuis 1982, le salaire minimum perd systématiquement de son pouvoir d'achat.

C'est ce que confirment les informateurs : « À San Pancho, il y a du travail, mais il est bien mal payé. C'est pour ça que les gens qui ont des contacts cherchent à tout prix à venir aux États-Unis » ; les salaires de San Francisco del Rincón permettent de vivre, mais pas d'« avoir un logement, une voiture, des vacances⁸ ».

De récentes études sur les stratégies de subsistance antérieures à

8. Entretien avec Eduardo Rodríguez, Los Angeles, 23 février 1989.

la crise, parmi les secteurs populaires de l'Ouest, ont révélé que les familles avaient recours à deux systèmes pour augmenter leurs revenus : conduire le plus grand nombre de membres de la famille – enfants, jeunes, femmes et personnes âgées – à des activités économiques diverses, et envoyer un membre du groupe familial travailler aux États-Unis (Arias, Durand, 1985).

Ainsi, à partir de 1982, un envoi de 200 dollars, qui équivalait aux États-Unis à une semaine de travail, représentait plus de trois mois de travail au Mexique. Pour une famille, avoir un de ses membres aux États-Unis, qui envoie systématiquement une partie de son salaire, devient une ressource cruciale.

Par ailleurs, avec la crise, presque toutes les possibilités se ferment pour ceux qui prétendaient obtenir leur indépendance et monter un atelier ou une affaire quelconque. Former un capital à partir d'un salaire était pratiquement impossible, ce qui fit de la migration la seule issue possible pour obtenir de l'argent frais.

On estime la somme qui arrivait à San Francisco del Rincón par courrier, au mois d'août 1989, à 50 000 dollars par jour. Cela représentait, à l'époque, 1 520 salaires minimums par jour.

Les transferts se font généralement par mandat postal, mandat télégraphique ou en billets. Selon les employés des banques, durant les mois de novembre, décembre et janvier, époque à laquelle reviennent les migrants, on note une diminution sensible des sommes envoyées, compensées par les sommes que les migrants apportent avec eux et qui représentent généralement plusieurs milliers de dollars⁹.

Un autre facteur intervenu dans la croissance de la migration au cours des dernières années est la création, aux États-Unis, du programme de travailleurs agricoles spéciaux (SAW) : selon la loi, tous ceux qui pouvaient démontrer qu'ils avaient travaillé aux champs durant plus de trois mois, pendant les années 1984-1986, pouvaient s'intégrer au programme pour obtenir un visa temporaire de travail. C'est ainsi que plus d'un million de Mexicains ont bénéficié de cette offre spéciale.

Pour démontrer qu'ils avaient travaillé aux dates signalées, les migrants devaient présenter des lettres qui certifiaient qu'ils étaient travailleurs agricoles. Un véritable négoce commença à surgir à la suite de cette loi. Les lettres coûtaient de 200 à 500 dollars et pouvaient être obtenues facilement. Une foule d'avocats et de bureaux offrirent leurs services aux migrants pour effectuer les démarches, remplir les formulaires et même obtenir les papiers nécessaires.

À San Francisco del Rincón, comme dans beaucoup d'autres vil-

9. Naturellement, ces entrées ne correspondent pas exclusivement à la commune de San Francisco del Rincón, mais à tout le territoire couvert par les banques locales et qui comprend les *rancherías* du municipio et les localités voisines.

lages, on connaissait parfaitement ceux qui se chargeaient des démarches. Dans le quartier d'El Llano, un de ces commissionnaires avait posé un écriteau pour offrir ses services dans les termes suivants :

ATTENTION

Vous avez travaillé dans l'agriculture pendant 90 jours aux États-Unis ces trois dernières années ?

Vous désirez repartir au titre du programme de travailleur agricole spécial ?

Renseignements dans la rue Callejuela Oliva y Orozco.

Tél. : 3-01-43

(Promotions Musicentro).

Bien qu'il n'ait pas été possible d'interviewer le commissionnaire dans les locaux de Musicentro, car il s'y est refusé à plusieurs reprises, nous avons pu obtenir quelques renseignements à ce sujet. La personne chargée de l'affaire est José Moreno, migrant expérimenté et parlant bien l'anglais qui s'occupait des formalités pour ceux qui voulaient postuler au programme. S'ils n'avaient pas la lettre requise, il se chargeait de la leur procurer – on dit que des propriétaires de 4 âcres rédigeaient au moins dix lettres. Au total, la démarche coûtait de 1 000 à 1 200 dollars, et il eut par moment plus de cent clients. En plus de Moreno, il y avait dans le village un autre commissionnaire, mais, apparemment, il ne se consacrait qu'à tromper les clients crédules.

Tout comme l'amnistie générale fit que bien des migrants restèrent travailler définitivement aux États-Unis, le programme agricole spécial encouragea une migration indifférenciée qui inclut des gens qui n'avaient aucune expérience migratoire, mais qui ne voulaient pas laisser passer l'occasion d'émigrer avec des papiers en règle ou, plutôt, sans les difficultés, les coûts et les risques du *coyote*.

Les migrants

Les caractéristiques démographiques des migrants de San Francisco coïncident avec les modèles signalés précédemment pour toutes les communes : des hommes concentrés dans la tranche d'âge du meilleur rendement dans le travail.

Comme régie par un mouvement pendulaire, la migration féminine prend une certaine importance dans la première période de migration de type familial, diminue considérablement à l'époque des programmes Braceros, puisque les embauches étaient exclusivement masculines, et augmente à nouveau à l'époque des illégaux, alors que s'élargit considérablement le marché du travail binational pour la main-d'œuvre féminine.

À San Francisco del Rincón, bien que les femmes soient intégrées

au travail manufacturier depuis la fin des années vingt, elles ne participent pas au processus migratoire de manière indépendante, en tant que travailleuses. Cela est dû en partie à la conception du travail féminin comme une « aide » au budget familial (Arias, 1988).

Durant la période *Bracero*, ce sont les hommes de 20 à 54 ans qui représentent plus des quatre cinquièmes des migrants. En effet, les recruteurs donnaient priorité à la migration des chefs de famille, qui – supposait-on – avaient le plus besoin de travail. Cela explique la forte proportion de migrants d'âge mûr (de 35 à 54 ans).

Durant la période des *indocumentados*, le classement par âge changea à nouveau. La migration infantile et surtout la migration juvénile s'accroissent, mais le gros des migrants se concentre dans l'âge adulte de meilleur rendement dans le travail : 20-34 ans ; la diminution de migrants d'âge mûr (35-54 ans) est due au fait que ce groupe est bien plus sensible à l'augmentation des coûts et risques de la migration illégale que le groupe précédent, et qu'à cet âge les Mexicains cessent généralement de migrer et rentrent définitivement au pays.

Le niveau de scolarisation des migrants a augmenté sans cesse : les migrants d'aujourd'hui sont confrontés à des adresses, numéros de téléphone et divers types d'informations écrites ; ils doivent aussi effectuer des démarches administratives, payer des impôts, envoyer des mandats, conduire une automobile. Un migrant analphabète racontait avec désespoir comment il devait arriver au travail avant les autres et attendre un ami qui puisse identifier sa carte pour pointer, et pouvoir ainsi entrer.

Actuellement, tout est difficile pour le migrant qui ne sait pas lire. C'est même le cas pour les travailleurs agricoles, car ils sont de moins à moins nombreux à vivre dans des baraques sur le lieu de travail. Maintenant, ils habitent dans les villes voisines et arrivent tous les jours jusqu'au camp en automobile ou en autobus affrété par leurs soins.

Par contre, la langue ne semble pas être une barrière significative pour exercer un emploi. Les migrants mexicains ont une grande habileté pour comprendre les instructions et faire leur travail en observant leurs compagnons. Mais beaucoup ne font même pas l'effort de comprendre. Le taux de Mexicains est tel dans certaines branches professionnelles, qu'il est devenu indispensable que les contremaîtres soient bilingues ou d'origine latino-américaine.

Même si ne voyagent qu'un ou deux membres, l'activité migratoire est une entreprise de portée familiale dans laquelle l'unité domestique au complet se voit touchée par le départ du père, de la mère ou de l'un des enfants.

L'absence d'un père ou d'un enfant implique un réajustement dans les fonctions et positions familiales. À San Francisco del Rincón vien-

nent en premier les migrants considérés comme « enfants » (50 %) ; en second figurent les chefs de famille (37,8 %). La plus forte proportion d'enfants s'explique par le fait que leur nombre est sensiblement plus élevé que celui des pères ; et aussi qu'à l'intérieur de la famille on préfère la migration d'un fils célibataire. Cela réduit les dépenses internes, a un moindre effet sur la structure familiale et permet d'augmenter remarquablement le revenu familial.

Lorsque l'épouse part, elle le fait généralement en compagnie de son mari ou de l'un de ses enfants. À San Francisco del Rincón, la proportion d'épouses migrantes est réduite (5,4 %), mais c'est un bon indicateur de la migration de type familial. Dans bien des cas, la mère voyage pour remplacer une fille dans les tâches domestiques et le soin des enfants, pour lui permettre de travailler au dehors. Néanmoins, ce travail est régi par les règles du travail mexicain et il est généralement payé¹⁰ (PERSFILE, San Francisco del Rincón).

L'analyse de l'état civil des migrants donne à peu près le même résultat. À San Francisco del Rincón, on a sensiblement le même taux de célibataires et d'hommes mariés. Cependant, la forte proportion de migrants célibataires dépasse largement le groupe de migrants juvéniles, ce qui laisse penser à un certain retard dans le mariage des migrants, aspect que Taylor (1931) avait déjà remarqué pour le cas d'Arandas, au Jalisco.

Comment et où

Les migrants de San Francisco del Rincón étaient surtout des travailleurs illégaux. La part de travailleurs en règle représente un quart de l'ensemble et se répartit entre *braceros*, touristes et migrants légaux. Pourtant, en réalité, les migrants en règle doivent être plus nombreux, puisque l'échantillon ne permet pas de compter le groupe des migrants établis aux États-Unis et donc absents de San Francisco del Rincón au moment de l'enquête.

La situation des migrants vis-à-vis de la loi, et ce qu'implique l'illégalité, a évolué avec le temps. À une première époque, les migrants de San Francisco del Rincón partaient en train jusqu'à Ciudad Juárez, où se présentaient deux possibilités : passer le pont et se soumettre aux contrôles de rigueur, ou passer sous le pont et se soumettre aux

10. Généralement, les épouses exercent assez tôt une activité professionnelle. Cependant, il existe des cas spéciaux où la femme assume le rôle du travailleur migrant, qui part travailler aux États-Unis et envoie de l'argent à la famille, tandis que le mari reste au Mexique. C'est souvent le cas lorsque la femme a des contacts familiaux aux États-Unis.

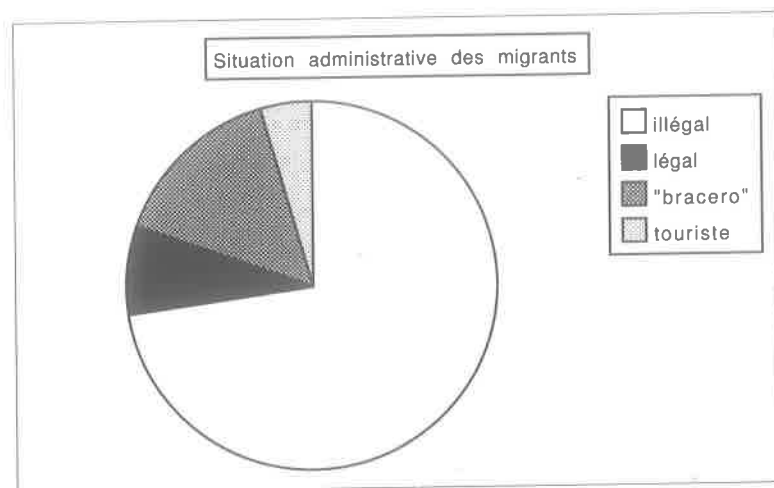


Figure 7 : Situation administrative des migrants lors de leur dernier voyage aux États-Unis.

rigueurs de l'eau et des courants. Mis à part cette différence, les migrants recrutés ou illégaux avaient la même condition.

Au cours de la période Bracero, les différences commencèrent à se marquer entre les recrutés et les illégaux, nuances qui étaient surtout remarquées par les migrants en règle et la communauté mexicano-américaine.

Dans la dernière étape, la situation illégale s'est généralisée. Ceux qui ont pu obtenir leurs papiers sont une minorité ; d'où le fait que les « Rincónenses » choisissent la route de Tijuana, plus longue mais moins dangereuse au moment de passer la frontière. Mais cette accessibilité a fait de Tijuana l'option la plus populaire et c'est donc là que se concentre le plus grand nombre d'expulsés par les services d'immigration américains. Face à cette situation, quelques « Rincónenses » ont cherché une autre route. Ils vont à Laredo, au Texas, passent la frontière avec un passeport et un permis temporaires pour aller faire des achats, et prennent ensuite l'avion jusqu'à Los Angeles ou Chicago.

Bien que les émigrants de San Francisco del Rincón soient pour la plupart des *indocumentados*, les voyages qu'ils réalisent ne durent généralement pas longtemps, ce qui confirme l'efficacité des systèmes sélectionnés pour passer la frontière. Plus de la moitié des migrants *rincónenses* ne sont partis que pour un an ou moins. C'est dire que la migration *rincónense* est principalement un processus en aller et retour.

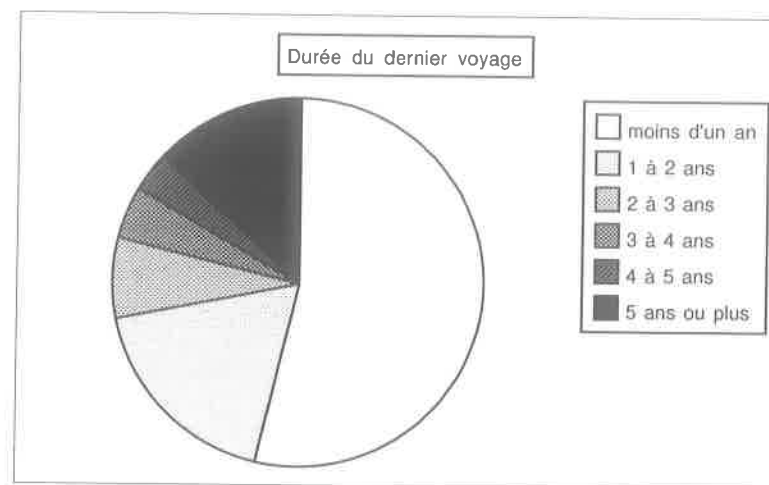


Figure 8 : Durée du dernier voyage aux États-Unis.

Le modèle de la migration temporaire apparaît aussi lorsque l'on analyse le nombre de voyages. Les trois quarts des migrants *rincónenses* n'ont effectué qu'un ou deux voyages, et les migrants répétés, ayant plus de cinq voyages à leur actif, sont une minorité. C'est qu'à San Francisco del Rincón, la migration est devenue une façon rapide d'obtenir de l'argent, mais pas une façon de vivre, à la différence de ce qui arrive dans les villages voisins de San Diego et La Unión.

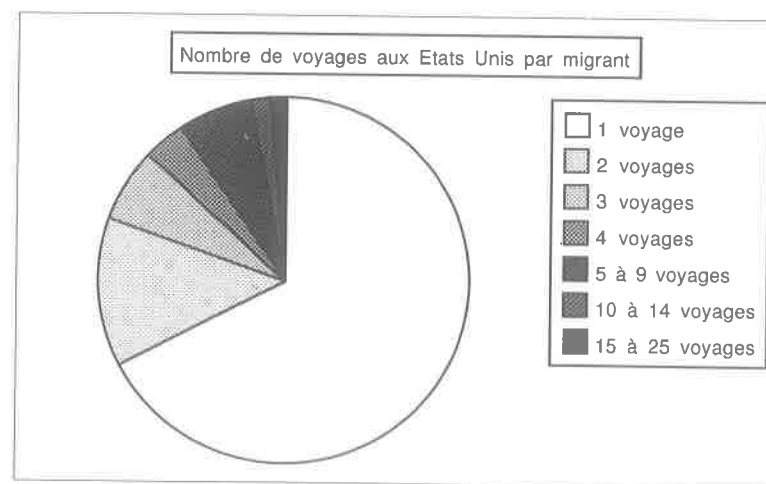


Figure 9 : Nombre de voyage aux États-Unis par migrant.

S'il est vrai que les conditions locales du marché du travail ne sont pas capables de retenir les flux migratoires, elles paraissent tout de même influencer sur la stratégie migratoire qui semble s'être généralisée. La migration répétée ne prospère pas à San Francisco del Rincón où les chances d'emploi sont multiples, alors que, dans les villages voisins de San Diego et La Unión, il n'y a pratiquement aucune alternative.

Quelles sont les destinations des migrants de San Francisco del Rincón ? Dans un premier temps, les voyageurs se dirigeaient vers les États du Texas et de l'Illinois, et moins souvent vers le Missouri, l'Arizona, l'Arkansas et le Colorado. Ils se sont ensuite tournés vers la Californie, spécialement les comtés de Los Angeles et San Diego ; d'autres sont partis travailler dans l'Ohio et l'Oregon. Mais il s'est aussi développé, dans les années cinquante, une forte communauté *rincónense* dans l'État du Nevada, plus précisément dans la « ville casino » de Reno. Les « Rincónenses », tout comme les migrants provenant des grandes villes, préfèrent des travaux urbains, dans l'industrie et les services, plutôt que les travaux des champs. Leur implantation dans l'Union américaine s'est donc faite principalement dans les villes.

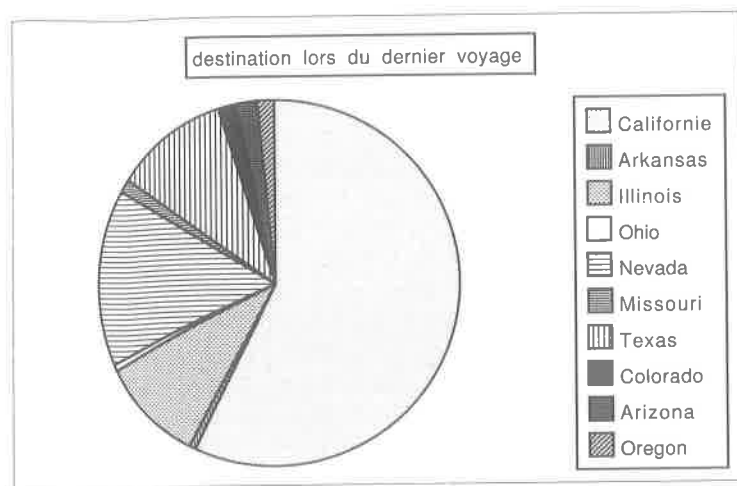


Figure 10 : Destination lors du dernier voyage.

Aujourd'hui, c'est la Californie qui prédomine parmi les destinations des « Rincónenses » et des Mexicains en général. Néanmoins, pour les « Rincónenses », l'enclave qui s'est développée à Reno a une importance particulière étant donné les caractéristiques de la ville et du marché du travail.

Un nid *rincónense* au Nevada

Reno, la « ville casino »

À Reno, on rencontre très facilement des gens originaires des quartiers d'El Llano et Santa Rita dont la ville californienne est actuellement la seconde destination, après le comté de Los Angeles.

La petite ville de Reno – 100 000 habitants en 1988 –, à la frontière nord-est de l'État de Californie, est devenue célèbre, comme Las Vegas, pour ses casinos, ses distractions et la facilité avec laquelle on y divorce. C'est une ville touristique dont l'activité prédominante tourne autour des hôtels, des maisons de jeu, des centres de distraction et des restaurants.

Les « Rincónenses » ont commencé à arriver au début des années cinquante. On raconte qu'un certain Barajas, nom très courant dans la région de San Francisco, originaire de la *ranchería* de San Bernardo, arriva le premier à Reno et y attira très vite des compatriotes. Les habitants d'El Llano et de Santa Rita commencèrent eux aussi à partir pour Reno. Dans notre échantillon, c'est don Ramón Sanchez qui, le premier, prit ce chemin en 1953.

Don Ramón est né à San Francisco del Rincón en 1928. Il fait à peine un an d'école primaire et commence à travailler très tôt. À l'âge de dix ans, son père lui achète une boîte de cireur et, durant quatre ans, l'envoie cireur les chaussures dans les rues de San Francisco del Rincón. Il obtient par la suite un emploi dans un commerce, pendant deux ans. Puis il travaille dans un atelier de confection de chapeaux. Afin de gagner plus d'argent, il apprend le métier de maçon. À vingt-deux ans, il épouse Estela. Les enfants arrivent et les besoins augmentent. Il décide alors d'émigrer et de tenter sa chance à Reno. Les nouvelles que l'on en a dans le quartier sont encourageantes. Il y arrive donc en 1953, trouve un emploi dans un restaurant et y reste deux ans. Il revient ensuite à El Llano et travaille comme maçon. Mais sa nouvelle ambition est de construire sa propre maison. S'il a le savoir-faire, il lui faut un capital ; c'est pourquoi, en 1957, il reprend la route pour travailler dans un restaurant de Reno. En trois ans, il économise une belle somme et décide de rentrer. Peu à peu, il bâtit lui-même sa maison. L'argent gagné aux États-Unis lui sert à acheter le matériel et à payer les journaliers ; son travail de maçon lui permet de vivre¹¹.

Don Ramón fut suivi par d'autres candidats à la migration. Comme le dit l'un d'entre eux, « Los Angeles, ce n'est pas marrant ; c'est la même chose que le Mexique. Par contre, à Reno, la vie est plus intéressante¹² ». La ville offrait beaucoup de travail et de bons pourboires ;

11. Entretien à San Francisco del Rincón, en février 1988.

12. Entretien à Reno, au Nevada, en août 1989.

on pouvait même travailler deux services d'affilée puisque la ville ne dormait pas, et les femmes trouvaient un vaste marché du travail dans les hôtels, comme femmes de chambre.

De plus, c'était une ville sûre : pas de problèmes de délinquance comme dans d'autres villes nord-américaines et peu d'activité de la *migra*. On pouvait se promener dans le centre-ville à n'importe quelle heure du jour et de la nuit ; il n'y a pas de vagabond, de mendiant ni de voyou. Leur présence aurait pu effrayer le touriste. La *migra* n'effectuait pas non plus de coup de filet. Selon les « Rincónenses », c'était le paradis pour un migrant illégal.

Dans les années cinquante, les chefs de personnel des hôtels allaient dans les quartiers mexicains chercher des employés, auxquels ils demandaient de faire savoir dans leurs villages d'origine qu'il y avait du travail pour tout le monde, hommes et femmes. Ainsi, le gérant de l'hôtel Best Western, d'origine argentine, décida de n'avoir que des travailleurs d'une même région, le Jalisco en l'occurrence. Il réussit ainsi à obtenir une meilleure entente parmi ses employés et à éviter une série de problèmes potentiels, car entre gens de connaissance, on s'arrangeait plus facilement pour les remplacements et le travail supplémentaire.

Autre avantage pour les migrants, ceux qui travaillaient dans les hôtels et les restaurants avaient résolu le problème de la nourriture¹³ et du transport (la ville est relativement petite et il existe un service de transport public efficace).

Enfin, la chance, qui habite les casinos, touche aussi parfois les migrants. Les balayeurs des casinos travaillent vingt-quatre heures sur vingt-quatre à l'entretien des salles de jeu. Leur travail consiste à parcourir le bâtiment pour ramasser papiers, gobelets en carton et ordures. Assez souvent, ils ramassent des pièces de monnaie et des jetons par terre. Les joueurs, qui s'assoient devant les machines à sous, emportent en principe deux gobelets : l'un contient leur boisson et l'autre les pièces de monnaie avec lesquelles ils jouent. Mais, au petit matin, imbibés d'alcool, ils confondent les verres ou les oublient là, les pièces tombant sans bruit sur la moquette. Les « Rincónenses » se chargent de tout ramasser en vertu de la propreté. Ils trouvent parfois des sacs à main, des porte-monnaie, de l'argent oublié sur le rebord des machines ou dans la machine même et le profit est souvent intéressant¹⁴.

Dans les salles de jeux de cartes, la chance circule aussi. Les travailleurs trouvent, en nettoyant, des jetons de 20, 50 ou 100 dollars

13. Dans de nombreux hôtels-casinos de Reno, les restaurants proposent des formules « buffet » à bas prix ; les bénéfices proviennent des tables de jeu.

14. Un migrant de San Bernardino raconte qu'il a trouvé une machine à sous dont le joueur avait oublié de baisser la manette pour récupérer son gain. Comme il leur est interdit de jouer pendant les heures de service, il avait appelé un ami qui ne travaillait pas, l'avait accompagné jusqu'à la machine pour le faire jouer. Et c'est ainsi qu'ils ont gagné 60 dollars qu'ils se sont partagés ensuite.

par terre. On peut aussi bénéficier de la générosité des chanceux qui, sous l'euphorie d'un gros gain, distribuent de l'argent au personnel qui se trouve là. Lina Palacios rapporte que, se trouvant dans la salle des appareils où l'on joue de grosses sommes, elle reçut d'un heureux gagnant un pourboire de 500 dollars. Le travail au casino est, disent-ils, très amusant ; même pour les balayeurs, les huit heures de service passent vite.

La vie à Reno a un côté heureux et généreux, mais aussi dur et difficile, à cause du rythme de travail. Bien des migrants effectuent deux services de suite : dans un hôtel pendant la journée et dans un casino dans la soirée. Certains travaillent seize heures par jour pendant des années. Ils gagnent naturellement beaucoup d'argent, mais au détriment de leur santé physique. Pour doubler leurs gains sans payer trop d'impôts, ils possèdent deux assurances-maladie en même temps, sous des noms différents. Néanmoins, avec le programme d'amnistie et les nouvelles formalités de la sécurité sociale, cette possibilité est devenue de plus en plus risquée, surtout parce qu'elle met en jeu la résidence légale obtenue avec tant de difficultés.

En plus du secteur des services, certaines entreprises sont liées au tourisme de Reno : usines de machines à sous, de chauffe-eau, de meubles, et tout ce qui se rapporte à la construction et à l'entretien d'immeuble. Néanmoins, les migrants de San Francisco del Rincón préfèrent le secteur des services, où ils peuvent empocher des pourboires, économiser sur les repas le plus souvent, et espérer une promotion. Dans un restaurant, on commence comme *base boy*, puis plongeur, on entre ensuite à la cuisine comme assistant ; après s'être formé, on peut devenir cuisinier et enfin serveur, cette dernière activité exigeant une bonne connaissance de la langue anglaise.

D'autres ont choisi de monter leur propre affaire. Ainsi, Manuel Vázquez, migrant de San Francisco del Rincón qui travaillait dans un restaurant, se rendit compte que les *tortillas* (galettes à base de maïs) de Reno étaient de mauvaise qualité ; il se rendit à Sacramento les acheter dans la *tortilleria* d'un Mexicain qu'il connaissait. Le succès fut immédiat : il vendit tout ce qu'il avait rapporté. Il finit par abandonner le restaurant et se consacra à l'achat et à la vente de *tortillas*. En 1990, il possédait quatre camions qui transportaient et distribuaient les *tortillas* et il avait ouvert un restaurant mexicain.

D'autres font du commerce par intermittence seulement. Lorsqu'il était en visite à San Francisco, un couple « rincónense » achetait des chaussures, des tennis et des chapeaux et les revendait parmi ses connaissances, à Reno. Les femmes, elles, préfèrent le travail de femme de chambre dans les hôtels.

Les femmes de chambre

Ce travail est considéré comme spécifique des Mexicaines. Très peu de femmes noires optent pour ce travail, et encore moins de *gaba-chas* (Américaines blanches). Selon nos informateurs, les Américaines n'aiment pas ce type de travail, car il faut maintenir un rythme constant et elles se sentent pressées par leur supérieure. De plus, c'est le métier le moins bien payé de Reno.

Une femme de chambre doit ranger et nettoyer une chambre en vingt-cinq minutes et elle a à sa charge de treize à quinze chambres par jour. Les chambres que l'on vient de libérer exigent un gros travail : changer la literie et nettoyer la salle de bains avec soin. Le temps supplémentaire n'est pas payé, excepté dans les grands hôtels, où les conditions de travail sont meilleures (un dollar de plus par heure supplémentaire et les repas assurés). Le travail est payé à la pièce, car le nombre de clients varie selon les jours de la semaine et les saisons de l'année. En hiver et dans la semaine, il y a généralement moins de clients.

Le problème principal des femmes qui travaillent est la garde des enfants en attendant qu'ils entrent à l'école. Certaines l'ont résolu en faisant venir leur mère ou leur belle-mère, mais celles-ci ne restent jamais longtemps. Aux États-Unis, contrairement au Mexique, elles peuvent aussi travailler comme femme de chambre, et l'espoir de gagner leur indépendance économique est beaucoup plus fort que leur affection pour leurs petits-enfants. D'autres migrantes laissent leurs enfants aux bons soins de voisines ou d'amies qui, généralement, gardent quatre ou cinq enfants en même temps et demandent 9 dollars par jour et par enfant. Ainsi, les gardiennes d'enfants gagnent autant ou presque qu'une femme de chambre.

La plupart des migrantes de San Francisco travaillent comme femme de chambre ou dans un restaurant. Une seule, semble-t-il, a réussi à passer la barrière du travail manuel et occupe un poste de responsable au *Ballys*, le meilleur casino de Reno. Elle est chargée d'une section de jeux sur machines, où l'on accorde des prix spéciaux aux joueurs les plus constants. Trois facteurs ont influé sur sa carrière : tout d'abord, son intelligence et sa vivacité, puis sa présence et sa présentation, et enfin sa maîtrise de la langue. Elle et son mari viennent du *rancho* de San Bernardo, voisin de San Francisco del Rincón. Avant d'arriver à Reno, ils travaillaient tous deux comme ouvriers dans l'industrie de la chaussure ; le mari a dû vendre sa bicyclette¹⁵ pour payer

15. Au Guanajuato, mais surtout à San Francisco del Rincón, il existe une véritable passion pour la bicyclette. C'est le moyen de transport de tous les ouvriers et un de leurs biens les plus précieux ; ils les décorent en y plaçant toutes sortes d'objets. L'usage de la bicyclette est si répandu qu'entre San Francisco del Rincón et le village voisin de Purísima il existe une voie latérale exclusivement réservée aux cyclistes.

leur voyage. Ils ont maintenant une maison qu'ils paient petit à petit, dans un quartier de classe moyenne basse, et une grosse voiture, avec sièges en cuir et air climatisé, qui leur a coûté 7 000 dollars. L'époux dit qu'il est heureux d'avoir échangé sa bicyclette contre tout ce qu'il a maintenant.

La migration internationale n'a pas cessé de progresser à San Francisco del Rincón et dans les localités voisines, surtout ces quinze dernières années et malgré le remarquable développement industriel et commercial qui a transformé la ville. Il est vrai que, sans ce développement, beaucoup plus d'ouvriers « rincónenses » seraient partis aux États-Unis. Pour le moment, la création d'emplois ne semble pas freiner cette dynamique centenaire.

Le problème paraît déborder d'ailleurs les particularités d'une localité, car, en réalité, il n'y a, dans un futur prévisible, aucun modèle de développement qui permette d'absorber le million de personnes qui entre annuellement sur le marché du travail mexicain. Signalons par comparaison que l'ensemble du programme des usines de sous-traitance de la frontière nord a absorbé, sur toute une décennie, à peine 500 000 personnes.

La cause déterminante, plus que l'emploi, est dans la rémunération. Un exemple : dans une autre localité de l'Ouest mexicain, à la fin de l'année 1981 et au début de 1982, la migration cessa d'être rentable. Le flux de retour l'emporta aussitôt : dans la commune d'El Salto, au Jalisco, où se trouve un complexe industriel moderne et dynamique, les employés les mieux payés touchaient environ 25 000 pesos par mois, ce qui représentait 1 000 dollars. Les émigrés de cette localité pensèrent donc qu'il valait mieux rentrer. Le rêve ne dura pas, car la dévaluation de 1982 détruisit leurs espoirs.

San Francisco del Rincón offre une vaste gamme d'emplois, mais, fin 1987, lors de notre étude, le salaire minimum rapportait 2,50 dollars pour huit heures de travail ; les « Rincónenses » qui travaillaient aux États-Unis gagnaient cela en moins d'une heure de travail : l'option migratoire restait donc très attrayante.

Une autre partie de l'explication tient au fait qu'une forte proportion des nouveaux emplois créés à San Francisco del Rincón sont féminins. Cela implique une amélioration du niveau de vie familial, mais ne résout pas le problème de l'emploi des chefs de famille. D'ailleurs, à partir des années soixante-dix, l'offre d'emplois à l'échelon national s'est ouverte beaucoup plus largement aux femmes qu'aux hommes. À la frontière nord, 90 % des travailleurs de la sous-traitance

sont des femmes âgées de seize à vingt-quatre ans (Bustamante, 1990). Cela a provoqué une certaine segmentation sexuelle du marché du travail. Les emplois locaux et mal payés sont pour les femmes, tandis que le travail extra-local et mieux rétribué est pour les hommes.

Paradoxalement, les particularités de l'industrialisation *rincónense* sont devenues, pour certains, la cause fondamentale de la migration. Avec quelques années de travail, il est possible de s'acheter une maison et d'ouvrir un atelier de confection. Or, cette possibilité est difficile à concrétiser à San Francisco avec les salaires locaux.

Cette réalité a façonné le processus migratoire de la ville. Les « Rincónenses » sont des émigrants temporaires qui partent quelques années puis rentrent au village travailler ou mettre en place des activités à petite échelle. Le cas de San Diego de Alejandría et Unión de San Antonio est différent : un grand nombre de migrants optent pour une stratégie migratoire répétitive car, dans ces localités, il n'y a pas d'alternative en terme d'investissement ou de travail local.

Les conditions particulières de San Francisco del Rincón sont, pourrait-on dire, celles d'un plein emploi : elles n'ont jamais pu retenir le flux migratoire, surtout du fait du bas niveau des salaires et de l'absence de rémunérations pour personnel qualifié. Mais elles ont, en revanche, encouragé le retour au pays.

CHAPITRE VI

Impact économique de la migration

« *Aquí también hay Norte.* »
(Ici aussi, il y a le Nord.)
UN MIGRANT DE NAHUATZEN,
AU MICHOACÁN

Un des points les plus étudiés de la migration est son impact socio-économique sur le pays d'origine du flux. Dans le cas du Mexique, le thème a souvent été travaillé, tant à l'échelon national que local, dans diverses communes du pays. Néanmoins, les découvertes et conclusions de l'un et l'autre niveau ont suscité plus de divergences que de consensus. En général, dans la littérature, on rencontre deux grandes discussions : la première concerne le montant des ressources qui entrent dans le pays par le biais des travailleurs à l'étranger, et la seconde concerne la destination de ces ressources.

Les recherches sur le montant des devises qui entrent dans le pays se sont heurtées à des problèmes méthodologiques, eux-mêmes liés à la politique. La détermination du montant des transferts s'est avérée plus simple et moins controversée dans les micro-études, particulièrement dans les analyses de petites localités rurales. En général, les études de ce type ont préféré se centrer sur l'autre thème : la destination de ce flux d'argent. Là commence aussi une série de désaccords.

Pour bien des auteurs, les « migradollars » qui ont inondé les économies villageoises se sont avérés éphémères, parce qu'on les a destinés au puits sans fond de la consommation quotidienne, des urgences qui ne manquent pas et des plaisirs tant de fois reportés. Une part infime, assure-t-on, a été consacrée à l'investissement dans des activités de production. Pourtant, une relecture de l'information ethnographique suggère l'existence de situations beaucoup plus complexes.

Montant général des transferts

La méthode utilisée pour déterminer le montant général des transferts des migrants est encombrée de limitations. L'approche de ce thème a suivi deux grandes lignes : l'information empirique et les élaborations basées sur un matériel indirect. Gamio, en 1931, choisit de compter directement les mandats postaux. C'est ce que fit aussi, un demi-siècle plus tard, Diez Canedo (1984) pour travailler sur des sources primaires – bancaires – et réaliser des estimations et des échantillonnages. Cornelius (1978a), par contre, suivit l'autre voie : il projeta au niveau national, en se fondant sur un nombre prévisible de migrants, une estimation recueillie par des échantillonnages au niveau local ; enfin, Garcia y Griego et de Los Ríos (1985), après une révision exhaustive et critique des sources secondaires et à partir des informations existantes, calculèrent le nombre de migrants pour procéder ensuite à l'estimation du montant général des transferts.

Les études se basant sur l'information empirique, comme celles de Gamio et de Diez Canedo, se heurtent à une première limitation : elles ne peuvent tenir compte que de l'argent arrivé par les canaux institutionnels, ce qui laisse de côté l'argent apporté par les migrants sous forme de chèques ou en espèces. Par ailleurs, la base informative est recueillie au niveau régional, là où se trouvent les bureaux de télégraphe, les postes et les banques ; cela rend difficile la connaissance de la destination et des usages locaux des ressources. Cette méthode demanderait une exploitation plus fine de l'information, qui permettrait de distinguer dans le montant général des chèques et des mandats ceux qui correspondent effectivement aux migrants. Quoi qu'il en soit, bien que limitée, elle a l'avantage indéniable d'utiliser une information empirique à caractère régional.

L'autre voie, qui se fonde sur des calculs statistiques, fait entrer en ligne de compte diverses suppositions et de nombreuses moyennes : le nombre supposé de migrants – légaux et illégaux, temporaires et établis – qui, à un moment donné, travaillaient aux États-Unis ; la moyenne du temps de travail annuel ; la moyenne des transferts d'argent et la moyenne de l'argent que les migrants sont supposés transporter. La principale limitation tient évidemment à la validité de l'ensemble de ces indicateurs et à la projection à l'échelle nationale d'informations qui ont été recueillies, normalement, dans des échantillons locaux.

Or, les projections peuvent donner des résultats bien différents. Pour 1975, Cornelius calculait que le montant des transferts « excédait probablement 3 milliards de dollars » (1978a), somme qui représentait alors celle des exportations mexicaines. Pour beaucoup, l'estimation de Cornelius était exagérée et, de fait, l'auteur lui-même corrigea ce chiffre peu de temps après, en le réduisant d'un milliard (Cornelius, 1978b).

Le travail de Diez Canedo est une réaction explicite aux estimations de Cornelius. Pour lui, « les remises de 1975 devaient à peine dépasser 300 millions de dollars » et, si l'on tenait compte des chèques personnels, disait-il, le nombre devait grimper à un peu plus de 500 millions. Ces derniers chiffres concordent d'ailleurs avec ceux du Fonds monétaire international. Dix ans plus tard, la recherche de Garcia y Griego et de los Ríos (1985) reprit les travaux précédents, et, après discussion, établit explicitement une nouvelle voie méthodologique. Ces auteurs estimaient qu'en 1984 les transferts avaient été de « 1,8 milliard de dollars par an », nombre « comparable aux revenus du pays provenant du tourisme¹ ».

Cela dit, l'effort de synthèse de Garcia y Griego et de los Ríos dépendait dans une grande mesure du calcul qui déterminait le nombre de migrants du mois d'avril 1984. Si, au nombre proposé de 1,4 million de personnes, on ajoute la marge d'erreur de 30 % qu'eux-mêmes suggèrent, on arrive à un total de 1,8 million. Cette somme se rapproche un peu plus de l'estimation de Passel (1985) qui, se fondant sur des recensements, propose le nombre de 1,9 million d'illégaux mexicains pour 1980.

Par ailleurs, la sélection de l'année 1984 comme année d'étude n'est pas très heureuse ; en effet, cette année figure entre deux grands événements qui ont profondément transformé le flux migratoire : d'un côté, la crise de 1982, et, de l'autre, la loi d'amnistie de 1986 (IRCA), facteurs importants de la croissance du courant migratoire des dernières années.

Vers 1987, on a pu obtenir des chiffres plus fiables sur le nombre d'illégaux, du fait précisément de la nouvelle loi d'immigration (IRCA). 1,2 million de Mexicains postulaient pour le programme d'amnistie générale et 1,1 million pour le programme spécial (SAW)². Selon certains calculs, le nombre de 2,3 millions d'amnistiés, illégaux en 1986-1987, représentait 75 % de l'ensemble. Cela signifiait qu'environ 570 000 Mexicains avaient échappé à cette comptabilité (Bean, Vernez et Keely, 1989).

1. En 1984 sont entrés dans le pays, grâce au tourisme, près de 2 milliards de dollars (García y Griego et de los Ríos, 1985).

2. Selon l'information de terrain, obtenue en Californie et au Nevada, durant l'été 1989, le programme de travailleurs agricoles spéciaux (SAW) encouragea de manière incontrôlée l'entrée de migrants illégaux, qui achetaient de faux papiers. Quelques agents se chargeaient d'effectuer les démarches pour les intéressés, moyennant la somme de 1 000 à 1 500 dollars. De nombreux Mexicains qui ne pensaient pas partir à ce moment-là se virent encouragés à prendre la route du fait des avantages légaux qu'offrait alors le programme et de la facilité avec laquelle ils pouvaient obtenir la lettre accreditant qu'ils avaient travaillé trois mois dans l'agriculture au cours de l'année antérieure au 1^{er} mai 1986.

Tableau 11

Migrants internationaux en 1987

Amnistiés	1 233 300
SAW	1 054 100
Illégaux	571 850 (25 % du total de l'IRCA)
Total	2 859 250 (en âge de travailler)

Source : Vernez, 1990 ; Bean, Vernez et Keely, 1989.

Avec 2,8 millions de migrants (le double de ce que calculaient Garcia y Griego et de los Ríos pour 1984), il faut supposer que les transferts s'élèvent aussi au double, ce qui signifie que les ressources liées aux migrations en 1987 pourraient atteindre 3,6 milliards de dollars³.

Ce chiffre n'est nullement à dédaigner, mais il est trop hypothétique. Au Mexique, nous continuons de travailler avec des calculs, des suppositions et des approximations, alors que dans d'autres pays, possédant de forts courants migratoires, on connaît avec une grande exactitude les sommes qui proviennent annuellement de la migration. Il faut dire qu'au Mexique les chiffres des migrants illégaux, et donc de leurs remises, ont été exploités selon des critères éminemment politiques, qui ont varié selon les époques et les circonstances.

Les chiffres de Gamio pour les années vingt⁴ étaient pour la première fois plus globaux que ceux des bureaux de poste, que l'on trouvait dans les brèves de journal depuis le début du siècle ; ils ne causèrent aucun souci, apparemment, au milieu politique mexicain. De toute façon, ils étaient sensiblement inférieurs à ceux que suggéraient les spéculations américaines, provenant surtout de secteurs hostiles à l'émigration mexicaine, selon lesquels les millions de dollars des transferts constituaient une grande perte pour l'économie nord-américaine.

À l'époque des Braceros, certains auteurs, comme Gilberto Loyo, pensaient que l'on avait fortement exagéré les sommes transférées. Sans citer aucune source, Loyo affirmait qu'en 1943 il était entré 17 millions de dollars, trois années plus tard, 55 millions, en 1954, 19 millions, en 1955, 24 millions et, finalement, en 1960, l'ensemble des transferts aurait atteint 56 millions de dollars⁵.

3. On peut supposer qu'à partir du processus de légalisation des *indocumentados* un bon nombre de migrants ont réduit le montant de leurs transferts, parce qu'ils avaient maintenant plus de chances d'investir en sécurité aux États-Unis.

4. Au cours de cette période, une moyenne de 10 millions de dollars entrait chaque mois.

5. Approuvant ces chiffres, le chercheur nord-américain Richard B. Craig reprit ceux de la *Revista de estadística mexicana* et conclut qu'entre 1954 et 1959 on avait transféré des États-Unis plus de 200 millions de dollars.

En fait, le discours commença à se modifier durant le sexennat du président Adolfo Ruiz Cortinez. En 1952, le secrétariat des Relations extérieures déclarait qu'« après l'importante industrie du tourisme [...] c'est le recrutement de *braceros* qui rapporte les plus grandes ressources invisibles pour stabiliser notre balance internationale » (Morales, 1982). Et le président lui-même annonçait, à la fin de son mandat (1958), qu'entre janvier et septembre de cette année-là il était entré dans le pays 21 millions de dollars. Son successeur, le président Adolfo López Mateos, informa aussi la nation qu'en 1961 le pays avait reçu, grâce aux transferts des migrants, 22 millions de dollars : moins de la moitié du nombre que fournissait Loyo pour l'année précédente.

Malgré ces différences dans les chiffres, l'important est la reconnaissance officielle que les *braceros* contribuaient à la stabilisation de la balance des paiements. La signature des accords Braceros, qui légalisait le processus migratoire, permit au gouvernement mexicain de mieux manipuler le thème de la migration et de son impact économique.

Mais la fin des accords, en 1964, renvoya les migrants dans l'illégalité ; le silence officiel sur leur nombre, et donc sur le montant des transferts d'argent, fut alors total. Le gouvernement mexicain évitait-il le thème faute de comptabilité à ce sujet ou pour des considérations politiques ? On pencherait pour la seconde solution. Si au Mexique les chiffres de la population sont « arrangés », ceux de la production, inventés, et ceux des élections, « maquillés », en ce qui concerne la migration et le montant des transferts, il n'existe simplement pas d'information systématique que l'on puisse considérer comme officielle.

Au niveau technique, cela n'est pourtant pas impossible. Les pays ayant une longue tradition migratoire vers l'Europe de l'Ouest ont abordé le problème différemment : ils possèdent une comptabilité officielle et publique des devises provenant de la migration.

Au Portugal, par exemple, ces devises font partie de la politique de croissance et d'ajustement au Marché commun, car elles représentent 8 % du PIB (Kayser, 1979).

Dans les pays du Maghreb, la migration constitue un élément fondamental de la balance des paiements : 20 % pour l'Algérie, 24 % pour le Maroc, 11 % pour la Tunisie (Taamallah, 1983). Il est donc normal que l'on ait perfectionné et favorisé les formes de captation des ressources dues à la migration, par voies fiscales et bancaires principalement (Charef, 1983).

En Turquie, l'argent provenant de l'émigration a été dirigé vers des projets de développement national : on a créé un « secteur populaire » de l'économie qui appuie des projets d'investissement dans la construction, les services et les activités productives de petite et moyenne envergure (De Tapia, 1986).

Dans certains pays d'Europe de l'Est comme la Yougoslavie, on

reconnait aussi l'importance des devises apportées par les migrants (George, 1986). Et pour ce qui est de l'Espagne et de l'Italie, les ressources de l'émigration ont été décisives dans leur essor économique récent (Rodríguez, 1973).

Au Mexique, par contre, le gouvernement n'a prévu aucune politique pour canaliser les apports des émigrés. De plus, il a laissé des particuliers et des fonctionnaires participer, à leur compte, à un processus d'extorsion de l'argent envoyé ou rapporté par les migrants (Durand, 1991). Craignait-on que l'intervention du gouvernement mexicain crée des monstres bureaucratiques et inefficaces ?

En réalité, les préoccupations continuent d'être politiques. Avec l'approbation de la loi Simpson-Rodino, la presse mexicaine se mit à imaginer ce qui pourrait arriver si les millions de Mexicains émigrés renaient au pays. Le travail de Garcia y Griego et de los Ríos (1985) répondait à ce souci : en déterminant le montant des transferts, ils voulaient préciser le degré de vulnérabilité de l'économie mexicaine devant un processus d'expulsion massive. Dans le cas d'une mesure de cette nature, disait-on, le Mexique perdrait en trois ans environ 600 millions de dollars, ce qui n'était pas alarmant pour une économie soumise à des fluctuations bien plus intenses dues au prix du pétrole et aux taux d'intérêt qui régissent la dette extérieure. Néanmoins, à l'échelon régional, on s'attendait effectivement à des effets considérables.

Les « us et abus » des transferts

Les transferts d'argent et leur destination provoquent des arguments « en noir et blanc », si fréquents dans l'étude de la migration.

Généralement, l'impact économique de la migration au niveau local est jugé comme négatif. On attire l'attention sur le comportement économique – ou plutôt anti-économique – des migrants : le gaspillage, les dépenses somptuaires et ostentatoires, la consommation exagérée, les investissements énormes en activités qui ne rapportent que du prestige. On souligne les effets négatifs pour la population non migrante : d'une part, l'inflation dans les prix de la terre agricole, des terrains urbains, des maisons et même des biens de consommation quotidiens ; d'autre part, la montée des salaires sur le marché du travail, car les migrants se refusent à accepter les bas salaires mexicains, et le goût de l'argent gagné facilement. On dit que les investissements et les dépenses des migrants ne créent pas d'emploi, qu'ils achètent des terres qu'ils ne cultivent pas, qu'ils construisent des maisons qui restent vides. On affirme que l'expérience professionnelle qu'ils ont pu acquérir dans le Nord n'a servi à rien ou presque. On pense que la migration a contribué à l'apparition d'une nouvelle stratification sociale, dans laquelle les migrants concentrent le pouvoir et les ressources économiques. Et, finalement, on dit que les prétendus bénéficiaires du flux

d'argent ne rapportent rien aux localités d'origine des migrants, car l'argent est transféré immédiatement dans d'autres régions ou d'autres sphères de l'économie.

En conclusion : les transferts depuis le Nord sont entrés majoritairement dans la sphère de la distribution, par le biais des biens de consommation (alimentation, habillement et logement). L'investissement en biens de production est considéré comme minime. Et, bien qu'il y ait une amélioration du niveau de vie dans les familles des migrants, ce revenu n'a eu que rarement des effets multiplicateurs, de type social, puisqu'on n'a pas créé de nouvelles sources d'emplois, que l'on n'a pas modifié la structure des cultures, que l'on n'a pas augmenté la productivité agricole.

Ces conclusions reposent sur un jugement de valeur qui privilégie l'investissement productif et sanctionne sévèrement le comportement commercial apparent des migrants. Cette position est différente de celle des Arabes, par exemple, qui voient le commerce comme l'activité noble par excellence ; les migrants qui investissent dans le commerce reçoivent donc la bénédiction de tous.

Une relecture de la même information de terrain offre un panorama ethnographique qui peut donner lieu à des interprétations moins simplistes.

La première ambiguïté entre ce que l'on voyait et ce que l'on interprétait se trouve sans doute chez Taylor (1931) : dans son étude sur Arandas, il écrit : « Malgré la tendance générale de dépenser dans des choses éphémères [...] il existe de nombreux cas, sans doute des centaines, d'achat de terres⁶, animaux, outils, camions, etc. » Il signalait un peu plus loin qu'« une bonne partie [des migrants] a acheté des maisons dans le village, d'autres ont acheté de petites fermes ou ont agrandi les propriétés qu'ils avaient », « de nombreux Mexicains d'Arandas ont acheté vaches, porcs et bœufs » ; « un émigrant a rapporté une machine pour mettre en bouteille » avec laquelle il travaille habituellement, un autre « a rapporté une machine pour faire des chaussures et certains menuisiers et artisans ont acheté leurs outils ».

Malgré ces remarques, il affirme dans la conclusion que « la plupart des migrants ont dépensé leur argent – aussi vite qu'ils l'ont gagné – en nourriture et habillement pour eux et leurs familles et en loisirs de diverses classes » et que « seule une partie infime a investi en bétail, terre, outils, etc. ».

Les recherches contemporaines sont restées dans la même ambi-

6. Taylor rapporte qu'« un nombre considérable de travailleurs de l'hacienda de Jalpa a acheté de petites parcelles de terre de l'hacienda, surtout avec les bénéfices obtenus aux États-Unis », et il ajoute que ce processus s'est arrêté en raison de la diminution des transferts, suite au processus d'expulsion massive entamé les années précédentes.

guité, qui minimise l'investissement productif des migrants et ignore les implications effectives de celui-ci. Ina Dinerman (1983), dans la commune de Huecorio, au Michoacán, constatait, en parlant du travail infantile, que « deux petites filles brodent régulièrement des nappes que leur père, mexicain, va vendre aux États-Unis ». Elle rapportait ailleurs qu'« un seul migrant a investi dans une nouvelle entreprise. Il a ouvert un atelier de confection avec cinq machines à coudre électriques ». Mais, ajoutait-elle comme une sentence, « dans ce cas, aucune opportunité de travail n'a été créée pour les membres de la communauté ; la nouvelle entreprise n'emploie que les quatre fils de la famille ». Et, continuait-elle, « plusieurs personnes ont acheté des vergers, ou bien ont investi leur argent pour créer un nouveau revenu plus fiable, et non de nouvelles formes de revenu ».

Une seconde lecture des mêmes informations pourrait nous amener à d'autres conclusions. Si les petites filles brodent, leur mère aussi, sans aucun doute, car c'est une tradition féminine indigène, et il est donc possible qu'il en soit de même dans d'autres foyers. En fait, on sait que les vêtements traditionnels des femmes purépechas ont connu un débouché remarquable dans les marchés populaires de México et à la frontière nord (García, 1984). Le fait d'emporter la marchandise aux États-Unis démontre le pauvre contenu « artisanal » de cette affaire et découvre les rapports existant entre le processus migratoire et les activités de petite envergure.

En ce qui concerne l'atelier de couture, rappelons que le nombre de travailleurs n'est généralement pas un indice fiable de l'envergure d'une entreprise, car, dans la confection, on a systématiquement recours au travail à domicile de femmes qui, évidemment, ne sont pas déclarées à l'atelier.

Enfin, on pourrait dire que l'investissement en vergers montre l'intérêt des migrants pour une agriculture commerciale sur des terres où prédominent traditionnellement les céréales.

On retrouve les mêmes arguments chez Wiest (1983, p. 74), dans son enquête à Acuitzio : il déplore la consommation somptuaire des migrants : « Les bénéfiques ressortent sans plus d'effet multiplicateur au niveau local ou régional. » L'achat de terres « n'a pas permis aux migrants de cesser de migrer et de devenir des agriculteurs à plein temps. Dans le meilleur des cas, il sert d'appoint au revenu nord-américain ». Mais il constatait que « plus de migrants pour les États-Unis (56 %) que de non-migrants (19 %) entreprennent l'élevage commercial de porcs, mais à travers l'utilisation de main-d'œuvre familiale non payée », ce qui le forçait à conclure que c'était là la continuité du « mode de production paysan ».

L'activité agricole à Acuitzio était-elle suffisamment rentable pour qu'un paysan s'y consacre à plein temps ? Dans l'analyse de Wiest, les habitants du milieu rural semblent prédestinés à vivre des travaux des champs et les autres activités ne servent que d'appoint.

Toujours au Michoacán, à Gómez Farías, près de Zamora, Gustavo López (1986) constatait que les terres acquises par les migrants étaient travaillées et ne restaient pas en friche, comme cela survenait dans d'autres villages du Nord. Avec la migration s'était aussi développée l'activité de la construction, qui était une bonne solution « étant donné l'absence de possibilités d'investissements productifs dans le village »⁷. Sans le revenu des migrants, la situation pourrait donc être plus difficile dans le village. Mais il déclarait aussi que « ni l'achat de terres ni la construction de maisons n'a élargi l'offre de travail dans le village ». Pour l'auteur, les parcelles changeaient de propriétaire, « mais la forme d'exploitation reste la même », c'est-à-dire qu'elle est basée sur la location et le métayage. La construction ne créait pas d'emplois parce que les migrants construisaient eux-mêmes lorsqu'ils venaient en vacances.

En fin de compte, les trois auteurs tombent d'accord : l'argent gagné dans le Nord « n'a pas élargi l'offre de travail » et n'a pas changé le système de l'exploitation rurale.

Rappelons qu'une bonne partie des migrants n'ont été aux États-Unis qu'une fois ou deux, et pour peu de temps. Comment exiger d'eux des ressources qui aillent au-delà de la croissance du niveau de vie ?

Renonçons à faire du migrant une espèce de démiurge local qui, en plus de se transformer en *farmer* (fermier), doit créer des emplois pour la communauté. On a créé une grande « attente sociale » vis-à-vis du travail migratoire : qu'il modifie de vieux systèmes complexes d'exploitation de la terre, qu'il dynamise et élargisse l'offre et le type d'emplois dans la localité. N'est-ce pas trop demander à ceux pour qui le milieu d'action a toujours été choisi en raison de nécessités familiales ?

Au-delà, il faut affirmer que l'impact économique de la migration doit être rapporté aux conditions locales, spécifiques et changeantes. Il semble que ce soit la seule manière d'évaluer son ampleur.

Malgré tout, la bonne ethnographie laisse entrevoir d'autres conclusions : l'évolution de la situation agraire dans le pays, les va-et-vient de la production agricole, les processus d'urbanisation dans le milieu rural, le tournant de la production agricole vers les cultures commerciales, le dynamisme de l'élevage et les nouveaux modèles d'industrialisation rurale, qui, embryonnaires au milieu des années soixante-dix, se sont remarquablement développés au cours de la décennie suivante.

7. Dans d'autres villages, comme Amecueca, au Jalisco, les maçons et les *peones* ne sont pas suffisants pour exécuter tous les travaux que leur confient les migrants (Massey, Alarcón, Durand et González, 1987), et dans toute la région ouest, une grande partie du dynamisme de l'industrie de la construction se fait jour au rythme de la migration. À Zamora, Michoacán, les maisons qui vendent du matériel de construction augmentent remarquablement leurs ventes durant les mois où la population migrante est de retour (Durand, 1989).

Cette diversité des investissements se reflète aussi dans l'information quantitative des onze localités étudiées.

Un certain rapport apparaît entre l'ancienneté du processus migratoire et le choix d'investir dans la production. À Pozos, par exemple,

Tableau 12

Destination des transferts d'argent dans onze localités

Nature/dépenses (%)	San Marcos	Santiago	Léon	Rincón	Romita	Ario	Chamitlán	San Diego	Pozos	Unión	Altamira
<i>Investis. productifs</i>	21,1	11,5	15,4	16,4	0,0	2,4	8,9	14,9	0,0	16,9	15,4
Achat de terres	15,8	5,7	7,7	1,8	0,0	0,0	2,5	2,6	0,0	5,1	10,6
Achat de bétail	0,0	0,0	0,0	1,8	0,0	0,0	1,3	9,6	0,0	6,8	3,8
Achat ou démarrage d'une affaire	5,3	2,9	7,7	7,3	0,0	2,4	3,8	2,6	0,0	5,1	1,0
Achat d'outils	0,0	2,9	0,0	5,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Logement</i>	47,3	22,9	7,7	34,6	39,2	26,2	48,1	22,8	75,0	37,3	29,8
Constr. ou réparation du logement	36,8	0,0	0,0	25,5	32,1	21,4	25,3	17,5	66,7	37,3	18,3
Achat de maison/terrain	10,5	22,9	7,7	9,1	7,1	4,8	22,8	5,3	8,3	0,0	11,5
<i>Consommation</i>	21,1	48,5	46,2	40,0	42,9	58,4	38,0	45,6	16,7	27,2	41,3
Achat d'articles	0,0	31,4	0,0	20,0	42,9	26,2	32,9	7,9	16,7	5,1	13,5
Loisirs	0,0	11,4	0,0	0,0	0,0	6,0	1,3	7,0	0,0	11,9	8,6
Soutien familial	21,1	5,7	46,2	20,0	0,0	26,2	3,8	30,7	0,0	10,2	19,2
<i>Autres</i>	10,6	17,2	30,8	9,1	17,9	13,1	5,1	16,7	8,3	18,6	13,4
Paiement de dettes	5,3	2,9	7,7	5,5	0,0	1,2	1,3	14,0	0,0	8,5	1,9
Achat de véhicule	5,3	8,6	0,0	0,0	0,0	1,2	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8
Économies non dépensées	0,0	5,7	7,7	1,8	14,3	6,0	3,8	1,8	0,0	6,8	7,7
Autres	0,0	0,0	15,4	1,8	3,6	4,8	0,0	0,9	8,3	3,4	0,0
<i>Nbr. de cas de transferts d'argent</i>	19	35	13	55	28	84	79	114	12	59	104

Source : MIGFILE ; toutes les localités.

où la migration a commencé plusieurs décennies après les autres localités, les transferts d'argent sont destinés prioritairement au logement et à la consommation. Et n'est-ce pas seulement après avoir atteint cet objectif indispensable que l'on peut penser à un autre type d'investissement ?

Les localités urbaines présentent les taux les plus élevés d'investissement productif, car c'est là que l'on trouve les meilleures conditions pour monter une affaire. De la même manière, seuls Santiago et San Francisco del Rincón présentent des investissements en outils et machines, ce qui correspond bien à leur longue tradition ouvrière. Il en est de même des villages de Los Altos de Jalisco – Unión et San Diego – qui se distinguent par leurs investissements en bétail ; ce n'est pas en vain que la zone est un bassin laitier.

L'investissement des migrants urbains en terres agricoles peut étonner. Dans quelques cas, il s'agit de ruraux qui ont émigré aux États-Unis avant de s'installer en ville. D'autres n'ont pas oublié leur origine rurale et cet investissement leur apporte du prestige, les maintient en contact avec la population, leur rapporte certains dividendes et représente un investissement sûr.

L'achat ou la construction de logements paraît être un souci commun à toutes les localités, tout comme les dépenses en consommation familiale.

Une vision diachronique de l'impact économique de la migration

Pour comprendre le rythme des investissements des migrants, il faut préciser la manière dont les régions et les localités ont utilisé les conditions économiques et politiques nationales.

Impact local au début du siècle

Durant le porfiriato, les conditions de vie des ruraux se sont détériorées progressivement : dans l'Ouest, le départ des *peones* et des journaliers agricoles tenait à la possibilité de devenir *mediero* ou métayer, de louer ou acheter une ferme, de devenir muletier. Mais pour ces deux dernières options, il fallait de l'argent, sans doute le moyen le plus difficile à obtenir pour les pauvres.

Depuis le milieu du XIX^e siècle, de nombreuses haciendas de la région avaient vendu des bouts de terres, en général les plus éloignés des bâtiments et les moins adaptés à l'agriculture de l'époque, c'est-à-dire la culture du blé.

L'achat de terres, le métayage et le développement du métier de muletier s'associèrent avec succès dans le cas de Purépero, au

Michoacán, terre de muletiers et de migrants. Ce municipe arriva à avoir, entre 1907 et 1909, un revenu moyen de 20 000 pesos par mois, grâce aux transferts d'argent. Cela représentait alors près de 50 000 journées de travail : de quoi payer 1 587 journaliers pendant un mois⁸.

Cette augmentation des revenus laissa son empreinte sur les registres de propriété. On compte 309 actes d'achat et de vente entre janvier 1906 et avril 1907 et une augmentation de 72 maisons en dix ans (Ochoa, 1990). Selon Sánchez (1985), la prospérité commerciale de Purépero est due au développement du métier de muletier et à la migration du début du siècle.

Des processus similaires survinrent dans d'autres localités où le métier de muletier, la migration, le métayage et l'achat de terres se combinèrent avec succès. A Jaripo, au Michoacán, les premiers migrants furent des muletiers et des fils de muletiers qui avaient laissé leur caravane pour prendre le train qui les emmènerait dans le Nord (Fonseca et Moreno, 1984), tout comme à Tangacícuaro (Ochoa, 1982), à Rincón, au Guanajuato et dans Los Altos de Jalisco.

Le morcellement des terres et le métayage furent des facteurs qui contribuèrent à la formation du type rural de l'Ouest : le *ranchero*. La migration internationale vint s'ajouter à ce processus en permettant, dans bien des cas, une accumulation d'argent assez grande pour acheter des terres ; ce fut aussi une opportunité pour les muletiers – habitués à voyager et à gagner de l'argent – qui se virent remerciés au fur et à mesure qu'avancait le chemin de fer.

Les révolutions

Avec la révolution de 1910, les modes de production de la campagne et de la ville furent bouleversés et l'économie entra dans une crise profonde. Les marchés furent altérés, les communications, difficiles, le système monétaire cessa de fonctionner de manière efficace.

Dans les villes vinrent à manquer les emplois, puis les aliments. Les usines réduisirent leur rythme de production, touchant sérieusement la population ouvrière qui dut se contenter de deux ou trois jours de travail par semaine. Les plus menacés furent les ouvriers qui travaillaient en petite entreprise, car ils furent tout simplement mis au chômage.

À León, au Guanajuato, l'industrie de la chaussure licencia ses ouvriers et les quartiers d'El Coecillo et San Miguel, zones traditionnelles de la confection de chaussures, commencèrent à en ressentir les conséquences. Les citadins optèrent pour la migration internationale.

8. Calcul élaboré à partir de l'information de l'époque sur le montant, en dollars, de l'argent que recevaient les bureaux de poste et télégraphe (*El Heraldo de Zamora*, 1907-1909).

La presse locale publia que, « parmi tant de calamités », « le mouvement de mandats postaux » envoyés par les migrants était une bonne nouvelle et que leur nombre avait augmenté remarquablement ces dernières années (*El Obrero*, León, 19 juin 1913).

Dans le milieu rural, la Révolution affecta les zones de passage et d'approvisionnement pour les forces révolutionnaires. Si, pour les *rancheros* de Los Altos de Jalisco, la Révolution venait « d'en bas » (Fábregas, 1986) et ne les affectait pas trop, le Bajío devint une région d'approvisionnement en grains, une voie de communication prioritaire pour le Ferrocarril central et la scène de sanglantes batailles, comme celles de Celaya et de León.

Bien des paysans de l'Ouest décidèrent de fuir la misère, la violence et la levée de troupes, et prirent le chemin du Nord ; un chemin difficile en raison de l'insécurité tout au long du trajet et de la confiscation des trains par les bandes révolutionnaires. À cette époque, pour aller de México à Ciudad Juárez, il fallait une semaine en moyenne⁹. Le retour était aussi un problème : de nombreux migrants apprirent que la Révolution avait éclaté alors qu'ils étaient encore de l'autre côté de la frontière, et il leur fut bien difficile de rentrer chez eux.

Mais le voyage vers les États-Unis en valait la peine, car on trouvait facilement du travail et, dans le chaos monétaire mexicain, les dollars prenaient de la valeur. Entre 1914 et 1915, le dollar passa de 4 à 11,40 pesos (Ulloa, 1979). Et lorsque la famine et les épidémies se répandirent, en 1917 et 1918, la porte du Nord s'ouvrit miraculeusement pour demander d'urgence des travailleurs mexicains.

Après la famine, la guerre et les maladies, les Mexicains entrèrent dans une décennie plus tranquille, mais ils revinrent à une vieille obsession : la terre ; certains, par peur de la perdre et d'autres, par envie de l'obtenir. Plusieurs possibilités s'offrirent, au cours des années vingt : le morcellement et la vente des haciendas, la lutte pour la dotation d'*ejidos* ou la restitution de terres communales, et les projets de développement agricole que le gouvernement révolutionnaire essaya de mener à bien.

Les migrants optèrent pour les trois, selon leur position politique, leurs possibilités économiques et les conditions locales dans lesquelles ils vivaient.

Dans la zone de Los Altos de Jalisco, dans le Bajío du Guanajuato et dans les Bajíos du Michoacán, le fractionnement des haciendas s'accéléra. La peur de la réforme agraire fit vendre une partie des terres et conserver les meilleures dans l'attente d'un décret d'immunité (Brading, 1988). La guerre *cristera* (1926-1929), qui se développa par-

9. L'écrivain Octavio Paz raconte sa vie d'émigrant et commente le voyage qu'il fit, enfant, lorsque lui et sa famille durent s'enfuir à Ciudad Juárez (*La Jornada*, 21 juin 1991).

ticulièrement dans l'Ouest du Mexique, vint accélérer ce processus. Le milieu rural entra cette fois vraiment en révolution : les commerçants virent s'écrouler leurs affaires et les *hacendados* perdirent bétail, récoltes et main-d'œuvre. Devant le manque de liquidité, ils finirent par vendre bon marché ce qu'il leur restait de terre. Et ces années-là, les seuls qui disposaient d'argent frais étaient les migrants du Nord (Martínez, 1985).

La grande hacienda de Jalpa put échapper à la réforme agraire par le fractionnement et elle trouva des acheteurs dans les trois États que recouvrait son immense territoire. *Peones*, *medieros* et *rancheros* qui travaillaient dans l'hacienda purent acquérir des terres hautes ou basses, à des prix accessibles ; si accessibles que les économies d'un ou deux voyages au Nord suffisaient (Taylor, 1931).

D'autres choisirent la voie politique, la lutte agraire pour la conquête d'un lopin de terre. De nombreux paysans qui avaient travaillé au Nord s'engagèrent dans cette voie. Au Michoacán, Primo Tapia en fut le leader, influencé par les idées anarcho-syndicalistes des États-Unis, où il avait acquis une expérience politique alors qu'il militait à l'International Workers of the World (Friedrich, 1981). À la lutte des *peones* et paysans de la grande hacienda de Guaracha, au Michoacán, s'associèrent aussi certains « Norteños » qui, « évidemment, n'appartenaient plus au monde fermé de l'hacienda » (Moreno, 1980). À Lagos de Moreno, l'une des extrémités de Los Altos de Jalisco, la poignée d'agriculteurs se vit aussi influencée par les migrants qui revenaient avec des expériences nouvelles, acquises hors du pays (Craig, 1983).

La troisième façon d'obtenir de la terre fut de participer aux projets de colonisation et d'irrigation que le gouvernement fédéral avait mis sur pied. On pensait que ce programme pouvait favoriser la constitution d'une nouvelle classe paysanne, qui resterait « par ses intérêts et ses aspirations à mi-chemin entre les *ejidatarios* et les grands propriétaires terriens » (Krauze *et al.*, 1981). Ce nouveau groupe de petits propriétaires devait avoir une autre mentalité et, comme il n'était plus possible de songer à l'immigration de paysans européens, on pensa enrôler les Mexicains qui travaillaient aux États-Unis et qui étaient supposés avoir acquis des connaissances sur les méthodes de culture modernes.

Plusieurs projets de colonisation à l'intérieur du pays vinrent compléter les programmes de rapatriement de Mexicains qui travaillaient aux États-Unis et qui acceptaient de rentrer au Mexique contre des terres (Gamio, 1930b ; Carreras, 1974). À la frontière nord, en plus des objectifs généraux de colonisation et d'irrigation de zones à peupler, les projets avaient une fin politique : « éviter des infiltrations étrangères qui provoqueraient périodiquement des amputations de notre territoire » (Krauze *et al.*, 1981). Ce dernier objectif paraît avoir été largement atteint, les gouvernements révolutionnaires successifs réus-

sissant cette fois à coloniser les terres arides du Nord. Les colons et *ejidatarios* furent les principaux acteurs de ce processus et leur établissement à la frontière permit, des années plus tard, de créer une « tête de pont » pour l'émigration vers les États-Unis (Rionda, 1991).

Les années 1910 et 1920 furent donc décisives pour la transformation du pays, qui paya tout de même un coût social et économique très élevé. Malgré tout, les changements dans la sphère rurale furent très lents : il faudra encore attendre la poussée agrarienne des années 1930.

L'ère de la réforme agraire

Cárdenas amorça la réforme agraire dans sa région, au Michoacán, alors qu'il était gouverneur de l'État (1928-1932), et en quelques années il fit disparaître pratiquement toutes les grandes propriétés, fonda 400 *ejidos* et donna un lopin de terre à 24 000 *ejidatarios*. Lorsqu'il arriva à la présidence, en 1934, il poursuivit sa tâche à l'échelon national. En un an seulement, il répartit près de 10 millions d'hectares (González, 1981). Le marché privé de la terre fut pratiquement fermé, puisqu'il ne restait plus grand-chose à vendre ; les dispositions légales sur la propriété *ejidal* et communale accordaient l'usufruit, mais non une propriété négociable.

Une fois la terre répartie, la préoccupation fondamentale du gouvernement et du secteur paysan, favorisé par cette distribution, fut de la faire produire. Les premières années furent pleines d'enthousiasme, mais aussi de manques. Très vite, d'innombrables besoins commencèrent à se faire sentir, auxquels le gouvernement et les institutions récemment fondées ne pouvaient faire face. Les systèmes de crédit et de stockage, la production de semences et d'engrais, la fabrication de machines démarraient, mais ne pouvaient couvrir la demande.

De nombreux *ejidatarios* qui avaient reçu des terres n'avaient ni semences, ni outil, ni animal de trait, et les « migradollars » vinrent couvrir ces déficiences. Le problème devint grave, car dans bien des cas, comme à Amecueca, au Jalisco, l'*ejidatario* reçut seulement 30 % de terres cultivables – de *temporal* – et le reste en pâturages. De nombreux *ejidatarios* durent travailler à nouveau comme *peones*, partir à Guadalajara ou aux États-Unis pour compléter leurs revenus. À Chavinda, au Michoacán, bien que les *ejidatarios* aient reçu des terres irriguées et de *temporal*, le problème se posa pour la mise en culture : ils durent dépendre des spéculateurs. Là encore, la migration fut la seule façon d'obtenir de l'argent frais et de pouvoir travailler eux-mêmes les terres (Massey, Alarcón, Durand et González, 1987).

Dans Los Altos de Jalisco, les migrants contribuèrent à la promotion de la culture de l'agave *tequilero*, qui pousse très bien et offre l'avantage qu'on le récolte dix ans après l'avoir planté. Cette culture

s'adaptait parfaitement au cycle migratoire, car elle permettait aux « gens du Nord » de laisser leurs terres après la mise en culture des agaves (Martínez, 1985). Avec l'augmentation des cultures d'agave, d'autres migrants préférèrent rentrer et investir dans la production de *tequila*, que l'on avait cessé de fabriquer durant la guerre *cristera*.

Dans les années quarante, l'agriculture, soutenue par un « ensemble technologique » qui comprenait travaux d'irrigation, fertilisants, insecticides et semences améliorées, commença à donner de bons résultats dans les terres fécondes du Nord et permit à l'agriculture *temporalera*, qui dominait dans le pays, de sortir de sa léthargie et de rapporter. Les *ejidatarios* et les petits propriétaires de l'Ouest commencèrent à introduire de nouvelles techniques, surtout dans des zones irriguées telles que le Bajío, ce qui se traduisit par une croissance de la productivité. Devant de telles perspectives, les investissements agricoles augmentèrent.

À Irapuato, au Guanajuato, les *braceros* qui avaient travaillé dans les champs de fraise, en Californie, remplirent un rôle important dans le développement de la culture des fraises d'exportation. Certains migrants informèrent leurs patrons qu'à Irapuato on cultivait des fraises depuis longtemps, mais avec des techniques traditionnelles, et qu'il était possible d'améliorer la productivité si l'on introduisait de meilleures méthodes de culture. La nouvelle enthousiasma quelques Américains qui se rendirent compte qu'il y avait effectivement de bonnes possibilités de cultiver des fraises à grande échelle et de les exporter. Cela encouragea le développement de la culture, l'amélioration des techniques et l'installation d'un grand nombre d'entreprises de conditionnement¹⁰.

Dans Los Altos de Jalisco, l'arrivée de la fabrique Nestlé à Lagos de Moreno permit de traiter le lait de manière industrielle, processus qui fit de la zone le bassin laitier le plus important du Mexique. Si posséder une vache servait auparavant à couvrir la consommation familiale en lait et en viande, cela devint un investissement productif pour les migrants (Espín et de Leonardo, 1978). La construction de nouvelles routes contribua aussi au développement de l'élevage et à la dynamisation de la production de fromages et de *cajetas* (crème au caramel), avec l'accès à de nouveaux marchés.

Des ruraux partirent à la recherche de travail vers les villes et vers les États-Unis après la signature des contrats Braceros. Les bénéfices du travail des migrants retombèrent largement sur le secteur paysan de l'Ouest et du pays tout entier. La migration n'était plus une option pour initiés mais une solution pour tous, ce qui aida fortement à redistribuer les dollars dans des États qui n'en avaient jamais profité.

Au fur et à mesure que se diversifiaient les régions participant au processus, les profits se diluèrent plus facilement. Néanmoins, bien des paysans n'eurent besoin que d'un « coup de pouce » pour réussir. L'achat d'un animal de trait et d'une charrue pouvait suffire pour démarrer sur le long chemin de l'autosubsistance.

À cette même époque, avec une attitude que l'on pourrait qualifier de paternaliste, le gouvernement décida qu'une partie de l'argent que gagnaient les migrants aux États-Unis serait retenue et envoyée ensuite au Mexique où ils pourraient l'encaisser. En rentrant, les migrants pouvaient toucher ces économies forcées en satisfaisant aux formalités requises.

Naturellement, plus d'un fonctionnaire voulut faire un usage illégal de ces fonds. Pourtant, dans quelques cas, cette épargne fut investie dans des travaux d'infrastructure pour les villages des migrants. À Cuetzalan, dans l'État de Puebla, le président municipal réussit à convaincre les *braceros* de consacrer cet argent à l'électrification du village (Bustamante, *El Excelsior*, 11 avril 1988). Les migrants sont depuis cette époque les plus enthousiastes collaborateurs des différents travaux que l'on entreprend dans leur village d'origine.

Dans bien des régions, le montant des sommes que les *braceros* envoyaient au Mexique dépassait les revenus locaux. D'après Hancock (1959), au Chihuahua, en 1957, les transferts d'argent représentèrent une somme plus importante que les salaires des 13 000 ouvriers mineurs. Ces revenus signifièrent une croissance générale du niveau de vie et l'achat d'animaux et de machines agricoles qui améliorèrent sensiblement les techniques de production.

Dans d'autres cas, les dollars servirent à appuyer des projets non agricoles. Tel est le cas des *reboceros* (fabricants de châles mexicains) de La Piedad, au Michoacán : là, la tradition du tissage sur métier datait du siècle passé, où ces produits connaissaient un prestige régional. La manufacture survécut pendant cinquante ans, avant de déperir et finalement de mourir. Certains *reboceros* utilisèrent les bénéfices de la migration pour acquérir des métiers à tisser et rénover leurs ateliers. Mais le projet ne s'avéra pas viable.

Ainsi, l'époque de Cárdenas poussa les Mexicains vers la nouvelle obsession de la production, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie. Ce processus bénéficia sans aucun doute du flux de dollars provenant du travail des *braceros*.

Crise agricole et développement urbain

La fin des contrats Braceros coïncida avec la crise des campagnes mexicaines. Posséder de la terre ne suffisait pas. La production agricole devenait plus complexe et coûteuse. Il fallait investir en machines, en semences améliorées, en fertilisants, en insecticides. Et les béné-

10. Information de terrain de Patricia Arias, 1991.

fices de la récolte arrivaient à peine à couvrir les coûts de production. De nombreux migrants, tout comme beaucoup de paysans, eurent des difficultés à développer leur activité.

Dans Los Altos de Jalisco, le paysage changea, une multitude de lacs collinaires commencèrent à surgir. La région se couvrit peu à peu de levées de terre et de barrages permettant de stocker l'eau de pluie pour le bétail, en période de sécheresse. De nouvelles cultures firent leur apparition, surtout fourragères (Fábregas, 1986). Au fur et à mesure, les migrants investissaient autrement. L'achat de bétail laitier, le forage d'un puits, l'achat d'une pompe, la construction d'une levée de terre, la fabrication de fromage, de beurre et de *cajetas* furent les solutions qu'ils choisirent.

Ainsi, à Unión de San Antonio, une part significative des transferts d'argent (6,8 %) fut investie dans l'achat de bétail. C'est le cas des membres de la famille Márquez – frères et cousins – qui travaillèrent à Chino, en Californie, et investirent leurs économies dans l'achat de bovins et de porcs. L'un d'entre eux, Silvino, qui, comme contremaître, a gagné beaucoup d'argent, possède actuellement les plus grandes étables du village. D'autres migrants ont investi dans l'avi-culture, et d'autres encore dans la fabrication de produits laitiers¹¹.

Dans les zones de cultures de *temporal*, comme au Zacatecas, les migrants ont opté pour deux stratégies différentes : ceux qui partaient travailler au Nord temporairement combinèrent le travail de la terre et la migration. Si la terre n'était pas une bonne affaire, elle couvrait tout au moins quelques nécessités de base. Les migrants établis aux États-Unis pouvaient louer, donner en métayage, céder l'usufruit à un parent ou simplement laisser leurs terres sans culture (Mines, 1981).

Par contre, dans les districts irrigués, comme le Bajío de Zamora, au Michoacán, l'essor de l'agriculture intensive exigeait technologie et capitaux (Feder, 1981). À Chavinda, ce fut les fraises et le sorgho. Les *ejidatarios* ne pouvaient suivre le rythme de dépenses qu'exige la culture des fraises et les gros investissements en machines que requiert la culture du sorgho, complètement mécanisée. Aussi, beaucoup d'entre eux se décidèrent-ils à louer leurs terres à des entreprises ou à de gros agriculteurs, tandis que des journaliers durent émigrer aux États-Unis. C'était la seule façon d'acquérir un capital sans hypothéquer la récolte (Massey, Alarcón, Durand et González, 1987).

La vie à la campagne devint plus complexe : il fallait négocier avec des fonctionnaires, obtenir des prêts bancaires, connaître différents marchés. Les villages de l'Ouest, qui étaient restés inchangés durant des décennies, se mirent à grandir, à attirer les entreprises de services.

Les migrants cessèrent donc d'acheter de la terre et orientèrent

11. Information de terrain, 1989.

leurs investissements vers l'achat de terrains urbains et vers la construction. Corrélativement, ils commencèrent à s'intéresser aux services devenus indispensables. Un gros investissement en logement ne servait à rien s'il n'y avait ni eau, ni électricité, ni tout-à-l'égout. Pendant longtemps, les gouvernements des États, préoccupés par les problèmes du logement et des services dans les grandes villes, délaissèrent les villages et les petites villes qui durent avoir recours à divers moyens pour s'équiper.

Les migrants qui avaient toujours été généreux en couvrant les frais des fêtes patronales (Fonseca et Moreno, 1984) furent aussi invités à participer aux projets d'urbanisation de leur village d'origine. À La Yerbabuena, au Michoacán, tous les villageois coopéraient aux travaux, selon leurs revenus. Et, parmi les migrants, la différence était déterminée par le statut vis-à-vis de la loi : les *documentados* se trouvaient dans une catégorie plus élevée que les *indocumentados* (Reichert, 1981). Grâce à cet apport, les présidences municipales de La Yerbabuena surent négocier avec les administrations de l'État la route d'accès au village, le système d'alimentation en eau potable, le revêtement et le nivellement des rues, l'installation du tout-à-l'égout, la construction du cimetière et d'une partie de l'école, la réfection de la place et de l'église.

À Santa Inés, au Michoacán, les migrants collaborèrent à la réfection de la place et de l'école. Ils couvrirent aussi complètement les frais d'installation du téléphone (Fernández, 1988). À Copándaro, au Michoacán, on construisit une grande église moderne avec l'argent recueilli parmi les habitants et les migrants (Rionda, 1991). À Chavinda, au Michoacán, les « Norteños » collaborèrent activement à l'installation de services urbains ; dans les villages d'El Maguey et San Roque, au Guanajuato, les migrants participèrent à la réfection de la place, comme à La Palma, dans le bassin de Chapala.

Les commerces établis par des migrants contribuèrent aussi au développement urbain. À Tepatitlán, le restaurant le plus important de la ville est dirigé par un migrant qui s'était spécialisé dans cette branche quand il travaillait aux États-Unis. À La Unión de San Antonio, les migrants ont ouvert des garages et des forges, un commerce de matériel de construction et des épiceries. À La Yerbabuena, don Luciano Guerra a d'abord ouvert un cinéma, puis une salle des fêtes et, simultanément, une épicerie. Le secteur des *cenadurias* (réfectoires) et des restaurants est aussi très prisé par les migrants, spécialement à Los Reyes, lieu traditionnel de passage et où de nombreux journaliers se rendent pour travailler à la sucrerie. On a aussi monté des commerces d'automobiles provenant des États-Unis ; dans Los Altos de Jalisco, deux *deshuesaderos* (« désosseurs ») se sont spécialisés dans l'achat d'autos accidentées ou en panne et la revente de pièces détachées. Ils sont les seuls dans la région à proposer les pièces de rechange pour

les marques de voitures américaines. C'est aussi là que s'achève la carrière de beaucoup de voitures volées ou dont le permis de circuler (au Mexique) est périmé.

L'afflux de dollars a aussi encouragé le développement de services financiers : banques, maisons de change et caisses d'épargne. L'installation de succursales bancaires dans de nombreuses localités et quartiers populaires des villes de l'Ouest a pour principal objectif la réception des dollars. De nombreux migrants font des placements et donnent procuration à leurs parents pour en retirer chaque mois les intérêts. Ainsi, la famille s'assure un revenu mensuel, et le capital reste intact.

À Tepatitlán, au Jalisco, il existait en 1973 six succursales bancaires, pour une population de 90 000 habitants ; 60 % des comptes d'épargne étaient ouverts en dollars et les fonds provenaient des transferts des migrants. Une des banques recevait environ 120 000 dollars par mois des migrants (Icazuriaga, 1975). À San Francisco del Rincón, en 1990, il existait aussi six succursales bancaires. À Chavinda, au Michoacán, municipe qui comptait 12 000 habitants en 1990, on trouve une succursale d'une des principales banques du pays ainsi qu'une caisse d'épargne et de prêt, gérée par le prêtre de la localité, qui prête de l'argent aux sociétaires. Par contre, les banques reçoivent devises et comptes d'épargne, mais n'accordent pratiquement pas de prêt dans la localité.

Enfin, le pouvoir d'achat des migrants a fait d'eux les clients favoris des agences immobilières. À Zamora, au Michoacán, la publicité suivante est parue dans le journal :

Messieurs les émigrés

Vous voulez acheter une maison bien située et vaste dans cette ville. Nous avons les meilleures maisons en vente pour vous, en différents points de la ville.

Depuis dix ans, nous nous occupons de nos amis émigrés.

Av. Juárez 100 Oriente, esquina Hidalgo

Venez nous voir. Nous avons ce que vous cherchez.

El Heraldo de Zamora, 9 décembre 1986

Les migrants ont été les principaux acheteurs de terrains. On a même mis en place des projets d'urbanisation spécifiques pour ce type de public. Dans divers villages de l'Ouest ont été construits des lotissements, dans le style des grandes villes. À San Diego de Alejandría, au Jalisco, on a commencé en 1989 à lotir et urbaniser une zone voisine du village : après avoir tracé les rues, on a posé des prises d'eau, on a construit des trottoirs et on lui donné le nom de « lotissement du Bois ».

Une agence immobilière de Guadalajara s'est chargée de sa commercialisation : elle a établi une liste de migrants et leur a envoyé des lettres d'offres de service. Selon les informations de l'une des vendeuses, 30 % des acheteurs ont été contactés de cette manière. Par ailleurs, c'est en décembre que l'on a le plus vendu, époque à laquelle les migrants rentrent chez eux.

D'autres migrants sont devenus eux-mêmes lotisseurs. Par exemple, une famille de Tepatitlán, après avoir passé vingt ans aux États-Unis, a acheté avec une partie de ses économies un grand terrain, y a installé quelques services et l'a vendu par lots.

L'investissement en logements était nécessaire. L'effort personnel a permis de combler un manque, de satisfaire une illusion ou un caprice. Certaines maisons ne sont utilisées que lorsque le migrant vient en vacances, ce qui a préoccupé plus d'un chercheur. Ce n'est pas le cas en Europe : en Espagne, les programmes de crédit pour HLM considèrent les migrants comme un cas spécial et les exemptent de l'obligation d'habiter le logement.

Le nouveau modèle d'industrialisation

À partir des années soixante-dix, le modèle d'industrialisation selon lequel la ville était la destinataire unique de l'investissement industriel se modifia. Le milieu rural n'était plus exclusivement agricole et les économies locales commencèrent à se diversifier ; de la ville arrivèrent des capitaux et des hommes d'affaires qui cherchaient à augmenter leurs bénéfices en minimisant les coûts.

En quelques années ont proliféré petite industrie, ateliers de confection, entreprises de sous-traitance, travail à domicile, dans les localités rurales et les villes petites et moyennes de l'intérieur du pays, particulièrement de l'Ouest mexicain. Ce changement favorise en particulier le travail féminin (Arias, 1990a). De plus, les migrants trouvent maintenant de nouvelles occasions d'investissement et des raisons supplémentaires de rentrer.

On a maintes fois souhaité le développement d'« unités de production avec utilisation intensive de main-d'œuvre » (Bustamante, 1978) et « d'industries rurales » (Cornelius, 1979b) pour que la migration internationale du monde rural diminue progressivement. Ce processus s'est mis en place ces vingt dernières années, sans l'intervention de l'État mexicain ni des entreprises nord-américaines, comme on l'avait suggéré.

Or, les effets sur la migration sont loin d'être nets. Dans le cas de San Francisco del Rincón, la prolifération d'industries n'avait pas significativement influé sur les flux migratoires, en 1988. Les « Rincónenses » ont continué de migrer, plus souvent même qu'auparavant. Néanmoins, les études de terrain de 1991 paraissent indiquer de nouvelles inflexions.

Le changement le plus significatif concerne les salaires. En 1987, les rémunérations suivaient l'indice national du salaire minimum, ce qui ne s'avérait attirant pour personne, excepté les industriels. En 1991, la concurrence entre fabriques pour l'obtention de personnel spécialisé, la « piraterie » de personnel et l'absence d'accords patronaux ont provoqué une hausse significative des salaires. Actuellement, tout travailleur gagne au moins deux « mini-salaires » et le personnel spécialisé de quatre à huit, ce qui se rapproche beaucoup de ce que pourrait gagner un migrant aux États-Unis. La migration n'est donc plus vraiment attirante que pour ceux qui sont en règle et qui comptent un soutien familial aux États-Unis.

Investissements productifs

Don Antonio Liñán est né en 1953 dans le quartier d'El Llano, à San Francisco del Rincón. Il fait quelques années d'école, mais commence très vite à travailler car il se marie à seize ans. Le couple vit dans une petite chambre que lui a prêtée le père de don Antonio.

Son père lui prête aussi une charrette tirée par une mule avec laquelle il transporte du sable, du fumier ou des briques, et gagne de quoi subsister. À l'époque des pluies, plus de client, car le travail de la construction s'arrête. Il pense alors partir aux États-Unis pour travailler, pour tenter sa chance.

L'occasion se présente lorsqu'un ami, qui avait déjà émigré, lui propose de partir. Bientôt, Antonio se retrouve à Oxnard, en Californie, où travaillent de nombreux « Rincónenses ».

Quelques semaines après, Antonio porte des vêtements et des chaussures neuves, et il achète avec quelques amis une vieille voiture pour aller travailler. Mais, au bout de trois mois, le mal du pays l'envahit. Il rentre à San Francisco, mais très vite, l'argent rapporté s'envole et il doit retourner aux États-Unis. Pendant cinq années, il fait ainsi le voyage aller et retour, tous les trois ou quatre mois.

Il finit par se réinstaller au village. Avec l'argent économisé et quelques prêts, il achète une camionnette et se consacre au transport de matériel de construction. Mais, un jour, c'est l'accident – pour lequel il passe plusieurs jours en prison. Antonio commence à boire.

Il décide de vendre le camion et de partir une nouvelle fois pour les États-Unis. Il laisse une partie de son argent à son épouse et emporte le reste. Le passage de la frontière s'avère très difficile, et le paiement du *coyote* le prive d'une bonne partie de ses économies. L'ami avec lequel il voyage le convainc d'aller jusqu'à Chicago et un parent leur envoie de quoi payer les billets de train.

À Chicago, il lui est difficile de trouver un emploi, mais il trouve toujours quelqu'un pour l'inviter à boire. C'est une mauvaise période.

Alcoolique, affamé, il est la plupart du temps au chômage. Le peu qu'il gagne, il l'envoie au Mexique, mais sans dire un mot de sa situation. Un beau-frère, de retour à San Francisco, avertit cependant son épouse de l'état lamentable dans lequel il vit.

Sans hésiter, Lidia, sa femme, vend tout ce qu'elle peut et part pour Chicago avec ses deux fils ; elle y a des parents chez qui habiter. Antonio, de son côté, vient de trouver du travail dans une menuiserie, et c'est là qu'il reçoit la nouvelle de la bouche d'un beau-frère.

Les retrouvailles sont difficiles, mais définitives. Ils louent une petite maison avec l'argent que leur prête la famille. Antonio gagne à peine 80 dollars par semaine, et c'est bien insuffisant. Son épouse garde des enfants pour arrondir les fins de mois. La première année est dure.

Un jour, sa femme, en parlant avec une connaissance, apprend que l'époux de cette dernière, contremaître, cherche du personnel. La semaine suivante, Antonio est embauché dans une usine pour 400 dollars par semaine, y compris les heures supplémentaires. À partir de là, tout commence à aller mieux. Ils mangent à leur faim et les enfants, jusqu'à présent bien mal alimentés, commencent à grandir et grossir.

Son travail marche bien ; le contremaître l'engage comme assistant et lui apprend à diriger le travail et à s'occuper des clients. Le jour où le contremaître a un accident, c'est lui qui reste à la direction du personnel. Il commence à gagner plus et, avec ses économies, à faire des affaires. Il achète une voiture 1 000 dollars et la revend 2 000 le lendemain. Antonio tenait de son père le sens des affaires. Il loue une autre maison, plus spacieuse, pour y garer des voitures et continuer son commerce.

Lors d'un accident de travail, il se coupe la main. Pendant les trois mois de son congé de maladie, il reçoit salaire et assurance. Néanmoins, ses amis lui conseillent de porter plainte contre l'usine qui devrait l'indemniser pour l'accident. Bien qu'il ne s'en sente pas le courage, à cause d'un différend avec le contremaître général, il se rend chez un avocat. L'entreprise commence à le traiter moins bien et le change de poste de travail. Finalement, l'avocat de l'usine lui offre 12 000 dollars pour cesser les poursuites. Sans hésiter, il signe, touche son indemnité et abandonne son emploi. Il met tout cet argent à la banque pour l'utiliser lorsqu'ils rentreront au Mexique.

Cinq ans avaient passé depuis que sa femme était arrivée et il pouvait maintenant s'en sortir seul. Il loue une camionnette pour vendre des glaces. Ses deux fils l'aident : un, le matin, et l'autre, l'après-midi. Ils se chargent tous deux de la vente, car ils parlent anglais, et Antonio conduit la camionnette. Il gagne de 80 à 100 dollars par jour et n'en paye que 15 de location à l'entreprise qui l'emploie. Tout se passe bien jusqu'au jour où un compagnon mexicain est renvoyé. Antonio ayant été recommandé par lui, il doit lui aussi partir.

Cet incident décide du retour. Ils ont économisé 15 000 dollars et pensent que cela suffit pour commencer quelque chose à San Francisco. Pourtant, des craintes envahissent Antonio, surtout pour ses enfants. Il ne veut pas qu'ils vivent aux États-Unis, mais il ne veut pas non plus qu'ils « crèvent la faim » au Mexique. Finalement, ils vendent tout et prennent tous ensemble l'autobus qui les ramène au pays.

Son frère lui donne une camionnette en règlement d'une dette, et Antonio se met au travail. Ils achètent des vaches et conservent de l'argent à la banque. Sa femme vend du *pozole* (bouillon de maïs et de viande de porc) et fait du *jocoque* (lait caillé), que les enfants vont vendre dans les rues. Antonio aide à traire les vaches et à laver la vaisselle. Il trouve bientôt l'occasion d'acheter un terrain et y investit une partie de ses économies. Un autre jour, il achète une camionnette qu'il revend immédiatement, en y gagnant assez pour acheter trois veaux. Pendant un an, il les engraisse. Avec l'argent de leur vente, il décide d'ouvrir un atelier de confection de chaussures avec un ami qui connaît bien le métier. Ils achètent des machines et commencent à travailler. Antonio n'y connaît rien, au contraire de son ami. L'affaire grandit très vite : c'est ainsi que vont les choses à San Francisco, lorsque l'on sait travailler et s'associer.

En sept ans, l'atelier est devenu une usine de 110 ouvriers, qui produit une chaussure d'enfant de qualité moyenne sous la marque ALAGA — les initiales d'Antonio, de son épouse et de ses trois enfants. Antonio s'est chargé de la partie commerciale, où il excelle. Il vend les chaussures et achète les matériaux. Son associé, directeur technique, se charge de la production ; un de ses frères se charge de l'administration et son fils aîné est contrôleur.

Antonio possède d'autres affaires : une boucherie, qu'il loue à l'un de ses frères, lui rapporte l'argent du loyer et du bétail qu'il lui vend. Avec un cousin, il élève des porcs, qu'il vend aussi à la boucherie. Et il continue d'acheter et de vendre, surtout des camionnettes.

Antonio dit qu'il doit sa maison au Nord, mais presque tout ce qu'il a est dû à ses efforts, à ceux de sa femme, de ses enfants, de son *compadre*.

Aujourd'hui, Antonio voudrait aller visiter les États-Unis, mais il n'a pu obtenir de visa. Il s'est rendu au consulat avec les lettres de recommandation de trois banques et ses titres de propriété, mais rien n'y a fait. Il n'a jamais beaucoup aimé le Nord et il a tant prié le ciel de ne pas y revenir que sa requête a été entendue.

Un industriel étranger

Don Ricardo Ramírez est un industriel atypique à San Francisco del Rincón. Il n'est pas originaire de la ville et ne se consacre pas à

la fabrication de chapeaux, encore moins de chaussures. Il est né à Zacatecas et fabrique des meubles de salon de qualité.

Pourtant, il ressemble à beaucoup de « Rincónenses » puisque c'est un migrant revenu des États-Unis pour investir son capital dans l'industrie. Il ressemble à bien d'autres industriels et commerçants qui sont arrivés à San Francisco en visite ou pour des affaires et y sont restés définitivement.

Ricardo vit depuis dix ans à San Francisco ; il a une grande maison de deux étages, moderne et bien équipée, en bordure de la ville. Derrière chez lui se trouve l'usine de meubles : un hangar de 12 mètres de large sur 40 de profondeur, avec toutes les machines nécessaires.

Comme de nombreux « Zacatecanos », la famille de Ricardo a une longue tradition migratoire : son père et ses frères ont longtemps travaillé en Californie, et à plusieurs reprises. Ricardo a vécu à Los Angeles pendant quatorze ans, de 1964 à 1978.

Au cours de son séjour aux États-Unis, il a travaillé dans des usines de meubles. Il a commencé au bas de l'échelle, en coupant du bois, puis il est passé à l'assemblage et il a appris avec le temps toutes les astuces du métier. Enfin, il a été contremaître dans une usine de 300 ouvriers, dont 100 étaient mexicains.

Il gagnait beaucoup d'argent : 12 dollars l'heure, en moyenne, sans compter les heures supplémentaires et les avantages. Mais le travail aux États-Unis était très dur, et s'ils vivaient à l'aise, il leur était bien difficile de dépasser ce niveau. Par contre, au Mexique, pensait-il, il pourrait monter sa propre affaire et ne dépendre de personne. Il se constitua un capital pour retourner chez lui et investir.

Lorsqu'il eut assez d'argent, don Ricardo retourna à Zacatecas. Avec son frère, il ouvrit une usine de meubles. Ils travaillèrent ensemble pendant un temps, mais n'arrivèrent pas à s'entendre. Ricardo voulait fabriquer des meubles de qualité, comme ceux qu'il avait appris à faire aux États-Unis ; son frère voulait faire des meubles bon marché et produire en série.

La séparation fut décidée lorsque Ricardo rendit visite à un parent qui habitait San Francisco del Rincón. Il eut la surprise d'y constater un mouvement économique, commercial et industriel exceptionnel. S'il existait un endroit où l'on pouvait faire des affaires, pensa-t-il, c'était bien là. Il vendit sa part de l'usine de Zacatecas et s'installa à San Francisco.

Il acheta un grand terrain, y construisit sa maison, l'usine derrière, et se mit au travail. Il engagea quelques ouvriers, mais éprouvait des difficultés à travailler avec eux à cause de la grande rotation de personnel qui existe dans cette ville. De son point de vue, il était décevant de travailler des mois à la formation d'employés qui, du jour au lendemain, partaient « de l'autre côté ». Il essaya de trouver des menuisiers ayant travaillé aux États-Unis, mais ils voulaient gagner le

même salaire, ce qui était impossible. Il décida alors de changer de stratégie. Au lieu de produire en série, il se consacra à la production à petite échelle. Avec son fils et un assistant, ils pouvaient fabriquer un ou deux salons par semaine et sa femme pouvait se charger de la tapisserie.

Il lui fallait aussi un magasin d'exposition. Il trouva un local dans la rue principale de la ville. Peu à peu, il s'est fait une clientèle parmi laquelle figurent un grand nombre de « Norteños » qui ont connu aux États-Unis ce type de meubles de bonne finition. En outre, il offre à son client la possibilité de choisir sur échantillon le tissu qui a sa préférence.

L'affaire marche bien. Les meubles portent la marque RAM, les initiales de son nom (c'est maintenant une habitude à San Francisco). Il est aussi connu dans les foires industrielles locales, régionales, et des commandes lui viennent, entre autres, de Celaya et de San Luis Potosí. Il programme son travail plusieurs semaines à l'avance, ce qui lui permet de couvrir ses commandes à temps. Le magasin fait plusieurs offres de services. Les clients, en choisissant le tissu, lui commandent rideaux, couvre-lits et coussins, et sa femme se charge de la confection.

Grâce à sa connaissance du métier, Ricardo obtient des échantillons de meubles et de tissus du dernier cri et importe ce qu'il ne peut se procurer au Mexique. Il a pu parfaitement équiper son atelier en outils et machines modernes.

Ce qui fut le fruit du hasard est aujourd'hui devenu un commerce, où son habileté personnelle et le travail familial se sont associés à un milieu industriel et commercial qui rend possible le développement de bien des types d'entreprises.

Investissements dans la région

La dynamique d'investissement dans des activités de production à petite échelle est en réalité une expérience régionale, et San Francisco en est peut-être le cas le plus heureux. En effet, à partir des années soixante-dix, dans toute la région ouest, surtout le triangle Aguascalientes-Guadalajara-Morelón (Arias, 1988, p. 539), on vit un vaste développement de petites productions manufacturières.

Sur ce territoire, largement marqué par la migration, sont venus participer au processus d'industrialisation beaucoup de migrants, internes et internationaux, qui n'avaient jamais trouvé les conditions requises pour développer une activité productive dans laquelle investir leur capital ou leurs connaissances.

Dans la *ranchería* de San Bernardo (municipe de Purísima del Rincón, Guanajuato), l'investissement de nombreux migrants dans le logement est particulièrement remarquable. On peut reconnaître dans

tout le village les traces de la migration : voiture américaine neuve ou déglinguée, toit incliné dans le style californien, magasin portant une pancarte OPEN, un graffiti LATIN KING, = R =, contraste bien marqué entre maisons anciennes et nouvelles, décoration excessive des façades, antennes paraboliques, et de nombreuses maisons complètement équipées et absolument vides.

En plus de l'investissement immobilier, à San Bernardo, trois petites fabriques de chaussures et un atelier de confection de tennis sont le fruit du travail des migrants. Les usines n'ont été d'abord que des ateliers de confection et ont évolué petit à petit. Leurs propriétaires, Alfredo Márquez, Avelino Barajas et David Barajas, ont émigré après avoir travaillé à San Francisco del Rincón dans la chaussure et se sont procuré un capital pour ouvrir leur atelier.

Le cas de Roberto Saldaña est similaire, sauf qu'il en est à ses débuts. Dans son atelier de confection de tennis où travaillent douze personnes, des femmes pour la plupart, on produit des tennis de toile, les plus faciles à fabriquer et les meilleur marché. L'atelier fonctionne de façon saisonnière, selon la période de vente et l'argent économisé pour acheter la matière première. Mais les principaux revenus proviennent des mandats envoyés par ses frères des États-Unis. D'ailleurs, l'atelier appartient à tous, même si certains doivent rester au village et les autres, travailler dans le Nord.

Roberto se charge de l'atelier et de la vente des marchandises, expérience qu'il a acquise dans les fabriques de tennis de San Francisco. Lorsque l'atelier ferme, il prend un emploi d'ouvrier dans une usine où il peut voir et copier de nouveaux modèles. Il travaille aussi comme chauffeur, exploitant sa connaissance des fournisseurs et des axes de commercialisation. Il en profite pour prendre contact avec des clients qu'il reverra par la suite pour le compte de son atelier. C'est ainsi qu'il pense réussir, une fois qu'il aura appris le métier, et, avec ses contacts, il n'a besoin que d'un bon capital pour agrandir son atelier et en faire une usine ouverte toute l'année.

Dans la région s'est développée une série d'ateliers liés à une autre activité qui connaît un bel essor : le prêt-à-porter. Un migrant originaire de Penjamillo, Michoacán, qui avait des liens avec l'industrie du pantalon d'Irapuato, a obtenu des contrats comme sous-traitant et agit comme intermédiaire auprès des ateliers de Manuel Doblado, Cuerámaro et Abasolo. Plusieurs de ses fils ont travaillé aux États-Unis pour obtenir un capital. À leur retour, chacun d'entre eux a monté un atelier de confection à Penjamillo et tous obtiennent des contrats par leur père. Ainsi, l'expérience familiale et le capital obtenu par le travail migratoire ont permis le développement de trois entreprises.

Processus similaire pour un migrant désireux de revenir, qui s'est mis en rapport avec un atelier de confection de San Julián, au Jalisco.

Évidemment, tous les projets d'investissement productif n'ont pas

réussi, et tous les lieux n'offrent pas les mêmes possibilités : à San Diego de Alejandria, un des villages dont le taux de migration est le plus élevé, on a destiné un dixième des transferts d'argent et des économies à l'achat de bétail. Selon l'information de terrain, on sait que les investissements y sont peu nombreux et les échecs fréquents. Cette situation contraste beaucoup avec les villages voisins : San Julián et San Francisco.

À San Diego ont fait faillite des élevages de poulets, une usine de pantalons, un atelier de fabrication de boules de Noël et d'autres entreprises. Le travail à domicile, féminin généralement, prospère. San Diego s'est retrouvé au milieu de deux dynamiques industrielles et commerciales très fortes et dépend des villages voisins. Les habitants de San Diego prennent comme un travail habituel d'aller chaque année aux États-Unis. Ils économisent peu et pensent encore moins à investir ; leurs transferts servent essentiellement à la consommation quotidienne (30 %).

Le village de Jalostotitlán se trouve dans une situation similaire : longue tradition migratoire et faible investissement productif dans la localité (Escobar et González, 1990). Ici encore, Jalostotitlán dépend dans une large mesure du dynamisme de San Miguel el Alto, qui présente une activité industrielle et agro-pastorale bien développée.

Les « Norteños » n'investissent généralement pas dans le village, malgré la vingtaine de fabriques de chaussures pour femmes et une autre vingtaine d'usines de gants de travail (González et Guerrero, 1990). Pourtant, les « Jaleños » qui vivent aux États-Unis ont montré qu'ils étaient travailleurs et hommes d'affaires. C'est que tout leur effort vise à l'établissement aux États-Unis où ils sont commerçants en épicerie, propriétaires de restaurants et d'hôtels, industriels, vendeurs d'autos, agents immobiliers, gérants, entrepreneurs, transporteurs, exploitants agricoles, agents d'assurance, constructeurs, éleveurs, etc. (Jauregui, 1981). La communauté *jaleña* aux États-Unis connaît une grande réussite, et peut-être est-ce justement une des raisons pour lesquelles ils n'investissent pas dans leur village d'origine.

Le matériel bibliographique et l'information de terrain suggèrent que la dynamique de l'investissement des « migradollars » est plus complexe, pondérant l'affirmation selon laquelle les transferts et les économies des migrants sont absorbés, invariablement, par la consommation et qu'ils sont rarement dirigés vers les investissements productifs.

La difficulté vient du fait que l'on pense ce problème comme si les investissements devaient être les mêmes en différents lieux et à travers le temps. D'une certaine façon, on suppose que la société rurale est statique, toujours définie par les besoins agraires de la population, avec des demandes locales toujours identiques. On suppose aussi qu'il y a eu, partout, l'occasion d'investir avec succès dans la production. Néanmoins, il semblerait qu'il soit possible de distinguer divers types de transferts.

— Le transfert en tant que *salaires* : pour bien des migrants, le travail à l'étranger équivaut à un salaire qui permet de payer les frais de voyage, d'envoyer régulièrement une certaine somme à la famille, de réaliser certains achats et de subsister. Deux types différents de migrants utilisent la migration comme voie d'obtention d'un bon salaire : les migrants occasionnels (ceux qui migrent une ou deux fois dans leur vie et pour un temps assez court) et les migrants répétés.

Pour les migrants occasionnels, le fait de migrer est lié, en plus du travail, à l'occasion de connaître un autre pays et de vivre cette expérience si répandue chez les jeunes de la région. Il est donc normal que beaucoup ne répètent pas ce voyage. Leurs gains, même en dollars, n'ont d'autre répercussion que celle d'un revenu exceptionnel à un certain moment de leur vie.

Le cas des migrants répétés est différent. À chacun de leurs voyages, tous les ans en général, ils considèrent qu'ils font leur travail normal aux États-Unis. Ce type de migrant dépense beaucoup en voyage aller et retour, en frais de *coyote* et de subsistance à l'étranger. De plus, il doit envoyer régulièrement de l'argent pour aider sa famille et économiser pour subsister durant les mois où il rentre au Mexique et reste sans travail. Ses investissements sont donc limités.

La migration répétée est généralement le fait de personnes mariées et d'âge mûr. Elle concerne aussi spécifiquement certaines communes, dans des situations locales où le travail agricole est très précaire, ou monopolisé. Le marché du travail, rigide et étroit, est limité au labour agricole de journalier. Dans les deux cas, la faible diversification empêche de nouvelles activités agricoles ou d'autres types d'affaires. Ce serait le cas de San Diego de Alejandria et Unión de San Antonio, dans Los Altos de Jalisco, et de Chamitlán et Ario, dans le Bajío de Zamora.

— Le transfert en tant qu'*investissement* : pour presque 40 % de la population enquêtée, la migration aux États-Unis est une occasion de gagner, de façon rapide et peut-être unique, l'argent suffisant pour atteindre un objectif en fonction duquel sont planifiés le voyage et le séjour.

Pour ces migrants, le séjour est alors limité temporellement par la réalisation de leur objectif, ce qui se fait plus ou moins vite selon les cas. Les migrants s'imposent un style de vie qui favorise le retour : travail intense, peu de dépenses et une situation financière limite.

Pourtant, les investissements dépendent aussi du milieu et du moment. L'investissement en terres et en opérations agricoles a été conditionné par le rythme de l'économie et de la politique nationales et par les spécificités régionales. La réforme agraire a affecté de manière différente les campagnes de l'Ouest. Dans certaines zones, le processus de fractionnement des terres privées a été dynamisé et, dans d'autres, la répartition de type *ejidal* a été renforcée, ce qui donne deux types

de paysans : les *rancheros* et les *ejidatarios*, correspondant à deux types d'investissement rural modulés en outre par la qualité des terres.

L'impact de l'investissement a été plus clair sur le logement et l'urbanisation. La demande de logements est un problème urbain, mais, au Mexique, il concerne aussi les campagnes. Dans les années soixante-dix, avec l'arrivée d'une génération beaucoup plus nombreuse formant de nouveaux ménages, la demande de logements est devenue un problème généralisé auquel la politique n'offrait pas de solution. Se loger, c'est aussi quitter les *rancherías* pauvres et isolées pour les villes moyennes ou petites de chaque région. L'investissement dans un terrain, une maison, peut être le premier pas d'une migration interrégionale et, en même temps, d'une évolution vers un autre type d'activités : un petit commerce, un atelier, non viables dans la *ranchería*. La migration répétée a contribué au renforcement de l'urbanisation et de la diversification économique des villes moyennes et petites de l'Ouest du pays.

— Le transfert en tant que *capital* : réaliser un investissement directement productif a été l'espoir de bien des migrants tout au long de ce siècle. Actuellement, l'investissement en activités manufacturières de petite envergure attire les « migradollars ». Mais, dans l'Ouest, le processus n'est pas homogène. La concentration est très forte dans quelques petites villes comme San Francisco del Rincón, San Miguel el Alto, au détriment de localités comme San Diego de Alejandria ou Jalostotitlán, qui deviennent plutôt des dépôts de main-d'œuvre disponible pour les nouveaux marchés du travail.

Les investissements et l'émergence de nouvelles sources de travail, agents de diversification économique régionale, génèrent de nouvelles voies de mobilité sociale.

Pourtant, la dynamique migratoire, qui favorise la formation de capital, peut aussi agir contradictoirement sur l'investissement au Mexique. Le déplacement des familles, le travail de plusieurs membres, l'achat d'une maison et le contact social et culturel avec les États-Unis peuvent aboutir à un séjour plus ou moins définitif dans le pays hôte.

Néanmoins, le processus des transferts d'argent démontre qu'« au Mexique aussi, il y a le Nord » : il existe encore des possibilités d'y améliorer ses conditions de vie.

CHAPITRE VII

Modèles culturels et migration

L'ancienneté de la migration des Mexicains de l'Ouest a entraîné une réponse culturelle particulière de chaque côté de la frontière. Plus qu'une dynamique d'acculturation, on a vu se former une manière nouvelle de vivre les conséquences de la migration internationale.

Du côté mexicain, les migrants, spécialement ceux du monde rural, ont appris à vivre avec la migration, à l'utiliser, à la doser et à l'assimiler comme un fait de la vie quotidienne. De l'autre côté, les travailleurs mexicains font désormais partie du paysage quotidien, non parce qu'ils sont bien intégrés à la vie et aux coutumes nord-américaines, mais parce qu'ils ont réussi à s'ouvrir un espace social et économique propre. Ils ont accès à un secteur déterminé du marché du travail et se sont créés une vie et une expression culturelle qui les distinguent et les identifient.

Les études sur l'interaction culturelle entre Mexicains et Américains ont privilégié le mouvement *chicano*, la réalité mexicaine de la frontière et l'impact de la migration sur le parler, les chansons et les expressions culturelles des jeunes.

Les études sur les *chicanos* sont surtout le fait de prosélytes et d'hommes politiques. C'est une communauté qui cherche ses racines et lutte pour définir son identité, formée à partir de son origine mexicaine et du processus d'adaptation et d'assimilation à la culture américaine (Castillo et Ríos Bustamante, 1989 ; Maciel, 1981).

Pour le mouvement *chicano*, le sauvetage et la radicalisation de ses expressions culturelles sont des éléments essentiels de son programme politique ; d'où le fait que l'on ait travaillé sur différents types de manifestations culturelles, comme le théâtre *chicano* (Huerta, 1985), la littérature *chicana* (Vargas, 1990 ; Bruce-Novoa, 1983), la poésie *chicana* (Alurusta *et al.*, sans date).

Les études sur la frontière mexicaine essaient de définir une identité régionale, surgie de l'amalgame des multiples origines des migrants

et de leur confrontation quotidienne aux coutumes américaines (Bustamante, 1989 ; Melesio, 1989 ; Pérez Canchola, 1989).

Enfin, les travaux sur l'impact culturel du processus migratoire visent le langage courant, celui des *pochos* ou *pochismos* (Rodríguez del Pino, 1985 ; López, 1989), et les chansons nées de l'autre côté de la frontière, collectées dans les années vingt (Gamio, 1931b ; Taylor, 1931), puis, récemment, par Paredes (1976) pour le Texas. Les chansons expriment des sentiments populaires et diffusent une façon de voir, de vivre et d'affronter un quotidien marqué par l'interaction culturelle. Dans cette optique ont aussi été faites des études sur le thème des *chicanos*, la frontière et les migrants à travers le cinéma américain et mexicain (Iglesias, 1989).

Aujourd'hui, les jeunes imposent de nouvelles expressions culturelles, en particulier les « bandes » et les « gangs » connus comme les *cholos* ou les *punks*, qui se sont développés dans les quartiers mexicains des villes américaines, dans les villes frontière et dans les villages et quartiers de l'intérieur du Mexique, où les Mexicano-Américains ont une influence. Le phénomène a été qualifié de « contre-culture » parce qu'il va à contre-courant des efforts des cultures *chicana* et mexicaine (Carreño, 1990 ; Valenzuela, 1989 ; López, 1986).

À l'intérieur du Mexique, les trois seules études existantes concernent exclusivement le Michoacán. Francisco Miranda (1984) a décrit l'impact de la migration sur la vie quotidienne du village de Yurécuaro, dont il est originaire, et il y a relevé les influences de la migration sur la vie familiale, le sport (base-ball), et sur les changements de comportement des migrants qui rentrent au village après de longues années d'absence. Gustavo López (1986) a étudié le phénomène du *cholismo*, à Gómez Farías, comme une forme supplémentaire d'influence culturelle de la migration sur la communauté. Alarcón (1988) a interprété l'impact culturel de la migration dans le village de Chavinda comme un processus de *norteñización* – « nord-malisation » – par lequel la localité s'est spécialisée dans la production de migrants.

Intégration culturelle et migration

Le débat sur l'effet culturel du contact avec la société américaine est relancé depuis les négociations entre le Mexique et les États-Unis pour la signature du traité de libre commerce. Une déclaration du ministre du Commerce, qui minimisait les possibles effets de ce traité sur la culture et l'identité nationales, lança la controverse (*La Jornada*, juin et juillet 1991).

Elle rebondit évidemment sur les migrants mexicains qui vivent et travaillent aux États-Unis : n'ont-ils pas prouvé que leur cuirasse culturelle était trop résistante pour qu'ils se laissent influencer et s'adaptent à la vie et à la culture nord-américaines ?

La réticence à apprendre l'anglais, l'indifférence à l'obtention de la nationalité nord-américaine, l'intention permanente et obsessionnelle de rentrer au pays font des Mexicains un cas spécial et atypique. Si l'on peut expliquer cette attitude en partie par leur caractère latin, moins perméable culturellement¹, le Mexicain se différencie pourtant radicalement des autres Latino-Américains. Contrairement aux Mexicains, les migrants du reste de l'Amérique latine tendent à s'intégrer, ne pensent pas revenir dans leur pays et acceptent généralement toute occasion de naturalisation (Cubains et Portoricains restant des cas particuliers).

Cette réticence devant l'influence culturelle étrangère apparaît aussi dans la population mexicaine qui vit à la frontière nord, en contact quotidien avec la culture américaine. Pour Jorge Bustamante (1989), cela s'expliquerait par un mécanisme d'auto-affirmation face à tout ce qui est nord-américain.

Si ceux qui se trouvent dans les entrailles mêmes du « monstre » et ceux qui vivent dans sa proximité n'ont pas vu leur identité culturelle ébranlée, nous pourrions en conclure qu'il n'y a pas grand-chose à craindre². Selon Carlos Fuentes : « L'identité nationale mexicaine est très forte, plus que la nord-américaine. Ce sont eux qui doivent nous craindre... » (*La Jornada*, 18 juillet 1991).

Néanmoins, il convient de souligner qu'il existe différents niveaux d'intégration : si le travailleur mexicain temporaire n'a pas besoin de s'intégrer, l'immigrant permanent y est contraint.

En général, les travailleurs qui émigrent sont très peu perméables à l'influence culturelle américaine en raison du contexte de voisinage qui facilite le retour, du développement du « bilinguisme », et à cause de l'importance de la communauté mexicaine vivant aux États-Unis dans laquelle le migrant demeure durant tout son séjour. La pauvre assimilation culturelle des travailleurs mexicains contraste avec leur extraordinaire intégration au marché du travail. Les migrants ne partent pas de zéro : ils arrivent en fait avec une connaissance assez précise du processus. Une socialisation préalable, au niveau familial et local, leur confère un bagage culturel assez important pour encourager une adaptation rapide et efficace au travail grâce à l'assistance directe de leurs compatriotes, parents et amis, qui les orientent et les appuient au cours des premières journées.

1. Selon Jacqueline Billiez (1985), parmi les Espagnols et les Portugais existe une répartition fonctionnelle : la langue maternelle est parlée à la maison et le français à l'extérieur. De cette manière, l'identité culturelle repose sur une pratique quotidienne de la langue. Il en est de même des migrants latino-américains qui vivent aux États-Unis.

2. Lorenzo Meyer pose la question : si ceux qui sont partis vivre de l'autre côté peuvent être aussi facilement identifiés comme Mexicains et n'ont pas perdu leur identité, pourquoi « devrions-nous la perdre, nous qui restons au sud du Rio Bravo » ? (*La Jornada*, 18 juillet 1991).

La langue

En ce qui concerne l'apprentissage de la langue, ce sont en réalité les entreprises qui doivent s'adapter aux caractéristiques de la main-d'œuvre, et non l'inverse.

Dans le milieu agricole du Sud-Ouest des États-Unis, les travailleurs mexicains – et, dans une moindre mesure, d'Amérique centrale – dominant. Les Noirs acceptent seulement quelques tâches très bien payées, comme la récolte du melon et de la pastèque. Les contre-maîtres, chargés d'engager et de superviser le travail, sont mexicains, *chicanos* ou hispanophones, et maîtrisent les deux langues. Ils servent de « courroie de transmission » entre patrons qui parlent anglais et travailleurs qui parlent espagnol.

Il en est de même dans le milieu de l'industrie et des services : lorsque la main-d'œuvre hispanophone vient à dominer, les contre-maîtres doivent maîtriser les deux langues. Les travailleurs mexicains ne considèrent donc pas comme obligatoire d'apprendre l'anglais, et ce sont plutôt les Américains qui font l'effort quotidien de parler espagnol.

D'autres que les entrepreneurs ont dû aussi s'adapter : les commerçants engagent du personnel bilingue pour une clientèle hispanophone dont la capacité de consommation est de plus en plus grande³. Au-delà, émissions de radio et de télévision ont fait beaucoup pour donner une nouvelle image de la culture latine⁴.

La seconde génération

La situation change évidemment pour les migrants qui ont choisi de s'installer définitivement aux États-Unis, et surtout pour la seconde génération. La maîtrise de la langue anglaise n'a plus alors le même sens, puisqu'elle ne leur enlève pas leur origine raciale et culturelle.

Pour les enfants de travailleurs mexicains vivant aux États-Unis, l'insertion dans la vie américaine commence en bas de l'échelle sociale ; ils se sentent pauvres, dénigrés et mis à part (Castillo et Rios Bustamante, 1989). Alors que leurs parents considèrent comme une victoire d'avoir atteint la situation dans laquelle ils vivent, les enfants, même s'ils se

3. Pour les commerçants de San Antonio, au Texas, l'époque de la *Semana Santa* (Jeudi, Vendredi et Samedi saints, fériés au Mexique), qui voit l'arrivée des touristes mexicains, est plus importante que celle de Noël.

4. À la fin des années quatre-vingt, a surgi la vogue « latino ». Certaines chansons, comme *La Bamba*, tirée du répertoire classique mexicain et interprétée par le groupe Los Lobos, se sont placées en tête du hit-parade à la radio et à la télévision américaines. Des chanteurs de rock, comme Linda Rondstadt, se sont mis aux chansons mexicaines. Son disque intitulé « Chansons de mon père » a été un gros succès aux États-Unis, à l'encontre des prévisions de sa maison de disques.

sentent valorisés lorsqu'ils reviennent au Mexique, sont frustrés, malgré leur argent, leur maison et leur voiture, de ne pas faire partie des couches élevées de la société d'origine.

Les enfants des migrants affrontent deux cultures. Chez eux, ils parlent espagnol avec leurs parents et les personnes âgées de leur famille. Les habitudes sont mexicaines et la cuisine aussi ; mais entre frères ou amis, ils préfèrent parler anglais. L'école, et surtout la musique et la télévision influent directement sur l'enfance et la jeunesse d'origine mexicaine.

Lors de nos entretiens en Californie, nous avons perçu une tension constante entre parents et enfants. Les problèmes relationnels commencent dès la prise de contact. Les parents se montraient préoccupés de ce que leurs enfants entraînent et ressortaient sans avoir salué personne. Ils les obligeaient alors à revenir au salon, à serrer la main et à répondre en espagnol. Une règle de base de l'éducation latine entraine en contradiction avec l'habitude nord-américaine d'éviter le salut direct d'une personne inconnue.

En général, ce sont les enfants qui gagnent cette bataille. Les parents se fatiguent de corriger leur espagnol, de leur inculquer des règles contraires à celles que l'on pratique tous les jours autour d'eux. Il leur reste toujours l'option de rentrer au Mexique ou d'y envoyer leurs enfants pour qu'ils y apprennent l'espagnol et certaines coutumes auxquelles ils tiennent.

Parmi les migrants qui ont de la famille aux États-Unis domine le sentiment que l'école publique américaine ne remplit pas sa mission. Les migrants se comparent souvent à leurs enfants – malgré leur courte scolarité – et concluent qu'à l'école américaine les enfants apprennent très peu, excepté en éducation physique : une raison de plus pour envoyer leurs enfants au Mexique.

En plus de la langue, les parents se font du souci pour la socialisation des enfants à l'âge critique de l'adolescence. Grâce à un séjour au Mexique, on évite partiellement chez les garçons le problème des gangs et de la drogue, et pour les filles, on réussit à contrôler en partie les problèmes liés à une plus grande liberté sexuelle. Les migrants sont tous d'accord pour affirmer qu'il leur est bien difficile d'éduquer leurs enfants dans le contexte nord-américain. Alors que, dans leur village, ils ont l'appui de leurs parents, de leurs amis, du curé et de l'école, aux États-Unis, la sphère d'influence s'arrête à la vie familiale et tout le reste joue contre eux. D'ailleurs, on relève chez les parents et les enfants deux manières distinctes de percevoir une même réalité.

Les différences se marquent au moment de choisir le ou la partenaire. Tandis que les migrants cherchent une fiancée parmi les jeunes du village d'origine, les enfants de migrants qui vivent aux États-Unis s'engagent avec leurs semblables ou avec des jeunes filles migrantes

elles-mêmes. Ils partagent des valeurs et des attentes qui ne peuvent surgir de manière spontanée avec une personne qui n'a pas eu d'expérience migratoire ou qui est née hors des États-Unis.

Ce processus de sélection est aussi le fruit d'expériences accumulées et culturellement synthétisées. Dans bien des cas, l'adaptation de l'un des conjoints à un milieu différent, que ce soit le Mexique ou les États-Unis, s'avère complexe et problématique. Il n'en est pas de même du couple mexicain qui ne va aux États-Unis que pour travailler, en pensant rentrer un jour.

La perception et l'évaluation des contrastes

S'il existe un point sur lequel l'immense majorité des travailleurs mexicains aux États-Unis est d'accord, c'est bien le sentiment qu'elle vit sans liberté. Pour eux, la vie aux États-Unis est « une prison d'or », « une prison déguisée », « un pénitencier ». Il n'ont pas la liberté de « marcher dans la rue », « sortir le soir », « arriver en retard au boulot », « manquer une journée », « jeter un papier par terre », « passer au feu rouge », « punir les enfants », « battre sa femme ».

Pour les migrants, la vie aux États-Unis, « c'est que du travail » et du travail dur, pénible et continu ; « on vit montre en main ». Leur vie consiste à se lever à cinq heures et demie, préparer leur repas de midi, arriver à l'heure, travailler sans repos toute la journée, faire des heures supplémentaires pour gagner un peu plus, rentrer fatigué, regarder un moment la télé et dormir. Et le lendemain et les jours suivants, de même !

À la routine quotidienne viennent s'ajouter les contraintes. Selon Antonio Reyes, originaire d'Ario, au Michoacán, qui vit à Van Nuys, en Californie, l'absence de liberté est ressentie aussi comme une surveillance continuelle. Il dit qu'aux États-Unis « ils exagèrent et qu'ils sont toujours sur ton dos pour voir ce que tu fais ». Tant et si bien que « si tu vas à la mer et [que] tu rentres dans l'eau, parce que tu le veux, ils t'en font sortir ». Pour lui, « au Mexique, il y a plus de liberté, aller au Mexique est un défolement ; on y va pour se reposer de la vie que l'on mène ici. Moi, je n'économise pas pour aller visiter New York, notre rêve est d'aller nous reposer dans notre village ».

Il se plaignent de ne pas pouvoir aller chez un ami en voiture prendre une bière : pour la police, c'est l'occasion de les accuser de conduire en état d'ébriété. Ils ne peuvent marcher dans les rues le soir, car ils s'exposent à une agression de la part d'un groupe de Noirs, d'une bande de jeunes ou de voleurs. Ils ne peuvent traverser la rue, même s'il n'y a aucune voiture, car le feu est rouge : la police peut être dans les parages, prête à dresser un procès-verbal. Ils ne peuvent gronder ou frapper les enfants, car les professeurs réprimandent ensuite

les parents. Ils ne peuvent pas non plus manquer l'école. Une dispute conjugale peut s'achever sur une dénonciation. Ils ne peuvent faire de fête, car il est interdit de faire du bruit après dix heures du soir.

Pour les illégaux, la situation est plus dramatique encore. Tout problème avec la police peut se compliquer et finir au Bureau de la migration. Bien que beaucoup aient appris à vivre sans se soucier des descentes de la *migra*, d'autres passent leur vie à se cacher et à se méfier. Certains travailleurs agricoles préfèrent dormir dans un champ plutôt que de passer la nuit dans une baraque où pourraient les trouver les agents de la migration. D'autres, en ville, dorment sur leur lieu de travail dans de terribles conditions, parce qu'ils se sentent moins exposés. La plupart évitent à tout prix les conflits avec autrui, par peur des dénonciations à la *migra* et des expulsions. Les *indocumentados* se méfient même des autres migrants, car les envieux et les jaloux peuvent être des dénonciateurs.

Cette image répandue connaît tout de même quelques exceptions : pour Jaime Méndez, qui vit depuis des années en Californie, « les gens disent qu'ici il n'y a pas de liberté, parce qu'ils ne comprennent pas que la liberté, c'est aussi ne pas faire de mal aux autres ». Il n'est pas d'accord avec les Mexicains qui font du bruit très tard dans la nuit ou qui boivent de la bière dans les rues. Mais il reconnaît que ce qui lui manque, c'est la « liberté sociale » : « Il y a des cercles dans lesquels je ne peux pas entrer. Ma liberté est économique, je peux avoir une voiture, ma chambre est pleine d'appareils et je fais plusieurs voyages dans l'année, mais ici je n'ai pas d'ami ; mes véritables amis sont au Mexique, c'est la seule chose qui me manque vraiment. » Au cours de l'entretien, Jaime s'est déclaré homosexuel, et il considère qu'aux États-Unis il a plus de liberté qu'au Mexique « parce qu'ici chacun choisit ce qu'il veut ou ce qu'il aime librement⁵ ».

Pour les migrants, la liberté, plus qu'une idée abstraite, est un sentiment de sécurité, qui implique l'usage correct d'un espace, suppose que l'on ait la possibilité de faire ce que l'on a toujours pu faire. Aux États-Unis, ils ne se sentent pas en sécurité, ils ne savent pas se débrouiller physiquement et socialement, ils ne peuvent faire ou avoir les choses auxquelles ils étaient habitués. Mais ce sentiment concerne surtout les hommes.

Pour les femmes et les enfants des migrants, la situation est différente. Eux ont acquis des droits et une sécurité qu'ils n'avaient pas au Mexique, et ils peuvent faire des choses qu'ils n'auraient jamais pu réaliser auparavant. Les enfants sont protégés légalement des éventuels abus de leurs parents, ils ont l'obligation d'aller à l'école et on ne leur permet pas de travailler. Pour les épouses, la vie aux États-Unis entraîne l'acquisition immédiate d'une série de

5. Entretien d'août 1990, en Californie.

droits : elles se sentent protégées par la loi des possibles mauvais traitements infligés par leur mari, et le ménage n'est plus leur unique ou principale occupation. La migration familiale implique nécessairement le travail de plusieurs membres de la famille et la Mexicaine aux États-Unis travaille d'une manière ou d'une autre. Dans le contexte migratoire, la coutume mexicaine d'interdire aux femmes mariées de travailler devient une norme élastique qui leur permet de trouver un emploi à l'extérieur ou de se livrer, chez elles, à des activités lucratives. L'apport salarial de la femme n'est plus conçu comme une « aide » (Arias, 1988), mais comme un second salaire. Aux États-Unis, une famille ne peut subsister avec un seul salaire ; il en faut au moins deux pour couvrir les frais de la maison et des enfants. Cette même nécessité a changé certaines façons de voir et de mettre en pratique la solidarité entre parents, amis et compatriotes.

La monétarisation de la solidarité

En étudiant les us et coutumes qui régissent les comportements entre migrants, on s'aperçoit qu'il en est de spécifiques sur le sol américain. Les rapports familiaux, les appuis, les obligations et la solidarité en général ont, dans le contexte nord-américain, une implication économique qu'ils n'ont pas au Mexique.

Aux États-Unis, les faveurs et les services se paient. Les migrants ont l'obligation de payer leurs dettes et de coopérer proportionnellement aux dépenses de loyer et d'alimentation. L'aide et la coopération sont essentielles pour la subsistance aux États-Unis, mais elles ont un coût socialement accepté.

Trois raisons justifient que l'on accepte cette monétarisation de la solidarité. La migration est en général une étape de transition dans la vie du migrant, durant laquelle il s'impose un rythme de travail intense et un degré d'austérité considérable. Tous les migrants se trouvent dans la même situation, dans un pays où ce comportement est plus acceptable : il est assez courant, aux États-Unis, que chacun paie ses dépenses et que les dettes entre parents et amis se règlent.

Par exemple, alors qu'au Mexique la mère aide obligatoirement sa fille qui vient d'accoucher, sans rémunération, aux États-Unis, on attend une forme de rétribution. Si une fille qui vit aux États-Unis demande à sa mère qui vit au Mexique de l'aider à s'occuper des enfants ou du ménage, on sous-entend qu'il doit y avoir rémunération. Il en est de même s'il s'agit de la petite sœur. La règle, aux États-Unis, est de gagner de l'argent, et tout travail doit être rémunéré, y compris le travail domestique.

Les dépenses du loyer et des services domestiques sont les rubriques

les plus sensibles dans l'économie du migrant⁶. Tout parent, ami ou compatriote accueilli à la maison doit donc payer une part convenue dès le début, proportionnelle à ce que l'on dépense pour lui. Au Mexique, cette exigence est beaucoup plus souple pour les enfants ou parents « entretenus ».

De même, les dépenses quotidiennes de la maison sont partagées. Tous ceux qui touchent un salaire doivent contribuer. Qu'un migrant cesse de participer aux dépenses communes, et il doit se contenter d'un plat de haricots. Les aliments ont aux États-Unis un prix réel ; ils n'entrent pas dans le système complexe de paiements par réciprocité des sociétés paysannes. Néanmoins, si quelqu'un perd son travail, il reçoit l'appui de sa famille ou du groupe avec lequel il vit.

Tandis qu'au Mexique il est inconcevable qu'un homme effectue des travaux de nettoyage ou de cuisine, au Nord, la situation change. Lorsque plusieurs migrants vivent ensemble, ils se partagent les travaux de ménage et de cuisine. Et comme un grand nombre d'entre eux travaillent dans l'entretien ou dans un restaurant, ils s'acquittent de leur tâche avec rapidité et efficacité. Un homme se plaignait que les films mexicains représentent les migrants dans des maisons sales et désordonnées, ce qui est loin d'être la règle.

Au Mexique, les dettes entre parents ou *compadres* se prolongent jusqu'à l'oubli ou se paient d'une autre façon, par un service rendu, par exemple ; au Nord, tout prêt se paie, et généralement en espèces. Qui plus est, les services, autrefois gratuits, tels que procurer un emploi à un parent ou un ami, ont aujourd'hui un prix.

La logique économique accorde une valeur différente à l'exercice de certaines activités, au Mexique et aux États-Unis. Un migrant de Los Reyes (Michoacán), touchait son plus gros revenu en ramassant des cartons dans la rue tous les soirs, qu'il vendait au kilo. Dans son village, il n'aurait jamais pu réaliser ce travail, socialement inacceptable. C'est dire que tant que les migrants sont aux États-Unis, ce qui est socialement acceptable dépend plus du bénéfice que l'on en retire que de toute autre considération.

La logique économique s'étend à presque toutes les situations. Ainsi, un enfant de douze ans qui s'était échappé de chez lui engagea à la frontière un *coyote* qui l'aida à rejoindre ses frères ; ceux-ci durent payer la note. Les frères lui trouvèrent un travail grâce auquel il put régler sa dette et obtenir assez d'argent pour s'en retourner.

6. En Californie, en février 1989, on payait 300 à 600 dollars de loyer mensuel pour une maison ou un appartement ; une chambre, dans un hôtel de dernière catégorie, coûte de 20 à 40 dollars par semaine. Il est donc préférable de louer à plusieurs afin de partager les frais. L'immense majorité des migrants qui vivent aux États-Unis de manière stable ont toujours plusieurs invités ou locataires. Lorsque l'on achète à crédit une propriété, on paie de 600 à 900 dollars par mois, ce qui rend obligatoire ou presque la sous-location de chambres ou d'une partie de la maison.

Mais, tout comme le migrant doit remplir ses obligations et respecter certaines normes de comportement tant qu'il est aux États-Unis, il conserve des engagements envers sa famille restée au Mexique.

Contre solidarité, prestige

Le rapport entre les migrants et leur famille restée au Mexique est régi par des critères traditionnels. Les obligations du migrant vis-à-vis de sa famille sont définies par trois facteurs : la situation dans laquelle il se trouve, les besoins de son groupe familial et son revenu.

Les exigences vis-à-vis d'un migrant récent sont minimales ; il doit d'abord trouver un emploi. Ses obligations commencent lorsqu'il reçoit ses premiers chèques qui seront sans doute consacrés au paiement de ses dettes, des deux côtés de la frontière. Une fois sa situation stabilisée, il doit commencer à envoyer de l'argent à sa famille.

Tant qu'il est célibataire, le migrant a l'obligation d'aider ses parents et ses frères. Lorsqu'il est marié, son obligation principale est de faire vivre sa propre famille. Cette règle générale est soumise à variation, sans critère fixe en ce qui concerne le montant à envoyer ; cela dépend des besoins et des projets de chaque famille.

Les obligations changent selon le niveau de revenus du migrant. Dans le milieu populaire – rural et urbain – une série de mécanismes familiaux et locaux permettent une certaine redistribution des revenus, où le prestige joue un rôle important comme contrepartie. La générosité d'un migrant a pour récompense immédiate la reconnaissance de son geste dans toute la famille et l'obligation, pour les bénéficiaires, de lui accorder certaines faveurs.

Au-delà de la frontière, les migrants participent à un système complexe de relations sociales par lesquelles ils reçoivent et envoient les nouvelles, obtiennent ou exigent des faveurs, font pression pour que l'on respecte certaines règles, et appliquent des sanctions.

Un exemple : un migrant vit chez un parent, on apprend qu'il n'envoie pas d'argent au Mexique ; il est alors assez courant que l'on accumule les exigences vis-à-vis de lui au point qu'il doit quitter la maison.

En plus d'une aide courante, le migrant doit fréquemment répondre aux demandes exceptionnelles. C'est la mère qui évalue l'opportunité de la demande et qui la transmet. Une réponse positive est récompensée socialement à l'intérieur du groupe familial : lorsque le migrant rentre chez lui, il a le droit de se reposer, de prendre tout son temps pour chercher un nouvel emploi ou projeter un autre voyage. Pendant ce temps, la famille a l'obligation de lui offrir gîte et couvert ; le migrant s'attend que ses parents et ses sœurs le reçoivent comme un roi.

Mais, si le migrant n'a pas rempli ses obligations familiales, à son

retour, on le lui fait savoir : les parents le lui reprochent, l'épouse le boude et les enfants s'éloignent de lui. La situation peut parfois devenir très tendue, spécialement lorsque les plus grands des enfants ont dû prendre en charge avec leur mère les problèmes domestiques.

Si l'on admet que le migrant abandonne une série d'obligations domestiques afin d'atteindre des objectifs concrets qui justifient une longue absence, on ne peut accepter qu'il ne réponde pas aux attentes placées en lui : dans ce cas, il devient ce que les Mexicains appellent, d'un terme péjoratif très fort, un *desobligado*, c'est-à-dire quelqu'un qui ne remplit pas ses obligations.

Fous, égarés et « desobligados »

Les « desobligados »

L'utilisation de ce terme dépasse le cercle étroit du monde des migrants, mais son utilisation dans ce contexte révèle la profonde assimilation du phénomène migratoire par le système de normes et de valeurs qui régit le comportement des Mexicains de l'Ouest.

Un migrant passe dans la catégorie des *desobligados* lorsqu'il cesse d'accomplir ses devoirs familiaux. Personne ne peut maintenir longtemps cette situation sans que surviennent des frictions et des problèmes avec la famille, et même avec les compatriotes et les amis.

Cette façon de désigner l'une des déviations sociales des migrants n'est pas spécifique des Mexicains. Chez les Maghrébins, il existe un terme similaire à celui de *desobligado*, même s'il se réfère à la relation à la communauté : *amjah* signifie « égaré », « perdu », qui a oublié ses obligations vis-à-vis de la communauté d'origine, sur qui l'on ne peut compter (Zahraoui, 1983). Dans les deux cas, la sanction sociale démontre la profonde influence du phénomène migratoire sur la vie quotidienne et les coutumes des sociétés.

Une veuve, à Ario de Rayón, au Michoacán, dont tous les enfants se trouvaient aux États-Unis, recevait d'eux, de temps à autre, de l'argent. Un migrant, en visite dans le village, se rendit compte qu'elle devait parfois demander de quoi manger à ses voisins. De retour aux États-Unis, il reprocha aux enfants la misère dans laquelle leur mère vivait. Un des fils se sentit si honteux qu'il rentra au village avec de nombreux cadeaux pour lui demander pardon. Elle lui dit alors qu'elle ne demandait pas l'aumône, mais que ses voisins lui donnaient à manger pour qu'elle n'ait pas à cuisiner, car elle était âgée. Malgré tout, la réprimande avait servi à remettre les enfants à leur place⁷.

Paradoxalement, jusqu'en 1988, la migration illégale obligeait les

7. Entretien à Ario de Rayón, Michoacán, en février 1990.

migrants à remplir strictement leurs obligations. L'épouse d'un migrant de San Diego de Alejandria se plaignait que son mari avait « eu ses papiers ». Selon elle, « maintenant il peut bouger, sortir, se promener où il veut. Avant non, car il restait enfermé où il vivait. Maintenant, avec le fichu permis, il a plus de liberté. Et, vous savez, les hommes changent beaucoup là-bas ; avant, je craignais qu'il lui arrive quelque chose, maintenant j'ai peur qu'il ne revienne pas, qu'il tombe amoureux de quelqu'un là-bas » et qu'il cesse, par conséquent, de remplir ses obligations⁸.

Mais, inversement, la légalité a obligé bien des migrants à régulariser non seulement leurs papiers, mais aussi leurs envois d'argent. Actuellement, le migrant a droit à une forte déduction d'impôts s'il démontre qu'il a des personnes à sa charge. De cette manière, l'épouse et les enfants du migrant sont déclarés et, pour bénéficier d'une déduction fiscale, il doit prouver qu'il a envoyé tous les mois une somme suffisante pour faire vivre sa famille⁹.

Mais les pressions de la réalité nord-américaine et celles de la famille au Mexique sont parfois si fortes que le migrant préfère disparaître pour éviter ses engagements. Pour cela, il doit sortir du cercle familial dans lequel il évolue aux États-Unis. Lorsque cela n'est pas suffisant, le migrant doit même éviter le contact avec ses compatriotes qui pourraient indirectement faire pression sur lui. Le migrant cesse d'envoyer de l'argent, oublie d'écrire et évite le retour annuel au village. Quelquefois, dans ce cas, le père, la mère, l'épouse ou les enfants effectuent le voyage pour tenter de réintégrer le migrant à la famille et au réseau.

Ainsi, à San Diego de Alejandria, on racontait l'histoire d'un migrant qui avait abandonné ses enfants en bas âge ; il ne leur avait jamais écrit ni envoyé d'argent. À quinze ans, le fils aîné avait décidé de partir aux États-Unis chercher son père. Il découvrit que la disparition de ce dernier était due au fait qu'il y avait formé une nouvelle famille.

Les migrants *desobligados* sont l'objet d'une sanction très forte. Lors d'une enquête à Romita, au Guanajuato, on demanda à un chef de famille des informations sur ses enfants. Alors qu'il commençait à les énumérer, la mère intervint pour exclure une des filles : elle était partie aux États-Unis et n'avait jamais écrit, téléphoné ni envoyé quoi que ce soit. Ils savaient qu'elle était vivante, mais ils ne voulaient pas en savoir plus.

8. Entretien réalisé à San Diego de Alejandria, Jalisco, en décembre 1989.

9. Les Mexicains avaient l'habitude de falsifier leur déclaration d'impôts en déclarant à leur charge des cousins et des neveux, mais ils doivent aujourd'hui démontrer que toutes les personnes à leur charge existent réellement. Un grand nombre d'entre eux ont dû rembourser des milliers de dollars au fisc pour se mettre en règle et bénéficier de la loi d'amnistie.

Les égarés

Certains deviennent *desobligados* parce qu'ils se « perdent », en ce sens qu'ils s'adonnent à l'alcool ou à la drogue. La solitude, l'éloignement et le mal du pays accentuent la tendance à l'alcoolisme.

Selon certaines études, à la fin des années quatre-vingt, « le Mexicain qui part aux États-Unis maintient sa grande consommation d'alcool – pour les fêtes et fins de semaine – et lui ajoute le rythme d'ingestion propre à la culture nord-américaine ». Le problème paraît plus grave encore pour la seconde génération (Caetano et Medina, 1988).

Pendant des années, quand les travailleurs agricoles vivaient dans des baraques isolées, on leur faisait parvenir alcool et femmes. Les paris sont aussi une distraction où beaucoup dépensent tout l'argent de la semaine. En ville, il est fréquent que les migrants se réunissent les fins de semaine pour boire. Les dimanches « sportifs », dont sont friands les migrants, s'achèvent généralement aussi par la boisson.

Dans ce contexte, avec de l'argent pour acheter de quoi boire et un environnement qui invite à la consommation, bon nombre de migrants tombent dans l'alcoolisme. Quelques-uns travaillent pour s'enivrer chaque fin de semaine. Un migrant, à qui l'on demandait combien d'argent il envoyait à sa famille, répondit simplement qu'il n'envoyait pas un sou, car il buvait tout. Il ne tenta ni de cacher ni de justifier sa maladie : il était plongé dans une espèce de fatalisme tragique.

Ces dernières années, le nombre de drogués parmi les migrants a augmenté. La consommation de marijuana, assez répandue au Mexique, s'est étendue à cause de l'extension de cette culture dans les zones rurales isolées. Mais la consommation d'autres drogues était pratiquement inexistante. En revanche, les jeunes émigrants mexicains rencontrent quotidiennement les drogues dures, largement consommées dans les quartiers populaires des grandes villes américaines. L'apparition de bandes de *cholos* et de *punks* a permis l'installation de circuits de la drogue parmi la population mexicaine.

Au cours d'un entretien en Californie, un groupe de migrants commença à fumer de la marijuana. Personne ne fit de remarque ; on peut donc supposer que c'était une pratique courante aux États-Unis, même s'ils ne l'auraient certainement jamais fait dans leur village d'origine. Dans certains cas extrêmes, la drogue ou l'alcoolisme conduisent des migrants à un état d'inadaptation totale et de vagabondage.

Les fous

Enfin, il existe aussi des travailleurs que l'expérience migratoire conduit à la folie. L'abandon du milieu d'origine, le choc culturel, le mal du pays, l'alcool, les drogues, la dureté du travail et la fai-

blesse psychique conduisent, dans certains cas, à la perte de la raison.

Ainsi, à San José Casas Caídas, au Jalisco, un migrant peu armé pour se défendre en terre étrangère fut conduit à la folie. Les services d'immigration durent le renvoyer au Mexique. À cette époque (1973-1975), la *migra* louait des avions commerciaux ou des autobus pour amener les gens loin de la frontière, afin qu'il leur soit difficile de revenir. Dans ce cas, le migrant fut envoyé en autobus à León, au Guanajuato. Comme il n'avait pas d'argent, et qu'il ne connaissait personne, il s'endormit dans une camionnette que l'on avait laissée ouverte. Le propriétaire le découvrit, l'accusa de vol et on le mit en prison. Il y resta plus de trois ans, jusqu'à ce que ses parents le retrouvent et le ramènent au village.

Autre cas, un migrant de San Diego de Alejandría, d'une éducation religieuse très stricte, fut perturbé par la société américaine, beaucoup plus permissive. Pris dans le tourbillon de l'alcool, de la drogue et du sexe, il se mit à souffrir d'un dédoublement de personnalité. Dans son village d'origine, on le disait beau, timide, pratiquant et travailleur, mais, aux États-Unis, il était tout à l'opposé¹⁰. Ses premières manifestations de folie furent des prédications et des pratiques de type écologique. Considérant le plastique comme le principal polluant, il passait son temps à en ramasser et à le brûler, au point qu'il détruisit sa *miça* — document plastifié d'immigrant. Il rentra dans son village complètement fou, rempli d'obsessions sexuelles et religieuses. Pendant notre entretien, il portait un crucifix sur la poitrine et ses réponses se terminaient toujours par des réflexions de type religieux ou sexuel. Au village, on le considérait comme un exemple négatif de la migration et de ce qui pouvait arriver à ceux qui prenaient un mauvais chemin.

La quasi totalité de ces cas reste méconnue. Au Mexique, les études sur la santé dans sa relation à la condition migratoire sont très peu nombreuses ; celles qui existent restent dans le cercle des recherches médicales et sont rarement publiées¹¹.

Un cas exceptionnel est celui de Martín Ramirez, qui put sortir de l'anonymat à titre posthume grâce à son extraordinaire talent de dessinateur et à la revalorisation de son œuvre picturale dans les circuits artistiques nord-américains.

10. Il commença sa carrière migratoire à vingt ans, en 1964, travailla à San Bernardino, en Californie, durant trois ans et partit ensuite pour Chicago, où il resta huit années de plus. Vers 1980, il rentra définitivement au village, très malade.

11. À Ario de Rayón, Michoacán, l'étudiante en anthropologie Yolanda Alanís, qui était aussi médecin et avait servi au dispensaire de la localité, détecta une série de maladies psychosomatiques chez les épouses et les enfants des migrants. À Los Reyes, Michoacán, le psychologue José Espinoza rencontre fréquemment des cas d'émigrants ayant des problèmes psychologiques du fait qu'ils ont « échoué » aux États-Unis. Dans Los Altos de Jalisco, le Dr José Luis López a pu constater aussi des problèmes de santé en rapport avec la situation migratoire des localités.

Nous n'avons que peu d'informations sur lui : né au Jalisco le 31 mai 1885, il a émigré aux États-Unis, probablement dans les années 1910. Il a travaillé dans une blanchisserie, puis, durant des années, dans le *traque* (*track* : chemin de fer), comme employé des voies. Sa faible constitution physique, le travail excessif et une condition psychique instable le conduisirent à un état de catatonie irréversible. Il fut interné dans un asile psychiatrique de Los Angeles, en 1930, et y resta jusqu'à sa mort en 1960. À partir de 1948, il commença à peindre et ses œuvres furent collectionnées par le docteur Tarmo Pasto, intéressé par les expressions artistiques des psychotiques¹².

L'œuvre de Ramirez s'articule selon deux grands thèmes. Le premier est le monde de ses souvenirs, de sa terre : chevaux, cerfs, plantes, révolutionnaires, églises et images religieuses. L'autre reflète sa vie de travailleur migrant, où apparaissent voitures, autoroutes, villes, édifices, bateaux, femmes — américaines — et trains ; de nombreux trains, qui vont et viennent, qui roulent sur des voies interminables, qui traversent des ponts très élevés, qui entrent et sortent de tunnels obscurs et profonds.

Ramirez raconte son travail au *traque*. Incapable de parler, il nous a laissé ses dessins, où l'on peut voir un monde fermé, sans issue, un labyrinthe au rythme vertigineux et obsessionnel. Les dessins qui rendent compte de son séjour aux États-Unis montrent qu'il y a vécu un cauchemar et expriment le sentiment partagé par bien des migrants, lorsque au cours de nos entretiens ils parlaient de leur travail, du rythme de production, de la dureté de la journée, du trou dans lequel il leur semblait vivre, de l'absence de liberté.

La situation dans laquelle vécut Ramirez ressort aussi des entretiens réalisés par Gamio dans les années vingt. Les travailleurs de cette époque font allusion au travail pénible, à l'épuisement physique, à l'exploitation. Don Elías García, par exemple, affirmait qu'« on les rend fous avec tout ce travail, on les presse [comme des citrons] jusqu'à ce qu'ils ne servent plus à rien, et ils doivent alors rentrer au Mexique et être une charge pour leurs compatriotes ». Don Juan Berzúnzolo disait qu'il avait laissé aux États-Unis « le meilleur de ma vie et toutes

12. Selon le Dr Tarmo Pasto, « le choc culturel fut trop fort pour lui. Il perdit le sens de l'orientation et commença à souffrir d'hallucinations et à montrer des symptômes de schizophrénie ». Les autorités l'arrêtèrent à Pershing Square, parc où se réfugiaient vagabonds, ivrognes et détraqués. Transféré en 1930 à l'asile psychiatrique d'Auburn, en Californie, il commença à peindre intensément en 1948 ; cette activité faisait partie de sa thérapie. Il mourut en 1960 à soixante-quinze ans, laissant trois cents peintures qui furent collectionnées par le Dr Pasto puis acquises par le peintre Jim Nutt, qui s'intéressa à cette œuvre, la restaura et la fit connaître. En 1985, l'œuvre de Ramirez fut exposée au Moore College of Art de Philadelphie, et, en 1989, au Centro Cultural Arte Contemporáneo de México. Octavio Paz a écrit un essai à ce sujet (1989).

mes forces [...] dans les champs et les usines de ces *gringos* qui ne savent que nous faire transpirer et qui ne nous prêtent plus aucune attention lorsqu'ils voient que l'on est vieux ».

Mais, dans ces situations d'épuisement physique, de désespoir, de maladie et de mal du pays, les migrants ne se tournent pas seulement avec nostalgie vers leurs origines : ils s'agrippent aussi à leur religion, leurs croyances, leurs traditions.

Fêtes, sanctuaires et ex-voto

Du traître à l'enfant prodigue

Les habitants de l'Ouest mexicain sont réputés pour leur religiosité. Le catholicisme y possède un ferme bastion et l'Église a su y conserver son influence. Dans ce contexte, la migration a été un souci permanent pour les autorités ecclésiastiques qui ont pris des mesures concrètes afin de limiter les effets nocifs que pourrait avoir la migration sur leurs paroissiens¹³.

Dans les années vingt, l'Église assistait avec terreur au départ de ses ouailles et avec horreur au retour des migrants qui parlaient des merveilles qu'ils avaient vues et des expériences, peu édifiantes, qu'ils avaient vécues.

Ceci provoqua une pastorale incendiaire de l'évêque de Guadalajara, Mgr Francisco Orozco, qui lança « une croisade sainte [...] contre l'émigration, pour sauver notre patrie et sauver les âmes... ». Les migrants « contribuent à la décadence de la patrie », alors qu'ils pourraient, par leur travail, contribuer « à la reconstruction nationale ». Pour l'évêque, la migration était un manque de patriotisme, plus encore lorsqu'ils font « grandir par leur travail une nation qui a toujours été considérée comme ennemie de la nôtre et cause des plus grands maux du pays ».

Antipatriotes, les migrants passaient aussi pour de simples idéalistes, ignorants des sacrifices et des privations qu'ils allaient devoir affronter. En outre, la migration conduisait à l'indifférence religieuse, au relâchement des mœurs et au danger de « tomber aux mains d'une secte protestante ». Les migrants passaient dans le camp des traîtres, des « panégyristes de tout ce qui est nord-américain », et, dans de telles conditions, « peu leur importerait l'annexion de leur patrie aux États-Unis, et ils se réjouiraient même de cela ». Cette pastorale publiée le 5 août 1920 fut lue dans toutes les églises du diocèse et marqua

13. Agustín Yañez, dans son roman *Au fil de l'eau*, décrit les conflits qu'entraînaient, pour les curés et les gens de Yahualica, l'arrivée des « Norteños », à la veille du conflit armé de 1910.

l'opposition radicale de l'Église vis-à-vis du phénomène migratoire (Ochoa et Uribe, 1990).

Soixante-dix ans après, l'évêque de San Juan de Los Lagos, Mgr J. Trinidad Sepúlveda, abbé de Los Altos de Jalisco, affirmait que la priorité pastorale était l'assistance aux migrants. Préoccupé par « les enfants absents » du diocèse, dans une lettre qui leur était adressée, il affirmait : « La décision que vous avez prise de chercher, en terres étrangères et avec de gros sacrifices, le travail qui vous permettra d'assurer votre avenir et le bonheur de vos familles, est juste et chrétienne » (*Bulletin pastoral*, n° 77, 1988).

Pour définir une politique pastorale adaptée aux besoins des migrants, une équipe fut chargée d'étudier et de recenser la population résidant aux États-Unis pour entrer en contact avec elle par la voie épistolaire. Un plan de travail fut élaboré ensuite, centré sur la célébration de la fête de l'Émigrant, la diffusion d'une prière de l'émigrant et la préparation d'une liturgie.

En fait, les prêtres des zones de migration, depuis plusieurs décennies, consacrent une part de leur temps à leurs paroissiens vivant aux États-Unis. Certains curés effectuent le voyage tous les ans pour baptiser, marier et confesser, mais surtout pour maintenir un contact direct avec leurs paroissiens. Si l'évêque ne permet pas le départ de ses curés, certains prêtres demandent un congé, vont aux États-Unis avec les migrants et affrontent avec eux les risques du voyage et du passage de la frontière.

Les antipatriotes, les traîtres et les utopistes sont devenus « les enfants chéris », bien que les dangers spirituels qu'ils courent soient les mêmes : le protestantisme, le relâchement des mœurs – contrôle de la natalité – et l'indifférence religieuse.

Pour l'Église catholique, la menace du protestantisme a une seule origine : le Nord. C'est de là que viennent les prédicateurs et les fonds. La pénétration protestante a été permanente au Mexique, mais son influence a été limitée à l'Ouest du pays.

Les *alteños* n'y vont pas par quatre chemins. Un migrant d'Unión de San Antonio converti au protestantisme, arrivé dans son village pour y faire du prosélytisme, en fut expulsé violemment. La police dut l'escorter pour lui permettre de s'en sortir indemne. À Lagos de Moreno, les missionnaires mormons ont dû abandonner la région parce que deux d'entre eux avaient été retrouvés morts, tués par balles. La lutte contre les ennemis de la religion catholique semble aussi forte que durant la *cristiada*.

Il n'en est pas de même du contrôle de la natalité, où la bataille paraît être perdue pour l'Église. Les migrants utilisent de plus en plus les méthodes contraceptives et les familles en ont généralement assez d'avoir « tous les enfants que Dieu [leur] envoie ». On constate chez les migrants qui vivent aux États-Unis un contrôle assez strict de la

natalité : un grand nombre d'entre eux n'ont que deux ou trois enfants. Inversement, pour les migrants répétés, la grossesse de leur femme est un moyen d'éviter l'infidélité.

Face à l'abandon des pratiques religieuses, l'Église poursuit plusieurs programmes pour assurer aux migrants les services religieux qu'eux-mêmes sollicitent. Un des projets les plus fructueux a été d'emporter aux États-Unis les images vénérées dans la région. Ainsi, chaque année, une des paroisses latino-américaines de Los Angeles, San Antonio et Chicago accueille les images de la Vierge de Zapopan et de San Juan de Los Lagos. Durant une semaine, messes, rosaires, neuvaines, baptêmes et mariages réunissent toute la communauté mexicaine.

Dans plusieurs localités, la fête patronale est devenue une date obligatoire de retour au village. Les migrants se font donateurs et leur participation est considérée comme indispensable. Quelques-unes ont repoussé la date de la fête en hiver, époque des retours massifs de migrants ; dans d'autres cas, on a revitalisé les fêtes religieuses que l'on célébrait traditionnellement au cours des derniers mois de l'année.

Il est aujourd'hui de plus en plus courant que les villages de l'Ouest fêtent les « absents », quand ceux-ci reviennent de l'intérieur du pays ou des États-Unis. La fête sert de lien avec ceux qui sont partis. C'est le moment de rétablir des relations, de chercher une fiancée, de demander sa main, de vendre ou d'acheter une propriété, de monter des affaires.

Le poids social, économique et politique des migrants internationaux, dans certaines localités, est si fort que l'Église, les autorités municipales et les organisations locales ont convenu d'instituer une fête spéciale pour les « Norteños » : la « fête de l'Émigrant ».

À San Diego de Alejandría, le 25 décembre, la célébration de Noël comporte un programme complet d'activités, dont les principaux acteurs sont les émigrants. On leur envoie le programme de la fête et on les invite à y participer. Certains répondent par écrit, pour apporter des suggestions, ou s'excuser de ne pouvoir y assister. Le programme de 1989 était le suivant :

8 heures	: inscription à la retraite spirituelle (180 migrants de San Diego y ont assisté) ;
10 heures	: début de la retraite et de la rencontre, avec la participation de plusieurs prêtres ;
13 heures	: messe célébrée par quatre prêtres et « offrande de promesse des émigrants » ;
14 heures	: réception avec orchestre de musiciens à la paroisse ;
14 heures 30	: repas ;
16 heures	: jeux avec participation générale ;
17 heures 30	: souvenirs et opinions des migrants sur la fête ;
18 heures	: clôture et paroles de remerciement.

La partie la plus élaborée du programme est la messe dont la liturgie répond à la nouvelle pastorale de l'émigrant instituée dans le diocèse. Les lectures de l'Ancien et du Nouveau Testament font allusion aux problèmes de l'émigrant, et le sermon est adressé à ceux qui sont revenus dans leur terroir.

Les émigrants écrivent leurs offrandes ou promesses écrites sur de petits papiers¹⁴ : « Seigneur, je Te promets d'essayer de m'éloigner des vices et de mieux m'occuper de ma famille » ; « Je Te promets de renoncer à toute sorte de drogue qui peut détruire ma vie. Je Te le promets, Seigneur Dieu » ; « Conserve-moi en bonne santé pour aider mes parents, donne patience à ma fiancée et santé à mes parents » ; « Je promets de me contenir, de ne pas pécher ni fumer de marijuana » ; « Je Te promets, Enfant Jésus, de ne pas faire de mauvais pas ni de me laisser influencer par d'autres sectes » ; « Je jure que je vais mieux aider ma famille et je promets de lui écrire plus souvent et d'en prendre soin » ; « Seigneur, je Te promets d'essayer de m'éloigner des vices et de mieux m'occuper de ma famille ».

Le rituel des offrandes s'est institué en 1989 et 1990. La première année, soixante-six offrandes ont été remises ; la seconde année, soixante-deux. Le thème le plus populaire est évidemment religieux. En soixante-seize occasions, les migrants ont fait la promesse de mener une meilleure vie et de pratiquer avec plus de ferveur leur religion. Seule une personne a fait allusion à la tentation du protestantisme. Vingt offrandes parlaient de la famille du migrant (enfants, épouses, parents) et de la situation dans laquelle elle se trouvait. Les migrants ont douze fois abordé le thème du vice en général et ont promis de s'en éloigner ; huit personnes ont promis d'éviter l'alcool et sept autres ont parlé du problème de la drogue. Les problèmes de la famille du migrant ont été abordés en vingt occasions et onze personnes ont promis d'écrire plus souvent à leur famille.

Un migrant dit au contraire : « Moi, des vices, je n'en ai aucun, des femmes, seulement ma fiancée, pas une de plus, et les drogues, zéro ! »

Après la messe, l'assistance se réunit dans un local de la paroisse pour manger, en musique ; on prépare suffisamment de *mole* (sauce piquante accompagnant poulet ou porc) pour trois cents personnes. Au cours du repas, le curé demande aux migrants d'écrire leurs impressions ou les souvenirs qu'ils ont de cette fête : « Merci de votre si gentil accueil. Je ne croyais pas me sentir si heureux de revenir au village où je suis né, où j'ai grandi ; merci pour cette rencontre si cha-

14. Les offrandes se font par écrit sur de petits papiers de couleur découpés en forme de fruits et de fleurs, dessinés expressément pour que les migrants y marquent leurs offrandes de manière anonyme et concise. Information recueillie par Victor Espinosa à San Diego, 1990.

leureuse, merci » ; « Un grand merci pour tout, que Dieu vous le rende parce que moi, je n'ai pas assez pour vous payer tout ce que vous avez fait pour chacun d'entre nous » ; « *Thanks*, merci à Lupe et à monsieur le curé, au père Andrés. *Thanks very much per mole. Gracias again* ». D'autres font des demandes ou des promesses : « Seigneur, je Te demande, tout comme Tu m'as permis de venir voir mes parents et toute ma famille, de me permettre de revenir l'année prochaine. Je Te demande aussi de prendre soin de moi au retour et de veiller sur tous ceux qui sont là, de prendre soin d'eux à leur retour. » D'autres ont pensé plutôt à la possibilité d'un retour après avoir atteint leurs objectifs : « Jésus, donne-nous l'intelligence pour profiter du produit de notre travail en essayant de grandir la Patrie mexicaine et nos familles en Ton nom. »

La fête de l'Émigrant est un succès et elle se propage dans d'autres villages de Los Altos de Jalisco, qui appliquent la pastorale du migrant.

Et malgré tout, merci

La tradition méditerranéenne d'offrir des ex-voto, peints à la main, à des figures vénérées en remerciement pour une faveur reçue, s'est largement répandue au Mexique. Depuis le XVIII^e siècle, cette coutume, qui suit scrupuleusement les modèles classiques¹⁵, contient aussi toute la fraîcheur, la naïveté et les coloris de l'art populaire mexicain. Le Mexique est sans doute le seul pays où l'on peut trouver de manière ininterrompue trois siècles de témoignages sur la misère, la maladie, les peurs, les privations et la dévotion des Mexicains.

La migration ne pouvait échapper à cette manifestation de la foi populaire. Depuis le début de ce siècle, les migrants ont demandé aux saints leur bénédiction avant d'entreprendre le voyage vers le Nord, et il sont revenus adresser leurs remerciements pour les faveurs reçues.

Le premier *retablo* connu de migrant est dédié à la Vierge de San Juan de Los Lagos, Jalisco, et date de 1912. Le *retablo* de don Gumercindo Ramírez représente un des multiples accidents du travail dont ceux qui travaillaient au *traque* pendant la première décennie de notre siècle furent les victimes. Mais c'est aussi un cas unique par l'information qu'il comporte et les expériences esthétiques et religieuses qu'il transmet.

Le *retablo* révèle la solitude dans laquelle vivaient les travailleurs du *traque* : un paysage froid et inhospitalier et des conditions de vie et de travail dures. Survivre à tout cela est un miracle : don Gumercindo

15. L'ex-voto peint est divisé horizontalement en trois parties. La partie supérieure correspond au saint ou à l'image vénérée, celle du centre, à la description graphique de l'événement, et celle du bas, à la narration du fait et aux renseignements élémentaires concernant celui qui offre.

est allé au sanctuaire de San Juan de Los Lagos, quatre ans plus tard, adresser ses remerciements.

Près de quatre-vingts ex-voto de migrants ont pu être collectés, photographiés et classés dans différents sanctuaires de l'Ouest du pays. Toutes les étapes de la migration entre le Mexique et les États-Unis sont mentionnées dans ces *retablos* : les débuts dans les années 1910, le programme Bracero, la période des *indocumentados* et l'amnistie de 1986.

Les *retablos* apportent une information sur les lieux d'origine et de destination, sur les noms et les dates ; ils révèlent surtout une expérience dangereuse, traumatisante, une situation critique : « traversant le dangereux fleuve au Texas », « se perdant à Chicago » ; survivant après plusieurs journées dans le désert ; sortant indemne « d'une opération dangereuse », « n'étant pas découvert par la *migra* » ; sorti indemne d'un conflit interracial ; tombé malade et « aux portes de la mort » ; devant s'engager dans l'armée nord-américaine et participer au combat ; victime d'un accident automobile ; réussissant à obtenir un passeport et un visa pour pouvoir voyager (Durand, Massey, 1991).

Outre les faits miraculeux, le *retablo* peint signale les différences entre générations, les processus de rejet ou d'assimilation culturelle. Dolores García offrit un retable à la Vierge de San Juan « pour avoir rendu la santé à mon petit-fils Philip M. García » qui vit à Kingsburg, en Californie. Le petit-fils appartient à une seconde ou troisième génération de migrants et, semble-t-il, il est totalement intégré aux États-Unis : il ne s'appelle plus Felipe, mais Philip, et ce M. devant le nom de son père correspond au nom de sa mère, coutume nord-américaine. D'autres révèlent leur degré d'intégration aux États-Unis en remerciant pour avoir obtenu leur baccalauréat ou terminé leurs études universitaires. Certains remercient parce qu'ils s'en sont bien sortis et parce qu'ils ont pu refaire leur vie et celle de leur famille quelque part aux États-Unis. Enfin, d'autres adressent leurs remerciements pour « avoir pu revenir », pour « avoir pu en finir une fois pour toutes ».

Les *retablos* offrent une autre vision du migrant : généralement, les « *Nortefios* » ne parlent pas de leurs échecs, de leur peur en traversant la frontière, de la solitude qu'ils ont dû affronter, de la nostalgie qu'ils ont ressentie. La version qu'ils donnent de leur voyage s'accorde mieux avec les illusions qu'ils se sont créées avant de partir ; mais, devant la Vierge ou le Seigneur, on peut reconnaître des faiblesses, des craintes et des situations qui ne sont pas facilement admises dans un autre contexte.

Les ex-voto montrent donc le côté fragile des migrants. Tout comme les rudes marins méditerranéens, après avoir survécu à une tempête, allaient offrir leurs ex-voto aux Vierges des marins (Boulet, 1986), les migrants mexicains reviennent aux sanctuaires de leur dévo-

tion en apportant un *retablo*, et l'offrent en action de grâce pour avoir survécu à tant de dangers.

L'ex-voto est un document unique qui a la vertu de transmettre vie et chaleur humaine ; c'est un témoignage individuel et intime, qui répand aux quatre vents la nouvelle des miracles que l'on a vécus. Les *retablos* de thème migratoire s'entremêlent avec tous ceux de vies quotidiennes pleines de drames, de maladies et de peines, avec les cycles agricoles, leurs bonnes et leurs mauvaises récoltes, avec la vie en ville et ses accidents automobiles, ses hôpitaux et ses problèmes. Personne ne s'étonne de voir un *retablo* signé à Stockton, Chicago ou Compton, parce que la migration fait partie des aventures et mésaventures de toute la population de l'Ouest.

L'expérience migratoire fait partie de la socialisation, de l'apprentissage quotidien, de la communication orale, de la tradition et de la culture. Les enfants ont écouté leurs grands-parents, leurs parents, leurs frères et leurs amis parler du Nord légendaire. Beaucoup ont accompagné leurs parents et d'autres sont partis tout seuls à douze ou quatorze ans. Les femmes, elles aussi, se sont mises à partir ces dernières décennies.

Tous ont appris les règles du jeu, ses risques, les sacrifices qu'il faut supporter, les objectifs à atteindre et les engagements à tenir.

Le marché du travail ouvert aux travailleurs migrants est vaste et diversifié. Néanmoins, dans leur choix, les migrants se laissent guider plus par les rapports personnels et familiaux qu'ils ont aux États-Unis que par des critères salariaux ou des préférences personnelles. Ce sont les réseaux de relations sociales, construits au long des années par les parents et les compatriotes, qui offrent les opportunités.

L'expérience migratoire des gens de l'Ouest, accumulée, assumée et digérée tout au long de ce siècle, a imprégné la société tout entière. Dans le domaine religieux, l'acceptation de la migration devient un indicateur du processus d'intégration culturelle. C'est à travers les ex-voto — expression universelle et ancestrale de foi, de soumission et d'action de grâce — que les migrants ont réalisé la synthèse de leur croyance et de leur condition de migrants.

Pourtant un paradoxe subsiste : ce processus d'assimilation et d'adaptation de la culture et des traditions populaires mexicaines à la condition migratoire s'accompagne d'un sentiment profond d'absence de liberté et du rejet de la façon de vivre et de penser des Nord-Américains.

Conclusion

Pour définir les causes économiques et sociales de la migration, on a cherché pendant longtemps à la mettre en relation avec la pauvreté, le chômage, le manque de terres dans des régions spécifiques (en général, celles à forte densité de population et bien reliées au Nord, comme l'Ouest du pays). Le but de ces recherches était pratique : tenter d'arrêter ou, tout au moins, de contrôler les flux migratoires vers les États-Unis. L'histoire a été cruelle envers ceux qui ont cherché la cause directe de la migration dans des situations immédiates et voulu trouver ainsi la solution concrète du problème. Révolution et chaos, puis crise agraire, besoins en crédits et en technologie pour les paysans, création d'emplois dans le milieu rural : de chacune de ces étapes, la migration est sortie la tête haute et plus vigoureuse encore.

Les explications de type historique, pour leur part, ont avancé des causes structurelles. Pour les chercheurs nord-américains, surtout, les facteurs de l'immigration se trouvaient dans les conditions de l'économie et de l'emploi mexicains. Pour les chercheurs mexicains, le véritable moteur du processus était plutôt la demande continue de travailleurs de la part des États-Unis, et c'est donc là qu'il fallait chercher la solution. D'autres encore préféraient une combinaison des deux types de facteurs.

Mais ce débat, peu fructueux, qui concerne les causes de la migration, paraît avoir été abandonné. Par contre, des questions plus concrètes, comme l'origine géographique et socio-économique des migrants, ont pris de l'importance. Les études ont démontré que, jusqu'au début des années soixante-dix, la migration provenait surtout des localités rurales de la région ouest du pays et que les couches moyennes de la population rurale étaient les plus disposées à entreprendre une carrière migratoire.

Néanmoins, nos enquêtes dans onze localités de la région ouest apportent deux nuances importantes : la migration dans la région est

de plus en plus d'origine urbaine, même depuis des localités où prédomine l'emploi industriel ; par ailleurs, ces vingt dernières années, la migration se généralise à tous les niveaux socio-économiques de la population.

Deux nouveaux personnages sont apparus dans le courant migratoire : les jeunes habitants de quartiers populaires des villes grandes et moyennes et les femmes des milieux rural et citadin. Ces personnes ont été rejointes par les paysans et les habitants pauvres des villes d'Amérique centrale qui traversent le Mexique ou y font escale, pour se diriger ensuite vers le Nord.

Les Mexicaines font maintenant partie du marché du travail nord-américain. Aujourd'hui, elle sont préférées dans certaines tâches autrefois réservées aux hommes, telles que le ramassage de produits agricoles, et elles trouvent immédiatement du travail dans les nouvelles activités où prospère le travail « au noir », particulièrement dans le prêt-à-porter.

Au cours des années quatre-vingt, est arrivé un courant migratoire de Guatémaltèques et de Salvadoriens, qui, pour échapper à la guerre, à la répression et à la crise économique, prennent la route du Nord *via* le Mexique vers les États-Unis. Ils utilisent les services mexicains des *coyotes* ; on les confond avec les Mexicains lorsqu'ils traversent la frontière et, lorsqu'on les expulse, on les ramène au poste de frontière mexicain. De « l'autre côté », ils sont en concurrence avec les Mexicains sur le marché du travail. Leur « mimétisme » est venu compliquer la situation du Mexique.

En 1986, pour plus de deux millions de Mexicains s'est achevée la longue période des *indocumentados* et a commencé l'ère des *rodinos*. Pour une bonne partie des migrants, les temps de la peur sont terminés. Mais l'objectif principal de la loi Simpson-Rodino, freiner la migration illégale, paraît ne pas avoir été pleinement atteint. Indice clair de cet effet contraire aux buts poursuivis, la légalisation possible de leur situation allait convaincre d'autres candidats à la migration de partir, même dans l'illégalité.

Effets secondaires de la loi, la légalité a permis aux migrants une plus grande mobilité géographique et sectorielle sur le marché du travail nord-américain, ce qui a provoqué un déficit de travailleurs dans certaines régions et secteurs, générant l'extension du travail « au noir ». La légalité, comme l'assurance-chômage, permet aux migrants de consacrer leur temps à des activités non déclarées. Enfin, elle a encouragé le voyage des parents aux États-Unis, processus de regroupement familial encore non accepté par la loi.

Les conséquences de la croissance migratoire et de la légalisation des migrants se voient dans les milieux économique et culturel mexicains. Les devises qui entrent dans le pays par le biais des migrants ont augmenté, bien que leur destination soit de plus en plus diversi-

fiée. Actuellement, il semble exister un rapport direct entre la diversification de l'économie dans le milieu rural mexicain et l'entrée des économies faites aux États-Unis. Élevage porcin, agriculture, petite entreprise, agro-industrie sont devenus des objectifs possibles pour les migrants.

Si les effets économiques peuvent apparaître, en gros, comme positifs, les impacts culturels paraissent, eux, chargés d'ambiguïtés. Le nombre des migrants de la seconde génération a considérablement augmenté. Les représentants de cette seconde génération ne s'identifient ni à la culture ni aux espoirs de leurs parents, travailleurs migrants qui veulent rentrer un jour au Mexique. Ils n'ont pas eu non plus le temps de s'intégrer pleinement à la société nord-américaine. C'est une génération dont l'avenir est incertain. Il est encore trop tôt pour prévoir son comportement économique aux États-Unis. Aujourd'hui, ces jeunes ne se sentent à leur aise ni dans les communautés d'origine de leurs parents ni dans les quartiers mexicains, assez semblables à des ghettos, où ils résident aux États-Unis.

La tendance des enfants de migrants étant de se marier avec des enfants d'autres migrants, provenant d'autres régions du Mexique, attitude exogamique relativement à la génération précédente, un nouveau groupe social se constitue, qui se déplace aux confins de deux cultures. Ce double déracinement génère des affrontements culturels que l'on relève dans les villages et les villes à forte migration.

Dans la région ouest, c'est l'Église catholique qui s'adapte le mieux aux défis culturels de cette nouvelle situation.

Finalement, le gouvernement mexicain est sorti de sa léthargie : campagnes nationales de prévention pour diminuer les escroqueries et extorsions au moment du retour, contacts suivis avec les communautés de la « diaspora ». Son souci répond à l'influence croissante des partis d'opposition parmi les Mexicains qui vivent et travaillent aux États-Unis. Les migrants font maintenant partie de la clientèle des hommes politiques.

Bibliographie

- AGUAYO Sergio, *El Exodo centroamericano*. México, Sep-Cultura, 1985.
- ALARCON Rafael, *La Migración por grupos a los Estados Unidos : el caso de Chavinda, Michoacán*. México, thèse de licence/anthropologie sociale, UAM Iztapalapa, 1984.
- ALARCON Rafael, « El proceso de norteamericanización : impacto de la migración internacional en Chavinda, Michoacán », in : Thomas CALVO et Gustavo LOPEZ (coord.), *Movimientos de población en el Occidente de México*. México, CEMCA, El Colegio de Michoacán, 1988, pp. 337-359.
- ALBA Francisco, « Industrialización sustitutiva y migración internacional : el caso de México », in : Centro de Estudios Internacionales, *Indocumentados. Mitos y realidades*. México, El Colegio de México, 1979.
- ALBA HERNANDEZ Francisco, « Exodo silencioso : la emigración de trabajadores indocumentados a Estados Unidos », in : *Foro Internacional*, vol. XVII, 2. México, CEI, El Colegio de México, 1976, pp. 152-179.
- ALONSO Jorge *et al.*, *Lucha urbana y acumulación de capital*. México, Ediciones de La Casa Chata, 1980.
- ALURUSTA Alberto *et al.*, *Poesía chicana*. Serie Poesía Moderna, 41. México, UNAM (sans date).
- AMIR Samin, *Modern Migrations in Western Africa*. Oxford, Oxford University Press, 1974.
- ARAMBURO Guillermo, « Commuters en la frontera México Estados Unidos », in : *Estudios Fronterizos*, año V, vol. V, 12-13. Baja California, UABC, 1987, pp. 81-94.
- ARGUELLO Omar, « Migración y cambio estructural », in : Omar Arguello (éd.), *Desarrollo y estructura social*. Buenos Aires, CLACSO, 1973, pp. 11-42.
- ARIAS Patricia, « La mujer y la manufactura rural en Occidente », in : Josefina ARANDA, *Las Mujeres en el Campo*. Oaxaca, Universidad Autónoma Benito Juárez de Oaxaca, 1988, pp. 129-146.

- ARIAS Patricia, « Empleo a domicilio en el medio rural : la nueva manufactura », in : *Estudios sociológicos*, vol. VI, n° 8. México, El Colegio de México, 1988a, pp. 535-552.
- ARIAS Patricia, *Diversification et spécialisation dans la société rurale. San Francisco del Rincón, un exemple de l'Ouest mexicain*. Toulouse, Université de Toulouse-Le Mirail, thèse de doctorat N.R./ géographie-aménagement, 1990a.
- ARIAS Patricia, « Nueva industrialización, otros trabajadores », in : *Ciudades*, 7. México, RNIU, 1990b., pp. 19-25.
- ARIAS Patricia et MUMMERT Gail, « Familia, mercados de trabajo y migración en el centro occidente de México », in : *Nueva Antropología*, vol. IX, 32. México, GV Editores, 1987, pp. 105-128.
- ARIZPE Lourdes, « Problemas teóricos en el estudio de la migración de pequeños grupos : el caso de migrantes campesinos a la ciudad de México », in : *Cahiers des Amériques latines*, numéro spécial, « Les migrations au Mexique », n° 12. Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine, 1975, pp. 203-213.
- ARIZPE Lourdes, *Migración, etnicismo y cambio económico*. México, El Colegio de México, 1978.
- ARIZPE Lourdes, « El exodo rural en México y su relación con la migración a Estados Unidos », in : *Estudios sociológicos*, vol. I, 1. México, El Colegio de México, 1983, pp. 9-34.
- ARREOLA Mario, *El Programa mexicano de maquiladoras. Una respuesta a las necesidades de la industria norteamericana*. Guadalajara, Universidad de Guadalajara, Instituto de Estudios Sociales, 1980.
- ARROYO Jesús, *El Abandono rural*. Guadalajara, Universidad de Guadalajara, 1989.
- BALAN Jorge, BROWNING Harley L. et Elizabeth JELIN, *Migración, estructura ocupacional y movilidad social. El caso Monterrey*. México, UNAM, IIS, 1973.
- BARKIN David et LOPEZ Gustavo, « Migration from small-scale agriculture : can it be stopped? ». Ronéo, 1990.
- BARON Fernando, *Legislación española de emigración*. Madrid, Instituto Español de Emigración, 1975.
- BARTRA Roger, *Estructura agraria y clases sociales en México*. México, ERA-IIS UNAM, 1978.
- BASTENIER Albert et DASSETTO Félíce, *Pour une sociologie de la religion des travailleurs migrants*. Feres Louvain-La Neuve, 1977.
- BATAILLON Claude, « Le départ des migrants mexicains : commentaire à propos de trois études au Mexique central, 1971-1974 », in : *Cahiers des Amériques latines*, n° 12. Paris, 1975, pp. 69-80.

- BATAILLON Claude et PANABIÈRE Louis, *Mexico aujourd'hui. La plus grande ville du monde*. Paris, Publisud, 1988.
- BEALS Ralph, *Cherán : A Sierra Tarascan Village*. Washington, Smithsonian Institution, Institute of Social Anthropology, 4. 1946.
- BEAN Frank D., KING Allan G. et PASSEL Jeffrey S., « The number of illegal migrants of mexican origin in the United States : sex ratio-based estimates for 1980 », in : *Demography*, 20, 1983, pp. 99-109.
- BEAN Frank D., VERNEZ Georges et KEELY Charles B., *Opening and Closing the Doors : Evaluating Immigration Reform and Control*. Washington, D.C., The Urban Institute, 1989.
- BELSHAW Michael, *La tierra y la gente de Huecorio*. México, F.C.E., 1969.
- BILLIEZ Jacqueline, « La langue comme marqueur d'identité », in : *Revue européenne des migrations internationales*, vol. I, 2. Poitiers, 1985, pp. 95-106.
- BOGARDUS Emory, « Second generation Mexicans », in : *Sociological and Social Research*, vol. XIII, 3, pp. 276-283.
- BOLETIN PASTORAL 77, Diócesis de San Juan de Los Lagos. Jalisco, décembre 1988.
- BOULLET F. et C., *Ex-voto marins*. Milán, Editions maritimes et d'outre-mer, 1986.
- BRADING David A., *Haciendas y ranchos del Bajío*. México, Enlace-Grijalbo, 1988.
- BRUCE-NOVOA Juan, *La Literatura chicana a través de sus autores*. México, Siglo XXI Editores, 1983.
- BUSTAMANTE Jorge, *Espaldas mojadas : materia prima para la expansión del capitalismo*. México, El Colegio de México (cuadernos del CES), 1973.
- BUSTAMANTE Jorge, « Espaldas mojadas : migración-mercancía », in : *Cahiers des Amériques latines* numéro spécial, « Les migrations au Mexique », n° 12. Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine, 1975, pp. 277-316.
- BUSTAMANTE Jorge, « Programa fronterizo de Maquiladoras », in : *Foro Internacional*, 62, vol. XVI, 2. El Colegio de México, 1977, pp. 187-204.
- BUSTAMANTE Jorge, « Emigración indocumentada a los Estados Unidos », in : Centro de Estudios Internacionales, *Indocumentados. Mitos y realidades*. México, El Colegio de México, 1979a, pp. 23-60.
- BUSTAMANTE Jorge, « Las propuestas de política migratoria en los Estados Unidos y sus repercusiones en México », in : Centro de Estudios Internacionales, *Indocumentados. Mitos y realidades*. México, El Colegio de México, 1979b, pp. 197-208.
- BUSTAMANTE Jorge, « Las mercancías migratorias », in : *Nexos*, 14, 1979c, pp. 23-28.

- BUSTAMANTE Jorge, « Pasado y futuro de la migración internacional de trabajadores en las relaciones entre México y Estados Unidos », in : David BARKIN *et al.*, *Las Relaciones México-Estados Unidos*. México, Nueva Imagen, 1980a.
- BUSTAMANTE Jorge, « Frontera México-Estados Unidos ; reflexiones para un marco teórico », in : *Frontera Norte*, vol. I, 1989, pp. 7-24.
- BUSTAMANTE Jorge et MARTINEZ Jerónimo, « La emigración a la frontera norte del país y a los Estados Unidos », in : *Migraciones internacionales en las Américas*, vol. I, 1. Venezuela, CEPAM, 1980b, pp. 195-218.
- BUSTO Emiliano, *Estadística de la República Mexicana* (2 tomes). México, Imprenta de Ignacio Cumplido, 1880.
- CAETANO Raul et MEDINA María E., « Patrones de consumo de alcohol y problemas asociados en México y en población de origen mexicano en Estados Unidos », in : *Nueva Antropología*, 34. México, GV Editores, 1988, pp. 137-156.
- CAMARA Fernando et KEMPER Robert (éd.), *Migration Across Frontiers : México and the United States*. Contributions of the Latin American Anthropology Group, vol. III. Albany, N.Y., Institute of Mesoamerican Studies, University of New York, 1979.
- CARDOSO Lawrence, *Mexican Emigration to the United States 1897-1931*. Tucson, University of Arizona Press, 1980.
- CARREÑO Antonio, « Los anticuerpos culturales », in : *Cultura Norte*. México, Programa Cultural de las Fronteras, 1990, pp. 29-33.
- CARRERAS Mercedes, *Los Mexicanos que devolvió la crisis 1929- 1932*. México, Secretaría de Relaciones Exteriores, 1974.
- CASILLAS Rodolfo, « La migración centroamericana de paso : un desafío a la política exterior de México », communication in : « Seminario sobre migración internacional en México. Estado actual y perspectivas ». Cocoyoc, Morelos, CONAPO, 4, 5 et 6 octobre 1989.
- CASTILLO Manuel Angel, « Frontera sur y migración : estado actual, necesidades y prioridades de investigación », communication in : « Seminario sobre migración internacional en México. Estado actual y perspectivas ». Cocoyoc, Morelos, CONAPO, 4, 5 et 6 octobre 1989.
- CASTILLO Pedro et RIOS BUSTAMANTE Antonio, *México en Los Angeles*. México, CONACULT-Alianza, Colección Los Noventa, 1989.
- CENTRO DE ESTUDIOS FRONTERIZOS DEL NORTE DE MEXICO, *Mexicanos Residentes en Estados Unidos*. Tijuana, B.C., Cefnomex, mimeo, 1982.
- CHAPMAN Leonard F. Jr., « Illegal Aliens : Time to Call a Halt ! » in : *Reader's Digest*, n° 109, 1976, pp. 188-92.
- CHAREF Mohammed, « Les transferts d'épargne des émigrés marocains en

- France : évaluation de leur importance et de leurs effets », in : Larbi TALHA, *Maghrébins en France, émigrés ou immigrants*. Paris, Editions du CNRS, 1983, pp. 217-228.
- COASWORTH John, *El Impacto de los ferrocarriles en el Porfiriato*. México, Editorial Era, 1984.
- COERVER Don M. et HALL Linda B., *Texas y la Revolución mexicana : Un estudio sobre la política fronteriza nacional y estatal, 1910-1920*. México, FCE, 1988.
- COLLADO María del Carmen, *La Burguesía mexicana. El emporio Braniff y su participación política 1865-1920*. México, Siglo XXI Editores, 1987.
- CORNELIUS Wayne A., « Mexican Migration to the United States : the View From Rural Sending Communities ». Cambridge, Mass., Migrations and Development Monograph Series C 76-12. MIT, Center of International Studies, 1976.
- CORNELIUS Wayne A., « Mexican Migration to the United States : Causes, Consequences, and U.S. Responses ». MIT, Center of International Studies, 1978.
- CORNELIUS Wayne A., « La migración ilegal mexicana a los Estados Unidos : conclusiones de investigaciones recientes, implicaciones políticas y prioridades de investigación », in : Centro de Estudios Internacionales, *Indocumentados. Mitos y realidades*. México, El Colegio de México, 1979a, pp. 69-110.
- CORNELIUS Wayne A., « La nueva mitología de la emigración indocumentada mexicana a los Estados Unidos », in : Centro de Estudios Internacionales, *Indocumentados. Mitos y realidades*. México, El Colegio de México, 1979b, pp. 11-135.
- CORNELIUS Wayne A., *Labor Migration to the United States : Development Outcomes and Alternatives, in Mexican Sending Communities*. Final report to the U.S. Commission for the Study of International Migration and Cooperative Economic Development. La Jolla, Center for U.S. Mexican Studies, San Diego, University of California, 1990.
- CORONA Rodolfo, « Estimación del número de indocumentados a nivel estatal y municipal ». México, Centro de Estudios sobre identidad nacional en zonas fronterizas, UNAM, mimeo, 1987.
- CORWIN Arthur F., « The numbers game : estimates of illegal aliens in the United States, 1970-1981 », in : *Law and Contemporary Problems*, 45, 1982, pp. 223-297.
- CRAIG Ann L. *The First Agrarists : An Oral History of Agrarian Reform in México*. California, University of California Press, 1983.
- CRAIG Richard B., *The Bracero Program*. Austin, University of Texas, 1971.
- DE TAPIA Stéphane, « La création d'entreprises populaires par les migrants en Turquie », in : *Revue européenne des migrations internationales*, vol. XI, 1, 1986, pp. 59-76.

- DIAZ José et RODRIGUEZ Román, *El Movimiento cristero. Sociedad y conflicto en los Altos de Jalisco*. México, Editorial Nueva Imagen, 1979.
- DIEZ CANEDO Juan, *La Migración indocumentada de México a los Estados Unidos*. México, FCE, 1984.
- DINERMAN Ina, « El impacto agrario de la migración en Huecorio », in : *Relaciones*, vol. IV, 15. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1988, pp. 29-52.
- DRISCOLL Bárbara, *El Programa de Braceros Ferroviarios*. Tijuana, cuadernos del CEFNOMEX, 1985.
- DURAND Jorge, « Circuitos migratorios en el occidente de México », in : *Revue européenne des migrations internationales*, vol. II, 2, 1986, pp. 49-68.
- DURAND Jorge, « Los migradólars. Cien años de inversión en el medio rural », in : *Argumentos*, 5. México, Universidad Autónoma Metropolitana-Xochimilco, 1988, pp. 7-21.
- DURAND Jorge, « Tierra de volcanes. Movimientos sociales en Michoacán 1976-1986 », in : Sergio ZENDEJAS (coord.), *Estudios Michoacanos III*. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1989, pp. 15-36.
- DURAND Jorge, « Guanajuato, cantera de migrantes », in : *Encuentro*, vol IV, 4. Guadalajara, El Colegio de Jalisco, 1990, pp. 49-62.
- DURAND Jorge, « Los hijos de Rodino », in : *L'Ordinaire Mexique Amérique centrale*, 122. Toulouse, Gral-CNRS IPEALT, Université de Toulouse-Le Mirail, juillet-août 1990, pp. 57-60.
- DURAND Jorge et MASSEY Douglas S., *Doy Gracias. Iconografía de la migración México Estados Unidos*. Guadalajara, Programa de Estudios Jaliscienses, 1990.
- DURAND Jorge (coord.), *Les Lluève Sobre Mojado*. Guadalajara, ITESO y Academia Jalisciense de Derechos Humanos, 1991.
- DURAND Jorge (comp.), *Migración México-Estados Unidos. Años Veinte*. México, CONACULT, Colección Regiones, 1991.
- ESCOBAR Agustín et GONZALEZ DE LA ROCHA Mercedes, « La ley de migración internacional : el impacto de la "Simpson-Rodino" en una comunidad de los Altos de Jalisco », in : *Estudios sociológicos*, vol. VIII, 24. México, El Colegio de México, 1990, pp. 517-546.
- ESPIN Jaime et LEONARDO Patricia, *Economía y sociedad en los Altos de Jalisco*. México, Nueva Imagen, CISINAH, 1978.
- FABILA Alfonso, *El Problema de la migración de obreros y campesinos mexicanos*. México, Talleres Gráficos de la Nación, 1932.
- FABILA Alfonso, *La Tribu Kikapoo de Coahuila*. México, SEP, 1945a.
- FABILA Alfonso, *Los Indios Yaquis de Sonora*. México, SEP, 1945b.

- FABREGAS Andrés, *La Formación histórica de una región : Los Altos de Jalisco*. México, CIESAS, 1986.
- FEDER Ernest, *El Imperialismo Fresa*. México, Ediciones Nueva Sociología, 1981.
- FERNANDEZ Celestino, « Migración hacia los Estados Unidos : caso Santa Inés, Michoacán », in : Gustavo LOPEZ et Sergio PARDO (éd.) *Migración en el Occidente de México*. Zamora, Michoacán, CEMCA, El Colegio de Michoacán, 1988, pp. 65-84.
- FONSECA Omar et MORENO Lilia, *Jaripo, pueblo de migrantes*. Jiquilpan, Centro de Estudios de la Revolución Mexicana « Lázaro Cárdenas », 1984.
- FOSTER George, *Tzintzuntzan*. México, F.C.E., 1972.
- FRIEDRICH Paul, *Reuelta agraria en una aldea mexicana*. México, F.C.E., 1981.
- GALARZA E., *Merchants of Labor. The American Bracero History*. Santa Bárbara, McNally y Loftin, 1964.
- GAMIO Manuel, *Número, procedencia y distribución de los emigrantes mexicanos en los Estados Unidos*. México, Talleres Gráficos Editorial y Diario Oficial, 1930a.
- GAMIO Manuel, *Mexican Immigration to the United States*. Chicago, University of Chicago Press, 1930b.
- GAMIO Manuel, *El Immigrante mexicano. La historia de su vida*. México, D.F., UNAM, 1969.
- GARCIA DIAZ Bernardo, *Textiles en el Valle de Orizaba*. México, Universidad Veracruzana, 1990.
- GARCIA Mario T., *Desert Immigrants*. New Haven, London et Yale University Press, 1981.
- GARCIA Rosa María et MACIEL David, « Políticas mexicanas de protección en Estados Unidos », in : David MACIEL et José Guillermo SAAVEDRA (coord.), *Al Norte de la frontera : el pueblo chicano*. México, CONAPO, 1988, pp. 375-416.
- GARCIA Y GRIEGO Manuel et ESTRADA Leobardo, « Research on the magnitude of mexican undocumented immigration to the U.S. : a summary », in : Antonio RIOS BUSTAMANTE (comp.), *Mexican Immigrant Workers in the U.S.* Los Angeles, Ca., UCLA Chicago Studies Research Center, 1981, pp. 51-70.
- GARCIA Y GRIEGO M. et GINER DE LOS RIOS Francisco, « Es vulnerable la economía mexicana a la aplicación de políticas migratorias estadounidenses ? », in : Manuel GARCIA Y GRIEGO et Gustavo VEGA (comp.), *México Estados Unidos*. México, El Colegio de México, 1985, pp. 221-272.
- GARCIA Y GRIEGO Manuel et VEGA Gustavo (comp.), *México Estados Unidos*. México, El Colegio de México, 1985.

- GARCIA Y GRIEGO Manuel et VERA Mónica, *México y Estados Unidos frente a la migración de indocumentados*. México, Miguel Angel Porrúa, 1988.
- GEORGE Pierre, *L'Emigration en France*. Paris, Armand Colin, 1986.
- GERMANI Gino, *Sociología de la modernización*. Buenos Aires, Editorial Paidós, 1969.
- GERMANI Gino, « La ciudad como mecanismo integrador », in : BASSOLS *et al.*, *Antología de sociología urbana*. México, UNAM, 1988, pp. 267-280.
- GERMANI Gino, « El proceso de urbanización en los países avanzados y en los países desarrollados », in : BASSOLS *et al.*, *Antología de sociología urbana*. México, UNAM, 1988, pp. 281-293.
- GOLDRING Luin, « Development and Migration : A Comparativ Analysis of Two Mexican Migrant Circuits », in : *Commission for the Study of International Migration and Cooperative Economic Development Working Paper*, 37. Washington, Commission for the Study of International Migration and Cooperative Economic Development, 1990.
- GONNARD René, *Essai sur l'histoire de l'émigration*. Paris, Librairie Valois, 1928.
- GONZALEZ Beatriz et GUERRERO Luis José, « Las debilidades del poder, oligarquías y opciones políticas en los Altos de Jalisco », in : Jorge ALONSO et Juan GARCIA DE QUEVEDO (coord.), *Política y Región : los Altos de Jalisco*. México, CIESAS, 1990.
- GONZALEZ Héctor, *Trabajar en Guadalajara*. Zamora, El Colegio de Michoacán, thèse de maîtrise/anthropologie sociale, 1985.
- GONZALEZ Luis, « Ciudades y villas del Bajío en el siglo XVIII », in : *Relaciones*, vol. I, 4. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1980, pp. 100-111.
- GONZALEZ Luis, *Los Días del Presidente Cárdenas*. México, El Colegio de México, 1981.
- GONZALEZ Luis, *La Querencia*. Morelia, Michoacán SEP, 1982.
- GONZALEZ Martín, « La política del federalismo en Nuevo México (1821-1836) », in : *Historia mexicana*, 141. México, El Colegio de México, 1986, pp. 81-112.
- GOUY-GILBERT Cécile, *Una resistencia india*. México, INI, 1985.
- GRINDLE Merilee S., *Serching for Rural Development : Labor Migration and Employment in México*. Ithaca, London, Cornell University Press, 1988.
- GUERRA Francois-Xavier, *México : del Antiguo Régimen a la Revolución*. México, F.C.E., 1988.
- GUZMAN Ralph, « La repatriación forzosa como solución política concluyente al problema de la emigración ilegal. Una perspectiva histórica », in : Centro de Estudios Internacionales. *Indocumentados. Mitos y realidades*. México, El Colegio de México, 1979.
- HANCOCK Richard, *The Role of the Bracero in the Economic and Cultural*

- Dinamics in Mexico. A Case Study of Chihuahua*. Stanford, Hispanic American Society, 1959.
- HEWITT DE ALCANTARA Cynthia, *La Modernización de la agricultura mexicana 1940-1970*. México, Siglo XXI Editores, 1976.
- HEWITT DE ALCANTARA Cynthia, *Imágenes del campo. La interpretación antropológica del México rural*. México, El Colegio de México, 1988.
- HOFFMAN Abraham, *Unwanted Mexican Americans in the Great Depression*. Tucson, University of Arizona Press, 1979.
- HOFFMANN Hans, « A sociological approach toward a general theory of migration », in : Mary KRITZ, Charles KEELY et Silvano TOMASI, *Global Trends in Migration : Theory and Research on International Populations Movements*. Center for Migrations Studies, 1981, pp. 64-83.
- HUERTA Jorge, « Algo sobre el teatro chicano », in : Tino VILLANUEVA, *Chicanos*. México, FCE-SEP, 1985.
- ICAZURIAGA Carmen, « La ciudad y el campo en el Municipio de Tepatitlán, Jalisco ». México, Universidad Iberoamericana, thèse de licence/anthropologie sociale, 1975.
- IGLESIAS Norma, « El desarrollo del cine fronterizo : análisis de los últimos tres sexenios », in : Luis HERNANDEZ PALACIOS et Juan Manuel SANDOVAL (comp.), *Frontera Norte. Chicanos, Pachucos y Cholos*. México, UAZ, UAM, 1989, pp. 501-525.
- JACKSON Frederik, « El significado de la frontera en la historia americana », in : *Secuencia*, 7. México, Instituto Mora, 1987, pp. 187-207.
- JAUREGUI Severiano, *El Libro de los Talentos*. Los Angeles, Difusora Cultural Los Talentos Inc., 1981.
- KAYSER Bernard, « Le retour des travailleurs migrants portugais ». Paris, ministère du Travail et de la Participation, miméo, 1979.
- KEMPER Robert, *Los Campesinos en la ciudad. Gente de Tzintzuntzan*. México, SepSetentas 270, 1976.
- KENNY Michael, GARCIA ACOSTA Virginia, ICAZURIAGA Carmen, SUAREZ María Elena et ARTIZ Gloria, *Immigrantes y Refugiados Españoles en México (siglo XX)*. México, Ediciones de La Casa Chata, 1979.
- KRAUZE Enrique, MEYER Jean et Cayetano REYES, *Historia de la Revolución mexicana, 1924-1928. La reconstrucción económica*. México, El Colegio de México, 1981.
- KUESSEL Corinna, « El papel de la industria maquiladora en el proceso de desarrollo e industrialización de México : algunas hipótesis provocativas », in : Luis HERNANDEZ PALACIOS et Juan Manuel SANDOVAL, *Frontera Norte. Chicanos, Pachucos y Cholos*. México, UAZ, UAM, 1989, pp. 127-145.
- LANCASTER JONES Ricardo, *Haciendas de Jalisco y Aledaños*. Guadalajara, Financiera Aceptaciones, S.A., 1974.

- LAVERSTAIN Harvey A., *Las Organizaciones obreras de Estados Unidos y México. Historia de sus relaciones*. México, EDUG, 1980.
- LESKO ASSOCIATES, « Basic Data and Guidance Required to Implement a Major Illegal Alien Study During Fiscal Year 1976 ». Washington, U.S. Immigration and Naturalization Service, 1975.
- LEWIS Oscar, « Urbanización sin desorganización », in : Joseph A. KAHL (coord.), *La Industrialización en América latina*. México, F.C.E., 1965.
- LEWIS Oscar, « Nuevas observaciones sobre el continuum folk-urbano y urbanización con especial referencia a México », in : BASSOLS et al., *Antología de sociología urbana*. México, UNAM, 1988, pp. 158-170.
- LOMNITZ Larisa, *Cómo sobreviven los marginados*. México, Siglo XXI Editores, 1975.
- LOPEZ Gustavo, *La Casa dividida*. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1986.
- LOPEZ Gustavo, « Lenguaje y migración », in : Herón PEREZ (éd.), *Lenguaje y tradición en México*. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1989, pp. 285-300.
- LOYO Gilberto, « Prólogo », in : Manuel GAMIO, *El Immigrante mexicano : la historia de su vida*. México, UNAM, 1969.
- MACIEL David, *Al Norte del Río Bravo (pasado inmediato) (1930-1981)*. México, Siglo XXI Editores, 1981.
- MACIEL David et SAAVEDRA José Guillermo, *Al Norte de la frontera : el pueblo chicano*. México, CONAPO, 1988.
- MCWILLIAMS Carey, *Al Norte de México*. México, Siglo XXI Editores, 1972.
- MADERO Francisco I., *La Sucesión presidencial en 1910*. México, 1911.
- MARTINEZ Oscar, *Ciudad Juárez : el auge de una ciudad fronteriza a partir de 1848*. México, F.C.E., 1982.
- MARTINEZ Tomás, « Los impactos políticos y económicos de los emigrados en Jalisco : el caso de Arandas », in : Sergio ALCANTARA et Rafael SANCHEZ RUIZ (comp.), *Desarrollo rural en Jalisco*. Guadalajara, El Colegio de Jalisco, 1985, pp. 123-134.
- MARTINEZ Tomás et GANDARA Leticia, *Política y Sociedad en México : el caso de los Altos de Jalisco*. México, SEP-INAH, 1976.
- MASSEY Douglas S., « Current items. Social structure, household strategies, and the cumulative causation of migration », in : *Population*, index 56 (1), 1990, pp. 3-26.
- MASSEY Douglas S., ALARCON Rafael, DURAND Jorge et GONZALEZ Humberto, *Return to Aztlan*. Berkeley, University of California Press, 1987.
- MATOS MAR José, *Urbanización y barriadas en América del Sur*. Lima, Instituto de Estudios Peruanos, 1968.
- MELESIO José Carlos, « Identidad nacional en las zonas fronterizas », in : Luis

- HERNANDEZ PALACIOS et Juan Manuel SANDOVAL (comp.), *Frontera Norte. Chicanos, Pachucos y Cholos*. México, UAZ, UAM, 1989, pp. 487-500.
- MENTZ Brigida VON, RADKAU Verena, SCHARRER Beatriz et TURNER Guillermo, *Los Pioneros del imperialismo alemán en México*. México, Ediciones de la Casa Chata, 1982.
- MEYER Jean, *La Cristiada*. México, Siglo XXI Editores, 1977.
- MEYER Lorenzo, *México Estados Unidos 1982*. México, El Colegio de México, 1982.
- MIGRINTER, « Les Maghrébins de la régie Renault : solidarités communautaires et implications au Maghreb », in : *Revue européenne des migrations internationales*. vol. II, 1. 1986, pp. 137-162.
- MINES Richard, « Developing a Community Tradition of Migration : a Field Study in Rural Zacatecas, México and California Settlement Areas ». San Diego, Monographs in U.S. Mexican Studies, 3, 1981.
- MINES Richard et MASSEY Douglas S., « Patterns of migration to the United States from two mexican communities », in : *Latin American Research Review*, 20. 1985, pp. 444-454.
- MIRANDA Francisco, « Mestizaje cultural de un pueblo migratorio del occidente de México », in : *Relaciones*, vol. V, 9. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1984, pp. 123- 134.
- MONTAÑO Jorge, *Los Pobres de la ciudad en los asentamientos espontáneos*. México, Siglo XXI Editores, 1976.
- MORALES Patricia, *Indocumentados mexicanos*. México, Editorial Grijalbo, 1982.
- MORENO Eusebio, *Primer Informe de Gobierno, 1986*. San Francisco del Rincón, Gto. 1986.
- MOYANO Angela, « Violaciones al tratado de Guadalupe Hidalgo. Las tribus indígenas », in : *Secuencia*, 2. México, Instituto Mora, 1975, pp. 25-33.
- MUÑOZ Humberto et DE OLIVEIRA Orlandina, « Migraciones internas en América Latina : exposición y crítica de algunos análisis », in : Humberto MUÑOZ et al., *Migración y desarrollo. Consideraciones teóricas*. Buenos Aires, CLACSO, 1972, pp. 5-31.
- MURIA José María et al., *Historia de Jalisco (4 tomes)*. Guadalajara, UNED, 1980.
- NEGRETE Martaelena, « La frontera texana y el abigeato », in : *Historia mexicana*, 121. México, El Colegio de México, 1981, pp. 79-100.
- NOLASCO Margarita, « Los alegres cálculos de regresados », in : *El Sol de México* México, 4 de julio de 1984.
- NORTH David, « Cinco mitos en torno a la inmigración ilegal hacia Estados Unidos », in : *Revista de la Universidad de Guadalajara*. Jalisco, Universidad de Guadalajara, sans date, pp. 11-20.

- NORTH David S. et HOUSTON Marion F., *The Characteristics and Role of Illegal Aliens, in the U.S. Labor Market : An Exploratory Study*. Washington, Linton, 1976.
- OCHOA Alvaro, « Arrieros, braceros y migrantes del oeste michoacano (1849-1911) », in : Thomas CALVO et Gustavo LOPEZ (coord.), *Movimientos de población en el occidente de México*. México, CEMCA, El Colegio de Michoacán, 1988, pp. 253-264.
- OCHOA Alvaro et URIBE Alfredo, *Emigrantes del Oeste*. México, CONACULT, 1990.
- OJEDA Mario, « La protección de los trabajadores emigrantes ». México, UNAM, thèse de licence, 1957.
- OJEDA Mario, « Prólogo », in : Riordan ROETT (comp.), *México y Estados Unidos. El manejo de la Relación*. México, Siglo XXI Editores, 1989, pp. 11-14.
- OLIVEIRA DE Orlandina et STERN Claudio, « Notas acerca de la teoría de las migraciones internas », in : Humberto MUÑOZ et al. *Migración y desarrollo. Consideraciones teóricas*. Buenos Aires, CLACSO, 1972, pp. 32-43.
- OROZCO José Luis, *El Negocio de los ilegales : ganancias para quién ?* Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine, thèse de doctorat (N.R.) / sociologie, 1990.
- PALERM Angel, *Antropología y marxismo*. México, Editorial Nueva Imagen, 1979.
- PAREDES Américo, *Texas-Mexican cancionero*. Chicago, University of Illinois Press, 1976.
- PAZ Octavio, « Arte e identidad », in : catálogo de la exposición « Martín Ramírez, Pintor Mexicano ». México, Centro Cultural de Arte Contemporáneo, 1989, pp. 13-22.
- PÉREZ CANCHOLA José Luis, « Frontera norte : identidad nacional y migración », in : Luis HERNÁNDEZ PALACIOS et Juan Manuel SANDOVAL (comp.), *Frontera norte. Chicanos, pachucos y cholos*. México, UAZ, UAM, 1989, pp. 474-486.
- PIETRI Anne Lise et René, *Empleo y migración en la región de Pátzcuaro*. México, SepINI, 1976.
- PIORE Michael, *Bird of Passage*. Cambridge, Cambridge University Press, 1979.
- PORTES Alejandro et BACHS Robert, *Latin Journey*. Berkeley, California University Press, 1985.
- PRYOR Robin, « Integrating International and Internal Migration Theories », in : Mary KRITZ, Charles KEELY et Silvano TOMASI, *Global Trends in Migration : Theory and Research on International Populations Movements*. Center for Migrations Studies, 1981, pp. 110-129.

- QUIJANO Anibal, *Dependencia, urbanización y cambio social en Latinoamérica*. Lima, Mosca Azul Editores, 1977.
- RAMÍREZ Axel, « El folklore sociolingüístico de los chicanos como aglutinante en los años veinte », in : Luis HERNÁNDEZ PALACIOS et Juan Manuel SANDOVAL (comp.), *Frontera Norte. Chicanos, pachucos y cholos*. México, UAZ, UAM, 1989, pp. 525-548.
- REDFIELD Robert, *The Folk Culture of Yucatán*. Chicago, University of Chicago Press, 1941.
- REICHERT Joshua, « The migrant syndrome : seasonal U.S. wage labor rural development in Central México », in : *Human Organization*, 40, 1981, pp. 56-66.
- REVEL-MOUROZ Jean, « Les migrations vers la frontière Mexique-État-Unis », in : *Cahiers des Amériques latines*, numéro spécial, « Les migrations au Mexique », n° 12. Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine, 1975, pp. 317-350.
- RIONDA Luis Miguel, « Orígenes y móviles de la migración al interior de una comunidad indígena del Valle de Oaxaca : Santa Inés Yatzechi ». México, Universidad Autónoma Metropolitana-Ixtapalapa, thèse de licence/anthropologie sociale, 1983.
- RIONDA Luis Miguel, « Continuidad y escisión social en Copándaro », in : Carlos HERREJON (coord.), *Estudios Michoacanos II*. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1986, pp. 245-256.
- RIONDA Luis Miguel, *Y Jalaron pal norte*. Zamora, El Colegio de Michoacán, thèse de maîtrise/anthropologie sociale, 1991.
- RIVIÈRE D'ARC Hélène, « Tepatitlán (Jalisco), une terre d'émigration », in : *Cahiers des Amériques latines*, numéro spécial, « Les migrations au Mexique », n° 12. Paris, Institut des hautes études de l'Amérique latine, 1975, pp. 139-162.
- RIVIÈRE D'ARC Hélène, *Guadalajara y su región*. México, SepSetentas, 1973.
- ROBERTS Kenneth, « Agrarian structure and labor mobility in rural México », in : *Population and Development Review*, 8, 2, 1982.
- RODRÍGUEZ José, *Les Études des Espagnols en France*. Toulouse, université de Toulouse-Le Mirail, mémoire de maîtrise, 1973.
- RODRÍGUEZ María, « Unión de Tula, Jalisco, pueblo de migrantes », communication in : Seminario sobre migración internacional en México. Cocoyoc, CONAPO, 5-6 septembre 1989.
- RODRÍGUEZ DEL PINO Salvador, « El idioma de Aztlán, una lengua que surge », in : Tino VILLANUEVA, *Chicanos*. México, F.C.E., SEP, 1985, pp. 129-136.
- ROSENBAUM Robert, *Mexicano Resistance in the Southwest*. Austin, University of Texas Press, 1981.
- ROUSE Roger, « Migración al suroeste de Michoacán durante el porfiriato :

- el caso de Aguililla », in : Thomas CALVO et Gustavo LOPEZ (coord.), *Movimientos de población en el Occidente de México*. México, CEMCA, Colmich, 1988, pp. 231-252.
- RUIZ Ramón Eduardo, *México : la Gran Rebelión*. México, Editorial Era, 1984.
- SANCHEZ Luis, « Trabajadores migrantes, desarrollo social y cambio económico. Los orígenes. Purépero, Michoacán 1900-1910 ». Zamora, El Colegio de Michoacán, Centro de Estudios Históricos, Proyecto de investigación, ronéo, 1985.
- SANTAMARIA Arturo, *La Izquierda mexicana y los trabajadores indocumentados*. México, Ediciones de Cultura Popular, 1988.
- SANTIBAÑEZ Enrique, *Ensayo acerca de la inmigración mexicana en los Estados Unidos*. San Antonio, Texas, 1930.
- SEGRERA Martin, *España peregrina*. México, Costa Amic Editores, 1970.
- SHADOW Robert, « Differential Out-Migration : A Comparison of Internal and International Migration from Villa Guerrero, Jalisco (México) », in : Fernando CAMARA et Robert VAN KEMPER (éd.), *Migration Across Frontiers : México and the United States*. Contributions of the Latin American Anthropology Group, vol. III. Albany, N.Y., Institute of Mesoamerican Studies, University of New York, 1979, pp. 67-84.
- SINGER Paul, *Economía política de la urbanización*. México, Siglo XXI Editores, 1977.
- STAVENHAGEN Rodolfo, *Las Clases sociales en las sociedades agrarias*. México, Siglo XXI Editores, 1976.
- STRICKLAND Barbara, « Protección jurídica de los trabajadores indocumentados en Estados Unidos », in : Audiencia pública ; Trabajadores Migratorios ; Senado de la República. México, UNAM, 1985.
- STUART James et KEARNEY Michael, « Causes and Effects of Agricultural Labor Migration from the Mixteca of Oaxaca to California », in : *Working Paper in U.S. Mexican Studies* 28. La Jolla, Program in United States Mexican Studies, University of California at San Diego, 1981.
- TAAMALLAH Khemaães, « L'évolution de l'émigration tunisienne en Europe occidentale et ses impacts socio-économiques », in : Larbi TALHA et al., *Maghrébins en France : émigrés ou immigrés ?* Paris, Editions du CNRS, 1983, pp. 188-200.
- TALHA Larbi et al., « *Maghrébins en France : émigrés ou immigrés ?* Paris, Editions du CNRS, 1983.
- TANORI Arcelia, « Maquiladoras y migración femenina », in : Luis HERNANDEZ PALACIOS et Juan Manuel SANDOVAL, *Frontera Norte. Chicanos, pachucos y cholos*. México, UAZ, UAM, 1989, pp. 79-100.
- TAYLOR Edward J., « Differential Migration Networks, Information, and Risk », in : Oder START (éd.), *Research in Human Capital and Development : Migration, Human Capital and Development*, vol IV. Greenwich, Conn., Jai Press, 1981, pp. 147-141.

- TAYLOR Paul S., *Mexican Labor in the United States : Migration Statistics*. Berkeley, University of California Press, vol. VI, 3, 1929.
- TAYLOR Paul S., *Mexican Labor in the United States, Dimmit County, Winter Garden District South Texas*. Berkeley, University of California Press, vol. VI, 5, 1930.
- TAYLOR Paul S., *Mexican Labor in the United States, Bethlehem, Pennsylvania*. Berkeley, University of California Press, vol. VII, 1, 1931.
- TAYLOR Paul S., *A Spanish-Mexican Peasant Community. Arandas in Jalisco, México*. Berkeley, University of California Press, 1933.
- TEITELBAUN Michael, « Temas de la inmigración mexicana a Estados Unidos : ambivalencia e incomprensiones mutuas », in : Riordan ROETT (comp.), *México y Estados Unidos. El manejo de la relación*. México, Siglo XXI Editores, 1988, pp. 180-203.
- TRABIS Roland, *Industrie et politique à la frontière Mexique- U.S.A. Le cas de Nuevo Laredo, 1966-1984*. Paris, Editions du CNRS, 1985.
- TRIGUEROS Paz et RODRIGUEZ Javier, « Migración y vida familiar en Michoacán », in : Gustavo LOPEZ et Sergio PARDO (éd.) *Migración en el Occidente de México*. Zamora, Michoacán, CEMCA, El Colegio de Michoacán, 1988, pp. 201-221.
- TUIRAN Rodolfo, « El volumen de la inmigración mexicana indocumentada en los Estados Unidos : especulación vs. conocimiento científico », in : René JIMENEZ et Alberto MINUGIN (comp.), *Los Factores de cambio demográfico en México*. México, Siglo XXI Editores, 1984, pp. 466-467.
- ULLOA Berta, *Historia de la Revolución Mexicana. La encrucijada de 1915*. México, El Colegio de México, 1979.
- UNIKEL Luis, *El Desarrollo urbano en México*. México, El Colegio de México, 1978.
- VALENZUELA José Manuel, *A la Brava Ese*. México, El Colegio de la Frontera Norte, 1989.
- VARGAS Ruth, « La cabeza de Jano », in : *Cultura Norte*. México, Programa Cultural de las Fronteras, 1990, pp. 3-6.
- VASQUEZ Rodolfo, « Algunos aspectos cuantitativos sobre la relación entre la emigración internacional y la migración interna de Mexicanos », in : *Estudios fronterizos*, vol. I, 3. Baja California, UABC, 1989, pp. 113-132.
- VAZQUEZ Luis, « Alfonso Fabila Montes de Oca », in : Lina ODENA GUEMES et Carlos GARCIA MORA (coord.), *La Antropología en México. Tomo 10. Los protagonistas*. México, INAH, 1988, pp. 56-69.
- VERDUZCO Gustavo, *Campesinos itinerantes*. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1982.
- VERDUZCO Gustavo, « Los falsos supuestos de la ley Simpson-Rodino », in :

- Foro Internacional*, vol. XXVII, 3. México, El Colegio de México, 1987, pp. 168-470.
- VEREA Mónica, *Entre México y Estados Unidos : los indocumentados*. México, Ediciones El Caballito, 1982.
- VERNEZ Georges, *Immigration and International Relations*. California, The Rand Corporation and The Urban Institute, 1990.
- WALLRAFF Günter, *Cabeza de Turco*. Barcelona, Anagrama, 1987.
- WARMAN Arturo, *Y venimos a contradecir*. México, Ediciones de la Casa Chata, 1976.
- WASSERMAN Mark, *Capitalistas, caciques y Revolución*. México, Enlace-Grijalbo, 1987.
- WIEST Raymond, « La dependencia externa y la perpetuación de la migración temporal a los Estados Unidos », in : *Relaciones*, vol. IV, 15. Zamora, El Colegio de Michoacán, 1983, pp. 53-87.
- WOLF Eric, « El Bajío en el Siglo XVIII. Un análisis de integración cultural », in : *Los Beneficiarios del desarrollo regional*. México, SepSetentas, 1972, pp. 63-95.
- WYNN Dennis J., *The San Patricio Soldiers Mexico Foreign Legion*. Texas, Western Press, monographie 74, 1984.
- ZAHRAOUI Ahsème, « Le retour : mythe ou réalité », in : Larbi TALHA, *Maghrébins en France : émigrés ou immigrés ?* Paris, Éditions du CNRS, 1983, pp. 229-246.
- ZAMORA Emilio, *El Movimiento obrero mexicano en el Sur de Texas, 1900-1920*. México, SEP Frontera, 1985.
- ZAZUETA César, « Trabajadores migrantes temporales mexicanos en los Estados Unidos : uso en sus comunidades de origen del dinero ahorrado y relación con la génesis de la tradición migratoria ». México, CENIET, Secretaría del Trabajo y Previsión Social, ronéo, 1982.

Journaux et magazines

- La Libertad*, 1895-1910. Guadalajara, Jalisco.
- El Correo de Jalisco*, 1895-1910. Guadalajara, Jalisco.
- El Heraldo de Zamora*, 1895-1910. Michoacán.
- El Cosmopolita*, juillet 1895. León, Guanajuato.
- El Obrero*, 1905-1910. León, Guanajuato.
- El Nacional*, 1891. México, D.F.
- El Universal*, avril 1944. México, D.F.
- Proceso*, 1985-1990. México, D.F.
- La Jornada*, 1985-1990. México, D.F.
- The New York Times*, janvier 1988. États-Unis.
- Newsweek*, 1982.

Archives

- Archivo Histórico de Jalisco (AHJ); 1895-1920.
- Archivo Municipal de León, Guanajuato (AHML); 1895-1925.
- Archivo Municipal de Numarán, Michoacán; 1960-1965.

Glossaire

Abajeño : qui habite le Bajío.

Alambrista : qui passe illégalement la frontière sous les barbelés (*alambre*).

Alteño : habitant des *altos*, collines peu productives par opposition aux terres basses souvent irriguées, dites de *bajío*, en particulier au Guanajuato, Jalisco, Michoacán.

Bajío : zones basses souvent irriguées, en particulier au Guanajuato, Jalisco, Michoacán, par opposition aux *altos*.

Barbacoa : viande de porc enveloppée dans des feuilles (de bananier, en général) et cuite au four.

Bracero : travailleur de la campagne (« brassier »). On a ensuite désigné ainsi la main-d'œuvre temporaire mexicaine participant au « programme Bracero » (ou *bracerismo*) aux États-Unis en particulier entre 1942 et 1964.

Carnita : viande de porc cuite dans le saindoux.

Chicano : citoyen des États-Unis d'origine mexicaine et/ou participant du mouvement politique et culturel d'affirmation d'une origine mexicaine, aux États-Unis.

Chicharrón : couenne de porc frite.

Cholo : métis, désigne une sous-culture *chicana*.

Compadre : compère (en général par relation de parrainage de baptême).

Coyote : passeur qui se charge de guider les illégaux pour traverser la frontière entre le Mexique et les États-Unis ; cette activité s'appelle *coyotaje*.

Cristero : participant au soulèvement de la guerre civile *cristera* ou *christiade* (*cristiada*), mené pour la défense de la religion catholique contre le gouvernement de Calles, issu de la Révolution mexicaine et anticlérical (principalement en 1926-1929).

Desobligado : qui manque à son devoir (familial ou social).

Ejidatario : petit agriculteur possédant un lopin d'*ejido*.

Ejido : terre attribuée, en usufruit et non en propriété, par la réforme agraire mexicaine, en général à de petits tenanciers.

Empapelado : migrant légal disposant de papiers.

Enganche (« accrochage ») : système d'embauche forcée (souvent liée à un endettement) utilisé au Mexique et dans d'autres pays à la fin du siècle passé.

- Francorincónense* : habitant de San Francisco del Rincón.
- Golondrino* (« hirondelle ») : travailleur saisonnier, en général dans l'agriculture, se déplaçant vers les États-Unis ou à l'intérieur du Mexique.
- Guëro* : blond.
- Hacienda* : grande exploitation agricole.
- Indigène* : population amérindienne par sa langue ou son origine. Le mot n'est pas péjoratif en mexicain, contrairement au mot *indio* (« indien »).
- Indocumentado* : « sans papiers » (pour un Mexicain aux États-Unis); formulation plus nuancée que « migrant illégal ».
- IRCA* (loi Simpson-Rodino) : loi de 1986 donnant, après amnistie, un statut légal à plus d'un million de Mexicains (dits *rodinos*), ex-*indocumentados* résidant durablement aux États-Unis.
- Latifundia* : voir hacienda.
- Mediero* : métayer.
- Mexicano-américain* : habitant des États-Unis d'origine mexicaine ou ancien migrant aux États-Unis revenu au Mexique (voir *chicano*, *norteño*).
- Mica* : document d'identité plastifié (document d'immigration légale) dont le détenteur est un *micaelo*.
- Migra* : les illégaux appellent ainsi les services nord-américains d'immigration.
- Migradollar* : devise provenant de l'émigration, par analogie avec *pétrodollar*, devises tirées de la vente du pétrole.
- Mojado* : migrant illégal. On dit aussi *espalda mojada* (« dos mouillé ») ou *wetback*, car ils se mouillent en traversant le Río Bravo ou Río Grande.
- Municipio* : municipale, plus petite unité de l'administration locale mexicaine qui, par sa taille, correspond plus souvent au canton français qu'à la commune, dont il a cependant le statut et les attributions, d'où l'emploi occasionnel de ce dernier mot dans le texte.
- Norte* : synonyme d'États-Unis.
- Norteño* : c'est ainsi que l'on désigne, dans les villages, ceux qui sont allés aux États-Unis; ou les habitants du Nord du Mexique.
- Otro lado* : synonyme d'États-Unis.
- Peón* : manœuvre, agricole en particulier. Au XIX^e siècle, souvent attaché par des dettes au maître d'une hacienda.
- Pocho* : gâté, maladroit; désigne une sous-culture marginale *chicana*.
- Porfiriat* (*porfiriato*, porfirien) : époque de gouvernement du président Porfirio Díaz, période de stabilité et de « despotisme scientifique » (1877-1911).
- Retablo* : ex-voto peint.
- Purépecha* ou *tarasco* (tarasque) : groupe ethnique et linguistique indigène du Michoacán.
- Ranchería* : petite localité rurale.
- Ranchero* : habitant d'un *ranchito* ou d'une *ranchería*, moyen ou petit exploitant, souvent éleveur.
- Rancho* : exploitation rurale moyenne, où souvent prédomine l'élevage.
- Rincónense* : habitant de San Francisco del Rincón.
- Rodino* : voir *IRCA*.
- San Pancho* : San Francisco [del Rincón]. Le diminutif du prénom s'applique au saint et donc au toponyme.
- SAW* : bénéficiaire d'un contrat temporaire de travail agricole aux États-Unis postérieur à l'IRCA (1986).

- SIN* : Service de l'immigration des États-Unis.
- Tamal* : mélange de viande et de semoule de maïs cuit à l'étouffée dans une membrane d'agave ou dans les feuilles de l'épi de maïs.
- Temporal* (agriculture de) : culture sous pluie, sans irrigation, soumise aux irrégularités de la saison humide estivale.
- Tortilla* : crêpe de maïs (ou parfois de blé, dans le Nord).
- Tortillería* : atelier artisanal de fabrication de *tortillas*, équivalent d'une boulangerie.
- Vecindad* : habitat urbain pauvre organisé en courée (logements d'une pièce autour d'une allée ou d'un couloir).
- Villa* : localité urbaine qui, par sa taille et son statut juridique, a un rang inférieur à la *ciudad* (ville).
- Wetback* : voir *mojado*.

Table des matières

Introduction	9
Chapitre premier. Étudier la migration : trois quarts de siècle	17
Dans le contexte politique des années vingt (1920-1930).....	18
Migration et changement social rural (1930-1950).....	21
La migration et l'économie paysanne (1970-1980)	22
Retour à la migration internationale	24
De la loi Simpson au traité de libre commerce.....	28
Chapitre II. Une frontière en porte de saloon	33
Soupape de sûreté : histoire d'une métaphore	33
Autres métaphores	40
Le XIX ^e siècle.....	43
Le XX ^e siècle.....	47
Présent et futur immédiat.....	51
Chapitre III. Au cœur de la migration : histoire de l'Ouest mexicain.....	55
Les débuts (1880-1900).....	55
L'inertie (1900-1910)	62
Révolutions et expulsions (1910-1940).....	65
Les <i>braceros</i> (1942-1964)	73
Les illégaux (1964-1986)	77
Chapitre IV. Modèles migratoires contemporains	83
Les communautés	83
Ampleur de la migration	87
Les migrants	90
Le voyage	91
Stratégies migratoires	97
Chapitre V. San Francisco del Rincón : l'émigration coûte que coûte....	101
Enquête sur la ville	101

Histoires de migrations.....	107
Modèles migratoires à San Francisco del Rincón	120
Un nid <i>rincónense</i> au Nevada.....	129
Chapitre VI. Impact économique de la migration	135
Montant général des transferts	136
Une vision diachronique de l'impact économique de la migration.....	145
Investissements productifs.....	156
Chapitre VII. Modèles culturels et migration.....	165
Intégration culturelle et migration.....	166
La perception et l'évaluation des contrastes.....	170
Fous, égarés et <i>desobligados</i>	175
Fêtes, sanctuaires et ex-voto	180
Conclusion.....	187
Bibliographie	191
Glossaire.....	209

Marc Vitse, professeur à l'université de Toulouse-Le Mirail, a supervisé cet ouvrage. Qu'il en soit ici remercié.

Achévé d'imprimer par
Stil
 Z.A. de Trebeurden
 Route de Pleumeur-bodou
 22560 Trebeurden
 pour le compte de
CNRS Editions
 Dépôt légal : 3^e trimestre 1996